L'AUTRICHE A VOULU

LA GRANDE GUERRE

PIERRE BERTRAND

L'AUTRICHE A VOULU LA GRANDE GUERRE



EDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME
PARIS
1916

PRÉFACE

Ce livre s'efforce d'établir, avec précision, les responsabilités dans l'immense guerre qui tarit le meilleur sang de l'Europe. Toutes ses pages démontrent que les Empires du Centre l'ont volontairement provoquée, qu'ils ont pris un soin égal d'écarter les chances de paix, l'un avec plus de perfidie, l'autre avec plus de brutalité. (C'est l'Allemand qui fut surtout perfide, l'Autrichien qui fut surtout brutal.) Mais la faute serait grave et pourrait avoir d'incalculables suites si, dans l'horreur d'un tel crime, nous perdions la faculté de rechercher les circonstances qui l'ont rendu possible. Pour qu'on ait osé, à Vienne et à Berlin, le préparer et le perpétrer, une condition était nécessaire : il fallait qu'il n'y eût plus d'Europe. Et il n'y avait plus d'Europe, en effet. Il y avait des intérêts, des passions, des cupidités, des ambitions, des rancunes, des nations grandes et petites. L'Europe conçue comme une personne morale ayant des droits, des devoirs envers elle-même et envers le monde, une haute mission, était lentement morte, à peine regrettée par

quelques-uns, tournée en dérision par le plus grand nombre. Le réalisme de nos temps ne s'accommodait pas de cette conception idéale,

De bons esprits s'étaient imaginé, avec vraisemblance, que l'extrême développement, dans tous les domaines, des relations internationales : congrès religieux, scientifiques, littéraires, artistiques, financiers, économiques, parlementaires, socialistes, et l'extrême facilité des relations quotidiennes devaient avoir comme résultat tout au moins d'établir, à défaut d'une solidarité plus noble, une certaine entente pour la défense des intérêts communs. Mais leur espoir avait été déçu. Et si, dans ses frontières, chacun désirait, certes, s'assurer la justice pour soi — avec même quelques privilèges — c'était sans aucun souci d'assurer, ou de contribuer à assurer la justice au voisin.

Loin que l'Europe s'élevât, comme l'avaient rêvé des idéologues que les railleries poursuivent de siècle en siècle, loin que l'Europe s'élevât à une idée toujours plus étendue et plus fière de son rôle et de ses obligations, loin qu'elle prît une conscience toujours plus nette et plus ferme de la magistrature de justice à laquelle l'Histoire l'a préparée, loin qu'elle s'appliquât d'une volonté plus active et plus forte à servir les intérêts généraux d'une civilisation dont elle est le représentant le plus ancien, elle s'humiliait chaque jour davantage, s'effaçait, renonçait, abdiquait. Elle dormait d'un sommeil mortel quand le coup de tonnerre d'août 1914 l'a réveillée à demi. Depuis lors, elle s'efforce de se mettre debout. Elle n'est que sur les genoux encore. Elle a du sang bien plus haut.

Il faut le dire, il faut le comprendre : la victoire

même que nous espérons, que nous attendons avec une invincible confiance, si complète soit-elle, et dussent y périr à jamais les rêves d'hégémonie allemande, serait pourtant une victoire sans lendemain si elle n'était consacrée par le redressement total de l'Europe. Des millions d'hommes auraient péri en vain si les nations qui constituent l'Europe géographique se refusaient à tirer la leçon de cette épreuve, et si, tranquilles au sujet du danger allemand, elles ne se mettaient pas en garde contre le danger qui naîtra ici ou là, demain, dans dix ans ou dans cinquante, et, de nouveau, viendra à pas furtifs, comme un voleur, et fera une nouvelle moisson de jeunes existences. Les événements montrent à quoi aboutit l'égoïsme réaliste si fort en honneur hier — aujourd'hui encore.

Certes, c'est avec une parfaite bonne foi que les pays engagés depuis la première heure dans ce conflit, et qui ont la certitude de livrer une juste bataille, s'étonnent — lorsqu'ils ne s'en indignent pas — de l'attitude passive d'autres pays pour lesquels ils avaient sympathie et respect. Précisément parce qu'ils ne méconnaissent point leurs vertus, ils sont tour à tour stupéfaits et irrités de n'en point recevoir de secours. Tantôt ils les adjurent, tantôt ils les raillent. « — Nous nous battons pour vous qui ne vous battez pas. » Tel est le thème. « — Nous nous battons pour vous, c'est-à-dire pour défendre la foi des traités, maintenir l'indépendance des Etats faibles ou forts, pour assurer le libre développement du génie particulier de chaque nation. Comment se peut-il que, sinon le sentiment de votre devoir envers nous et envers vous-mêmes, sinon votre sympathie, du moins votre intérêt ne vous mette pas

les armes aux mains et ne vous conduise pas à nos côtés ? De quelle immoralité ne donnez-vous pas l'exemple, de quel égoïsme, de quel aveuglement ? »

Soit. Mais tout ceci fut nôtre. C'est le premier et le plus grave enseignement de cette guerre que nous souffrons de l'application de principes de conduite qui furent, dans une certaine mesure, nos propres principes.

Lorsque, le 23 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie remit sa note outrageante à la Serbie ; lorsque, le 25 juillet, elle rompit les négociations diplomatiques, malgré les satisfactions qui lui étaient données ; lorsque, le 28 juillet, elle déclara la guerre, la Serbie n'avait-elle pas le droit de se tourner vers l'Europe et de lui dire : « — Je me bats pour défendre mon droit à vivre, à penser, à me développer, à créer librement ; pour défendre mon territoire, mes souvenirs, mes traditions, mes tombes, mes autels, mes foyers ! C'est une juste cause. Je suis le plus faible. Cette guerre est un assassinat. Secourez-moi, c'est votre devoir ». La Serbie n'avait-elle pas le droit de se tourner vers l'Europe et de lui dire encore : « Prenez garde ! Je me bats pour défendre Salonique et Constantinople, pour arrêter le Germain dans sa marche vers l'Orient. Si je suis vaincue, — après le Danemark, après l'Autriche, après la France, — il n'y aura plus de contre-poids à la force allemande ! Elle aura l'Europe, elle aura l'Orient, et déjà menace l'Extrême-Orient. C'est l'asservissement du monde qui se prépare. Secourez-moi. C'est votre intérêt ».

Sans doute, la Serbie ne l'a pas dit, parce que le protocole ne permet pas aux petites nations de parler sur ce ton aux grandes. Mais l'Europe l'a entendu tou

de même, et elle a répondu par la déclaration unanime que le mieux était de « localiser le conflit »,

Un peu plus tard, le conflit évolua. Ce n'est plus seulement Vienne qui menace Belgrade ; Berlin saisit l'occasion, entre en scène et menace Petersbourg. Cette fois, le péril est immense. La Russie battue, avec ou sans la France à ses côtés, rien ne peut plus arrêter la marche du conquérant, limiter ses ambitions. —

C'est ensuite la question belge qui se pose. Depuis

huit ou dix jours, on vit dans l'angoisse à Bruxelles, et la décomposition des mœurs européennes est telle que, pas un instant, on ne s'y berce de l'illusion que le territoire d'un si petit état sera respecté uniquement parce qu'on s'est engagé à le respecter. A la vérité, la France avait déclaré spontanément qu'elle tiendrait sa parole. Mais l'Allemagne, elle, se réserve. Elle allègue qu'elle ne sait ce qu'elle fera, qu'elle ne peut rien dire, parce que toute indication à ce sujet révèlerait son plan de campagne.

Après que de tels exemples ont été donnés, parfois par nous-mêmes : France, Russie, Angleterre, Italie, pouvons-nous être surpris et avons-nous le droit d'être indignés que d'autres nations, qui n'ont ni le même passé, ni la même culture, ni la même préparation, ni les mêmes ressources, s'imaginent, à leur tour, que la sagesse soit de localiser le conflit, et allèguent que cette bataille n'est pas la leur ? Ce qui est égoïsme et folie chez elles, était égoïsme et folie chez nous. Il faut le dire ; il faut le comprendre, parce que la première œuvre à accomplir après la victoire, si elle ne peut pas être accomplie pendant la guerre, est la reconstitution de l'Europe.

Peut-être aussi n'est-ce point donner un très bon exemple ni un très efficace encouragement au devoir, que de traiter avec une cruelle insouciance certains grands problèmes qui, déjà, se posent, et qu'il faudra résoudre au lendemain même de la défaite austro-

allemande. Il y a une contradiction singulière à prétendre au titre de champion du droit et à se désintéresser, comme le font certains écrivains, des questions de droit. Rien ne saurait être plus dangereux que de chercher dans le triomphe de nos armes des avantages particuliers, des garanties spéciales, de tailler et couper ici, par exemple en Allemagne, de maintenir là, par exemple en Autriche, avec seulement la préoccupation étroite d'y trouver un bénéfice, de quelque ordre qu'il soit, et une sécurité. Il n'y a pas d'autre bénéfice à retirer de la victoire que la paix présente et future, et il n'y a pas d'autre sécurité que le redressement du droit.

Certes, les peuples qui défendent aujourd'hui l'indépendance du monde menacée par les ambitions germaniques feront, en toute justice, payer à l'agresseur les frais de la guerre. Mais quelle imprudence ne serait-ce pas que de créer de nouveaux et permanents foyers d'incendie pour le profit précaire d'étendre une frontière ou de la fortifier ! Et quel crime aussi ne serait-ce pas que de laisser subsister les anciens et permanents foyers, d'où est partie, il y a bientôt deux ans, la tragique étincelle !

La Russie, dès la première heure, a senti la nécessité de reconstituer l'Europe, à qui les partages successifs de la Pologne avaient porté un coup fatal, et elle a promis la liberté à ce noble peuple. Mais bien d'autres nations sont à peine moins douloureuses, et ce serait un prodigieux scandale, si, par timidité ou paresse, si, par attachement à des préjugés surannés, par crainte de rompre avec une injustifiable tradition, ou encore par prosélytisme religieux, on prétent

dait maintenir dans leur servitude les peuples de la jeune Slavie que l'aigle autrichien tient encore dans ses serres. Le châtiment d'une telle faute tarderait peut-être, mais viendrait sûrement, car il aurait là, pour un conflit, bien mieux qu'un prétexte, une cause.

Au surplus, on doit y réfléchir aussi, dans l'hypothèse où nous donnerions cette preuve d'égoïsme forcené, quelle autorité morale garderions-nous, malgré l'étendue de nos sacrifices? Quel sentiment éveillerions-nous chez les spectateurs de la terrible mêlée actuelle? Si l'on dit que leur opinion ne nous importe pas, pourquoi donc met-on tant de soin à l'éclairer et à la gagner? Quel sentiment éveillerions-nous enfin chez les victimes, Serbie et Belgique? Les Serbes n'ont pas fait la guerre pour nous, il est vrai. Mais ils auraient pu faire la paix sans nous. Quant aux Belges... Ah! rendons à ce petit peuple l'hommage qui lui est dû. Il a donné à l'Europe, au prix d'indicibles souffrances, la plus admirable leçon de probité que l'Histoire ait jamais inscrite. En août 1914, M Bonar Law, à la Chambre des Communes, et le marquis de Lansdowne, à la Chambre des Lords, l'ont proclamé avec une émouvante franchise. Il n'a ni louvoyé, ni atermoyé, ni cherché d'insidieuses explications ; il n'a pas invoqué les précédents qui l'eussent excusé; il n'a pas appelé à son aide des commentateurs du droit international afin de se faire donner l'assurance que ses obligations ne l'obligeaient pas ; il n'a pas mesuré le péril. Il s'est jeté dans la fournaise pour rester fidèle à ses engagements : pour l'honneur. Personne ne peut croire que si les grandes puissances qui ont bénéficié de son héroïsme

attestaient,, au lendemain de la victoire, une moralité inférieure, cela serait une chose insignifiante et cela n'aurait pas de suites.

Aussi bien ce n'est-il, certes, l'intention d'aucun des pays engagés dans cet atroce conflit. De toutes parts s'élèvent des protestations contre une pareille pensée. En Russie, c'est M. Milioukof, l'éloquent orateur du parti libéral, qui, rejetant la responsabilité de la guerre, s'écrie : « Nous ne serons coupables que si nous ne restituons pas à la Belgique, à la Serbie, à la Pologne, à l'Arménie, tout ce qu'elles ont perdu en se plaçant à notre côté pour la défense de la civilisation ; nous ne serons coupables que si nous revenons à la vieille Europe, avec ses armements, son mépris des droits nationaux et son droit international fictif (1). » En Italie, c'est M. Salandra qui, noblement, constate que les traditions, les principes, les aspirations de son pays et du nôtre « les appelaient à défendre ensemble la cause de la justice, du droit, du respect des petits Etats, de la rédemption des nationalités opprimées (2) ». En France, dès le 4 août 1914, M. René Viviani proclamait que nous nous battions « pour la liberté et pour le droit (3) ». En Angleterre, M. Lloyd George, après avoir rendu un magnifique hommage aux petits peuples : « Que Dieu a choisis comme les coupes aux moyens desquelles il offre ses meilleurs vins aux lèvres des hommes, » terminait ainsi : « Laissez-moi vous dire, à l'aide d'une

(1) Discours prononcé le 25 mars 1916 à la Douma.

(2) Discours prononcé le 27 mars 1916, à Paris.

(3) Discours prononcé le 4 août 1914 à la Chambre.

simple parabole, ce que je crois que cette guerre est en train de faire pour nous. Je connais une vallée dans le Pays de Galles, entre la montagne et la mer. C'est une ravissante vallée, abritée, commode, défendue contre les vents adverses. L'air y est très doux, et je me souviens que les jeunes garçons avaient l'habitude de monter de temps en temps sur la colline qui domine le village pour contempler les cimes dans le lointain. Pendant des générations, nous avons, nous aussi, vécu, dans une vallée abritée. Nous avons été trop heureux, trop indulgents, beaucoup d'entre nous peut-être trop égoïstes, et la destinée impitoyable s'est dressée devant nous, et nous a forcés à lever les yeux vers les hauteurs d'où nous pouvons contempler les vérités éternelles : l'honneur, le devoir, le patriotisme, le sacrifice. Nous descendrons de nouveau dans la vallée. Mais tant que vivront les hommes et les femmes de cette génération, ils porteront dans leurs cœurs l'image de ces sommets élevés, dont les fondements ne sont pas ébranlés, bien que l'Europe oscille et tremble dans les convulsions de la grande guerre [1]. »

Donc l'entente est parfaite sur le principe. Mais il convient de se mettre en garde contre la paresse dont on pourrait être saisi au moment de l'application. Après tant de luttes, d'angoisses, de deuils, ce sera une tentation bien forte d'ajourner les difficultés que soulèverait l'établissement d'un nouveau statut européen. Et les initiatives des chancelleries auront grand besoin

(1) Discours prononcé au Queen's Hall de Londres, le 19 septembre 1914.

d'être stimulées par la volonté populaire. La diplomatie tient à ses habitudes comme un croyant à ses rites. Elle n'est pas beaucoup plus libre d'esprit, ni plus hardie, ni plus curieuse, ni plus perspicace. Lorsque ministres et ambassadeurs auront solennellement siégé dans quelque congrès historique, ils seront fort enclins à se déclarer satisfaits s'ils ont assuré la sauvegarde des intérêts particuliers dont ils ont la charge. Que vaudrait pourtant un tel résultat ? Combien de Congrès historiques où chacun fut hanté de cette préoccupation n'aboutirent qu'à préparer des guerres nouvelles ? Il faut que l'opinion publique manifeste une ambition plus haute et l'impose.

Paris, 1er juin 1916.



(Les blancs qui coupent le texte correspondent aux passages supprimées par la censure.)

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'OPTIMISME EUROPÉEN

C'est une opinion fort accréditée que l'Autriche-Hongrie, tout en partageant avec l'Allemagne la responsabilité de la guerre, ne l'a pas précisément voulue ; qu'elle a cherché surtout un accroissement de prestige, une victoire diplomatique ; que, dans ce but, elle a « bluffé » de la façon la plus audacieuse ; et qu'enfin, lorsqu'il lui est apparu, le 30 et le 31 juillet, qu'elle ne triompherait pas sans recourir aux armes, elle a reculé devant cette extrémité redoutable et s'est montrée disposée à traiter. Mais trop tard. L'Allemagne, saisissant le prétexte que lui avait offert son alliée, avec une si folle imprudence, l'entraînait après l'avoir soutenue. L'ultimatum envoyé par la Wilhelmstrasse à la Russie déterminait le conflit au moment précis où le Ballplatz s'efforçait de l'éviter.

Cette thèse s'appuie moins sur des faits que sur des impressions. Les faits se réduisent à deux. Alors que l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie le 1er août, et à la France le 3, l'Autriche-Hongrie n'a déclaré la guerre à la Russie que le 5 et a maintenu son ambassadeur à Paris jusqu'au 12.

Toutefois, pour accorder à ce double retard une signification, il faut admettre que l'Autriche-Hongrie pouvait rester étrangère à la guerre par elle-même provoquée — volontairement ou non — et laisser l'Allemagne seule en face des Puissances de la Triple-Entente.

Personne ne soutiendra cela. En réalité, son apparente hésitation n'a été fort probablement rien de plus qu'une manœuvre assez grossière destinée à impressionner les neutres d'une façon favorable.

Quant au second fait, à la proposition conciliante, transmise à M. Sazonof, le 31 juillet, de permettre que la Russie discutât le fond même de la note à la Serbie, —ce à quoi Vienne s'était jusqu'alors refusée de la façon la plus nette, la plus brutale, — il mériterait, certes, une discussion, s'il était réel. Il ne l'est pas, et je l'établirai en le discutant à sa date.

Ces deux faits écartés, il ne reste rien de précis qui permette de penser que l'Autriche-Hongrie n'avait pas l'intention d'aller jusqu'à la guerre. Et, tout de même, on lui accorde généralement le bénéfice de cette circonstance atténuante. On reconnaît volontiers qu'elle a été maladroite, hypocrite, excessive. Mais on s'empresse d'ajouter qu'elle a été dupe aussi et, dans quelque mesure, victime

des manigances de Berlin. L'empereur François-Joseph n'était-il pas, depuis un demi-siècle, le modèle des monarques pacifiques ? Comment supposer que ce vieillard, après une vie pleine de si tragiques épreuves, ait voulu mettre le feu à l'Europe pour éclairer son agonie et sa tombe? Comment supposer que, frappé par tant de malheurs, il n'ait pas répandu sur le monde un peu de la pitié qu'il s'inspirait, sans doute, à lui-même? Il avait tant vécu, tant subi, si longtemps régné qu'il semblait sage, sympathique, vénérable. Et il était le Maître. Sous des formes vaguement parlementaires, l'Autriche-Hongrie est restée un pays d'absolutisme. D'ailleurs, rien de moins belliqueux, de moins agressif, de plus différent du Junker prussien que le Viennois léger, rieur, élégant. Les plus soupçonneux parmi nos patriotes, ceux même qui, sans se lasser, à tout propos, dénonçaient le danger allemand, n'étaient pas sans bienveillance pour la monarchie dualiste. On croyait bien qu'elle suivrait, à l'occasion, sa provocante Alliée, mais à contre-cœur, et parce qu'elle n'oserait se dégager.

Certes, on n'ignorait pas ses sentiments à l'égard de la Serbie et ses ambitions en Orient. Toutefois, on en redoutait peu les suites. Elle se trouvait en opposition si souvent, depuis tant d'années, — particulièrement depuis la chute de son féal ami le roi Milan, — avec son petit voisin slave, que l'Europe, même l'Europe diplomatique, avait cessé de s'en émouvoir. Tant bien que mal, les choses s'arrangeaient toujours. On ne se préoccupait guère que la justice en souffrît ici ou là. On ne prenait même pas garde

que les haines exaspérées, des deux côtés de la frontière, en viendraient sûrement un jour à se traduire par des excès dont les conséquences seraient redoutables. Que les Serbes fussent froissés, lésés, humiliés, menacés, cela paraissait à la fois fâcheux et inévitable, normal. On s'y faisait. On espérait bien qu'ils s'y feraient aussi, à la longue. Et puisqu'on n'avait rien de sérieux à craindre tant qu'ils se soumettaient ; on comptait volontiers qu'ils se soumettraient éternellement, tous.

Quant au *Drang nach Osten*, c'était moins un projet qu'un vœu, c'était un rêve plus qu'une politique. On était, dans tous les cas, persuadé que l'Autriche-Hongrie n'aurait pas l'imprudence de se mettre en marche avant d'être assurée qu'elle le pouvait sans aucun péril pour la paix. Et comme, en l'état actuel des forces de l'Europe, elle n'avait pas cette assurance, comme elle avait bien plutôt l'assurance contraire, il était clair qu'elle ne bougerait pas. Au surplus, elle allait avoir un pas si difficile à franchir que l'on se fût volontiers apitoyé sur son compte. A la mort proche, selon toutes probabilités, de François-Joseph, comment s'opérerait la liquidation de l'Empire des Habsbourg ? Là était le vrai problème. Là seulement. Jusque-là, les appréhensions étaient vaines.

Il y avait des raisons de penser autrement ; mais on les négligeait.

A la vérité, rien n'autorisait à craindre que la Serbie se fît tout à coup provocatrice. Elle venait d'être éprouvée par deux guerres. Ses victoires lui coûtaient cher en hommes et en argent Elle avait l'immense tâche de répa-

rer ses forces, d'organiser ses conquêtes. Elle se savait menacée par la Bulgarie, folle de jalousie, de haine, d'ambition. D'autre part, son patriotisme trouvait, pour un long temps, une satisfaction suffisante dans la gloire acquise et le gain réalisé. Enfin, l'Europe n'avait pas mis tant de zèle à la défense de ses intérêts qu'elle pût se faire de grandes illusions sur les dispositions des chancelleries à son égard (1). La Serbie serait sage, c'était sûr.

On ne réfléchissait pas qu'il était moins sûr que tous les Serbes de Serbie et d'Autriche-Hongrie eûssent la même sagesse. Si, dans ce moment d'exaltation qui suit le triomphe, quelque provocation — volontaire ou involontaire — rappelait aux vainqueurs que tous leurs ennemis n'étaient pas abattus, toutes leurs terres rassemblées, que leur existence nationale même n'était pas encore assurée solidement, il n'était pas au-dessus de la raison humaine de prévoir des événements tragiques. Dans cet ordre d'idées, l'attentat de Serajevo, s'il a été un crime irrédentiste, — ce dont la démonstration reste à faire, — n'a point eu, du moins pour tout le monde, le caractère d'une surprise. Beaucoup l'attendaient, beaucoup l'espéraient, qui n'étaient point Serbes.

Peut-être aussi, dans l'optimisme avec lequel on envisa

(1) La crise de 1909, écrit M. Ernest Denis, « avait permis au gouvernement serbe de mesurer exactement la nature et la force des sympathies sur lesquelles il pouvait compter à l'occasion. Il savait que ni la France, ni la Russie, ni surtout l'Angleterre ne désiraient une rupture et qu'elles ne toléreraient pas qu'on les entraînât malgré elles dans un conflit qui couvrirait l'Europe de ruines ». *La Grande Serbie*, p. 204.

geait les conflits habituels entre Vienne et Belgrade, méconnaissait-on la hardiesse que Vienne avait montrée dans la crise, encore toute récente, provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Si la Russie n'avait alors cédé à la pression exercée sur elle, la guerre aurait éclaté cinq ans plus tôt [1]. Sans doute, elle avait cédé, quoi qu'il lui en coûtât ; mais, précisément, cette concession l'avait menée à la limite de ce que pouvaient admettre l'intérêt et l'orgueil slaves. Une extrême perspicacité n'était pas nécessaire pour prévoir que si elle était appelée de nouveau à intervenir en Orient elle ne se bornerait pas à de vaines négociations et ne se replierait pas en bon ordre après un nouvel échec diplomatique. « Se recueillir » parfois, est une politique ; se recueillir toujours serait une abdication.

Enfin il n'était pas jusqu'aux arguments tirés du grand âge de François-Joseph qui ne fussent inquiétants par un certain côté. Dans quelle mesure, en effet, cet empereur dirigeait-il son empire ? Que subsistait-il des facultés, plutôt médiocres, qui lui avaient été départies ? Et si, comme il était vraisemblable, cet octogénaire n'exerçait plus qu'en apparence le pouvoir, quelle était la politique, quelles étaient les ambitions, quels étaient les intérêts du prince héritier, le vrai maître ?

---

[1] Le 24 mars 1908, le comte de Pourtalès avait déclaré à M. Iswolsky, ministre des Affaires Etrangères, que s'il y avait conflit entre la Russie et l'Autriche, « l'Allemagne remplirait fidèlement son devoir d'alliée ».

L'archiduc François-Ferdinand était mal connu. Avait-il un secret ? L'a-t-il emporté ? Des révélations se produiront-elles ? On sait de lui si peu de choses qu'il serait difficile, encore aujourd'hui, de porter un jugement catégorique. Les vues du présomptif sont, d'ailleurs, trop rarement celles du souverain pour que l'on se hasarde à dire ce qu'eût été son règne. Mais enfin, tel qu'il apparaissait : volontaire, fanatique, borné, il n'avait rien qui dût rassurer l'opinion. Appuyé sur l'armée, qui tend à la guerre comme l'eau suit sa pente ; conseillé par le clergé, qui lui faisait entrevoir comme une œuvre immense, à jamais glorieuse et féconde, l'anéantissement du schisme orthodoxe en Serbie (1), il avait, en outre, le besoin personnel d'une

(1) « La coterie romaine, dont Mgr Stadler, l'archevêque de Bosnie, était un des meneurs les plus agités, montrait dans le lointain à François-Ferdinand l'Orient qu'il devait conquérir à la véritable foi et l'effrayait des progrès du schisme orthodoxe. Peut-être, et on l'a prétendu, l'archiduc, qui ne fuyait pas les chimères, entrevoyait-il vaguement de plus hautes destinées et songeait-il qu'en récompense des services qu'il aurait rendus à la catholicité, il lui serait donné un jour de relever à son profit le Saint-Empire romain germanique usurpé par les Hohenzollern, qui n'étaient après tout que des vassaux félons. J'ai entendu, en Croatie et en Pologne, exprimer ces idées par des hommes qui avaient approché le prince. » Ernest Denis, *La Guerre*, p. 233.

Sur cette influence des idées religieuses, le même dit encore dans un autre ouvrage : « Au mois de septembre (1912), le Congrès Eucharistique développait à Vienne ses pompes magnifiques, et il exaltait l'enthousiasme du parti clérical, très puissant en Autriche. Le vieil empereur, que l'âge rendait facilement accessible aux insi-

action d'éclat, sinon pour monter sur le trône, que personne ne lui aurait disputé, du moins pour y asseoir à ses côtés une épouse morganatique chèrement aimée, et pour assurer sa succession aux fils issus de cette mésalliance. Un conquérant seul pouvait oser l'entreprise de mettre la double couronne sur le front de la comtesse Chotèk.

C'est vraisemblablement une erreur de représenter

---

nuations de son entourage et dont la foi avait été échauffée, non éclairée, par les années, éprouvait une satisfaction sénile à terminer son règne dans l'apothéose d'une croisade catholique contre les schismatiques ». *La Grande Serbie*, p. 228.

Et, plus loin : « Les catholiques attendaient avec impatience l'occasion d'infliger une retentissante défaite aux schismatiques orthodoxes. Dans une cour aussi bigote que la cour de Vienne, le Congrès Eucharistique, avec le magnifique déploiement de ses cortèges triomphaux, avait laissé des souvenirs rayonnants. Ce fut, peut-être, une des raisons qui ranimèrent François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg, sa femme ; nerveuse, ardente, mystique, menacée dans ses sentiments les plus profonds (par les crises de folie de l'archiduc et la crainte de sa fin prochaine), n'aperçut-elle pas dans une croisade le moyen de mériter la bienveillance divine et d'obtenir un miracle ? » *La Grande Serbie*, p. 275.

De son côté, le baron Beyens écrit : « La gloire militaire, le prestige conquis sur les champs de bataille, l'archiduc en avait besoin pour asseoir sans opposition sa compagne sur le trône impérial et faire de ses enfants les héritiers des Césars. On le soupçonnait, en effet, en Autriche et à l'étranger, de ne vouloir point observer le pacte de famille qu'il avait souscrit, lors de son mariage avec la comtesse Sophie Chotèk. Il le regardait peut-être comme un contrat entaché de nullité, à cause de la contrainte qu'il avait subie ». *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1915, p. 481.

l'archiduc François-Ferdinand comme un ennemi des Serbes. On peut croire, tout au contraire, qu'il les aimait trop et que son rêve était, non de les détruire, mais de les contraindre à entrer dans l'Empire, pour y constituer un Etat trialiste, après leur soumission à Rome [1]. Le malheur était que les Serbes ne voyaient pas cet avenir avec une satisfaction égale et que les Russes devaient

---

[1] Cette idée était d'ailleurs fort ancienne dans les cercles militaires austro-hongrois. Déjà, en 1909, la *Danzer's Armee Zeitung*, organe du Grand Etat-major, disait :

« Le moment est arrivé. La guerre est inévitable. Nous serons forcés de la faire. Et puisque notre renommée à l'étranger est minée, puisque l'on nous croit plus faibles que nous ne le sommes, puisque l'on nous méprise, il ne nous reste autre chose à faire qu'à recourir à *l'ultima ratio* des peuples, *à profiter du premier prétexte favorable*, et à répondre en premier lieu aux provocations serbes de la manière qui nous est imposée par nos intérêts et par le respect de nous-mêmes.

« Nous avons pris formellement possession de la Bosnie, qui était à nous depuis longtemps. Forcés par les circonstances, *nous allons étendre notre bras aussi sur la Serbie*, et nous allons offrir à ce pays tellement persécuté l'opportunité de renaître *et de mûrir pour l'idée panserbe sous notre Protectorat, de devenir la Grande Serbie sous le sceptre des Habsbourg*. Après une rectification de nos frontières, nous restituerons le Montenegro à la Turquie...

« Mais nous ne pouvons nous installer à la frontière de la Macédoine qu'après la disparition de la Serbie et du Montenegro. En conséquence, non seulement nous ne devons pas éviter le conflit avec ces deux pays, mais, au contraire, nous devons le désirer et l'accélérer. »

nécessairement y faire obstacle à la fois pour des motifs politiques et pour des motifs religieux.

Quoiqu'il en soit à cet égard, ni l'entourage de l'archiduc François-Ferdinand, ni ses conseillers, ni sa propre personnalité, ni ses intimes rapports avec Guillaume II, ni rien de ce que l'on savait sur son compte avec quelque certitude, n'incitait à lui faire confiance [1]. Si l'Europe n'avait eu un parti pris d'optimisme, elle n'aurait pas été aussi tranquille.

Au surplus, un fait encore tout récent aurait dû, semble-t-il, la mettre en garde. Dans son discours du 5 décembre 1914, à la Chambre italienne, M. Giolitti a révélé au grand public que, le 9 avril 1913, l'Autriche-Hongrie avait communiqué aux Gouvernements italien et allemand son intention d'attaquer la Serbie et son espoir d'être soutenue par ses alliés dans une guerre qu'elle feignait de considérer comme défensive.

L'Italie refusa tout net de s'associer à cette entreprise et d'accepter une part de responsabilité dans ce mensonge. « Il ne s'agit pas de défense, répondit-elle, puisque personne ne pense à attaquer. » L'Autriche n'insista pas, et même reconnut la fausseté de son assertion par ce fait que les rapports des deux Puissances ne furent pas en apparence altérés.

---

[1] D'après M. Ernest Denis, on racontait assez publiquement à Vienne que « l'archiduc héritier était menacé de folie furieuse et qu'il avait déjà donné à plusieurs reprises des signes de démence ». *La Grande Serbie*, p. 232.

Mais le Ballplatz ne désarma point. Quelques mois plus tard, le 17 octobre de la même année, il renouvelait cette tentative et la poussait plus loin. Prétextant que la Serbie avait envoyé quelques troupes, — à titre provisoire et pour y rétablir l'ordre, — dans des territoires assignés à l'Albanie par la Conférence de Londres, le comte Berchtold remit à Belgrade un ultimatum qui exigeait dans le plus court délai le retrait de ces troupes [1]. La Serbie se soumit, sur les conseils de l'Italie, « qui n'avait pas été prévenue du dangereux coup de tête autrichien », de la Russie et de l'Angleterre. Ainsi Vienne n'eut pas la querelle qu'elle cherchait.

Il n'en ressortait pas moins clairement de ces projets d'agression que l'Autriche-Hongrie était bien résolue à écraser le petit royaume slave qui lui barrait la route vers l'Orient, et que, si elle se préoccupait peu ou prou de s'assurer le concours de ses alliés, elle ne tenait aucun compte de l'effet produit sur les autres pays, en particulier

---

[1] Déjà, au début de la première guerre balkanique, l'Autriche-Hongrie calculait qu'après la défaite prévue des alliés, elle pourrait étendre sur la Serbie sa main « protectrice ». La victoire des alliés fut une cruelle déception. Mais les intentions de la Cour et du Ballplatz ne s'en trouvèrent pas modifiées. Le général Konrad von Hötzendorf, chef de l'état-major, se déclarait convaincu que « le seul moyen de sauver l'Autriche serait d'attaquer tout de suite et à fond et la Serbie et la Russie. — « Nous pourrions les culbuter, disait-il, avant qu'elles aient le temps de crier gare et la Monarchie serait ainsi rétablie sur de solides bases pour au moins cinquante ans. » Henry Wickham Steed, *L'Angleterre et la guerre*, p. 11.

Voir Appendice n° 1.

sur la Russie, dont elle ne pouvait cependant méconnaître les intérêts balkaniques.

J'entends bien que ces faits n'ont été livrés à la publicité qu'en décembre 1914 et, par suite, n'ont pu mettre les peuples en garde pendant les négociations de juillet. Mais, ignorés de la foule, ils ne l'étaient pas des chancelleries. On les savait là où il importait, en apparence, qu'on les sût. Peut-être doit-on regretter que le secret en ait été trop bien gardé, car ceux qui avaient reçu ces avertissements les ont oubliés ou méconnus. Les peuples auraient été plus perspicaces que les diplomates et, prévenus du danger, auraient manifesté leur volonté souveraine qu'on l'écartât. Même en Autriche-Hongrie, même en Allemagne, pour faire la guerre il a fallu brusquer les choses et donner aux décisions irréparables un caractère de surprise.

Mais ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas l'opinion des chancelleries et le plus ou moins de justesse de leurs vues. *L'Autriche-Hongrie a-t-elle ou n'a-t-elle pas voulu la guerre?* Voilà la question qu'il importe d'éclaicir pour une juste répartition des responsabilités et des sanctions.

L'Empire des Habsbourg avait en Europe, particulièrement dans le monde catholique, des sympathies nombreuses, fortes, qui persistent. De maints côtés on a fait et on fait encore de visibles efforts pour atténuer son rôle dans le crime. On lui ménagerait volontiers un traitement de faveur à l'heure du règlement des comptes.

Que les hommes qui forment de tels projets soient ou non sincères et désintéressés, nous ne devons pas leur permettre d'accréditer des erreurs si certaines, et qui auraien

de graves et odieuses conséquences, car elles ne tendent à rien de moins qu'à maintenir dans la sujétion de la monarchie danubienne les nations étrangères qui lui sont présentement asservies [1].

L'AUTRICHE-HONGRIE A VOULU LA GUERRE. *Elle a voulu la guerre avec la Serbie.* ELLE A VOULU LA GUERRE AVEC LA RUSSIE.

---

[1] « Certains souvenirs ne s'effacent pas. Il est des barrières que ni l'art des diplomates, ni les manœuvres des politiques ne sauraient abattre. Est-ce que l'Italie a jamais pu oublier Haynau et Brescia ?

« Non, après les événements de ces derniers mois, il faut que l'Autriche disparaisse. Si elle subsiste, vous n'aurez plus, au centre de l'Europe, qu'une immense Macédoine où les peuples exaspérés guetteront sans cesse l'instant de se ruer les uns sur les autres dans une horrible mêlée.

« *Il faut que l'Autriche disparaisse pour que la conscience humaine respire.* » Ernest DENIS, *La Grande Serbie*, p. 312.



CHAPITRE II

LES GRIEFS DU « LIVRE ROUGE »

L'*Autriche-Hongrie a voulu la guerre avec la Serbie*. Pour le démontrer avec plus de force, il sera d'une bonne méthode de ne recourir tout d'abord qu'aux documents qu'elle nous fournit elle-même. Elle a publié son *Livre Rouge* après six mois de guerre. Elle a donc eu tout le temps d'étudier les pièces qu'elle y a insérées dans le dessein d'établir sa bonne foi et son innocence. Or, ces pièces elles-mêmes prouvent son mensonge, son hypocrisie, sa résolution belliqueuse.

Il y a une introduction, soixante-trois dépêches, onze annexes. Il n'y a pas une ligne qui laisse percer le moindre désir d'un arrangement pacifique, le plus léger effroi à la pensée du cataclysme que provoquera son intransigeance.

Naturellement, on ne saurait s'attendre à trouver ici la discussion des accusations relatives à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. Quel juge serait, en effet, celui qui accepterait de se prononcer sur les témoignages d'une

seule des parties ? En admettant même que l'archiduc héritier n'ait pas été victime d'un complot ourdi par ceux qu'il gênait, et jusque dans la cour impériale, ou encore par ceux qu'il menaçait en Hongrie ; en admettant qu'il n'ait pas été victime d'un de ces excès de zèle policier qui furent si fréquents dans les services du comte Forgach [1],

---

[1] La lumière n'est pas faite sur l'attentat de Serajevo, et, peut-être, comme pour la mort de l'archiduc Rodolphe, ne le sera-t-elle jamais. Mais, parmi toutes les circonstances suspectes, celle-ci est à retenir : le gouvernement serbe avait appelé l'attention de la police autrichienne sur les menées de plusieurs anarchistes et, en particulier, de Cabrinovitch, signalé comme très dangereux. Ces avertissements ne furent pas écoutés. Bien mieux, la police bosniaque se porta garante pour Cabrinovitch, dont le père était, est sans doute encore agent de la sûreté.

D'après M. Ernest Denis, M. Pachitch, en apprenant le projet de voyage de l'archiduc à Serajevo, essaya discrètement d'en indiquer les périls au Ballplatz. « Le 21 juin, le ministre serbe à Vienne avertit le ministre des Affaires Etrangères que son Gouvernement avait des raisons de croire qu'un complot s'organisait en Bosnie. » *La Grande Serbie*, p. 277.

Mais, si même l'information était sûre, ce complot n'était pas nécessairement formé par des patriotes serbes. Il est tout à fait excessif d'écrire, comme le font MM. E. Durkheim et E. Denis, dans une brochure de propagande, que « manifestement, les assassins étaient des conspirateurs qui avaient voulu protester ainsi contre l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche et préparer la réunion de ces provinces à la Serbie. » *Qui a voulu la guerre ?* p. 6.

Cui prodest ? se demande avec une vraisemblance à tout le moins égale M. H. Wickham Steed. *Les procédés qu'avait employés l'Autriche* pendant l'annexion *suggéraient au moins la possibilité qu'un*

il peut être tombé comme l'impératrice Elisabeth, le président Garfield, le président Carnot, le roi Humbert, sous les coups de fanatiques dont la race et la nationalité n'importent pas.

A la vérité, pour donner un caractère de spéciale gravité à l'attentat de Serajevo, le gouvernement austro-hongrois en attribue la préparation à l'armée et au gouvernement serbes. C'est sa thèse et son intérêt. Là seulement, il trouve, en effet, une raison d'agir contre la petite monarchie voisine, d'exiger des excuses, des garanties, une solennelle réparation, de la réduire, la dominer, l'humilier, l'asservir. Mais, cette accusation, il faut la prouver, et on ne l'a pas même tenté. A ceux qui se montraient désireux de connaître les pièces du procès, on est allé jusqu'à refuser toute discussion, exigeant que l'Europe fît un acte de foi dans la parole du comte Forgach, du baron Macchio, du comte Berchtold, faussaires plusieurs fois pris en flagrant délit, au cours des années précédentes, dans de retentissants procès politiques. C'était une prétention d'une prodigieuse insolence [1].

---

dessein sinistre se cachât derrière la façade officielle d'horreur et d'indignation. » *L'Angleterre et la Guerre*, p. 19.

[1] M. Ernest Denis donne un bien typique exemple du soin avec lequel a été établi le dossier — incomplet — communiqué aux grandes Puissances et qui devait les convaincre, sans autre examen, de la responsabilité du gouvernement serbe. Dans le texte du *Mémoire*, traduit par les soins de l'ambassade d'Autriche, à Paris, ou du Ballplatz, et que le comte Szécsen a remis à M. Bienvenu-Martin, le 27 juillet, c'est-à-dire à la veille de la déclaration de guerre à la Serbie, on lit que les instigateurs du crime, Tankositch

Si l'Autriche voulait être crue, elle avait pour premier devoir de livrer ses preuves aux chancelleries, à l'opinion publique. Du moment qu'elle n'y consent pas, tout ce qu'elle allègue est non avenu. Il est trop clair, en effet, que si elle avait possédé des preuves, ou seulement des commencements de preuves de la complicité des hommes

---

et Ciganovitch, afin d'assurer le secret du complot « apostèrent Zian Kali avec l'indication que les deux auteurs, après l'attentat, devaient se tuer, acte de précaution qui devait leur profiter en première ligne (il faut comprendre que c'est à Tankositch et à Ciganovitch que cette précaution profiterait), car le secret leur enlevait le faible danger qu'ils avaient assumé dans cette entreprise. La mort sûre pour les victimes de leur détournement, la pleine sécurité pour elle-même, telle est la devise, connue maintenant, de la Narodna Odbrana. » Mais quel était le rôle exact de ce Zian Kali, dont il n'avait jamais été question avant, dont il n'est plus jamais question ensuite, et qui n'est pas poursuivi ? En y réfléchissant bien, on croit deviner que Tankositch et Ciganovitch l'ont aposté pour tuer les auteurs de l'attentat, s'ils n'avaient pas le courage du suicide, afin d'assurer le secret du complot. C'est le seul sens que l'on puisse donner au texte français. Mais il y a un texte allemand que M. Ernest Denis a eu la bonne fortune de se procurer : *Sie stellten Ziankali mit der Weisung bei, dass sich die Taeter nach Vollbrachten Anschlag damit entleiben* ; ce qui signifie qu'aux bombes et aux revolvers, Tankositch et Ciganovitch « joignirent du cyanure de potassium (*Cyankali* ou *Ziankali*) avec l'ordre aux auteurs de l'attentat de s'empoisonner dès leur dessein accompli ». Le complice Zian Kali est donc du cyanure de potassium ! Et c'est par un tel document que la France devait, sans autre examen, se déclarer convaincue que la Serbie méritait un châtiment exemplaire ! *La Grande Serbie*, p. 286.

d'Etat serbes, elle n'en aurait pas différé d'une minute la publication. C'est assez qu'elle n'ait rien précisé pour conclure qu'elle n'avait rien à préciser.

On pourrait lui accorder, d'ailleurs, l'exactitude de toutes les assertions que l'on trouve dans ses différentes publications officielles, en particulier dans l'*Extrait des Actes du Tribunal de Serajevo* : « Le crime et ses auteurs », « Origine du complot », « Provenances des bombes », « Voyage des assassins (1) », sans que cette concession justifiât l'attitude de l'Autriche à l'égard de la Serbie. La participation au crime du major Voja Tankositch, qui est le seul personnage de marque impliqué dans ces documents, n'engageait ni la responsabilité du gouvernement, ni celle de la nation. Elles n'étaient pas engagées davantage par le fait seul que les bombes provenaient de Kragoujévatz, où, en définitive, elles avaient pu être volées. Encore cette affirmation s'appuyait-elle uniquement sur ce que les cinq bombes retrouvées après l'attentat par la police étaient « identiques aux vingt et une bombes qui furent découvertes, en 1913, dans la Save, près de Brcko, et qui avaient encore, en partie, leur emballage d'origine, lequel indiquait d'une façon indiscutable qu'elles provenaient de Serbie, du dépôt d'armes de Kragoujévatz. » D'où résulte que c'est uniquement parce que la police « retrouve », dans des conditions fort suspectes, cinq bombes pareilles, assure-t-on, à d'autres bombes que la police a également « retrouvées » — et auxquelles des

(1) *Livre Rouge austro-hongrois.* Annexe 8.

conspirateurs plus qu'imprudents s'étaient appliqués à laisser leur marque d'origine, — que la bombe jetée à l'archiduc est une bombe serbe, fournie par le Gouvernement serbe !

On comprend qu'un plaideur dont les arguments sont de cette sorte ne veuille qu'un procès à huis clos et que des juges à lui ([1]).

Mais, reconnaissons-le, l'Autriche-Hongrie insiste beaucoup moins sur les responsabilités individuelles que sur la responsabilité qui résulte, pour le Gouvernement, de son attitude à l'égard des journaux. « Il tolérait, dit la Note du 23 juillet les agissements criminels des diverses sociétés et associations dirigés contre la monarchie, le langage effréné de la presse, l'apologie des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires à ces agitations excessives ; il tolérait une propagande malsaine dans l'enseignement public et, finalement, toutes les manifestations qui pouvaient inciter la population serbe à la haine contre la monarchie et au mépris de ses institutions ([2]) ».

Dans le *Mémoire* du 25 juillet, le comte Berchtold insiste et, pour son malheur, précise. « Sans entrer, écrit-il, dans un examen détaillé des manières de voir de l'opinion publique serbe, il y a lieu d'observer que la presse n'a cessé de considérer l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, malgré la reconnaissance formelle serbe, après comme avant,

---

([1]) Voir : Appendice n° 2.

([2]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 7.

comme un rapt exercé contre la Serbie et ayant besoin d'être réparé. Cette pensée ne revient pas seulement dans les feuilles d'opposition avancée, mais aussi dans la *Samouprava*, qui tient de si près à l'office des Affaires Etrangères de Belgrade, où elle est exprimée sous une forme à peine enveloppée [1]. » Et, pour donner toute sa valeur à son dire, le maladroit diplomate renvoie le lecteur du *Mémoire* à l'Annexe I b. Là, que voit-on ?

Le 9 octobre 1910, à l'occasion de l'anniversaire de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, terres serbes, la *Samouprava* écrivait : « *Ce n'est pas à l'aide d'excès et d'injures que nous exprimerons le véritable patriotisme. Seul un travail calme et digne mène au but* [2] ».

Je ne supprime rien. Cette citation, aussi invraisemblable que cela paraisse, est toute la citation sur laquelle s'appuie le comte Berchtold pour accuser ce journal et ses inspirateurs. La *Samouprava* est criminelle, criminel le gouvernement, parce que la *Samouprava*, — dont les relations officielles sont connues, — au souvenir attristé des frères de race qu'un coup de force a définitivement placés sous un joug étranger, réprouvant les violences, met tout son espoir, pour la réparation de cette injustice, dans « un travail calme et digne ». Il serait difficile de pousser plus loin que le comte Berchtold l'inconscience et la sottise.

---

[1] *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 19.

[2] *Livre Rouge austro-hongrois*. Annexe I *b*.



CHAPITRE III

LA PRESSE SERBE AVANT L'ATTENTAT

Cet exemple est loin d'être unique. Huit ou dix pages du *Livre Rouge* sont consacrées à la reproduciton d'extraits de la presse serbe. Beaucoup ne sont pas plus démonstratifs que l'extrait de la *Samouprava*.

On dénonce et flétrit la *Politika* parce qu'elle a dit, le 18 avril 1911 : « A l'exception de quelques individus cyniques, personne en Serbie ne verrait avec plaisir le roi Pierre faire un voyage à Vienne et à Budapest. Par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, on a détruit, une fois pour toutes, la possibilité d'une amitié entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie. C'est le sentiment de chaque Serbe. »

On dénonce et flétrit les *Beogradske Novine* parce qu'ils disent, à la même date, sur le même sujet : « La plupart des hommes de gouvernement désapprouvent, eux aussi, la visite projetée du roi Pierre à l'empereur François-Joseph. La tempête d'indignation qu'a déchaînée dans le monde serbe tout entier le projet de voyage du roi se comprend parfaitement. »

On dénonce et flétrit le *Mali Journal* du 19 avril 1911 parce qu'il dit : « Une visite du roi Pierre au souverain de l'Autriche-Hongrie serait une offense à toute la nation serbe. Par cette visite, la Serbie perdrait le droit de jouer le rôle d'un nouveau Piémont. Les intérêts serbes ne coïncideront jamais avec ceux de l'Autriche. »

Toutes ces citations sont entières. Alors que le comte Berchtold a choisi dans les innombrables articles publiés par la presse serbe au sujet de l'annexion les phrases les plus ardentes, les opinions les plus violentes, les termes les plus brutaux, et leur a donné encore une force particulière en les séparant du contexte, je ne supprime rien de ce qu'il veut bien nous livrer pour justifier son accusation. On se demandera où est le crime dans ces protestations patriotiques. On se demandera même si l'argument que le comte Berchtold veut tirer de ces lignes douloureuses ne se retourne pas contre sa thèse. Ce qu'elles attestent, en effet, c'est que le Gouvernement serbe, loin de pousser à la haine de l'Autriche et de prendre attitude d'irréconciliable hostilité, cherchait, à ce moment précis, à se rapprocher d'elle et manifestait par une humiliante démarche son désir d'établir des rapports amicaux. L'opinion publique protestait, s'indignait, l'interdisait. Mais quel droit l'Autriche-Hongrie a-t-elle d'exiger que l'opinion publique serbe lui soit favorable ? Ne doit-il pas lui suffire que l'attitude du Gouvernement soit correcte ?

Dans toute l'année 1912, deux articles seulement sont signalés comme coupables. L'un d'eux, du *Balkan*, prévoit qu'une guerre entre les deux pays est inévitable. L'autre,

du *Trgovinski Glasnik*, paru le 18 avril, dit : « L'Autriche-Hongrie se disloque de toutes parts. Ce qui se passe au delà du Danube et de la Save, ce n'est plus une crise allemande magyare, bohémienne ou croate, c'est une crise générale de l'Autriche, une crise de la dynastie elle-même. Nous autres, Serbes, nous pouvons assister avec satisfaction à une évolution de ce genre en Autriche. »

En 1913, dans l'enivrement des victoires que la Serbie a remportées, le *Piémont* dit, le 8 octobre : « Il y a aujourd'hui cinq ans qu'à la suite d'un décret impérial la souveraineté du sceptre des Habsbourg a été étendue sur la Bosnie-Herzégovine. La douleur qui a été causée par là au peuple serbe sera encore ressentie par lui pendant des années et des années. Anéanti, couvert d'opprobres, le peuple serbe gémissait dans le désespoir. Le peuple serbe a fait le serment de se venger afin de conquérir sa liberté par un acte d'héroïsme. Ce jour-ci a réveillé l'énergie qui s'était déjà assoupie et le héros rendu à la vie cherchera la liberté aujourd'hui, alors que les tombes serbes ornent les pays serbes, alors que la cavalerie serbe a foulé les champs de bataille de la Macédoine et de la vieille Serbie. Le peuple serbe, après avoir rempli sa mission dans le Sud, se tourne du côté opposé, d'où lui parviennent les gémissements et les pleurs de ses frères serbes, vers le pays où se dresse la potence. Des soldats serbes, qui luttent à cette heure dans le royaume de Douchan avec les Albanais soulevés contre nous par l'Etat qui nous a pris la Bosnie-Herzégovine, ont fait aujourd'hui le serment de marcher contre la « seconde Turquie », comme ils ont marché, avec l'aide de Dieu, contre la Tur-

quie balkanique. Ils prêtent ce serment et espèrent que le jour de la vengeance approche. Une Turquie a disparu : le Dieu serbe, dans sa bonté, nous accordera la disparition de la « seconde Turquie ».

Je ne prétends, certes, pas que cet article fût habile, ni prudent. Il était peu sage d'exprimer de semblables espérances sous cette forme provocante. Mais depuis quand un pays, petit ou grand, peut-il être rendu tout entier responsable des excès de plume d'un journaliste ? En fait, ce sont précisément ces combats en territoire albanais, « dans le royaume de Douchan », qui motivèrent, peu de jours après, un insolent ultimatum de l'Autriche. Le gouvernement serbe était si loin d'avoir des intentions belliqueuses qu'il se soumit aussitôt.

Le comte Berchtold, dans le but de fortifier sa thèse d'une presse criminelle, multiple les extraits pour les premiers mois de 1914. Il lui importait fort, en effet, de démontrer que l'Autriche était déjà une victime, bien avant l'attentat du 28 juin. Je reproduis ici cette page tout entière, parce qu'il ne saurait y avoir de meilleure réfutation du *Livre Rouge* que le *Livre Rouge* lui-même.

Le 14 janvier 1914, on lit dans la *Pravda* : « Nos vœux de bonne année s'adressent en toute première ligne à nos frères non encore délivrés et qui gémissent dans la servitude de l'étranger. Que les Serbes tiennent bon ! Kossovo a été suivi de Koumanovo, et notre marche triomphale n'est pas encore terminée. »

Les *Novosti* donnent, le 18 janvier, une photographie de la bénédiction des eaux en Bosnie, avec ce texte : « Même

dans les localités qui gémissent sous le joug de l'étranger, les Serbes conservent leurs coutumes jusqu'à ce que le jour de la liberté les trouve débordants d'enthousiasme. »

Le *Zavasta* avoue, en janvier, à une date qui n'est pas donnée par le *Livre Rouge*, que « la Serbie excite les Serbes sujets austro-hongrois à la révolte ».

Le *Mali journal* écrit, le 9 mars : « La Serbie ne saurait oublier le bruit que François-Ferdinand a fait avec son sabre à l'occasion de l'affaire de Scutari. » Le 4 avril, le même journal dit encore : « Les hommes d'état autrichiens, qui ne font qu'une politique de haine, une politique de bureaucrates sans largeur de vue, préparent eux-mêmes la ruine de l'Etat. »

La *Pravda* du 8 avril déclare que « l'Autriche a perdu aujourd'hui ses droits à l'existence ».

Dans leur numéro de Pâques, « toutes les feuilles serbes expriment l'espoir que les frères, qui ne sont pas encore délivrés et qui gémissent sous le joug, fêteront bientôt eux aussi une joyeuse résurrection ».

La *Tribuna* du 13 avril dit : « Les pacifistes ont inventé un nouveau mot à effet, celui de « patriotisme européen ». Mais ce programme ne pourra être rempli que lors du démembrement de l'Autriche. »

Le *Mali Journal* du 12 mai dit : « Ce qui dans la vie privée s'appelle crime, s'appelle en Autriche politique. L'histoire connaît un monstre, et ce monstre s'appelle l'Autriche. »

C'est tout.

Voilà donc ce que, dans plusieurs années, années de guerre, années de victoire et d'exaltation, voilà ce que l'exa-

men de la presse serbe le plus attentif à la fois et le moins scrupuleux a pu fournir d'arguments au Ballplatz pour justifier son attitude !

Encore ne saurait-on affirmer que beaucoup de ces citations ne soient en réalité des résumés tendancieux ; ni que, lors même qu'elles sont exactes, on n'en charge pas le sens en les isolant ; ni que l'Autriche-Hongrie n'ait pas eu des agents plus ou moins inconscients dans la presse serbe. Ce qui est certain, dans tous les cas, c'est que les opinions exprimées par la plupart de ces journaux n'excèdent point ce qui est licite, et même respectable. Ce qui est certain encore, c'est que les opinions les plus violentes sont exprimées dans les feuilles qui ont le moins d'importance politique et de crédit. Ce qui est certain enfin, c'est que, dans la *Samouprava*, dont le *Livre Rouge* signale les rapports intimes avec le ministère des Affaires Étrangères, on n'a pu trouver, en trois ans, que ces sages conseils, — qui lui sont cependant reprochés — : « Ce n'est pas à l'aide d'excès et d'injures que nous exprimerons le véritable patriotisme. Seul un travail calme et digne mène au but. »

Ces exemples suffisent à montrer l'importance qu'il convient de donner aux doléances du comte Berchtold sur les excitations de la presse et son « langage effrené ».

Ce n'est point à dire que, vives ou modérées, les protestations de Belgrade relatives à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine n'eussent pour l'Autriche rien de désagréable et d'inquiétant. Mais elles ne dépassaient pas la mesure de ce que, dans toute l'Europe et dans le monde, doivent se résigner à entendre les Puissances qui se sont faites ou

agrandies par des coups de force et n'ont pas même l'intelligence de s'appliquer à rendre leur joug facile. Le mouvement irrédentiste ne s'exprimait pas, en somme, sur les bords de la Save et du Danube avec plus de violence que sur la côte de l'Adriatique et y trouvait beaucoup moins d'appui auprès des autorités suprêmes ([1]).

([1]) « *La Narodna Odbrana* (la grande société patriotique serbe), dans son but et dans ses procédés, ressemblait fort à la *Jeune Italie* qui, pendant trente ans, sous la direction de Mazzini, prépara les Italiens à la lutte contre l'Autriche. Elle avait aussi bien des points communs avec le *Tugenbund* fondé en Prusse quand ce pays gisait, prostré, sous la domination de la France, et dont le but était d'éveiller la conscience de la nation allemande pour qu'elle réalisât son unité. Comme il arrive toujours dans de telles circonstances, ces ligues, constituées pour une légitime préparation à la guerre et à la révolution, acceptent parfois d'autres et plus répréhensibles méthodes. L'assassinat politique est un crime pour lequel il y a ni excuses, ni circonstances atténuantes ; mais, historiquement, c'est un fait qu'il n'y a pas d'exemple d'un pays où la volonté de s'affranchir, quand elle prend la forme des sociétés secrètes, n'ait pas recouru à ce procédé. Nous savons tous comment des crimes analogues, dont le dernier et le pire fut un attentat contre Napoléon III, ont fait tache dans la bataille de l'Italie pour sa libération. Nous ne sommes pas nous-mêmes sans avoir fait quelque expérience de même nature, en Irlande. Et ceux qui étudient les procédés de la *Narodna Odbrana* y trouvent une curieuse ressemblance avec le mouvement national allemand qui suivit la guerre de libération, en 1815. Quand je lis que de jeunes hommes, à peine sortis du collège, ont appris à se servir de la bombe et du revolver, mon esprit va aux jeunes étudiants d'Iéna et de Giessen qui suivaient les cours des frères Follen et apprenaient de la même façon l'usage des armes avec

On objecte parfois que la situation était différente, que Serajevo ne pouvait être considérée comme Trieste, ni la Bosnie-Herzégovine comme une Alsace-Lorraine. Ces provinces n'appartenaient plus à la Serbie depuis de longs siècles. Elles ne lui avaient pas été prises par l'Autriche. C'est la Turquie qui les avait enlevées aux Serbes, et c'est à la Turquie que l'Autriche les avait enlevées à son tour.

Il est vrai. Mais, sans même rappeler qu'elles comptaient dans le glorieux empire de Douchan et que le droit des nations ne se prescrit pas, il reste ceci qu'elles sont, — personne ne le conteste, — peuplées de Serbes. Il y a quelque chose d'insolent, un cynique défi à l'équité dans cette argumentation de l'Autriche que des terres prises aux Turcs devaient être indifférentes aux Serbes, alors même que c'est aux Serbes que les Turcs les avaient prises, que les races ne s'y étaient point mêlées, que le sentiment de la nationalité s'y maintenait toujours aussi vivace, — assez fort pour résister dans une large mesure aux dissentiments que la différence de religion avait provoqués et entretenus dans la minorité convertie à l'islamisme et, par ce fait même, fort avantagée au point de vue social.

On objecte aussi qu'il y avait eu un renoncement officiel de la Serbie. C'est exact. Mais que valait-il ? Le comte Berchtold y cherche ses principaux arguments. Il y attache, ou veut paraître y attacher une décisive importance. Il le

---

lesquelles ils comptaient affranchir leur pays en assassinant ses tyrans ». J. W. Headlam, *The history of Twelve Days*, pp. 8 et 9.

rappelle dans sa Note du 23 juillet, dans son Mémoire du 25, et encore dans la Préface du *Livre Rouge*. Il va jusques à en déformer le caractère, par une omission importante, pour lui donner une signification plus précise.

« Le 31 mars 1909, écrit-il, l'envoyé royal serbe près la cour de Vienne a, sur l'ordre de son gouvernement, fait au gouvernement impérial et royal la déclaration suivante : « La Serbie reconnaît n'avoir pas été lésée dans ses droits par les faits qui se sont déroulés en Bosnie et que, en conséquence, elle se rangera aux décisions que les Puissances prendront en vertu de l'article 25 du traité de Berlin. Tout en suivant les conseils des Grandes Puissances, la Serbie s'engage à renoncer à l'attitude de protestation et de résistance qu'elle a adoptée depuis octobre dernier au sujet de l'annexion, et elle s'engage, en outre, à modifier l'orientation de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie et à vivre dorénavant avec cette dernière sur le pied de bon voisinage. »

Mais cette façon de présenter les faits est par trop incomplète. Elle donne l'impression d'un engagement pris envers l'Autriche et dont la rupture, — en admettant qu'elle se soit produite, — autorisait des représailles autrichiennes. En réalité, c'est envers toutes les Grandes Puissances que la Serbie s'était engagée. C'est à toutes les Grandes Puissances qu'elle avait fait son humble déclaration [1]. Par

[1] C'est ce qu'un grand journal anglais a très justement, mais un peu tardivement, fait observer : « L'Angleterre ne peut approuver par son indifférence qu'une puissance se constitue juge, juré

suite, si elle manquait à sa promesse, c'étaient toutes les Grandes Puissances qui devaient être juges et agir. L'intervention isolée de l'Autriche n'était licite que si les autres nations, informées et consultées, refusaient d'intervenir elles-mêmes. Or, on sait que, tout au contraire, la Russie, l'Italie, l'Angleterre, la France se sont dès la première heure offertes pour négocier.

Cette observation faite, tout n'est pas dit. L'histoire de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et des longs, des mystérieux pourparlers qui la précédèrent excéderait de beaucoup le cadre de cette étude. Si elle n'a pas encore été écrite, du moins entièrement, c'est peut-être qu'elle n'est glorieuse pour personne, ni pour ceux qui ont pris, ni pour ceux qui ont laissé prendre, à la suite de marchandages où, d'ailleurs, ils furent dupés. Pour le moment, il suffit de retenir que la question bosniaque avait un caractère international reconnu par l'Autriche-Hongrie, puisqu'elle négocia pendant des années avec la Russie avant de la résoudre, et que l'on ne contestait pas, au moment de l'annexion, le dommage subi par la Serbie, puisqu'on lui promettait et lui cherchait, plus ou moins sincèrement, une compensation, qu'elle ne reçut jamais.

On devine bien que le comte Berchtold ne rappelle pas ces circonstances dans une période où toute sa politique consiste à soutenir : d'une part, que la Serbie a manqué

---

et témoin dans un procès fondé sur une mission confiée non pas à cette puissance, mais à un groupe d'Etats, dont elle-même, Angleterre, fait partie. » *Morning Post* du 27 juillet 1914.

à la foi jurée ; d'autre part, que la Russie n'a aucun droit de se mêler des questions serbes.

Toutefois, sans le vouloir, il fait des aveux que l'on ne doit pas négliger. « L'hostilité acharnée, écrit-il, et la profonde désillusion que provoqua en Serbie l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine démontrent clairement jusqu'à quel degré le royaume des bords de la Save avait haussé ses espérances et combien il se croyait près du but désiré avec tant d'ardeur. Elles conduisirent ce pays, en proie aux excitations et à l'égarement, au seuil de la guerre. *Abandonné par la puissance protectrice de la Russie* qui, à cette époque, ne considérait pas encore ses armements comme suffisants, le gouvernement serbe *se vit obligé*, au printemps de l'année 1909, de déclarer solennellement, à la face de l'Europe, qu'il reconnaissait la réorganisation du droit constitutionnel et international résultant de l'annexion et qui, il en convenait, ne lésait pas les intérêts de la Serbie (1). »

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*. Préface.

Il est nécessaire de rappeler ici que ce que le comte Berchtold appelait modestement une « réorganisation du droit constitutionnel et international » était, en réalité, la violation formelle d'un traité. L'article 25 du Traité de Berlin était ainsi conçu :

« Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront *occupées et administrées* par l'Autriche-Hongrie ».

Et voici l'acte « réorganisant » le droit :

« La Bosnie et l'Herzégovine sont arrivées aujourd'hui — grâce au travail assidu de l'administration austro-hongroise — à un haut degré de culture matérielle et intellectuelle. Le moment paraît

Ce n'était rien apprendre à personne que de dire combien la Serbie avait été désolée et déçue. Pour parler franc, il eût convenu d'ajouter que sa douleur était naturelle parce que c'étaient des frères de race que l'on déclarait séparés d'elle à jamais, et que sa déception se justifiait parce que l'Autriche-Hongrie avait pris solennellement, « à la face de l'Europe », l'engagement d'occuper ces provinces à titre provisoire et pour y assurer l'ordre. Peut-être aussi le comte Berchtold n'eût-il pas dû négliger d'expliquer comment, s'il admettait en 1909 que les intérêts slaves fussent engagés dans les questions danubiennes et balkaniques, engagés au point que la Russie ne fît pas la guerre seulement parce qu'elle n'était pas prête, comment il pouvait soutenir, en 1914, que la Russie n'avait rien à voir dans la querelle austro-serbe, et comment il osait faire donner à l'Europe, par ses diplomates, l'assurance qu'on se contenterait à Saint-Pétersbourg d'élever des protestations de pure forme ?

En définitive, dès ces premières lignes du *Livre Rouge*, l'aveu éclate. Si, dans la préoccupation de ses avantages matériels et de son prestige moral en orient, la Russie a pensé à la guerre en 1909, alors que l'on portait atteinte seulement aux espérances de la Serbie, ou, si l'on veut, à

---

donc venu de couronner l'œuvre entreprise en octroyant à ces provinces les bienfaits d'un régime autonome et constitutionnel *ardemment désiré par la population entière* ».

Il faut entendre par « la population entière » quelque milliers d'Allemands immigrés, de fonctionnaires et de religieux de tous ordres.

ses « illusions », comme l'a dit avec quelque brutalité un diplomate anglais [1], elle devait nécessairement faire la guerre en 1914, alors que l'on en poursuivait l'asservissement ou la destruction. Et, s'il en est ainsi, quel aspect de monstrueuse hypocrisie ne prennent pas toutes ces assertions optimistes, ces déclarations lénifiantes que prodiguaient le comte Berchtold, à Vienne, ses représentants, à l'étranger, avec un succès si réel que les ambassadeurs prenaient leurs vacances au cours de ce tragique mois de juillet où se décidait la mort de millions d'hommes, que la Note du 23 juillet éclata comme un coup de foudre, et qu'après ce coup de foudre encore les chancelleries négocièrent, ne perdirent pas toute espérance ?

Sans doute, ceci subsiste que la Serbie avait fait une déclaration de renoncement et que, dans la mesure où la presse d'un pays traduit la volonté du Gouvernement et l'engage, elle n'avait pas renoncé. Etait-ce donc une forfaiture ?

Il faut ici se rappeler les termes mêmes dont use le comte Berchtold : « Le Gouvernement serbe *se vit obligé* ». Ce fut « obligé », en effet, c'est-à-dire le couteau sur la gorge, qu'il promit. Il n'avait pas d'autre alternative que promettre ou disparaître. L'Europe était à peu près indifférente à son sort. La Russie, mal relevée de ses défaites et de ses troubles intérieurs, était impuissante. Il promit. Ce fut exactement l'acte d'un homme qui jette sa bourse pour sauver sa vie. Cet homme serait-il tenu de ne pas se dé-

(1) Sir Charles Hardinge.

lendre dans une occasion meilleure? Si même la Serbie avait rompu un pacte ainsi imposé, aucune puissance au monde n'aurait le droit de lui reprocher.

Mais elle ne l'a pas fait. Elle n'a pas manqué à sa promesse, violé l'engagement pris. Le *Livre Rouge* ne contient pas un seul fait précis qui l'accuse. Les quelques lignes que l'on vient de lire dans la Préface sont tout ce que le Ballplatz trouve à lui opposer. Le comte Berchtold examine ensuite longuement l'attitude de la Russie et rejette sur elle oute la responsabilité de la guerre. Nous verrons par la suite ce que vaut son argumentation à cet égard. Pour le sujet qui nous occupe ici, c'est assez de noter que sur la responsabilité de la Serbic il ne dit rien de plus.



CHAPITRE IV

LES AGENTS AUSTRO-HONGROIS EN SERBIE

Serait-ce donc qu'il veuille laisser parler les faits et que, par exemple, il compte sur les dépêches qu'il publie pour faire la pleine lumière ? On a peine à le croire.

Il en est tout au plus une dizaine qui soient des pièces directes, venant de Belgrade ou y allant, et, dans ce nombre, on en cherche vainement une qui ait une force probante.

A ce sujet, une première remarque s'impose. Pas une seule fois, du 28 juin au 23 juillet, le Ballplatz n'a discuté, négocié avec le cabinet de Belgrade. La première dépêche du comte Berchtold au représentant autrichien en Serbie est la Note du 23 juillet. A cela se sont bornés tous les efforts d'entente, de conciliation.

Si même on admet que la réponse serbe, remise le 25, ait paru insuffisante ; si même on admet qu'elle ait justifié la rupture des rapports diplomatiques ; il resterait à expliquer pourquoi avant la remise de cette réponse, avant la remise de la Note, dans les trois semaines qui suivirent

l'attentat, l'Autriche-Hongrie ne fit rien pour s'assurer des dispositions de la Serbie, et pourquoi elle n'envoya d'instructions d'aucune sorte à son représentant ; ou bien pourquoi les instructions qu'elle envoya ne peuvent être reproduites dans un livre qui entreprend de démontrer la correction de l'Autriche-Hongrie, son esprit de conciliation, son droit à recourir aux armes.

A défaut de dépêches émanant du comte Berchtold, nous avons celles de ses agents à Belgrade, Nisch, Uskub, ou plutôt celles que l'on a jugées propres à nous éclairer. Il convient donc de les lire avec soin.

La première, envoyée de Belgrade le 27 juin, est du chevalier de Storck, conseiller de légation. M. de Storck est bouleversé par la catastrophe. Il n'a que la force de relater quelques faits. La Serbie a célébré, le 28 juin, l'anniversaire de la bataille du Champ des Merles « avec plus de solennité qu'autrefois » ; le Gouvernement, qui a eu connaissance de l'attentat vers cinq heures de l'après-midi, n'a interrompu la fête nationale qu'à dix heures du soir. « Officieusement, et dans l'obscurité, elle a continué longtemps encore. »

A tenir ces faits pour exacts, quelle charge constituent-ils ? Mais M. de Storck a aussi des observations et des impressions à communiquer. Elles sont intéressantes à signaler parce que, dès le lendemain du drame de Serajevo, on y trouve toute l'argumentation que le ministre autrichien des Affaires Etrangères et ses représentants s'efforceront par la suite d'accréditer.

« Grâce à la propagande fomentée sous l'égide du Gou

vernement royal, écrit-il, grâce aux excitations de la presse, qui durent depuis des années, c'est nous qui, à la place des Turcs, jouons le rôle d'ennemi héréditaire. » Les trois jeunes auteurs de l'attentat de Serajevo : Princip, Cabrinovitch et l'inconnu qui a jeté des bombes « paraissent s'être proposés une réédition du drame qui s'est déroulé dans le Kossovopolje ».

Après cette perfide allusion à l'assassinat du Sultan Mourad par Miloch Obilitch en 1389 (1), et pour finir, ce trait : « On m'a rapporté — témoins oculaires — que des gens sont tombés de joie dans les bras l'un de l'autre, et qu'on entendait des remarques dans le genre de celles-ci : « C'est bien fait pour eux, voilà assez longtemps que nous attendons cela » ; ou bien : « Voilà l'annexion vengée (2) ».

M. de Storck est un homme d'ordre. Il n'oublie rien. Désormais le comte Berchtold est muni. Mais le public européen, plus difficile, ne pensera pas que la célébration d'une grande fête nationale,et même la glorification d'un attentat commis au XIVe siècle sur un oppresseur, puissent légitimer, en 1914, l'écrasement d'un petit peuple par une grande Puissance. Le public européen ne pensera pas davantage

(1) Il convient de préciser les circonstances de cet assassinat. Le sultan Mourad avait envahi l'empire serbe à la tête d'une armée de 300.000 hommes. Les Serbes n'étaient pas 100.000. Dans la nuit, un des gendres du Tsar (Miloch Obilitch) se glissa jusqu'à la tente du sultan et le tua. Il périt le lendemain dans les tortures et l'armée serbe, par suite de la défection d'un traître, fut battue dans la plaine de Kossovo (Champ des Merles).

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 1.

que les extraits de la presse serbe soumis par le *Livre Rouge* à son appréciation justifient l'opinion du chevalier de Storck ou celle du comte Berchtold. Et, enfin, il se refusera prudemment à admettre le témoignage d'espions que l'on dénomme, avec un soin pudique, « témoins oculaires », observant, d'ailleurs que, même établis, ces témoignages de satisfaction donnés privément étaient inconvenants, non pas criminels, et, à tout prendre, n'engageaient que la responsabilité morale de leurs auteurs.

La seconde dépêche, datée du 31 juin, est courte, mais fort caractéristique. Le trop sensible et susceptible conseiller de légation écrit qu'il a demandé à M. Pachitch :

« Quelles mesures la police royale avait prises ou comptait prendre pour suivre la piste des auteurs de l'attentat *notoirement tramé en Serbie* ». A quoi le ministre des Affaires Etrangères répond : « que jusqu'ici la police ne s'était pas du tout occupée de cette affaire [1] ».

Toute la mauvaise foi autrichienne éclate en ces quelques lignes, et son parti pris.

Dans la Note du 23 juillet, le Ballplatz a grand soin de prétendre, — et, en apparence, du moins, il y est autorisé à cette date, car trois semaines d'instruction ont pu et dû lui donner des lumières sur ce point, — il a grand soin de prétendre que c'est « à la suite des déclarations et des aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin » qu'il apparaît clairement « que le meurtre de Serajevo a été pré-

---

[1] *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 2.

paré à Belgrade ([1]) ». La dépêche de M. de Storck est grave en ce qu'elle atteste que, pour les diplomates autrichiens, il n'était besoin ni de « déclarations », ni « d'aveux », puisque, dès le 30 juin, bien avant qu'il ait pu recevoir aucun avis des résultats de l'instruction, bien avant même qu'on ait été en état de lui en donner aucun (et on doit se souvenir à ce propos que le procès n'a pu être jugé qu'en octobre,) *dès le 30 juin, M. de Storck affirme que l'attentat a été « notoirement tramé en Serbie »*. Si une nouvelle preuve du parti pris criminel de la monarchie danubienne était nécessaire, on la trouverait ici, dans cet aveu que l'on a préparé les griefs contre la Serbie et que l'on a vu surtout dans le meurtre de l'archiduc un prétexte pour l'anéantir.

Toutefois, en même temps que cette question était un aveu, elle était un piège. Cela ressort clairement du ton amer avec lequel on commente la réponse de M. Pachitch. Le chevalier de Storck feint de s'indigner que « jusqu'ici » la police serbe ne se soit pas occupée de cette affaire. Il laisse ainsi percer son regret que, dans le trouble du premier moment, dans l'appréhension des conséquences possibles, le gouvernement royal n'ait pas commis la faute d'ouvrir une instruction, ce qui eût été reconnaître que, dans sa pensée, des sujets serbes devaient être impliqués, et qu'il avait lui-même une part de responsabilité pour sa tolérance coupable, son défaut de surveillance, son inertie.

([1]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 7.

Mais, avec une parfaite sagesse. M. Pachitch garde une attitude expectante. Il indique d'un mot qu'il n'est point encore intervenu parce qu'il n'avait pas à intervenir et que si on lui adresse une demande, appuyée sur les résultats de l'instruction, il remplira son devoir. C'est cette réserve si raisonnable, si logique, qui, dans le *Livre Rouge*, constitue une nouvelle charge contre la Serbie !

La troisième dépêche, datée du 1er juillet, est du consul général autrichien à Uskub. Elle expose que, cette année, le 525e anniversaire de la bataille du Champ des Merles a été célébré le 28 juin, à Pristina, avec un éclat tout particulier, — ce qui n'avait rien que de naturel, cet anniversaire coïncidant avec une grande fête religieuse, le Vidov-Dan [1]. « Lorsque, dans la soirée, la nouvelle de l'horrible forfait dont Serajevo avait été le théâtre se répandit, il se manifesta dans la foule fanatisée un état d'âme que je ne puis qualifier autrement que d'inhumain, tant furent nombreuses les marques d'approbation qui me furent rapportées par des hommes de confiance absolument sûrs. »

On se souvient que M. de Storck avait écrit, le 29 juin, de Belgrade : « On m'a rapporté — témoins oculaires — que des gens sont tombés de joie dans les bras l'un de l'autre ». L'agent d'Uskub emploie presque les mêmes termes, mais ajoute un trait. Ses témoins oculaires sont des hommes de confiance.

« En présence de cette attitude de la population, conti-

---

[1] Fête-Dieu.

nue-t-il, qui s'est manifestée de la même façon à Uskub, toutes les tentatives de la presse serbe pour dégager la responsabilité morale de ce pays quant au forfait, qui fut accueilli par cette assemblée représentative des aspirations serbes avec une satisfaction si peu dissimulée, toutes ces tentatives, dis-je, aboutiront à un fiasco lamentable (1). »

Le sort de la Serbie est, on le voit, réglé. Si la presse excite le sentiment national, le Gouvernement est coupable ; si elle répudie l'usage de la violence, c'est « la responsabilité morale » du pays qui est engagée. Quant aux regrets, on annonce d'avance qu'ils ne seront pas reçus, qu'ils ne serviront à rien, qu'ils aboutiront à un « fiasco lamentable ». On a déjà le projet de frapper un coup décisif.

Et, à cet égard, peut-être n'a-t-on pas accordé une attention suffisante aux propos tenus, le 4 juillet, par le comte Szécsen à M. Poincaré, au cours de la visite qu'il lui fit pour le remercier, au nom de l'empereur, de l'envoi de ses condoléances. M. Poincaré ayant rappelé dans la conversation l'assassinat du président Carnot, l'ambassadeur autrichien répliqua en attirant son attention sur ce fait « que le crime dont il venait de parler n'avait aucun rapport avec une agitation francophobe quelconque en Italie, tandis qu'il fallait concéder que, depuis des années, on employait en Serbie tous les moyens licites et illicites pour exciter les esprits contre la monarchie (2) ».

Nous n'avons malheureusement de cet entretien que la

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 3.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 4.

version du comte Szécsen. Notre *Livre Jaune* ne le mentionne pas, et c'est une omission regrettable. Tel qu'il nous est transmis, il indique déjà, avec une suffisante netteté, le parti pris de l'Autriche de rendre la Serbie responsable du crime, dans un moment où l'on n'a cependant pas réuni encore de preuves contre elle, puisque, sept jours plus tard, le comte Tisza reconnaissait à la Chambre hongroise « qu'il fallait avant toute chose attendre le résultat de l'enquête judiciaire (1) ».

Les déclarations rassurantes publiées plus tard ne furent que des manœuvres destinées à tromper l'opinion publique, pendant qu'on préparait l'agression. Tout indique, tout démontre que, dès le lendemain du drame, on était résolu à saisir ce prétexte d'écraser la Serbie et que les agents hongrois, les plus hauts comme les plus humbles, obéissaient, dans leurs communications, à un mot d'ordre.

C'est ainsi, par exemple, que le 6 juillet, le gérant du consulat de Nisch ne fait que confirmer mot pour mot M. de Storck, dans la première partie de sa dépêche : « Ce qui l'emportait de beaucoup, c'étaient les sentiments de satisfaction, que dis-je ? de joie ; » et, dans la seconde partie, le consul général d'Uskub : « Toutes les déclarations émanant des cercles officiels serbes ou de quelques hauts personnages, et qui ont la prétention d'exprimer l'indignation causée par l'attentat, tout en le réprouvant, produiront une impression d'ironie amère (2). »

---

(1) *Livre Jaune*, n° 11.

(2) *Livre Rouge austro hongrois*, n° 5.

Enfin, voici la pièce maîtresse. C'est une dépêche du ministre autrichien à Belgrade. Absent au moment de l'attentat, il a rejoint son poste depuis quelques jours. Il envoie au comte Berchtold, le 21 juillet, le résulat de ses observations et réflexions.

Sa première constatation est que les succès de la Serbie dans les deux dernières guerres balkaniques ont exalté le chauvinisme jusqu'à la folie. Et il s'écrie plaisamment : « Qu'il me soit épargné d'être obligé d'en produire les exemples et les preuves ! » M. de Giesl est un diplomate dont la sensibilité a besoin d'être ménagée. Donc, point d'exemples, ni de preuves. Mais, pour suppléer à tout, une affirmation solennelle : « Je pose en principe que la politique serbe vise à l'anéantissement de la monarchie en tant que grande puissance. Elle n'a pas d'autre but. »

Le principe accordé, les conséquences sont faciles à en déduire. La Serbie, cruelle, veut détruire l'Autriche. La Serbie, imbécile, a pensé que la mort de l'archiduc François-Ferdinand provoquerait l'effondrement immédiat de l'Empire des Habsbourg. La Serbie, mégalomane, compte absorber l'Autriche-Hongrie. Il suffit, d'ailleurs, de lire les journaux pour le constater. « Le peuple serbe est éduqué par la presse, et toujours la politique dépend de la presse de parti. Un fruit de cette éducation est la propagande panserbe, et l'horrible monstre qu'elle a enfanté est l'attentat du 28 juin [1]. » Conclusion : « Pour conserver à

---

(1) Le comte Berchtold dira de son côté dans la dépêche circulaire adressée le 23 juillet aux représentants de l'Autriche-Hongrie au-

la monarchie sa position de grande Puissance, que dis-je? pour assurer son existence même en tant que grande Puissance, il ne sera pas possible à la longue d'éviter un règlement de comptes avec la Serbie : *une guerre.* »

A la longue? Mais le mieux serait d'agir tout de suite. « Si nous tardions à mettre de la clarté dans nos rapports avec la Serbie, nous serions en partie responsables des difficultés et des circonstances défavorables que nous rencontrerions dans une lutte qu'il nous faudra soutenir tôt ou tard ». Et, pour le cas où l'on hésiterait encore, M. de Giesl ajoute : « La question se pose : Nous est-il possible de supporter plus longtemps de nouvelles atteintes à notre prestige? Si, par conséquent, nous sommes résolus à formuler de *vastes exigences* liées à un *contrôle efficace* (car lui seul nous permettra de nettoyer les écuries d'Augias où se nouent les intrigues panserbes), il nous faudra alors envisager *toutes les conséquences possibles* et avoir, dès l'abord, la forte et ferme volonté de tenir jusqu'au bout. Des demi-mesures, *des exigences suivies de longs pourparlers* et aboutissant à un compromis bâtard, voilà le coup le plus rude qui pourrait atteindre le prestige de l'Autriche-Hongrie en Serbie et sa position de grande Puissance en Europe [1] ».

---

près des Grandes Puissances, que, malgré « la bienveillance » de l'Autriche à son égard, la Serbie « a continué à tolérer sur son territoire une propagande dont les funestes conséquences se sont manifestées au monde entier le 28 juin ». *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 8.

[1] *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 6.

En ces quelques lignes tient toute la politique autrichienne dans la période qui va s'ouvrir. Les *vastes exigences* préconisées par M. de Giesl, c'est la Note du 23 juillet, dure, provocante, inacceptable ; la critique des *longs pourparlers*, c'est le dérisoire délai de quarante-huit heures et le refus obstiné de le prolonger ; le *contrôle efficace*, c'est l'article 5, qui prévoit la coopération en territoire serbe d'agents autrichiens pour la répression des tendances subversives ([1]); la résolution d'envisager *toutes les conséquences possibles*, c'est l'acceptation de la guerre avec la Russie, de la guerre générale ; le rejet des *demi-mesures*, c'est le défi jeté à l'Europe, la volonté d'établir dans les Balkans l'hégémonie germanique.

Mais il est bien remarquable, et même un peu étrange, que tout ce programme, qui allait être suivi point par point, ait été dicté, et de quel ton supérieur ! au comte Berchtold par un diplomate de rang secondaire, que rien ne qualifiait pour diriger la Weltpolitik austro-allemande.

Cette pièce, insérée dans le *Livre Rouge* à la date du 21 juillet donne invinciblement l'impression que des mains adroites l'y ont glissée pour justifier d'avance, par l'autorité

([1]) Et comme ces tendances étaient, d'après l'Autriche, permanentes, c'est bien la coopération permanente d'agents autrichiens qu'elle a voulu tout d'abord instituer en Serbie. Elle n'a abandonné cette intolérable prétention que lorsqu'il était trop tard, après la réponse serbe et la rupture.

d'un « observateur local » ce que l'on était résolu à faire, ce que l'on avait déjà préparé (1).

(1) Cette opinion est aussi celle de M. J. W. Headlam : « Il n'est pas excessif, dit-il, de penser que cette dépêche a été écrite *par ordre* et d'y voir la très claire expression des désirs du gouvernement autrichien ». *The History of Twelve Days*, p. 31.



CHAPITRE V

LE DOSSIER AUTRICHIEN

Au surplus, M. de Giesl ne jouit pas d'une faveur exceptionnelle. Les agents autrichiens en Serbie ont tous, sans distinction, ou du moins paraissent tous avoir une influence si grande sur le Ballplatz qu'il leur prend sans vergogne tous leurs arguments, même les plus déraisonnables.

On se rappelle que M. de Storck, simple conseiller de légation, avait, le 30 juin, insidieusement demandé à M. Pachitch quelles mesures il avait prises pour suivre la piste des auteurs de l'attentat, « notoirement tramé en Serbie », et que M. Pachitch s'était contenté de répondre qu'il n'avait pas eu jusqu'ici à s'occuper de cette affaire. Nulle plainte, en effet, ne lui était encore transmise, et rien, à cette date, ne pouvait engager la responsabilité serbe, puisque l'instruction était à peine ouverte.

Le 23 juillet, le comte Berchtold reprend ce grief et, disons-le, sous une forme plus maladroite encore que son représentant à Belgrade. Dans ses recommandations au comte

Mensdorff pour obtenir de l'Angleterre « un jugement objectif » sur laNote, il le prie de faire observer à Sir Edward Grey que la Serbie avait eu toute facilité d'enlever à la démarche autrichienne son caractère comminatoire. « Elle aurait pu prendre spontanément, écrit-il, toutes les mesures nécessaires pour ouvrir en territoire serbe une enquête sur les auteurs de l'attentat du 28 courant [1] et en découvrir les complicités qui, en ce qui concerne l'attentat, conduisent, *la preuve en est faite*, de Belgrade à Serajevo. Jusqu'à ce jour le Gouvernement n'a encore rien entrepris à cet égard, quoi qu'*un grand nombre d'indices notoirement connus* nous permit de remonter à Belgrade [2] ».

Je ne pense pas que l'on puisse rien imaginer de plus grossièrement perfide que ces quelques lignes. Le 30 juin, il était absurde d'insinuer que le Gouvernement serbe aurait dû ouvrir une instruction sur un crime commis dans un Etat voisin par des hommes dont on ne connaissait même pas encore la nationalité. Le 23 juillet, c'était absurde, odieux et maladroit. A parler net, cela équivalait à dire son mécontentement et sa déception de ce que le Cabinet de Belgrade ne s'était pas empressé de reconnaître que sa culpabilité était probable, sinon certaine. Qu'un

---

(1) Cette dépêche étant écrite le 23 juillet, il faut lire : l'attentat du « 28 juin et non du « 28 courant ». On doit observer à ce propos que tous les livres diplomatiques : le serbe, le russe, l'autrichien, 'anglais, l'allemand ont été traduits d'une façon pitoyable, que les négligences y abondent, ainsi que les inexactitudes, et même les contre-sens

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 9.

subalterne trop zélé émette de semblables prétentions, cela se conçoit encore. Mais il est réellement inimaginable qu'un ministre des Affaires Etrangères manque à ce point de probité et de tenue. Aucun pays au monde n'aurait eu, dans les mêmes circonstances, une attitude autre que celle adoptée par la Serbie.

On aime à penser aussi que nul homme d'Etat, sauf M. de Bethmann-Hollweg, n'eût été capable, dans ses hypocrites doléances, d'un aussi maladroit aveu. Les reproches que le comte Berchtold adresse au Gouvernement serbe sont, en effet, la reconnaissance formelle de sa propre duplicité et de son parti pris d'envenimer le conflit jusqu'au point où la guerre deviendrait fatale.

Il assure — « la preuve en est faite, » dit-il — que les complicités conduisent de Belgrade à Serajevo. Soit. Admettons-le, encore qu'un peu plus loin il revienne involontairement sur cette affirmation et ne parle plus que « d'indices notoirement connus ». Soit. Accordons cela. Que veut la logique ? Que veut la coutume internationale ? Elles sont en parfait accord sur ce point : elles veulent que l'Autriche-Hongrie fasse part à la Serbie des présomptions ou des charges recueillies et lui demande d'ouvrir une instruction sur son territoire. C'est à la fois la justice, le droit, et la tradition. Et si l'Autriche-Hongrie feint de l'oublier, s'abstient de toute démarche, n'est-il pas évident que c'est parce qu'elle redoute la bonne volonté que l'on aurait mise à lui donner satisfaction et la force que les Puissances amies de la paix auraient puisée dans cette manifestation de la loyauté serbe ?

4

Lorsque, le 5 juillet, M. Poincaré exprimait au comte Szécsen « sa conviction que le Gouvernement serbe se montrerait fort conciliant (1), il savait bien ne pas se tromper en donnant cette assurance. Mais il y avait une condition, c'est que la Serbie serait informée. *Comment aurait-elle pu se montrer conciliante envers qui ne lui demandait rien?* Or c'est le comte Berchtold lui-même qui le déclare : on ne lui a rien demandé (2). On a attendu un geste spontané que la Serbie ne pouvait pas faire, qu'aucun pays dans sa situation n'eût fait qui eût été une suprême imprudence, car on en aurait tout de suite pris texte pour affirmer sa culpabilité (3).

Cependant faisons la part large à l'Autriche. Acceptons

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 4.

M. Bienvenu-Martin, dans son entrevue du 24 juillet avec le comte Szécsen, ne s'exprima pas autrement que le président de la république. « Le ministre concéda, écrit l'ambassadeur autrichien, que la Serbie avait le devoir d'agir avec énergie contre les complices éventuels des meurtriers de Serajevo. » (*Livre Rouge austro-hongrois*, n° 11).

Comment ne l'eût-il pas concédé ? Mais il sous-entendait nécessairement que l'Autriche, après avoir réuni ses preuves, les communiquerait à la Serbie, comme c'était son devoir et son intérêt pour guider les recherches.

(2) En fait, il n'est pas exact que l'on n'ait rien demandé à la Serbie. On lui a demandé quelques renseignements qu'elle s'est empressée de donner. Mais je discute ici d'après le *Livre Rouge*.

(3) A la vérité, le comte Mensdorff n'osa pas insister beaucoup sur cet argument. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 10.

que le comte Berchtold fût fondé à se plaindre que le Gouvernement serbe n'ait pas de lui-même, officiellement, solennellement, ouvert une instruction judiciaire. Admettons, pour la discussion, que l'Autriche ait eu le droit de s'attendre à ce procédé, à cet aveu. Si, à Vienne, on n'avait que le légitime désir de voir les coupables punis, il y avait une façon d'agir très simple, avant l'envoi de la Note, et qui prenait un caractère obligatoire après l'envoi. Elle consistait à faire l'Europe juge du débat.

La Serbie avait pris, « à la face de l'Europe », des engagements dont l'instruction de Serajevo établissait qu'elle ne tenait point compte. Quoi de plus naturel que de s'adresser aux Puissances qui avaient reçu sa parole et, mettant sous leurs yeux les preuves de cette mauvaise foi, quoi de plus naturel que de leur demander des sanctions et des garanties ? Elles ne pouvaient s'abstenir sans forfaiture.

Si, d'ailleurs, elles repoussaient cette juste plainte, refusaient de dire le droit, quelle force morale ne donnerait pas à l'Autriche-Hongrie, dans son recours aux armes, le sentiment de l'excellence de sa cause, et quelles sympathies ne trouverait-elle pas dans le monde entier, témoin de sa modération ?

Enfin, si ces considérations n'étaient pas encore suffisantes, il en était une dernière qui devait, semble-t-il, déterminer le Ballplatz, et c'est qu'il avait pris lui-même l'engagement de suivre cette procédure. En même temps, en effet, que le comte Berchtold envoyait le texte de la Note aux ambassadeurs autrichiens dans les capitales étrangères,

il leur envoyait un « commentaire », dont ils devaient simultanément donner communication aux Gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités.

Ce commentaire est tout entier consacré à l'exposé des griefs austro-hongrois. Il résume la Note, le Mémoire, la Préface du *Livre Rouge* et ne contient rien de nouveau, si ce n'est la déclaration que le Gouvernement impérial et royal tient à la disposition des Grandes Puissances « un dossier élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin (1).

Donc, le 22 juillet, l'Autriche se reconnaissait tenue de

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 8.

Rien n'était, en réalité, moins probant que ce dossier. Lorsque le comte Szapary en donna lecture à M. Sazonof, ce dernier l'interrompit à l'énumération d'une série d'attentats commis en Autriche-Hongrie et lui demanda s'il était vraiment prouvé qu'ils eussent tous leur origine à Belgrade. « Je fis ressortir qu'ils étaient une émanation des provocations serbes, » déclare l'ambassadeur. (*Livre Rouge austro-hongrois*, n° 14.)

C'était, sous une autre forme, toujours le même grief contre la presse serbe. On a pu juger sa valeur. Il y avait, toutefois, ceci de particulier que, sur quatre attentats, un seul avait été commis en Bosnie-Herzégovine par un bosniaque. Les trois autres avaient été commis en Croatie par des Croates. Et, s'il y a parenté, il n'y a point identité entre les Serbes et les Croates, qui revendiquent chacun leur nationalité et dont les politiques ont été fort souvent divergentes.

« Le meurtre de François-Ferdinand, loin de pouvoir profiter la cause panserbe ne saurait que lui être nuisible parce que, sans parler même des périls qu'il crée, il va éloigner des Serbes orthodoxes les croates catholiques qui, sans qu'on sache trop pourquoi,

justifier son action. Mais communiquer un dossier n'a de sens que si, en même temps, on donne à qui on le remet le loisir de l'étudier ; et, ce loisir, les Puissances ne l'avaient pas. En fait, elles ont reçu le dossier — celles qui l'ont reçu le plus tôt — le 27 juillet, donc après la rupture des rapports diplomatiques, la veille de la déclaration de guerre. D'où la nécessité, si l'Autriche-Hongrie acceptait l'idée d'une solution pacifique, de prolonger le délai imparti à la Serbie par l'ultimatum. Or, on sait qu'elle refusa avec une netteté brutale (1).

Cette fin de non-recevoir n'était pas, toutefois, un obstacle absolu à la discussion, car l'Autriche, soucieuse de sauver dans une certaine mesure les apparences, soucieuse surtout de ménager l'opinion publique anglaise, ne croyait pas pouvoir faire suivre sa Note d'une immédiate déclaration de guerre, et manda même à Sir Edward Grey, « dans la plus stricte confidence » que la Note ne constituait pas un ultimatum véritable, mais « une démarche avec limitation de temps (2) ». Il était donc possible de discuter peu ou prou.

---

ont un vif sentiment d'affection pour l'archiduc et placent sur sa tête leurs projets d'avenir. » Ernest Denis, *La Guerre*.

Voir Appendice n° 3.

(1) « Nous ne pouvons pas accorder de prolongation de délai. » Dépêche du comte Berchtold au baron Macchio. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 10.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 18.

Cette dépêche fut considérée comme un premier pas vers la conciliation.

M. Sazonof, dans la surprise et l'irritation du premier moment, se contenta de demander pourquoi l'on s'était donné la peine de mettre le dossier à la disposition des Gouvernements du moment que l'on avait déjà remis la Note, et reçut cette réponse embarrassée : « Je lui dis que les résultats obtenus par notre propre enquête étaient suffisants pour justifier notre intervention dans une affaire concernant uniquement l'Autriche-Hongrie et la Serbie, et que nous étions prêts à fournir aux Puissances des renseignements complémentaires, dans le cas où ceux-ci les intéresseraient, parce que nous n'avions rien à dissimuler (1) ».

Quelques efforts que fît l'ambassadeur pour embrouiller la question, il était clair que si l'affaire *concernait exclusivement* l'Autriche-Hongrie et la Serbie, elle *n'intéressait pas* l'Europe, car les deux mots ici sont synonymes. Dès lors, on voit mal pourquoi, de quel droit, l'Europe demanderait des « renseignements complémentaires » à l'Autriche-Hongrie, et pourquoi l'Autriche-Hongrie les donnerait. Le Ballplatz aurait-il un peu subtilement calculé que si les Puissances avaient la complaisance de se déclarer édifiées par ce supplément d'information, cela équivaudrait de leur part à approuver l'attitude de l'Autriche, et que si, au contraire, elles protestaient, on aurait toujours la ressource de leur objecter que ce n'était pas leur affaire (2)?

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n°14.

(2) En fait, c'est bien là ce que semblent signifier les explications données le 25 juillet par le comte de Berchtold. « Notre Note

Quoi qu'il en soit, le ministre russe des Affaires Etrangères, fort sagement, ne persista pas dans son attitude première et, au cours de la même journée (24 juillet), après un conseil des ministres « d'une durée de cinq heures », il exposa à l'ambassadeur d'Allemagne que « la Russie exigerait que le dossier que l'on mettait à sa disposition fût soumis à un examen de toutes les nations [1] ». L'Autriche-Hongrie, appuyée par l'Allemagne, refusa.

On peut regretter aujourd'hui que la Triple-Entente n'ait pas insisté avec assez de force; qu'elle ne se soit pas, en dépit de toutes les résistances, maintenue sur ce terrain, qui était solide, où la diplomatie austro-hongroise se trouvait manifestement mal à l'aise ; et que, dans un esprit de conciliation, elle soit presque tout de suite passée à d'autres propositions qui, en fin de compte, eurent le même sort et ne présentaient pas toutes les mêmes avantages. Mais cette

---

adressée aux Puissances, écrit-il, ne s'était nullement proposé le but d'inviter celles-ci à faire connaître leur opinion sur la question ; elle n'avait, au contraire, que le caractère d'une information qui, selon nous, était un devoir de courtoisie internationale. D'ailleurs, nous considérons notre action comme une affaire ne concernant que nous et la Serbie. » Dépêche au comte Szapary. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 21.

Si la Note n'avait que le caractère d'une information, il est surprenant qu'elle promît des « explications complémentaires », au cas où les Puissances en désireraient. C'était, dans tous les cas, une façon de procéder d'une courtoisie un peu courte et d'une logique très paradoxale.

(1) Dépêche du comte Szapary au comte Berchtold. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 16.

erreur, née de l'erreur première qui consistait à reconnaître que le conflit austro-serbe *devait être localisé,* alors qu'il ne pouvait pas l'être, cette erreur procédait du désir ardent de maintenir la paix. *Le refus de l'Autriche de la volonté de provoquer la guerre.*

Cette volonté, ainsi marquée dès l'origine des négociations — et qui s'était attestée déjà par la rédaction de la Note — n'a pas, quoi qu'on en ait dit, un seul instant faibli. Elle est restée inflexiblement tendue vers le but qu'elle s'était assigné.



CHAPITRE VI

VERS LA RUPTURE

A partir de ce moment, les événements se pressent. Mais il n'en faut pas déduire que la correspondance entre Vienne et Belgrade devienne plus abondante. Le comte Berchtold continue, du moins si l'on en croit le *Livre Rouge*, à laisser M. de Giesl sans instructions.

Le 22 juillet, en le chargeant de remettre la Note, il lui a intimé l'ordre de quitter Belgrade, dans le cas où le Gouvernement serbe, qui ne pouvait cependant s'attendre à de semblables exigences, ne lui donnerait pas une acceptation « sans réserves (1) ». Il s'en tient à cette mesure et n'envisage aucune autre éventualité.

M. de Giesl, de son côté, pendant ces jours si pleins, n'a rien à dire. Rien le 22, rien le 23, rien le 24 ! Il n'envoie pas un mot sur l'impression produite dans les milieux officiels et dans le public par la remise de l'ultimatum. « Témoins

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 7.
Voir appendice n° 4.

oculaires » et « hommes sûrs » lui font soudainement défaut. C'est seulement le 25 juillet qu'il renaît à la vie. Trois télégrammes portent cette date. Dans le premier, il informe le Ballplatz que les ministres ont délibéré, qu'on prépare un train pour la famille royale et la cour, que les fonds de la Banque nationale, les archives et les munitions sont transportés à l'intérieur du pays, que la garnison a quitté la ville en tenue de campagne et que ses collègues s'apprêtent à suivre le gouvernement à Nisch [1]. Dans le second, il annonce que la mobilisation générale a été décrétée à trois heures de l'après-midi [2]. Dans le troisième, expédié de Semlin, il écrit : « qu'à la suite d'une réponse insuffisante », il a quitté Belgrade avec le personnel de la légation [3].

Le Gouvernement serbe s'est mis en sûreté. Il a mobilisé. Tout aussitôt on s'efforce à Vienne d'exploiter contre lui ces mesures d'élémentaire prudence, de les dénoncer à l'Europe comme des provocations. Cela « prouve qu'à Belgrade on ne penchait pas vers un règlement pacifique de la question [4] », écrit, le 25 juillet, le comte Berchtold, pour armer son ambassadeur à Londres contre les observations de Sir Edward Grey, qui insiste sur le « ton conciliant » de la réponse et juge qu'elle devrait être acceptée.

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 22.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 23.

(3) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 24.

Voir appendice n° 5.

(4) Dépêche au comte Mensdorff. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 29.

Cette assertion est si audacieuse et niaise à la fois que, sans doute, par une sorte de pudeur, personne ne l'a relevée.

Quelle était donc, à cette heure, la situation du Gouvernement serbe? On lui avait remis un ultimatum « formidable », suivant l'expression même de Sir Edward Grey [1]. On en avait exigé l'acceptation « sans réserves ». Le représentant de l'Autriche dans le royaume préparait ouvertement son départ. La rupture des rapports diplomatiques allait suivre immédiatement puisque la réponse faisai- quelques réserves. Les troupes massées en Bosnie-Herzégovine étaient prêtes pour une attaque brusquée. D'autre part, la capitale est ville ouverte, placée sur l'extrême front tière, sans défense contre un bombardement venant de la rive hongroise du Danube. Quel parti pouvait prendre le Gouvernement serbe autre que d'évacuer Belgrade, menacée de tomber aux mains de l'ennemi presque sans coup férir, et de rassembler son armée, pour se défendre à l'intérieur du pays, s'il est attaqué, de mobiliser enfin ? Si jamais mesure fut défensive, c'est bien la mesure prise dans l'après-midi du 25 juillet par la Serbie. Pour assurer la paix, elle se résignait, par une acceptation presque totale de conditions insolentes, à une humiliation sans précédent. Pour défendre sa liberté, son existence, elle faisait le dur sacrifice de sa capitale, d'une partie importante de son territoire, et rassemblait ses forces loin de la frontière, ce qui, entre parenthèses, excluait toute pensée d'agression. Et

---

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 5.

c'est là ce qui « prouve », d'après le comte Berchtold, qu'à Belgrade « on ne penchait pas vers un règlement pacifique de la question ! »

Non. Cela prouve qu'à Belgrade on ne voulait pas se rendre sans combat ; cela prouve qu'à Belgrade on aimait mieux succomber dans une lutte inégale que se laisser asservir. Mais, par contre, est-ce que la Note « formidable » de l'Autriche penchait vers un règlement pacifique ? Etait-ce en vue d'un règlement pacifique, et pour le faciliter, que l'on exigeait, dans les quarante-huit heures, une acceptation « sans réserves », et que, le 25 juillet, à six heures, on rompait les relations diplomatiques ? La règle constante n'est-elle pas plutôt de s'efforcer de les maintenir, même au prix de concessions, — ne fussent-elles que momentanées, — quand on veut sincèrement aboutir à un règlement amiable ? Il est prodigieux que l'on ait osé jeter au monde de semblables arguments (1) !

Tels quels pourtant, deux jours plus tard, le 28 juillet, le comte Berchtold, renouvelant son défi à l'opinion européenne, les reprend et les développe dans une dépêche au comte Mensdorff. « Votre Excellence, écrit-il, voudra bien, dans sa conversation avec Sir Edward Grey, insister sur cette circonstance que la mobilisation générale de l'armée serbe fût ordonnée pour le 25 juillet, à trois heures de l'après-midi, tandis que la réponse à notre Note ne fut

---

(1) Dans leur désir de paix, les chancelleries de la Triple Entente ne les ont jamais relevés.

remise que tout juste avant l'expiration du délai, c'est-à-dire peu de minutes avant six heures. »

Et, cette fois, le ministre autrichien des Affaires Etrangères va plus loin ; il s'efforce de donner à cette mesure de préservation une influence décisive sur les événements : « Auparavant, ajoute-t-il, nous n'avions point fait de préparatifs militaires ; mais nous y fûmes contraints par la mobilisation serbe (1). » Ou cette phrase n'a pas de sens, ou elle signifie que si la Serbie n'avait pas mobilisé, l'Autriche n'aurait pas fait de préparatifs militaires, et que, par conséquent, une solution pacifique était encore possible. Mais comment le comte Berchtold ne prend-il pas garde que cette indication est en contradiction formelle avec toutes les assurances qu'il a données, qu'il a multipliées que l'Autriche-Hongrie en appellerait aux armes si elle ne recevait pas une acceptation « sans réserves » ?

N'est-ce pas au ministre anglais qu'il faisait dire, dès le 24 juillet, que le rejet de la Note serait suivi « des préparatifs militaires nécessaires (2) » ? Le même jour, ne supposait-il pas une expédition armée quand il faisait donner à M. Sazonof l'assurance que l'Autriche ne poursuivait « aucune acquisition de territoires (3) » ? Ne reconnaissait-il pas formellement que l'Autriche projetait d'envahir la Serbie quand il écrivait, le 25 juillet, au baron Macchio que « si la Serbie ne se soumet qu'après la rup-

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 39.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 17.

(3) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 18.

ture des relations diplomatiques, il serait obligé de lui réclamer le remboursement de tous les frais et dommages causés par les mesures militaires [1] » ? Ne le reconnaissait-il pas quand il écrivait le 25 encore, au comte Szapary : « Nous avons pris la résolution d'une action énergique contre la Serbie [2] ? » Ne le reconnaissait-il pas quand il écrivait, le 26, aux ambassadeurs austro-hongrois : « Nous avons le regret d'avoir été réduits contre notre gré à la nécessité de contraindre la Serbie, *par les moyens les plus rigoureux*, à modifier absolument son attitude jusqu'à présent hostile [3] ? » Et enfin qu'entendait donc l'ambassadeur d'Allemagne en Russie quand il disait, avant la mobilisation serbe, le 24 juillet, que « l'Autriche-Hongrie se bornerait sans doute à infliger à la Serbie le châtiment justement mérité [4] ? »

Au surplus, le comte Berchtold donne lui-même sa valeur vraie à cette insinuation que la Serbie a causé la guerre en mobilisant, dans la dépêche même où il lui déclare la guerre. Il n'allègue pas, en effet, qu'elle ait pris des mesures militaires menaçantes. Tout son grief, toute sa raison d'en appeler aux armes est qu'elle n'a pas donné « une réponse favorable » à la Note austro-hongroise [5].

A la vérité, dans une dépêche adressée à la même date

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 20.
(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 26.
(3) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 16.
(4) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 16.
(5) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 37.

au comte Szapary, il prétendait que, la veille, la Serbie avait ouvert les hostilités « sur la frontière hongroise » sans, d'ailleurs, préciser ni les circonstances, ni le lieu [1], Mais, à la réflexion, probablement trouva-t-il difficile de maintenir cette affirmation. Le certain est qu'il ne la renouvela pas et qu'on ne la trouve même pas dans la Préface du *Livre Rouge* [2].

---

[1] *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 40.

[2] On sait que, de même, l'Allemagne a prétendu contre toute vraisemblance, contre l'évidence, avoir été attaquée par les Russes, les Français, les Belges. Mais elle n'a pas non plus osé insister. En ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, ses intentions agressives étaient si bien connues et leur promptitude si bien escomptée que, dès le 27 juillet, le comte Mensdorff, à la suite d'une longue conversation avec le ministre anglais des Affaires Etrangères, écrivait au comte Berchtold que Sir Edward Grey lui avait parlé « de l'abstention de toute opération militaire *de notre part* à l'égard de la Serbie », afin de permettre aux puissances de négocier, et qu'il avait répondu : « *Je lui fis observer que je craignais qu'il ne fût déjà trop tard.* » *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 38.

En fait, l'Autriche avait déjà coulé quelques bateaux serbes sur le Danube.



CHAPITRE VII

« LE LIVRE ROUGE » ACCUSE L'AUTRICHE

Une dernière question se pose. S'il est bien établi que l'on ait eu, à Vienne, la ferme résolution de ne pas ménager la Serbie, de ne lui marquer aucuns égards, de ne rien tenter qui pût éviter le conflit, de ne rien négliger qui fût susceptible de le provoquer et l'aggraver, est-il aussi bien établi que, devant l'alarme de l'Europe et son insistance, on ait toujours gardé la même attitude de hautaine intransigeance, que l'on se soit refusé jusqu'au bout à tout effort de conciliation ?

A cette question, répondent le refus, donné le 25 juillet, d'accorder une prolongation de délai (1) et le double refus, le 28 juillet, de se prêter à des conversations directes entre la Russie et l'Autriche (2), d'accepter le projet de Conférence de Sir Edward Grey (3).

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 20.
(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 40.
(3) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 38.

Quant au prétendu revirement du 31 et à la prétendue proposition faite à M. Sazonof de discuter avec lui le fond même de la Note, c'est-à-dire tout le conflit austro-serbe, — proposition qui, faite réellement et plus tôt, eût assuré le maintien de la paix, — je les examinerai ailleurs et compte établir qu'ils sont l'un et l'autre de pure imagination. Pour le moment, dans une étude uniquement appuyée sur des documents autrichiens, j'ai d'autant moins à m'en occuper que le *Livre Rouge* n'en fait pas mention. Tout au contraire, les indications que l'on y trouve les démentent.

Par contre, il est nécessaire de noter ici ce fait à la charge de l'Autriche-Hongrie que, pour écarter toute chance de solution pacifique, elle n'a jamais consenti à préciser ce qu'elle entendait exiger du royaume qui l'avait offensée.

Dans de multiples dépêches, le comte Berchtold donne aux chancelleries l'assurance formelle que son gouvernement ne poursuit pas, comme on le pourrait craindre, une acquisition de territoires (1), ou encore qu'il ne portera pas

«(1) La Monarchie est saturée de territoires et ne convoite aucune possession serbe », écrit-il le 25 juillet. (Dépêche au comte Szapary. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 26.)

Il ne semble pas cependant que cette résolution fût bien ferme, car deux jours plus tard, le 27, le même comte Berchtold écrivait au même ambassadeur que « *tant que la guerre restera localisée* entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, la Monarchie ne se proposera aucune espèce d'acquisition territoriale ». *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 32.)

Mais, dès lors, il est bien clair que si la guerre n'est pas localisée, la monarchie ne se considèrera plus comme saturée de territoires.

D'autre part, dans le discours qu'il a prononcé, le 2 juin 1915,

atteinte à la souveraineté, ni à l'indépendance de la Serbie. Mais, s'il se prononce volontiers sur ce qu'il ne fera pas, nulle part, jamais, il ne fournit la moindre indication sur ce qu'il fera. Or, cela n'importait pas moins. Une grande Puissance a plus d'un moyen de réduire un petit pays à un état de véritable vasselage, sans violer la lettre d'engagements aussi vagues que ceux de l'Autriche-Hongrie : par exemple, en lui imposant un traité de commerce qui mette l'existence nationale du vaincu sous la dépendance du vainqueur, en le frappant d'une contribution de guerre dont il ne lui soit pas possible de se libérer, en exigeant une réduction de son armée qui le place dans une situation d'infériorité sans remède.

Là encore, la responsabilité du Ballplatz éclate donc, et elle est d'autant plus grande qu'il n'est point démontré que la Serbie, — pour ne pas compromettre le résultat de

---

au Capitole, M. Salandra a fait la déclaration suivante. « Il n'est pas vrai que, comme l'a affirmé le comte Tisza, l'Autriche-Hongrie se soit engagée à ne pas réaliser d'acquisitions territoriales au détriment de la Serbie, — laquelle, du reste, en acceptant en bloc les conditions qu'on lui imposait, serait devenue un Etat sujet.

« M. de Mercy, ambassadeur d'Autriche, déclarait le 30 juillet au marquis di San Giulano que l'Autriche ne pouvait pas faire de déclaration l'engageant sur ce point, parce qu'elle ne pouvait pas prévoir si, pendant la guerre, elle ne serait pas obligée, contre sa volonté, de conserver des territoires serbes. »

Le comte Berchtold, d'autre part, disait le 28 juillet, au duc d'Avarna, qu'il n'était disposé à prendre aucun engagement relativement à la conduite éventuelle de l'Autriche, en cas de conflit avec la Serbie.

ses victoires dans les guerres balkaniques, — ne se fut pas résignée à des conditions très dures, si elle avait reçu l'assurance que l'on ne porterait d'atteinte ni directe, ni indirecte à son intégrité, à sa souveraineté, à son indépendance.

Ainsi, de la première heure à la dernière, par les rapports tendancieux de ses représentants, par ses formidables exigences, par son refus de négocier, même avec les Puissances désintéressées, par le rejet brutal et systématique de toutes les propositions de conciliation, par tous ses actes, par tous ses propos, par son silence même, l'Autriche-Hongrie a cherché la guerre qu'elle prétend lui avoir été imposée et que, finalement, elle a déclarée le 28 juillet. Le *Livre Rouge*, rédigé par elle-même pour sa dénse, n'apporte aucun témoignage en sa faveur.



CHAPITRE VIII

LA PRESSE SERBE APRÈS L'ATTENTAT

Il ne serait pas loyal de terminer cet examen des griefs austro-hongrois sans s'arrêter à l'un de ceux auxquels Vienne attache le plus de prix, si l'on en juge par la place qu'elle lui donne, par l'insistance qu'elle met à le rappeler. Je veux parler de l'attitude de la presse serbe, non plus avant, mais après l'attentat de Serajevo.

Pour montrer que cette attitude fut odieuse, le *Livre Rouge* multiplie les citations, ou plutôt les résumés. Et c'est déjà là une façon de procéder qui éveille la défiance. Si une citation, dégagée du contexte, n'a pas grande valeur, un résumé tracé par des mains hostiles n'en a à peu près aucune. Exminons cependant résumés et citations.

Le *Balkan*, du 29 juin, est incriminé, sans qu'il soit possible, dans l'analyse qui nous est donnée, de discerner pourquoi. Il ne formule, en effet, d'opinions d'aucune sorte et se borne à publier quelques renseignements sur Cabrinovitch « hanté d'idées anarchistes », et Princip, « taciturne, nerveux ». Encore ces renseignements, tels du moins

que les reproduit le *Livre Rouge*, sont-ils contradictoires et même incohérents. « Princip, y est-il dit, était en relation avec quelques élèves des écoles moyennes, originaires comme lui de Bosnie-Herzégovine, et, *dans les derniers temps*, avec Cabrinovitch. Il donnait dans les idées socialistes bien que, primitivement, il eût appartenu à la jeunesse progressiste. Comme Cabrinovitch, il a été élevé à Serajevo : une amitié inséparable les unissait tous deux *depuis leur enfance.* » Alors comment peut-on écrire que leurs relations s'étaient nouées *dans les derniers temps ?*

Le *Piémont*, du 1er juillet, est très monté de ton. « La protestation » de Princip s'explique, déclare-t-il, « par le régime politique de la Bosnie ». C'étaient là évidemment propos pénibles à entendre (1). Le *Piémont* observait ensuite que « l'acte de désespoir du jeune martyr » était

(1) Fondée ou non, cette opinion n'est pas particulière aux écrivains serbes. « C'est une pure stupidité, disait le journal socialiste tchèque l'*Académie* 1er août 1914) que de représenter l'attentat comme le résultat d'un vaste complot appuyé ou même organisé par la Serbie. L'héritier du trône est tombé victime du régime insensé qui, en Bosnie, maintient depuis plus de trente ans le servage, qui remplit d'étrangers les fonctions publiques, livre les richesses du pays au pillage des spéculateurs éhontés de Vienne et de Budapest, qui, au lieu d'écoles, couvre la province de gendarmeries, de casernes et de geôles, qui persécute les orthodoxes. Il est tombé victime de la politique stupide qui, dans son aveugle chauvinisme, mène contre les Jougo-Slaves une guerre impitoyable. Les auteurs de cette politique devraient être traduits devant la Cour d'assises en même temps que les meurtriers ». Ernest DENIS, *La Grande Serbie*, p. 278.

rendu « plus compréhensible et plus naturel » par le fait qu'il avait été accompli le jour du Vidovdan,« fête nationale et sacrée ». La violence de cet article est certaine et paraîtrait tout à fait regrettable si l'Autriche-Hongrie n'avait elle-même donné l'exemple de ces excès de plume. Mais, précisément, ce numéro du *Piémont* fournit une occasion au gouvernement serbe d'attester ses véritables sentiments, car il fit confisquer le journal.

L'*Odjek*, du 3 juillet, est incriminé pour avoir écrit : « On a envoyé l'archiduc François-Ferdinand à Serajevo, dans une journée d'enthousiasme national, pour commémorer une manifestation brutale de violence et d'oppression. Cet acte brutal devait faire naître des sentiments brutaux de résistance, de haine et de vengeance ».

La *Srpska Zostova*, du même jour, est incriminée pour avoir écrit : « L'attentat se révèle de plus en plus comme une conséquence de la situation malsaine de la Monarchie ».

La *Pravda*, du même jour, est incriminée pour avoir écrit : « La politique de Vienne est cynique. Elle exploite la mort du *couple infortuné* en faveur de ses abominables projets à l'égard du peuple serbe ».

Le même jour encore, l'*Agence des Balkans* déclare que « les crimes perpétrés contre les Serbes en Bosnie-Herzégovine ont été commis sous les auspices et sur l'instigation directe des autorités civiles et militaires de l'Autriche-Hongrie ».

Cette accusation est reprise, le 7, avec véhémence par le *Mali Journa*, et la *Tribuna*. « Nous estimons, dit celle-ci,

que l'assassinat de Serajevo fut commandé pour permettre d'un seul coup l'extermination des Serbes. »

Le *Balkan*, du 8, propose le boycottage des Autrichiens. Le même jour, la *Stampa* assure que les meurtriers de l'archiduc sont soumis à la torture.

Le *Balkan*, du 9, publie un article ainsi résumé : « En définitive, il était nécessaire que l'archiduc François-Ferdinand, comme tous les fils de Loyola, qui ne travaillent que dans le sang humain et s'inclinent devant le principe que « le but justifie les moyens », fût frappé par le destin et fût victime du jésuitisme, comme le sera toute l'Autriche-Hongrie ».

Le *Journal du commerce*, du 10, « parle de la corruption et du manque de scrupules de la politique austro-hongroise (1) ».

A la même date, la *Stampa* observe que « rien n'est éternel et que l'Autriche-Hongrie ne restera pas toujours en Bosnie-Herzégovine ».

Le *Zvono*, du 16, révèle que « Princip est le fils de la com-

---

(1) Après avoir rappelé le scandale du procès Friedjung, un Anglais fort modéré écrit, à propos des reproches violents adressés par le cabinet de Vienne au Cabinet de Belgrade :

« Si nous avions à peser les actes des uns et des autres qui ont déterminé l'inimitié existant entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie on ne sait qui serait le plus à blâmer. Les crimes attribués aux Serbes étaient, du moins, l'œuvre de conspirateurs privés, tandisque l'assassinat préparé, à l'aide de faux témoignages, des leaders croates était l'œuvre des représentants officiels du Gouvernement. » J. W. Headlam, *The History of Twelve Days*, p. 17.

tesse Lionay, et qu'il reçut la mission de venger la mort du prince héritier Rodolphe sur la personne de son assassin, l'archiduc François-Ferdinand. »

D'après le *Mali Journal* du 19, « c'est un agent austro-hongrois qui aurait suggéré à Princip l'idée de l'attentat ».

Enfin l'*Odjek* écrit, le 20 juillet : « Tandis qu'en Serbie pas un seul citoyen autrichien ne fut molesté, en Bosnie et en Herzégovine, des villages et des villes furent pillés (1).

---

(1) L'accusation est parfaitement fondée. « A Serajevo, à Zagreb, dans diverses villes de Croatie ou de Bosnie, la populace, sous l'œil complaisant des agents de la force publique, dévaste et pille méthodiquement les magasins et les maisons de négociants, de bourgeois paisibles, respectés, mais que l'on soupçonne de sympathies serbes. » Ernest DENIS, *La Guerre*, p.

A la date où écrivait M. Ernest Denis, on était encore fort mal informé. On commence à l'être un peu mieux. La réalité et la gravité des désordres, la complicité des autorités civiles et militaires sont parfaitement établies. D'après l'enquête de MM. Pierre de Lanux et Milau Toplitza ; « en Bosnie, avant la déclaration de guerre, plus de 5.000 Serbes auraient été jetés en prison. Un grand nombre de popes auraient été pendus. A Mostar, il y eut des scènes d'atroce cruauté » *Revue Hebdomadaire* du 4 septembre 1915, p. 43.

L'officieuse *Bosnische Post* du 8 décembre reconnait elle-même que déjà, à cette date, 5.260 familles ont été expulsées de Bosnie-Herzégovine, expulsées et dépouillées, sans autre motif que leur nationalité, ou plutôt leur race.

Au surplus, la catholique *Reichspost* a publié elle-même cette dépêche :

« Serajevo ressemble aujourd'hui au théâtre d'un progrom : Il n'y a pas un magasin serbe, une maison serbe, un appartement serbe

Ce fait prouve à nouveau combien la Serbie est supérieure à l'Autriche-Hongrie, au point de vue de la civilisation et de la morale. »

Citations et résumés s'arrêtent là ([1]).

Il serait peu loyal de contester que, parmi ces articles, et dans la mesure où l'on est autorisé à les apprécier sur quelques lignes, plusieurs sont excessifs. S'il en est beaucoup dont on ne s'explique réellement pas l'incrimination, certains, comme ceux du *Piémont* (1er juillet), du *Mali Journal* (7), du *Balkan* (9), du *Zvono* (16), deux ou trois autres encore, manquaient de modération, de sagesse et même d'intelligent patriotisme. On ne voit pas ce que pouvait gagner la Serbie, en mettant les choses au mieux, à ce que l'on donnât à l'Autriche, par ces violences verbales, le droit de lui faire des représentations.

Mais, pour apprécier exactement la portée de ces excès, trois observations sont nécessaires. La première est que par la Constitution, la presse est libre en Serbie ([2]). La se-

---

qui n'ait pas été complètement dévasté. Les démonstrations qui s'étaient prolongées hier des premières heures de la matinée à l'après-midi ont malheureusement dégénéré en scènes sauvages de destruction et les pertes sont énormes. »

([1]) *Livre Rouge austro-hongrois*. Annexe n° 9.

([2]) Dans sa réponse à la Note autrichienne, le Gouvernement serbe s'engageait « à introduire, à la première convocation régulière de la Skoupchtina, une disposition dans la loi sur la presse, par laquelle sera punie de la manière la plus sévère la provocation à la haine et au mépris de la monarchie austro-hongroise, ainsi que toute publication dont la tendance générale serait dirigée

conde est que le Ballplatz à mis tout son soin à choisir les textes répréhensibles, sans tenir aucun compte de l'importance des journaux où il les prenait ([1]). La troisième est que ces provocations étaient incontestablement venues de la presse austro-hongroise. Elle est la première et la plus grande coupable, si, du moins, les responsabilités ne varient pas avec l'importance des Etats et si les nations puissantes ont les mêmes obligations que les nations faibles.

Quelques citations permettront d'en juger. La catholique *Reichspost*, de Vienne, écrit, le 29 juin, donc au lendemain même de l'attentat : « Nous venons d'essuyer une défaite dans le combat que l'on mène contre nous depuis les jours

---

contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie. *Livre Blanc allemand*. Annexe I.

Il était difficile de donner garantie plus forte et d'aller plus loin dans la voie de l'humiliation.

([1]) Un rapport consulaire, daté du 20 juillet et adressé à notre ambassadeur à Vienne, disait : « On signale un fait singulier : généralement l'Agence télégraphique officielle, dans ses résumés et revues de presse étrangère, ne tient compte que des journaux officieux et des organes les plus importants ; elle omet toute citation, toute mention des autres. C'est une règle et une tradition Or, depuis une dizaine de jours, l'Agence officielle fournit quotidiennement des citations de la presse serbe, *en donnant une large place aux journaux les plus ignorés, les plus petits et insignifiants*, qui, par cela même, ont un langage plus libre, plus hardi, plus agressif et souvent injurieux. Ce travail de l'Agence officielle a visiblement pour but d'exciter le sentiment public et de créer une opinion favorable à la guerre. » *Livre Jaune*, n° 14.

de l'annexion, et au cours duquel nous avons jusqu'ici reçu avec passivité tous les coups de nos adversaires. Ces adversaires, d'ailleurs, nous avaient prédit notre échec. Nous avons haussé dédaigneusement les épaules en entendant leurs fanfaronnades, car nous songions à un combat ouvert et loyal et non aux armes du guet-apens et du meurtre, bien que *nous eussions dû attendre de la nation des régicides qu'elle menât la lutte suivant les principes des assassins*... Nous avons négligé d'enfumer à temps la tanière venimeuse de Belgrade, ce repaire, où le meurtre du souverain passe pour un procédé légal de combat politique, où fut organisé la tentative d'assassinat du souverain monténégrin, pourtant de même race, ce repaire, d'où le sud-est de notre monarchie est depuis longtemps empoisonné, car c'est à Belgrade que l'on transforme nos propres sujets serbes en émissaires, en espions et en meurtriers. » La *Reichspost* continue en accusant formellement la Russie d'avoir conclu un pacte avec la Serbie et de se préparer à attaquer l'Autriche, et en insinuant qu'on avait été averti à Petersbourg de ce qui se passerait à Serajevo. Et voici la conclusion : « Nous avons à réparer une lourde défaite. Nous avons à venger l'assassinat de Serajevo sur ses instigateurs. Le meurtre de notre archiduc héritier est pour nous le signe que la onzième heure a sonné ».

Ce même jour, la *Militærische Rundschau* pose en principe que ce crime est un crime serbe et ajoute : « A la moindre tentative de la Serbie *de nier* ou de louvoyer, *notre réponse doit être enfin ! enfin ! la marche sur Belgrade !* »

Un peu plus tard, ce journal résume ainsi la situation :

« L'instant nous est encore favorable. Si nous ne nous décidons pas à la guerre, celle que nous devrons faire dans deux ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circons tances moins propices. »

De son côté, la *Neue Freie Presse* réclame, pour assurer la sécurité de la monarchie, *la guerre au couteau* au panserbisme, *l'extermination de la maudite race serbe.*

Enfin, le 29 juillet, la *Tægliche Rundschau* écrit joyeusement : « Ça y est ! La Serbie, confiante en l'appui franco-russe, a donné à l'Autriche une réponse dont elle devait savoir d'avance qu'elle entraînerait la guerre, et tandis que M. Pachitch faisait sa visite à la légation autrichienne, le roi Pierre avait ordonné la mobilisation, décidé la guerre. Ça y est ! *La capitale serbe est ouverte aux troupes autrichiennes et sera bientôt occupée par elles* (1). »

A ces citations, il convient d'en opposer deux du côté serbe. Le 29 juin, alors que la *Reichspost* exhale une haine

(1) Au surplus, ni ce ton n'était nouveau, ni ces menaces n'étaient nouvelles. Un court extrait de la *Danzer's Armee Zeitung*, organe favori de l'Etat-major et de l'archiduc, suffira à indiquer dans quels termes la presse autrichienne a, *de tout temps*, mené sa polémique contre la Serbie : « Dès que nous jugerons le moment venu, la Serbie devra être combattue avec toute notre puissance, rapidement et *sans ménagement*. L'armée impériale devra se ruer de toutes parts, comme un ouragan, à l'assaut de *l'insolent drôle* et se déverser dans son pays comme un torrent. La création artificielle qui s'appelle le royaume de Serbie représente aujourd'hui *un abcès purulent* qui menace de tout infecter... » *Danzer's Armee Zeitung* du 25 février 1909.

furibonde, le Bureau de la presse de Belgrade publie la note suivante : « Profondément émus des attentats qui ont eu lieu à Serajevo, nous ne trouvons pas de mots pour les condamner et prenons part à la douleur causée par la mort prématurée de l'héritier austro-hongrois et de son épouse, douleur qui atteint la cour et le souverain de la monarchie voisine, ainsi que tous les peuples. Nous sommes en mesure d'affirmer que *ces attentats ont soulevé dans notre pays la plus vive indignation et ont été sévèrement condamnés.* »

A la même date, *l'Odjek*, plusieurs fois dénoncé par le *Livre Rouge*, disait : « Il est difficile d'exprimer le sentiment provoqué par une telle nouvelle, mais on peut certifier que l'émotion a été puissante : Les premières paroles furent : — *Ce n'est, en tout cas, plus pénible pour personne que pour les Serbes.* Car la première pensée fut la situation difficile de notre peuple dans la malheureuse Bosnie-Herzégovine. » L'article se terminait ainsi : « Pour nous, Serbes de Serbie, tout cela vient de façon d'autant plus inopportune que nous désirions et que nous désirons sincèrement la paix pour nos co-nationaux opprimés dans tous les pays ; et une période aussi longue que possible de repos et de confiance dans nos rapports avec la Monarchie voisine, nous est aujourd'hui, après de lourdes guerres, aussi utile qu'à elle. »

Ces articles écrits avant que les excitations de la polémique aient fait perdre toute patience et toute prudence à quelques journalistes de Belgrade ou de Nisch suffisent à établir qui a donné le signal, commencé l'agression. Lors donc que le comte Berchtold incrimine les feuilles serbes,

il ne saurait être pris au sérieux. L'attaque est partie de Vienne, et elle engage d'autant plus la responsabilité du Gouvernement autrichien que la presse, dans la Monarchie, n'est libre ni en droit, ni en fait, et que le plus léger avertissement eût suffi pour qu'elle ne prît pas ce ton d'injurieuse provocation. Le Ballplatz le savait bien. Il s'abstint cependant.

Il s'abstint parce qu'il voulait la guerre et que, la voulant, il jugeait indispensable d'y préparer les esprits par une campagne furibonde, où tous les vieux griefs réveillés se mélangeraient à des accusations nouvelles, affirmées avec d'autant plus d'énergie que les preuves manquaient pour les soutenir [1].

---

[1] Voir Appendice n° 6.



APPENDICE I

L'AUTRICHE ET SES AMBITIONS BALKANIQUES

Dans un discours prononcé le 24 juin 1914, M. Tittoni, ambassadeur d'Italie en France, a fait les intéressantes révélations suivantes :

« M. Giolitti a fait connaître avec opportunité à la Chambre italienne qu'un an avant la guerre l'Italie avait eu connaissance des projets d'agression de l'Autriche-Hongrie envers la Serbie et avait nettement refusé son consentement. Mais, antérieurement à cet épisode, il y a des précédents très importants, parmi lesquels j'en choisirai seulement deux.

« Après les victoires des Etats alliés, dans la première guerre balkanique contre la Turquie, l'Autriche-Hongrie comprit qu'il était impossible de s'opposer à l'agrandissement des Etats balkaniques. Pourtant, en novembre 1912, elle s'adressa à l'Italie et lui demanda d'adhérer au programme austro-hongrois, qui était de permettre à la Serbie de s'agrandir à la condition qu'elle donnât à l'Autriche-Hongrie certaines garanties. L'Italie, en donnant son adhésion, déclara la subordonner expressément à la condition que ces garanties ne dussent en aucun cas constituer un monopole au profit exclusif de l'Autriche-Hongrie, ni diminuer l'indépendance de la Serbie. L'Autriche-Hongrie se réserva d'étudier et de nous faire connaître les garanties en question, mais ces propositions n'eurent pas de suites.

« Peut-être ces intentions pacifiques furent-elles graduellement remplacées par des intentions agressives, qui mûrissaient lentement.

« Peu nombreux cependant sont ceux qui savent que, *quelques mois après, l'Autriche Hongrie, avec la menace de l'occupation du Montenegro, fut sur le point de créer entre elle et l'Italie une situation analogue à celle créée plus tard par l'agression contre la Serbie.*

« Je puis en parler, avec le consentement du ministre des Affaires Étrangères, parce qu'il s'agit d'une période qui, quoique récente, est désormais acquise à l'histoire.

« Le 30 avril 1913, quand les Puissances n'avaient pas encore décidé l'occupation internationale de Scutari, le marquis di San Giuliano me télégraphiait ce qui suit :

« Si la délibération que prendra la réunion des ambassadeurs ne donne pas satisfaction à l'Autriche-Hongrie, si un accord pour une action italo-autrichiene n'est pas possible, et si l'Autriche-Hongrie agit contre le Montenegro sans notre approbation, une situation délicate et difficile se déterminera pour maintenir l'accord italo-autrichien et l'intégrité de l'alliance. Je prie Votre Excellence de me télégraphier tout de suite son avis autorisé sur la voie à tenir. L'Italie ne devant pas apparaître inerte devrait, tandis que l'Autriche opère au nord, opérer au Sud en débarquant temporairement dans une localité opportune, et cette opération devrait être considérée comme accomplie par l'Italie dans des conditions à peu près analogues à celles dans lesquelles se trouve l'Autriche-Hongrie envers l'Italie. En dehors de cette solution, je ne vois qu'une situation dans laquelle nous serions obligés de suivre une politique en opposition à celle de l'Autriche-Hongrie.

« San-Giuliano »

« Au télégramme du marquis di San-Giuliano, je répondis aussitôt dans les termes suivants :

« Si l'Autriche veut occuper tout ou partie du Montenegro, nous devons aller à Durazzo et à Vallona, même sans son consentement. En effet, l'Autriche-Hongrie, en occupant le Montenegro, accomplirait un acte qui n'est pas nécessaire pour l'exécution des décisions des Puissances au sujet de Scutari, et, par suite, se mettrait la première en dehors des décisions des Puissances, en agissant pour son propre compte, sans nécessité, et en troublant à notre préjudice l'équilibre de l'Adriatique, puisque même une occupation temporaire troublerait cet équilibre. D'autre part, les artifices auxquels ont recours les ambassadeurs d'Autriche Hongrie et d'Allemagne, en s'attachant à la lettre de l'article 7 du traité d'alliance, n'ont pas la moindre valeur. L'esprit de cet article est clair ; et, du reste, n'importe quel trouble de l'équilibre italo autrichien porterait atteinte non seulement à l'article 7, mais au traité d'alliance tout entier. Le jour où l'Autriche prétendrait troubler de n'importe quelle façon ou dans n'importe quelle mesure l'équilibre de l'Adriatique, la Triple Alliance aurait cessé d'exister. Je suis certain que cette dernière considération, exposée par Votre Excellence, avec sa clarté et sa fermeté habituelles, aux ministres des Affaires Etrangères d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, les persuadera qu'ils doivent se préoccuper des intérêts vitaux de l'Italie et qu'ils doivent faciliter la tâche entreprise par Votre Excellence de les concilier avec les intérêts autrichiens, parce qu'en cas contraire le traité de la Triple Alliance sera déchiré par leurs mains. J'ai donné ainsi à la demande de Votre Excellence une réponse que j'ai longuement méditée.

« TITTONI ».

Temps du 25 juin 1915.

2

LA MAGISTRATURE AUTRICHIENNE

Le Gouvernement autrichien est toujours assuré de trouver les juges qui lui conviennent. « Comme corps de fonctionnaires, dit M. H. Wickham Steed, les juges autrichiens sont aussi incorruptibles et droits qu'aucun corps similaire de 7.000 hommes mal payés dans aucun pays du monde. Mais les conditions même qui règlent la nomination et l'avancement des juges assurent qu'un juge ne sera pas plus indépendant qu'il ne faut des intérêts de l'Etat. L'avancement est entièrement entre les mains du ministre de la justice et, au dernier ressort, de la Couronne. Un juge dont l'attitude déplaît au ministre ou à la Couronne est exposé à attendre en vain de l'avancement. Avant qu'un juge d'une cour de district puisse espérer être promu à une cour provinciale ou à la cour suprême de la province, il faut qu'il ait ainsi quelque protection influente, ou qu'il se soit distingué lui-même en publiant un savant traité de jurisprudence, ou qu'il ait rendu des services au Gouvernement par une souplesse ou une habileté particulières. Bien plus, les juges supérieurs sont habituellement choisis parmi les procureurs généraux ou les avocats généraux. La carrière de ces magistrats les a mal préparés à l'exercice des fonctions judiciaires. Ils ont passé le meilleur de

leur âge à exécuter les instructions reçues du Gouvernement ou à instruire des enquêtes judiciaires contre les tendances et les personnes déplaisant au Gouvernement, dans l'espoir que leur zèle pourra être récompensé par un siège de juge. Ils sont donc tout naturellement portés à rester, après leur entrée dans la judicature, plutôt les serviteurs du Gouvernement et les exécuteurs de ses instructions que les véritables gardiens de la loi et de l'équité. » *La Monarchie des Habsbourg.*

Sur le fonctionnement de tribunaux ainsi composés. M. Ernest Denis donne d'intéressantes précisions. Dans le fameux procès de Zagreb, intenté en janvier 1909 pour réprimer la propagande terroriste d'une société secrète serbe, M. Accurti, le procureur général « s'était contenté de copier mot à mot un rapport qui lui avait été fourni par un des adversaires politiques des prévenus ». D'autre part, « le président du tribunal, M. Tarabocchia, était un ivrogne de profession, qui courait les cabarets de nuit et dont l'inconduite était la risée de la population. On l'avait choisi parce qu'on était sûr de son zèle. Il insultait les accusés et, sous les prétextes les plus frivoles, les excluait des débats, les condamnait au cachot et au jeûne. Il interdisait aux avocats de poser les questions les plus nécessaires, leur refusait la parole, leur infligeait des amendes, s'ils se permettaient de maintenir leurs réclamations. Pendant l'instruction, qui avait duré cinq mois, aucun des témoins à décharge n'avait été appelé ; devant le tribunal, les neuf dixièmes des personnes citées par la défense ne furent pas interrogées. — Un témoin proteste contre les paroles que lui a prêtées le juge d'instruction. M. Tarabocchia ordonne son arrestation immédiate : il sera poursuivi pour faux serment. « Cela servira de leçon aux suivants. » — Un autre, s'inscrit de même en faux contre le procès-verbal qu'on lui a fait signer ; il aurait dit qu'il avait lu dans une maison l'ins-

cription : Vive Pierre Karageorgevitch ! — Il ne sait pas lire. Il n'en est pas moins poursuivi pour faux serment et condamné à 10 mois de prison. — Un témoin affirme avoir vu dans la maison d'un prévenu un portrait du roi de Serbie. — C'était bien le roi ? — Parfaitement, Pierre Yourisitch ! — Même accusation contre un autre inculpé, qui tient un cabaret. — Vérification faite, il s'agit du roi Gambrinus. — Vous détestez les Croates, dit un juge au docteur Djouritch, et la preuve c'est que vous ne portez pas de cravate. — Le docteur hausse les épaules. — Le procureur général : Il n'y a pas de quoi rire. Il est prouvé que, pendant que vous faisiez vos études, vous ne portiez pas de cravate par haine pour le peuple croate. — Mais, objecte un des accusés, il y là aussi un témoin qui n'a pas de cravate. — Taisez vous, ou prenez garde à vous ! » Trente et un accusés furent condamnés à des peines qui variaient de 12 à 15 ans de prison. « C'était peu pour des crimes de lèse-majesté ou de haute trahison ; c'était beaucoup pour des gens dont le crime consistait à n'avoir pas porté de cravate, il y avait une vingtaine d'années, ou à avoir dans leur arrière-boutique le portrait de Gambrinus. » *La Grande Serbie*, p. 176 et suiv.



3

LES ATTENTATS DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Dans le courant de ces cinq dernières années, cinq attentats ont eu lieu en Autriche-Hongrie.

1° Le 15 juin 1910, une attentat a été commis à Serajevo contre le général Varechanin, gouverneur de la Bosnie, par Bogdan Geraitch, sujet autrichien, étudiant en droit à Agram ;

2° Le 8 juin 1912, un attentat a été commis à Agram contre le commissaire royal de Croatie, M. Tsouvaï, par Louka Koukitch, sujet autrichien, étudiant à Agram ;

3° Le 28 septembre 1912, un attentat a été commis contre le baron Skerletz, ban de Croatie, par Plamintentsiak, étudiant en droit à Agram ;

4° Le 18 août 1913, un attentat a été commis contre ce même baron Skerletz par Stephan Doitchich, sujet autrichien.

La presse austro-hongroise a saisi l'occasion de chacun de ces attentats, (le cinquième est l'assassinat de l'archiduc) pour accuser le peuple, le gouvernement et la cour de Serbie. Mais, après enquête et jugement, elle a dû reconnaître qu'elle s'était trompée.

4

NOTE DE L'AUTRICHE-HONGRIE A LA SERBIE

Le 31 mars 1909, le ministre de Serbie à Vienne a fait, d'ordre de son Gouvernement, au Gouvernement impérial et royal la déclaration suivante [1] :

« La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie-Herzégovine et qu'elle se conformera, par conséquent, à telle décision que les Puissances prendront par rapport à l'article XXV du Traité de Berlin. Se rendant aux conseils des Grandes Puissances, la Serbie s'engage dès à présent à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et elle s'engage, en outre, à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage .»

---

[1] « La Note a été rendue publique quelques heures à peine après sa présentation au Gouvernement serbe. Le résultat de cette façon de procéder était de faire connaître au monde entier que toutes les réparations offertes par la Serbie l'étaient sous le coup des plus graves menaces. Il n'est pas besoin de signaler combien cela augmentait les difficultés du Gouvernement serbe Bien des choses auraient été possibles si les négociants avaient été conduits dans le secret qui étaient par là mises hors de question ». J. M. Headlam, *The History of Twelve Days*. p. 29.

Or, l'histoire de ces dernières années et notamment les événements douloureux du 28 juin ont démontré l'existence en Serbie d'un mouvement subversif dont le but est de détacher de la monarchie austro-hongroise certaines parties de ses territoires. Ce mouvement qui a pris jour sous les yeux du Gouvernement serbe, est arrivé à se manifester au delà du territoire du royaume par des actes de terrorisme, par une série d'attentats et par des meurtres.

Le Gouvernement royal serbe, loin de satisfaire aux engagements formels contenus dans la déclaration du 31 mars 1909, n'a rien fait pour supprimer ce mouvement. Il a toléré l'activité criminelle des différentes sociétés et affiliations dirigées contre la monarchie, le langage effréné de la presse, la glorification des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires dans des agissements subversifs, une propagande malsaine dans l'instruction publique, toléré enfin toutes les manifestations qui pouvaient induire la population serbe à la haine de la monarchie et au mépris de ses institutions.

Cette tolérance coupable du Gouvernement royal de Serbie n'avait pas cessé au moment où les événements du 28 juin dernier en ont démontré au monde entier les conséquences funestes.

Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le meurtre de Serajevo a été tramé à Belgrade, que les armes et explosifs dont les meurtriers se trouvaient être munis leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes faisant partie de la *Narodna Odbrana*, et enfin que le passage en Bosnie des criminels et de leurs armes a été organisé et effectué par des chefs du service frontière serbe.

Les résultats mentionnés de l'instruction ne permettent pas au Gouvernement impérial et royal de poursuivre plus longtemps l'attitude de longanimité expectative qu'il avait observée

pendant des années vis-à-vis des agissements concentrés à Belgrade et propagés de là sur les territoires de la monarchie ; ces résultats lui imposent, au contraire, le devoir de mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la monarchie.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement impérial et royal se voit obligé de demander au Gouvernement serbe l'énonciation officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

Afin de donner un caractère solennel à cet engagement, le Gouvernement royal de Serbie fera publier à la première page du *Journal officiel*, en date du 13-26 juillet, l'énonciation suivante :

« Le Gouvernement royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels.

« Le Gouvernement royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auquel le Gouvernement royal s'était solennellement engagé par ses déclarations du 31 mars 1909.

« Le Gouvernement royal, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonction-

naires et toute la population du royaume que, dorénavant, il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer. »

Cette énonciation sera portée simultanément à la connaissance de l'armée royale par un ordre du jour de Sa Majesté le Roi et sera publié dans le *Bulletin officiel de l'armée.*

Le Gouvernement royal serbe s'engage en outre :

1° A supprimer toute publication qui excite à la haine et au mépris de la monarchie, et dont la tendance générale est dirigée contre son intégrité territoriale ;

2° A dissoudre immédiatement la Société dite *Narodna Odbrana*, à confisquer tous ses moyens de propagande, et à procéder de la même manière contre les autres sociétés et affiliations en Serbie qui s'adonnent à la propagande contre la monarchie austro-hongroise ; le Gouvernement royal prendra les mesures nécessaires pour que les sociétés dissoutes ne puissent pas continuer leur activité sous un autre nom et sous une autre forme ;

3° A éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie ;

4° A éloigner du service militaire et de l'administration en général tous les officiers et fonctionnaires coupables de propagande contre la monarchie austro-hongroise et dont le Gouvernement impérial et royal se réserve de communiquer les noms et les faits au Gouvernement royal [1] ;

---

[1] Ceci signifiait que le Gouvernement serbe cesserait d'avoir le contrôle de ses propres territoires. S'il avait accepté, il aurait été forcé de bannir sans appel du service de la Couronne un grand nombre de fonctionnaires

5° *A accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie* ;

6° A ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur le territoire serbe ; *des organes délégués par le Gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives* ;

7° A procéder d'urgence à l'arrestation du commandant Voija Tankositch et du nommé Milan Ciganovitch, employé de l'Etat serbe, compromis par l'instruction de Serajevo ;

8° A empêcher, par des mesures efficaces, le concours des autorités serbes dans le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière ;

A licencier et punir sévèrement les fonctionnaires du service frontière de Schabatz et de Loznica coupables d'avoir aidé les auteurs du crime de Serajevo en leur facilitant le passage de la frontière ;

9° A donner au Gouvernement impérial et royal des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes

---

simplement à cause de leurs opinions politiques. La coopération de la police autrichienne aurait mis en péril la réputation, la liberté, peut-être la vie de tout Serbe qui aurait déplu au Gouvernement austro-hongrois. Même si de semblables concessions avaient pu être faites, dans certaines éventualités, à d'autres Etats, le caractère de la police autrichienne, spécialement en matière politique, et les crimes dont on a fait la preuve qu'elle s'était rendue coupable dans de récents procès en Autriche, étaient un avertissement qu'accepter une telle demande *c'était ouvrir la porte à une proscription générale* ». J. W. Headlam, *The History of Twelve Days*, p. 27.

Le professeur Delbrück reconnaît lui-même que l'Autriche posait des conditions qui auraient placé la Serbie sous son contrôle permanent. *Atlantic Monthly*. February 1915.

tant en Serbie qu'à l'étranger qui, malgré leur position officielle, n'ont pas hésité, après l'attentat du 28 juin, à s'exprimer dans des interviews d'une manière hostile envers la monarchie austro-hongroise. Enfin,

10° A avertir, sans retard, le Gouvernement impérial et royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents.

Le Gouvernement impérial et royal attend la réponse du gouvernement royal au plus tard jusqu'au samedi 25 du mois à cinq heures du soir [1].

---

[1] « Si l'on considère la Note dans son ensemble et toutes les circonstances, la conclusion qui s'impose est que les demandes qu'elle contient furent faites délibérément telles qu'elles ne puissent être acceptées immédiatement et sans conditions. Elles n'étaient pas un moyen d'obtenir réparation : elles étaient un prétexte pour entrer en guerre, occuper la Serbie et établir un contrôle militaire et politique sur le pays.

« La preuve que ce n'est point là une interprétation forcée, c'est que c'est l'interprétation donnée à la Note en Autriche même. L'ultimatum a été accueilli avec joie par la presse autrichienne, et tout spécialement par la presse hongroise, précisément parce qu'il ne pouvait pas être accepté et que, par conséquent, il déterminerait la guerre. « Appelez-le comme vous voudrez, disait le *Pester Lloyd*, le 25 juillet, c'est le dernier, tout à fait le dernier mot des diplomates. Ensuite les diplomates disparaîtront de la scène et leur place sera prise par les soldats ». J. W. HEADLAM, *The History of Twelve Days*, pp. 30 et 31.



5

LA RÉPONSE SERBE ET LES COMMENTAIRES AUTRICHIENS

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* a publié, le 29 juillet seulement, la réponse serbe avec les observations du gouvernement autrichien.

Texte serbe.

« Le Gouvernement royal a reçu la communication du Gouvernement impérial et royal du 10-23 courant et est convaincu que sa réponse va dissiper tout malentendu qui menace de troubler les rapports de bon voisinage existant entre la Monarchie austro-hongroise et le royaume de Serbie.

« Le Gouvernement royal a conscience que ses protestations vis-à-vis de la Grande Monarchie voisine n'ont été renouvelées en aucune circonstance, protestations qui, en leur temps, ont été faites par lui tant à la Skoupchtina que dans les déclarations et actes des représentants responsables de l'Etat, et auxquelles a mis fin la déclaration du Gouvernement serbe du 18 mars 1909, ainsi, en outre, que, depuis cette époque-là, aucune tentative na

été faite ni par les divers Gouvernements du Royaume qui se sont succédé, ni par ses agents, de modifier en Bosnie ou en Herzégovine la situation légale et politique qui y est créée. Le Gouvernement royal constate que le Gouvernement impérial et royal n'a fait sur ce point aucune espèce d'objection, exception faite du cas du manuel scolaire au sujet duquel le Gouvernement impérial et royal a reçu une déclaration pleinement satisfaisante. La Serbie a, pendant la durée de la crise balkanique donné, dans nombre de cas, des preuves de sa politique pacifique et modérée, et c'est uniquement à la Serbie, et aux sacrifices qu'elle s'est imposée exclusivement dans l'intérêt de la paix européenne, que l'on est redevable du maintien de la paix. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Le Gouvernement royal serbe se borne à constater que, depuis la remise de la déclaration du 18 mars 1909, aucune tentative pour modifier la situation de la Bosnie et de l'Herzégovine n'a été faite par le Gouvernement serbe et ses agents.

« Il dénature ainsi sciemment, de façon arbitraire, les raisons de notre démarche, vu que nous n'avons pas prétendu que lui et ses agents aient jamais entrepris quoique ce soit officiellement dans ce sens.

« Le reproche que nous lui faisons est plutôt que, malgré les engagements pris dans la Note précitée, il a négligé de réprimer le mouvement dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie.

« Son devoir était donc de modifier entièrement l'orientation de sa politique et d'entretenir des relations de bon voisinage avec la Monarchie austro-hongroise, et non seulement de ne pas contester officiellement le fait que la Bosnie appartient à la Monarchie. »

Texte serbe.

« Le Gouvernement royal serbe ne peut être rendu responsable de manifestations ayant un caractère privé, tels que sont les articles de journaux et les agissements des sociétés, manifestations qui, dans presque tous les pays, sont des faits courants de la vie ordinaire, et qui, en général, échappent au contrôle de l'Etat. Et ce, d'autant moins, que le Gouvernement royal, dans la solution de toute une série de questions qui avaient surgi entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, a fait preuve d'une grande condescendance, qui lui a permis d'en résoudre la majeure partie à l'entière satisfaction des deux nations voisines. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« La prétention du Gouvernement royal serbe que les manifestations de la presse et les opérations des sociétés ont un caractère privé et échappent au contrôle de l'Etat, est en pleine contradiction avec les institutions des Etats modernes, même au sens le plus étendu, sur le terrain de la législation régissant la presse et les sociétés, législation qui a un caractère publico-légal et place la presse et les sociétés sous la surveillance de l'Etat. C'est ce que prévoient, d'ailleurs, les institutions serbes. Le reproche qui est fait à la Serbie est précisément d'avoir complètement négligé d'exercer sa surveillance sur la presse et sur les sociétés du pays, dont les sentiments hostiles à la Monarchie sont connus. »

Texte serbe.

« C'est pourquoi le Gouvernement royal a été douloureusement surpris des assertions que des sujets de la Serbie avaient

pris part à la préparation de l'attentat commis à Serajevo. Il avait attendu d'être invité à coopérer aux recherches touchant à ce forfait et, pour prouver par des actes sa parfaite correction, était prêt à poursuivre toutes personnes au sujet desquelles des indications lui seraient parvenues. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Cette assertion est inexacte. Le Gouvernement serbe était suffisamment instruit des soupçons qui pesaient sur des personnes bien connues, contre lesquelles il était non pas seulement en état, mais encore dans l'obligation, suivant ses propres lois, d'exercer spontanément des poursuites. Le Gouvernement n'a rien entrepris dans ce sens. »

Texte serbe.

« Accédant au désir du Gouvernement impérial et royal, le Gouvernement royal est prêt à livrer à la justice, sans égard à leur situation et à leur rang, tous sujets serbes dont la participation dans le crime de Serajevo lui aura été démontrée. Il s'engage particulièrement à publier, à la première page de son *Journal officiel* du 13-26 juillet, l'avis suivant : « Le Gouvernement royal serbe condamne toute propagande qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des efforts qui, dans ces derniers temps, ont visé au détachement de divers territoires de la Monarchie austro-hongroise, et regrette profondément les tristes suites qu'ont eu ces agissements criminels. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Notre réclamation disait : « Le Gouvernement royal serbe condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie... »

« La modification apportée par le Gouvernement royal serbe à la déclaration que nous réclamions signifie qu'une semblable propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie n'existe pas ou n'est pas connue.

« Cette formule est inexacte et pleine de réticences, car le Gouvernement serbe se réserve ainsi pour l'avenir un échappatoire et pourrait dire qu'il n'a, dans sa déclaration, jamais désavoué une propagande existant actuellement et qu'il n'a pas reconnue comme contraire à la Monarchie, et, par conséquent, il pourrait plus tard en déduire qu'il n'est pas obligé de faire cesser une propagande semblable à la propagande actuelle. »

Texte serbe.

« Le Gouvernement royal regrette que certains officiers et fonctionnaires serbes aient participé, suivant la communication du Gouvernement impérial et royal, à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement royal s'était engagé par sa déclaration du 31 mars 1909.

« Le Gouvernement... » conforme au texte exigé.

Observations du Gouvernement autrichien.

« La rédaction demandée par nous était :

« Le Gouvernement royal regrette que ses officiers et fonctionnaires serbes... aient coopéré... »

« Ici encore, par cette rédaction et ce qui y est ajouté : « Suivant la communication du Gouvernement impérial et royal, » le Gouvernement serbe poursuit le but mentionné plus haut de se réserver une porte ouverte pour l'avenir. »

Texte serbe.

« Le Gouvernement royal s'engage, en outre :

1° « Lors de la prochaine séance de la Skoupchtina à faire insérer dans la loi sur la presse une disposition portant que toute incitation à la haine et au mépris contre la Monarchie, ainsi que toute publication dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie seront rigoureusement punies.

« Il s'engage, en ce qui concerne la révision qui doit s'ensuivre de la rédaction de l'article 22 de la loi constitutionnelle, à y ajouter une disposition permettant la confiscation des publications de ce genre, ce qui est actuellement impossible, suivant les dispositions même de l'article 22 de la Constitution. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Nous avions demandé :

« 1° D'interdire toute publication incitant à la haine et au mépris de la Monarchie et dont la tendance est dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie.

« Nous voulions ainsi obtenir de la Serbie qu'elle prît l'engagement de veiller à ce que ces attaques de la presse fussent étouffées dans l'œuf ; nous voulions ainsi nous assurer un résultat certain sur ce terrain.

« Au lieu de cela, la Serbie nous offre de publier certaines lois devant servir de moyen pour atteindre ce but, c'est-à-dire :

« *a*) Une loi aux termes de laquelle lesdites manifestations hostiles à la Monarchie seront punies en la personne de leurs auteurs, ce qui nous est absolument indifférent, d'autant plus que, comme on le sait, la poursuite individuelle de délits de

presse est très rarement possible, et il suffit qu'une telle loi soit vaguement interprétée pour que les cas peu nombreux de cette espèce soient rarement l'objet d'une condamnation ; c'est donc une proposition qui ne répond aucunement à ce que nous demandons et ne nous donne nulle garantie du résultat désiré par nous.

« *b*) Une disposition additionnelle à l'article 22 de la Constitution, qui autoriserait la confiscation, est une proposition qui, également, ne peut nous satisfaire, ni que l'existence d'une telle disposition de loi en Serbie ne nous est d'aucune utilité ; mais, seul, peut nous satisfaire l'engagement du Gouvernement de l'appliquer, engagement qui ne nous est pas promis.

« Ces propositions sont, par conséquent, absolument insuffisantes, et ce, d'autant plus que, dans leur tendance, elles sont évasives, parce qu'on ne nous dit pas dans quel délai ces dispositions de loi seront publiées et qu'en cas de rejet des projets de loi par la Skoupchtina — la démission possible du Gouvernement mise à part — tout resterait dans le même état qu'auparavant. »

Texte serbe.

2° « Le Gouvernement ne possède, et la Note du Gouvernement impérial et royal ne lui fournit non plus aucune espèce de preuve que la *Narodna Odbrana* et les associations similaires, se seraient livrées, en la personne de l'un de leurs membres, à des agissements criminels de ce genre jusqu'à ce jour. Néanmoins, le Gouvernement royal est disposé à admettre la réclamation du Gouvernement impérial et royal et à dissoudre la société *Narodna Odbrana*, ainsi que toute société qui agirait contre l'Autriche-Hongrie. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« La propagande hostile à la Monarchie, entreprise par la *Narodna Odbrana* et les associations qui lui sont affiliées, embrasse, en Serbie, tout le monde officiel ; c'est donc là une chose absolument inadmissible que le Gouvernement royal serbe prétende ne rien en savoir.

« Abstraction faite de cela, il n'a pas été entièrement fait droit à notre réclamation, vu que nous avions, en outre, demandé :

« De confisquer les moyens de propagande de ces associations ;

« D'empêcher la reconstitution des associations dissoutes sous un autre nom ou sous une autre forme.

« Le Cabinet de Belgrade est absolument muet sur ces deux points, de sorte que, par la promesse qui nous est à moitié faite, aucune garantie ne nous est offerte qu'il sera mis définitivement un terme aux agissements des associations hostiles à la Monarchie, notamment la *Narodna Odbrana*, en en ordonnant la dissolution.

Texte serbe.

3° « Le Gouvernement royal serbe s'engage à faire disparaître sans retard de l'enseignement public en Serbie tout ce qui pourrait encourager la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, au cas où le Gouvernement impérial et royal serait en mesure de lui fournir des preuves irréfutables de cette propagande. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Dans ce cas également, le Gouvernement royal serbe demande d'abord des preuves qu'une propagande hostile à la Mo-

narchie a été entreprise et poursuivie dans l'enseignement public en Serbie, alors qu'il doit bien savoir que les livres introduits dans les écoles serbes contiennent des passages rédigés dans cet esprit d'opposition et qu'une grande partie des instituteurs serbes se trouve dans le camp de la *Narodna Odbrana* et des sociétés qui lui sont affiliées.

« Au surplus, le Gouvernement serbe n'a non plus ici fait droit à une partie de nos revendications comme nous l'avions demandé, vu que, dans son texte, il laisse de côté la disposition additionnelle réclamée par nous, « tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction », — disposition qui démontre très clairement où il faut chercher dans les écoles serbes la propagande hostile à la Monarchie .»

Texte serbe.

4° « Le Gouvernement royal est également prêt à renvoyer des services militaire et civil les officiers et fonctionnaires au sujet desquels il aura été établi par l'instruction judiciaire qu'ils se sont rendus coupables d'agissements contre l'intégrité territoriale de la Monarchie ; il attend que le Gouvernement impérial et royal lui fasse connaître, en vue de l'ouverture de la procédure, le nom de ces officiers et fonctionnaires et les faits qui leur sont imputés. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Le Gouvernement royal serbe, tout en liant le promesse de renvoi des dits officiers et fonctionnaires des services militaire et civil à la condition que ces personnes soient d'abord reconnues coupables par la justice, borne sa promesse au cas où il serait reproché à ces personnes un délit prévu par la loi spéciale. Mais

comme nous réclamons le renvoi des officiers et fonctionnaires qui font une propagande hostile à la Monarchie, ce qui, en Serbie, n'est pas, en général, un fait punissable par les tribunaux, il ne paraît pas non plus qu'il ait été fait droit sur ce point à nos revendications.»

Texte serbe.

5° « Le Gouvernement royal doit avouer qu'il ne peut se rendre compte du sens et de la portée de cette réclamation du Gouvernement impérial et royal, à savoir que le Gouvernement royal serbe doit prendre l'engagement d'admettre, sur son territoire, le concours d'agents du Gouvernement impérial et royal : il déclare cependant être prêt à accepter tout concours qui serait compatible avec les principes du droit des gens et du Code de procédure criminelle, comme aussi avec les relations de bon voisinage. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Le droit international public a aussi peu à voir avec cette question que le Code de procédure criminelle ; il s'agit d'une affaire relevant purement de la haute police et qui demande à être résolue par voie d'entente spéciale. La restriction de la Serbie est donc incompréhensible et pourrait, par sa forme générale vague, mener à des difficultés inextricables lors de la conclusion d'une convention. »

Texte serbe.

6° « Le Gouvernement royal considère naturellement de son devoir d'ouvrir une instruction contre les personnes qui ont par-

ticipé ou seront censées avoir participé au complot du 15-28 juin et qui se trouvent sur son territoire.

« En ce qui concerne la participation d'agents du Gouvernement impérial et royal spécialement délégués en vue de cette instruction, elle est inadmissible, car ce serait là une violation de la Constitution et du Code de procédure criminelle. Connaissance pourrait cependant être donnée aux agents austro-hongrois, dans certains cas, des résultats de l'instruction. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Notre demande était très claire et ne pouvait prêter à aucune fausse interprétation.

« Nous demandions : 1° l'ouverture d'une instruction judiciaire contre ceux qui ont pris part au complot : 2° la participation d'agents impériaux et royaux aux recherches s'y référant (recherches par opposition à « enquête judiciaire ») ; 3° il ne nous est jamais venu à l'esprit de vouloir que des agents impériaux et royaux prissent part à la procédure judiciaire serbe : ils ne devaient que coopérer aux recherches préliminaires de la police, qui devait recueillir et procurer la matière de l'enquête.

« Si le Gouvernement nous comprend mal sur ce point, il le fait sciemment, car il doit bien connaître la distinction qui existe entre une enquête judiciaire et de simples recherches.

« Comme il voulait se soustraire à tout contrôle de la procédure à entamer, qui, conduite correctement, lui aurait donné des résultats qu'il ne désirait absolument pas, et comme il n'a aucune raison valable pour refuser de façon plausible la participation de nos agents à l'enquête de la police (il existe un grand nombre de cas analogues d'interventions de la police), il s'est placé à un point de vue qui doit donner à son refus l'apparence

d'un droit et à notre revendication le caractère d'une chose irréalisable. »

Texte serbe.

7° « Le Gouvernement royal a, le soir même du jour où lui parvint la Note, ordonné l'arrestation du major Voislar Tankositch. Quant à Milan Ciganovitch, qui est un sujet de la Monarchie austro-hongroise, et qui, jusqu'au 15 juin, était encore employé (comme stagiaire) à la Direction des chemins de fer, on n'a encore pu le découvrir jusqu'à présent ; aussi un mandat d'amener a-t-il été lancé contre lui.

« Il prie le Gouvernement impérial et royal de lui donner connaissance, aussitôt que possible et en la forme indiquée, en vue de la marche de l'instruction, des motifs de soupçon existant contre le susnommé et des preuves de culpabilité accumulées contre lui au cours de l'instruction ouverte à Serajevo. »

Observations du Gouvernement autrichien.

« Cette réponse est subtile. Suivant les recherches que nous avons fait faire trois jours après l'attentat, Ciganovitch, quand on a su qu'il avait pris part au complot, était parti en congé et s'était rendu à Ribari, sur l'ordre de la préfecture de police de Belgrade. Il est donc d'abord inexact que Ciganovitch eût déjà cessé d'être fonctionnaire de l'Etat serbe le 15-28 juin. A cela il faut ajouter que le préfet de police de Belgrade, qui a personnellement favorisé le départ de Ciganovitch et qui savait où celui-ci se trouvait, déclarait, dans une interview, qu'il n'existait à Belgrade aucun homme du nom de Milan Ciganovitch. »

Texte serbe.

8° « Le Gouvernement serbe renforcera et élargira les mesures en vigueur contre la répression de la contrebande des armes et des matières explosives.

« Il va de soi qu'il ouvrira immédiatement une instruction et châtiera sévèrement les employés de la douane sur la ligne Sabac-Loznica, qui ont failli à leur devoir et ont laissé franchir la frontière aux auteurs de l'attentat.

9° « Le Gouvernement royal est tout prêt à donner des éclaircissements sur les propos qu'ont tenus ses fonctionnaires dans des interviews, en Serbie et à l'étranger, après l'attentat, et qui, suivant ce que prétend le Gouvernement impérial et royal, étaient animés de sentiments hostiles contre la Monarchie, aussitôt que le Gouvernement impérial et royal lui aura indiqué les endroits où ont eu lieu ces interviews et démontré que ces propos ont été réellement tenus par les fonctionnaires en question. Le Gouvernement royal veillera lui-même à ce que l'on réunisse les preuves et les pièces à conviction nécessaires pour cela .»

Observations du Gouvernement autrichien.

« Ces interviews doivent être parfaitement connues du Gouvernement royal serbe. S'il désire que le Gouvernement impérial et royal lui fournisse tous les détails de ces interviews et s'il se réserve d'ouvrir à leur sujet une instruction en due forme, il montre qu'il ne veut pas non plus faire sérieusement droit à notre réclamation. »

Texte serbe.

10° « Le Gouvernement royal donnera, en tant que cela n'a pas encore été fait dans cette Note, connaissance au Gouverne

ment impérial et royal de l'exécution des mesures contenues dans les paragraphes ci-dessus, dès qu'une de ces mesures aura été ordonnée et exécutée.

« Le Gouvernement royal serbe croit qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette affaire et est, par conséquent, toujours prêt, au cas où le Gouvernement impérial et royal ne se considérerait pas comme satisfait de cette réponse, à accepter une solution amiable, soit en déférant la décision de cette question au Tribunal International de La Haye, soit en laissant le soin de décider aux Grandes Puissances qui ont coopéré à l'élaboration de la déclaration faite par le Gouvernement serbe le 18-31 mars 1909. »



6

MANIFESTE DE L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Ischl 28 juillet 1914.

« A mes Peuples,

« Ce fut mon plus grand désir de consacrer les années qui me sont encore accordées par la grâce de Dieu aux œuvres de la paix et de préserver mes peuples des graves sacrifices et des charges de la guerre.

« Il en a été décidé autrement par la Providence.

« Les agissements d'un adversaire plein de haine m'obligent, pour défendre l'honneur de ma Monarchie, pour protéger son autorité et sa puissance, pour garantir sa position, à prendre en main le glaive, après de longues années de paix.

« Le royaume de Serbie, avec une ingratitude pleine d'oubli, ce royaume qui, dès le début de son indépendance jusqu'à ces tout derniers temps, fut favorisé et protégé par nos ancêtres et moi, s'était déjà, il y a des années, engagé dans la voie de l'hostilité contre l'Autriche-Hongrie.

« Lorsque, après trente ans de travaux d'une paix bénie, j'étendis mes pouvoirs souverains sur la Bosnie et sur l'Herzégo-

vine, cette décision de ma part souleva dans le royaume de Serbie — dont cependant les droits n'étaient violés en aucune façon — une explosion de passion immense et une haine des plus profondes.

« A cette époque, mon Gouvernement usa du beau privilège du plus fort, et dans son indulgence et sa douceur extrêmes, il n'exigea de la Serbie que la diminution de l'effectif de son armée sur le pied de guerre et la promesse qu'à l'avenir elle suivrait la voie de la paix et de l'amitié.

« Animé du même esprit de modération, mon Gouvernement, lorsque, il y a deux ans, la Serbie était en lutte avec l'Empire turc, s'est borné à garantir les conditions vitales les plus importantes de la Monarchie.

« Grâce à cette attitude, la Serbie a pu atteindre le but qu'elle poursuivait dans cette guerre.

« L'espoir que le royaume de Serbie saurait reconnaître la longanimité et l'amour de la paix de mon Gouvernement en tenant sa promesse ne s'est pas réalisé. La haine contre moi et ma Maison devint de plus en plus violente et plus forte. La tendance de la Serbie à vouloir détacher par la violence des territoires qui ne sauraient être séparés de l'Autriche-Hongrie s'est accusée de plus en plus.

« Mon Gouvernement a entrepris en vain une dernière tentative pour amener, par des moyens pacifiques, la Serbie à changer de politique ; mais elle a repoussé les revendications modérées de mon Gouvernement et a refusé de faire son devoir.

« Je me vois obligé de me créer par la force des armes les garanties indispensables qui doivent assurer à mon Etat le calme à l'intérieur et la paix permanente à l'extérieur.

« Je prends, en cette heure grave, tout le poids de ma décision et la responsabilité que j'en cours devant le Tout-Puissant. J'ai

tout examiné et tout étudié. En conscience, je m'engage dans la voie que me montre le devoir.

« J'ai confiance dans mes peuples qui, au cours de tant de tempêtes, se sont toujours unis autour de mon trône. J'ai confiance dans l'armée de l'Autriche-Hongrie, qui est animée de sentiments de bravoure et de dévouement, et j'ai confiance dans le Tout-Puissant, qui donnera la victoire à mes armées.

« François-Joseph. »



SECONDE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES OMISSIONS DU « LIVRE ROUGE »

La seule étude du *Livre Rouge* suffit pour donc démontrer que l'Autriche-Hongrie a voulu la guerre avec la Serbie et s'est appliquée, pendant toute la crise, du 28 juin au 28 juillet, à rendre cette guerre inévitable. Mais sa responsabilité paraît bien plus lourde encore et sa volonté bien plus criminelle quand on ne s'en tient pas, pour l'examen des faits, aux informations qu'elle fournit — avec une soigneuse parcimonie. Tout son effort tend à établir que ses griefs étaient légitimes et que la force des armes était l'unique moyen de mettre fin à d'intolérables provocations. On a déjà pu juger du sérieux que ces deux affirmations présentent. Rien de ce qu'elle dit ne la disculpe ; par contre, ce qu'elle ne dit pas l'accuse.

Dans les documents du *Livre Rouge*, publiés en vue de persuader aux populations austro-hongroises et, si possible, aux pays neutres, que la Monarchie se défendait seulement, le Ballplatz avait un intérêt de premier ordre à travestir les faits. Nul ne s'étonnera qu'il s'y soit employé. A peine doit-on être surpris de la grossièreté des moyens usités çà et là. Dans son souci de sauver les apparences, ou, tout au moins, s'il ne pouvait espérer un si grand résultat, de fournir à ses amis des arguments à peu près valables, il est souvent allé trop loin. Travestir les faits était à propos. Vaille que vaille, il est toujours possible de soutenir que quatre ou cinq millions de Serbes auraient promptement, si on leur en avait laissé le loisir, asservi cinquante millions d'Austro-Hongrois; que leur volonté de guerre et de conquête était bien établie par l'insolence de leur réponse à une note courtoise jusqu'à la gracieuseté, déférente jusqu'à la faiblesse; qu'il était insupportable que Belgrade n'eût gardé aucune reconnaissance à Vienne de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, et enfin que deux et deux ne font pas quatre, peut-être.

Le malheur est que les éditeurs du *Livre Rouge* n'ont pas trouvé suffisante la précaution d'altérer les faits. Ils en ont donc pris une autre, plus sûre à leurs yeux. Elle consiste à passer sous silence à peu près tout l'ensemble des négociations poursuivies, pendant la dernière semaine au moins, avec une fiévreuse activité.

J'ai signalé déjà que le Ballpatz n'était entré dans aucune discussion avec la Serbie, ne s'était manifesté à elle que par l'envoi de la Note, le 23 juillet, et la déclaration de guerre

le 28. Ce n'est qu'à moitié vrai, mais c'est ce que dit le *Livre Rouge*.

Les autres Puissances on été, *en apparence*, à peine mieux traitées. Le comte Berchtold feint de n'avoir à peu près rien dit, ni rien entendu. Il consent à avouer des pourparlers avec la Russie, parce qu'il lui est aisé de tromper l'opinion en assurant que la Russie s'est montrée, à son ordinaire, exigeante, brutale, provocante. En revanche, il fait de son mieux pour dissimuler ou réduire à une parfaite insignifiance toutes les démarches si nombreuses, si conciliantes, si pressantes des Puissances désintéressées dans le conflit. Même le désir de gagner la neutralité anglaise ne le détermine pas, semble-t-il, à prendre au sérieux les interventions de Sir Edward Grey, car elles sont mentionnées assez légèrement. Les conseils de la France, ceux de l'Italie — son alliée cependant — n'ont pas meilleure fortune. Il n'est pas jusqu'aux conseils que l'Allemagne affirme avoir donnés qui ne soient omis. Pourquoi ?

L'explication la plus simple est vraisemblablement la meilleure. Si l'Autriche-Hongrie avait retracé un exposé complet des négociations diplomatiques, sous quelque jour qu'elle les présentât, on n'aurait pas manqué d'être frappé de l'inquiétude qui se manifesta dans toute l'Europe au lendemain de l'attentat, des terribles appréhensions que la Note provoqua, de l'unanimité avec laquelle on la jugea excessive et de l'accord qui se fit pour estimer que la réponse serbe dépassait en soumission tout ce qu'il était permis d'espérer [1]. On n'aurait pas manqué de remarquer

[1] Voir Appendice n° 1.

surtout que la prétention de localiser le conflit ainsi provoqué, — même si l'on admettait qu'elle fût fondée en droit et bonne en principe, — était pratiquement irréalisable ; que, par suite, *le Gouvernement austro-hongrois avait à choisir entre une concession qui sauverait la paix européenne et une intransigeance qui déterminerait la guerre.* Or, c'est précisément à cet aveu qu'il s'est refusé. Peut-être l'a-t-il jugé trop dangereux dans un moment où les sujets de l'Empire, déjà éprouvés par six mois de guerre (1), n'étaient que trop portés à se retourner vers leurs dirigeants pour leur demander des comptes.

Si l'on avait eu, en Autriche-Hongrie, le sentiment que les princes de la cour, les généraux de l'état-major, les diplomates du Ballplatz, les chefs religieux et laïcs du parti catholique voulaient cette guerre, ou seulement si l'on avait prévu qu'ils la provoqueraient en ne rabattant rien de leurs exigences insolentes, on n'eût pas trouvé dans les palais du Ring assez de pierres pour les lapider.

C'est la crainte de laisser apparaître leur responsabilité qui a déterminé les auteurs du *Livre Rouge* à omettre les faits les plus importants, les documents les plus décisifs.

(1) Le *Livre Rouge austro-hongrois* n'a paru qu'en février 1915.



CHAPITRE II

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT SERBE

On se rappelle sous quel jour le *Livre Rouge* montre la Serbie au lendemain de l'attentat : le Gouvernement figé dans une attitude d'indifférence à peine courtoise, la presse injurieuse, le peuple exultant de joie. Cette attitude est longuement, âprement commentée. On y revient sans cesse pour en montrer l'inconvenance et la menace. Les agents subalternes et le ministre des Affaires Etrangères sont en parfait accord pour se plaindre, s'indigner.

En ont-ils le droit ? Y a-t-il motif ? Sont-ils sincères ? Il n'est pas inutile, avant d'entrer dans l'examen des pièces diplomatiques, de répondre à ces questions.

Le Gouvernement austro-hongrois ne devait, certes, pas s'attendre à ce que la mort de l'archiduc François-Ferdinand, unanimement considéré comme un ennemi déclaré de l'indépendance serbe, fut pour la Serbie un deuil profond [1]. Les doléances, les rancunes, les vitupérations du

[1] « Personne n'était plus détesté des Serbes, parce qu'il cour-

Livre Rouge ne seraient justifiées que si, en présence du deuil de la Monarchie danubienne, on avait à Belgrade manqué de correction. En a-t-il été ainsi ?

C'est le contraire qui est vrai. Les preuves en abondent. Pressentant le parti que l'on s'appliquerait à tirer du drame de Serajevo, le Gouvernement serbe a dépassé ce que les convenances internationales exigeaient de lui. Dès réception de la nouvelle, la cour et le ministère ont exprimé « non seulement leurs condoléances, mais leur vive réprobation et leur horreur (1) ». C'était jour de fête nationale. Toutes les réjouissances publiques cessèrent. Le Bureau de la Presse publia la Note suivante : « Profondément émus des attentats qui ont eu lieu à Serajevo, nous ne trouvons pas de mots pour condamner ces assassinats et prenons part à la douleur causée par la mort de l'héritier austro-hongrois et de son épouse, douleur qui atteint la cour et le souverain de la Monarchie voisine et tous les peuples. Nous sommes en mesure d'affirmer que ces attentats ont soulevé dans notre pays la plus vive indignation et ont été sincèrement condamnés. »

De son côté, le ministre serbe à Vienne, M. Jovanovitch, sans même attendre d'instructions, se rend au Ballplatz et déclare au baron Macchio que « le Gouverne-

---

tisait les catholiques extrémistes, que les orthodoxes considéraient comme des traîtres et les pires ennemis de la patrie. » Ernest Denis, *La grande Serbie*, p. 277.

(1) Dépêche de M. Pachitch à toutes les Légations royales. *Livre Bleu serbe*, n° 30.

ment royal réprouve de la manière la plus énergique l'attentat de Serajevo » ; qu'il ne tolérera sur son territoire aucune agitation, aucune entreprise criminelle ou délictueuse ; qu'il n'hésitera pas à mettre en jugement les complices, s'il en est en Serbie [1]. Le même jour, 30 juin, à Constantinople, le chargé d'affaires serbe exprime à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie l'espoir que « ce triste événement » ne nuira pas aux relations des deux pays, « considérablement améliorées dans ces derniers temps [2] ».

Le lendemain, M. Pachitch, président du conseil et ministre des Affaires Etrangères, adresse à toutes les légations royales une dépêche circulaire où il proteste contre le parti pris, qui se manifeste dans la presse autrichienne, d'exploiter politiquement « la folle entreprise d'un jeune fanatique exalté », alors que l'attentat de Serajevo a rencontré « la réprobation la plus sévère dans toutes les classes sociales ».

Après avoir observé, avec grande raison, qu'« il était dans l'intérêt vital de la Serbie elle-même que ce crime fût évité », il ajoute que son Gouvernement redoublera de vigilance et prendra contre les anarchistes « les mesures les plus rigoureuses ». Mais il ne doit pas permettre que l'on fasse retomber « la lourde responsabilité du crime d'un sujet autrichien sur la Serbie et tout le peuple serbe,

---

(1) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 5.

(2) Dépêche de M. Georgevitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 6.

auxquels de pareils actes ne peuvent causer que des dommages, sans leur apporter aucun profit [1] ».

Quelques jours plus tard, et dans un moment où le mérite est d'autant plus grand à le faire que la polémique est plus vive entre la presse des deux pays et que l'attitude du Ballplatz devient plus menaçante, il insiste encore dans les nstructions adressées au ministre serbe à Vienne. « J'ai 'honneur, écrit-il, de vous prier de faire, auprès du Gouvernement austro-hongrois, tout ce qui est nécessaire pour qu'il prenne note de notre sincère désir de maintenir des relations amicales avec l'Autriche-Hongrie, et de réprimer sur notre territoire toute tentative susceptible de porter atteinte à la tranquillité et à la sécurité de la Monarchie voisine. De même, *nous accueillerons les réclamations de l'Autriche-Hongrie, au cas où elle demanderait que certains complices se trouvant en Serbie,* — s'il y en a, bien endendu, — *soient traduits devant nos tribunaux indépendants, pour être jugés* [2]. »

Pourquoi de ces condoléances, de ces promesses, de ces soumissions, le *Livre Rouge* ne souffle-t-il pas mot? Pourquoi n'y trouve-t-on pas la moindre allusion à cette assurance si fermement donnée et renouvelée que le Gouvernement serbe réprouve l'attentat du 28 juin? Pourquoi passer sous silence qu'il s'engage, d'une façon toute spontanée, à punir les coupables, s'il en est sur son territoire?

---

(1) *Livre Bleu serbe*, n° 8.

(2) *Livre Bleu serbe*, n° 30.

Ces dissimulations sont déjà un aveu du but que l'on poursuit. On veut tromper l'opinion parce que, si elle était exactement informée, les vraies responsabilités lui apparaîtraient aussitôt.

Le *Livre Rouge* n'ose aller jusqu'à incriminer d'une façon directe et précise l'attitude du monde officiel serbe après l'attentat, mais il tait toutes les marques de courtoisie, les preuves de bonne volonté qui furent données à l'Autriche par le ministère et la cour.



CHAPITRE III

L'ATTITUDE DU PEUPLE SERBE

Par contre, l'attitude de la population est, à maintes reprises, expressément dénoncée et flétrie. Les dépêches des agents austro-hongrois à Belgrade, Nisch, Pristina, Uskub débordent d'indignation. La mort de l'archiduc aurait provoqué une joie irrépressible, une joie « inhumaine ». On le prouve par des rapports de « témoins oculaires », « d'hommes de confiance ». C'est trop peu. Ces propos d'espions sont suspects. Ils ont dit ce qu'ils ont voulu ou ce que l'on a voulu qu'ils disent.

Admettons pourtant que ces rapports soient dignes de foi. Ce qui ressort avec le plus de certitude des textes mêmes du *Livre Rouge* [1], c'est que la population serbe n'a laissé voir les sentiments qu'on lui reproche que dans le privé. Aucune excitation au dehors. Aucune manifesta-

---

[1] Dépêche au comte Berchtold du chevalier de Storck, du Conseil général Jahlitschka, du baron de Giesl. *Livre Rouge austro-hongrois*, n°s 1.3.6.

tion. On n'était en droit de rien lui demander de plus. Si l'archiduc François-Ferdinand avait désiré être aimé, il aurait choisi une autre attitude et une autre politique. Tel qu'il fut, il ne pouvait laisser de regrets en Serbie.

Mais depuis quand, a-t-on le droit de scruter les sentiments intimes d'un peuple pour juger s'ils sont ou non convenables, s'ils méritent ou non d'êtres châtiés? Que les habitants de Belgrade, de Nisch, de Pristina, d'Uskub, de cent autres villes, se soient réjouis à leur foyer, c'est là chose qui ne regarde que leur conscience, où personne n'a rien à voir, qui n'autorise aucun pouvoir à réclamer une répression.

Il n'est pas bien sûr, d'ailleurs, que le sentiment de délivrance qu'ils ont sans doute éprouvé n'ait pas été éprouvé avec une vivacité plus grande encore à la cour même d'Autriche, où l'héritier de la double couronne avait soulevé des haines qui ont survécu à sa fin tragique et se sont exprimées par de systématiques outrages jusques dans ses funérailles ([1]). « Toutes les personnes, écrit M. E.

([1]) Il ne semble pas que le deuil ait été plus sincère à la cour de Berlin. M. Jacques Blanche, qui se rencontra en Thuringe, le 10 juillet, avec le duc et la duchesse de Saxe-Meiningen, sœur de Guillaume II, rapporte ainsi les propos du couple princier. Le duc « m'a beaucoup diverti quand il me décrivait le mauvais cavalier, le pauvre sportsman que fut l'archiduc François-Ferdinand. Car il fut beaucoup question de ce parent défunt qu'on enterre sans regrets. Je dirai même que l'on danserait un pas de triomphe et de joie à l'occasion de sa mort. Quand je suis entré dans la pièce où le samovar fumait sur une table chargée de nourriture, comme pour

Denis, qui, après le crime de Serajevo, ont recueilli l'impression directe de la cour impériale, ont noté le calme et presque la satisfaction avec laquelle les proches parents de l'archiduc avait appris la mort. »

M. H. Wickham Steed est plus net encore : « Pendant que l'Autriche officielle pleurait la mort de son prince héritier, écrit-il, *une joie indécente se manifestait, à Vienne et à Budapest, dans les bureaux des journaux et jusque parmi les membres de la famille impériale.* Le sort n'avait-il pas débarrassé la maison impériale d'un héritier gênant et presque fou, et aussi de sa femme morganatique, dont on redoutait les intrigues? Des agents officieux informaient les diplomates avec lesquels ils étaient en rapport que le malheur n'était pas si grand puisque le défunt archiduc était déjà condamné et qu'il n'aurait eu qu'un an à vivre [1]. »

Il est si vrai, au surplus, que l'attitude de la population serbe n'a donné ni sujet, ni prétexte à des critiques et à une intervention que l'Autriche-Hongrie, irritée de n'avoir où accrocher ses griefs, s'est efforcée de provoquer des in-

---

Louis XIV, la conversation était très animée, on riait aux éclats ; le docteur faisait de discrètes plaisanteries. Je ne tardai pas à me rendre compte que le drame de Serajevo avait déchaîné des passions, déterré de vieilles rancunes de famille, encore que François-Ferdinand fût un des amis intimes du Kaiser, et peut-être son seul confident. Après les questions réglementaires de politesse à moi posées, la fureur redoubla, on se remit à déchiqueter ce cadavre ». Lettres d'un artiste. *Revue de Paris*, 15 mars 1915.

[1] M. Wickham Steed, *L'Angleterre et la Guerre*, p. 20.

cidents. C'est ainsi, par exemple, que les feuilles de Vienne et de Budapest imaginaient de toutes pièces le récit de démonstrations contre la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade et de mauvais traitements infligés à ses nationaux. On allait jusqu'à assurer que des correspondants de journaux avaient été assassinés et que, lors des funérailles du ministre de Russie, les étudiants avaient conspué M. de Giesl (1).

De son côté, ce diplomate faisait de son mieux pour accréditer ces rumeurs. Bien que pas un seul sujet austro-hongrois n'ait, à aucun moment, été l'objet, en Serbie, soit d'une voie de fait, soit d'une menace, M. de Giesl feignait d'être affolé pour mieux affoler ses compatriotes et il y réussissait si bien que certains passaient le Danube pour aller se réfugier dans les hôtels de Semlin, tandis que les autres cherchaient un abri à la légation même.

Le jour de la fête anniversaire du roi, le danger lui parut si pressant qu'il envoya demander du secours au président du conseil. La légation, disait-il, serait attaquée dans la nuit. Il le savait (2).

J'ai à peine besoin de dire que c'était pure imagination.

En fait, du 28 juin au 28 juillet, — alors qu'en Bosnie-Herzégovine les autorités permettaient à la foule de se livrer aux pires excès contre les Serbes (3), alors que le

---

(1) Dépêche de M. Pachitch aux Légations royales. *Livre Bleu serbe*, n° 21.

(2) Dépêche de M. Pachitch aux Légations royales. *Livre Bleu serbe*, n° 30.

(3) « Dans cette frénésie les catholiques militants rivalisent avec

drapeau serbe était insulté à Vienne, que la légation y était assiégée par la population, — aucun sujet austro-hongrois n'a eu, en Serbie, le plus léger sujet de plainte. Le silence du *Livre Rouge* en est une preuve manifeste. Les agents autrichiens n'auraient pas manqué de donner au moindre incident tournure d'attentat.

---

les musulmans. Pour qui connaît le caractère musulman, il est hors de doute que les mahométans de Bosnie et d'Herzégovine n'ont pu se livrer à des actes de violence contre les orthodoxes qu'avec la complicité, sinon les encouragements de certaines autorités locales. » Auguste Gauvain. *Journal des Débats*, 2 juillet 1914.



CHAPITRE IV

LA PRESSE AUSTRO-HONGROISE

Quant à l'attitude de la presse serbe, si même il était vrai qu'elle fût telle qu'on nous l'a dépeinte dans des pages indignées, où s'accumulent les plus violentes épithètes, le Gouvernement austro-hongrois ne serait encore pas qualifié pour lui en faire un reproche, car il avait lui-même débridé sa propre presse.

Pour juger de la modération et de la bonne foi des journaux viennois, il suffit de suivre la campagne qu'ils ont menée.

L'attentat a eu lieu le 28 juin. Le jour même, dans l'après-midi, des éditions spéciales annoncent en gros caractères que les deux auteurs de l'attentat étaient *des Serbes*, « de façon à faire croire qu'il s'agissait de Serbes de Serbie [1] ». Le 29, ils affirment établi « que *le crime avait été préparé à Belgrade* », et même que « tout un complot sur une base plus large avait été organisé dans la jeunesse

[1] Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 16.

inspirée par l'idée panserbe (1) ». Le 30 juin, ces accusations se généralisent (2).

Le 3 juillet, M. J. M. Jovanovitch appelle l'attention du baron Macchio sur ce parti pris. Tous les journaux de la la Monarchie, dit-il, emploient l'expression *Ein Serbe* pour désigner l'auteur de l'attentat, qui est bosniaque, alors que la coutume constante est de désigner les Bosniaques par l'expression *Die Bosniaken*, ou encore *Die Orthodoxen aus Bosnien*. La raison en est que l'on veut « provoquer l'impression que le crime avait été préparé en Serbie (3) ».

Le 6 juillet, le distingué diplomate écrit que le Bureau de la Presse hongrois adresse aux journaux les prétendus aveux des auteurs de l'attentat et que le dernier communiqué était ainsi conçu : « L'instruction poursuivie jus-

---

(1) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 1.

(2) Au même. *Livre Bleu serbe*, n° 2.

(3) Dépêche de M. Jov. M. Jovanovitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 12.

On y réussit assez bien, au moins pendant les premiers jours. « Presque tous les journaux anglais annoncent, d'après les sources autrichiennes, que l'attentat de Serajevo est l'œuvre des révolutionnaires serbes ». *Livre Bleu serbe*, n° 7.

« L'ambassade d'Autriche fait les plus grands efforts pour exciter la presse anglaise contre nous et la gagner à l'idée que la monarchie doit donner une bonne leçon à la Serbie ». *Livre Bleu serbe*, n° 27.

Par ces prcédés, l'opinion anglaise fut tout d'abord si bien pervertie qu'un grand journal, le *Manchester Guardian*, alla jusqu'à écrire : « S'il était physiquement possible de remorquer la Serbie en haute mer et de la couler à fond, l'Europe s'en trouverait plus propre ».

qu'ici a démontré d'une façon qui exclut le moindre doute que ce crime était le résultat d'un complot. En dehors des auteurs de l'attentat, on a arrêté un certain nombre de personnes, pour la plupart des jeunes gens. Ils avaient été, comme les auteurs de l'attentat, engagés par la *Narodna Odbrana* de Belgrade pour commettre le crime. *C'était à Belgrade qu'on leur avait remis les bombes et le revolver* ».

Ce texte était formel. Il l'était trop. Un peu plus tard dans la soirée une note pria « l'honorable rédaction » de ne pas publier cette nouvelle. On sait qu'elle se répandra quand même et on a ainsi l'avantage d'avoir marqué des scrupules.

Le Bureau de la Presse viennois est, à cette date, encore plus réservé. « On affirme en lieu compétent, dit-il, que l'instruction au sujet de l'attentat se poursuit dans le plus grand secret. Tous les détails publiés là-dessus doivent être acceptés sous réserves. » C'est admirable de prudence. Mais, dès le lendemain, les journaux hongrois insèrent de nouveaux récits d'aveux, de nouvelles accusations, plus ardentes, plus précises, que tous les journaux autrichiens reproduisent : par exemple, la dénonciation — attribuée à Cabrinovitch — du général serbe Jankovitch comme le principal instigateur du crime [1].

En réalité, dans cette première quinzaine, il n'y a pas le moindre doute que la presse austro-hongroise obéit, comme un orchestre bien dressé, au bâton du comte

---

[1] Dépêche de M. Jov. M. Jovanovitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 16.

Berchtold. Le but poursuivi est à la fois de surexciter l'opinion publique, en lui donnant l'assurance que le Gouvernement serbe a participé à l'assassinat, et de convaincre l'Europe que l'on est sans parti pris, que l'on procède à une enquête loyale, que l'on ne réclamera rien au delà de son droit.

Ces manœuvres, il est vrai, auraient pu aisément être déjouées, si l'on y avait prêté attention. Tout le monde sait que la presse ne jouit, en Autriche-Hongrie, d'aucune liberté ; qu'il lui est impossible de mener une campagne désapprouvée par le Gouvernement ; et qu'au surplus les deux Bureaux de la Presse, à Vienne et à Budapest, sont officieux, en étroits rapports avec le ministère, sous son absolue dépendance ; que, par suite, si tous les journaux austro-hongrois, sauf deux [1], s'appliquent depuis le premier moment à faire retomber sur la nation serbe la responsabilité du crime de Serajevo, c'est qu'il plaît ainsi au Ballplatz et que le Ballplatz fournit lui-même les renseignements pour étayer cette accusation [2]. L'instruction

---

(1) *Die Zeit* et *Die Arbeiter Zeitung*.

(2) M. Henry Wickham Steed, qui fut longtemps correspondant du *Times* à Vienne, juge ainsi la presse austro-hongroise : « Dans la Monarchie des Habsbourg, et particulièrement à Vienne, la presse consiste moins dans des « organes de l'opinion publique » que dans des instruments destinés à fabriquer l'opinion publique, d'abord selon les désirs des autorités d'Etat, et en second lieu dans l'intérêt des corporations financières et économiques ».

Un peu plus loin, il écrit : « Le principal défaut de la presse autrichienne est son caractère officieux. Ce terme « officieux » im-

est secrète. Comment se pourrait-il que l'on en publiât chaque matin des détails, vrais ou faux, si l'autorité supérieure ne voulait pas qu'ils fussent publiés et ne donnait pas des ordres dans ce sens à ses agences ? Elles ont été instituées pour lui servir d'intermédiaire auprès du grand public (²).

---

plique un contrôle bureaucratique sur la vie publique et indique que les opinions de la presse sont inspirées par des fonctionnaires agissant au nom des « autorités. » Le caractère officieux est destiné à influencer le public sans laisser connaître au public qu'il est en train d'être influencé. En Autriche-Hongrie, plusieurs départements d'Etat maintiennent plusieurs bureaux à cet effet, — principalement le Ministère de la Guerre, la Présidence du Conseil, les Ministères de l'Intérieur en Autriche et en Hongrie et, plus que tous les autres, le Ministère des Affaires Etrangères de Vienne, — et les dotent libéralement sur les fonds secrets destinés à « encourager » les journaux et les journalistes. L'objet avoué est de fournir à la presse des informations authentiques, mais en réalité la tâche d'un Bureau de Presse est de contrôler, inspirer, *corrompre*, espionner et intimider la presse et ses représentants. Le pouvoir insidieux d'un Bureau de Presse bien organisé ne peut être bien compris que si on en fait l'expérience. » Henry Wickham Seed, *La Monarchie des Habsbourg*.

(¹) Dès la mi-juillet, M. Sazonof s'étonnait que le Gouvernement austro-hongrois n'eût pris aucune mesure pour mettre fin à cette agitation de la presse de Vienne et de Budapest. Mais on a tort d'ajouter que cette agitation « aboutit à n'émouvoir personne et ne nuit qu'à l'Autriche ». Dépêche de M. Spalaïkovitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 28. Elle émouvait l'opinion austro-hongroise et préparait les esprits aux idées de violence. Et c'était le but qu'elle poursuivait.

Le tort de l'Europe fut précisément de négliger cette campagne,

Je ne me dissimule certes pas que ces manigances sont peu de chose dans la catastrophe immense dont on étudie ici les origines. Il importait cependant de les signaler parce que là, tout de suite, on saisit la volonté d'exploiter le crime de Serajevo au profit d'une politique d'agression, quelles que fussent les conséquences possibles. Si l'Autriche-Hongrie n'avait pas considéré la mort de l'archiduc François-Ferdinand comme un excellent prétexte d'écraser la Serbie, d'humilier la Russie, de mettre la main sur Salonique, des millions d'hommes vivraient qui sont morts ou qui vont mourir. Si même, — et les adversaires de la liberté de la presse doivent réfléchir à cela, — les journaux austro-hongrois n'avaient pas été, par la loi et la tradition, asservis à toutes les exigences du pouvoir, s'ils avaient été en humeur et en état de discuter, s'ils s'étaient refusés à tromper, pervertir, empoisonner l'opinion, le Ballplatz eût échoué dans son exécrable entreprise.

Il y avait, si douloureusement ironique que ce propos semble aujourd'hui, il y avait de grandes forces de paix en Europe, et l'observation reste juste qu'aucun gouvernement, fût-il absolutiste, n'est en situation de faire la guerre contre la volonté du pays. C'est même parce qu'on s'en rendait compte en Autriche-Hongrie, que l'on a déployé

---

où se trahissaient les desseins secrets du Ballplatz. Si les chancelleries lui avaient accordé la signification et l'extrême importance qu'elle avait réellement, elles ne se seraient pas laissé aussi impudemment berner.

tant d'ingéniosité pour l'abuser et le convaincre qu'il était en péril ([1]). Il fallait à la guerre l'acquiescement de la nation. Cet acquiescement c'est la presse que l'on a chargé de l'obtenir. Et, à sa honte, elle l'a obtenu, en effet. Quinze jours ont suffi. Elle s'appuyait, il est vrai, sur une longue préparation antérieure. Le 14 juillet la *Nouvelle Presse Libre* pouvait déjà écrire, sans soulever aucune protestation : « *Nous devons régler nos affaires avec la Serbie par la force des armes.* » Dès ce moment, le sort était jeté.

([1]) M. Auguste Gauvain signale à ce propos une manœuvre du Gouvernement autrichien hardie jusqu'à l'impudence pour tromper l'opinion publique dans la Monarchie. « On a déclaré *comme venant d'une source officielle*, écrit-il, que le Cabinet de Vienne avait communiqué aux Grandes Puissances le texte ou la substance des conditions qu'il avait décidé de formuler à Belgrade. » On sait qu'il n'en était rien, qu'on les avait, au contraire, très soigneusement cachées. Mais, forts de ce renseignement, les journaux austro-hongrois affirment avec assurance, bien avant la remise de la Note, que cette communication « a reçu partout un accueil favorable et qu'aucune Grande Puissance n'a l'intention d'intervenir dans le conflit qu'ils préparent. Ils certifient notamment que leur politique d'agression trouvera en France « une approbation générale ». *Journal des Débats*, 24 juillet 1914.



CHAPITRE V

LES APPRÉHENSIONS DES DIPLOMATES SERBES

On n'a pas assez insisté sur ce double jeu du Gouvernement austro-hongrois pendant toute la période qui s'étend du 28 juin au 23 juillet. La plupart des livres diplomatiques, par une négligence singulière, sont muets sur les événements de ces trois longues semaines. On ne trouve d'informations relatives à ces jours, cependant si pleins, que dans le *Livre Bleu serbe*, le *Livre Jaune français* et le *Livre Rouge austro-hongrois*. Le *Livre Bleu anglais* s'ouvre au 20 juillet, le *Livre Orange russe* et le *Livre Blanc allemand* au 23 juillet, le *Livre Gris belge* au 24.

Il semble que pour les chancelleries rien ne soit survenu et que la mort de l'archiduc François-Ferdinand doive être considérée comme un incident dramatique, sans plus. Or, loin qu'il en fut ainsi, des observateurs attentifs auraient pu, dès le lendemain du crime de Serajevo, prévoir à quelles immenses conséquences aboutirait la volonté de l'Autriche-Hongrie d'exploiter ce fait-divers dans le sens de ses haines et de ses ambitions.

Aussi bien, c'est justice à leur rendre, les diplomates serbes, eux, en eurent tout de suite conscience et ne se laissèrent pas un instant abuser.

Dès le 30 juin, M. Jov. M. Jovanovitch signale à son Gouvernement que l'on a l'intention de se servir de l'attentat « comme d'un moyen politique », contre le petit royaume qui barre la route de Salonique [1]. Et il y insiste dans toutes ses dépêches. « L'émotion dans les cercles militaires et gouvernementaux contre la Serbie augmente sans cesse », écrit-il, le 3 juillet [2]. Le 7, il précise que, malgré la lettre de François-Joseph aux présidents des Conseils autrichien et hongrois, les partisans de la guerre s'agitent de plus en plus. « Pour eux, une chose est claire : avec ou sans preuve que l'attentat ait été inspiré à Belgrade, ils doivent régler une fois pour toutes les questions des soi-disant agitations panserbes dans les limites de la Monarchie des Habsbourg. Ils n'ont pas encore décidé de quelle façon ils procéderont et quels moyens ils emploieront pour atteindre leur but. *On en délibère surtout dans les hautes sphères catholiques et militaires* [3]. »

Le 14 juillet, il donne ces indications à retenir que les cercles officiels allemands à Vienne sont les plus hostiles, et que la Bourse est très mauvaise, que l'on n'a pas vu une pareille baisse depuis longtemps, que certaines valeurs ont perdu 45 couronnes [4]. Le 15, il télégraphie qu'une réunion

(1) Dépêche à M. Pachitch, *Livre Bleu serbe*, n° 2.

(2) Au même. *Livre Bleu serbe*, n° 15.

(3) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 17.

(4) Au même. *Livre Bleu serbe*, n° 22.

des ministres communs a eu lieu, mais que l'on n'a rien su de ce qui s'y était passé. « On n'est pas sûr que le chef d'état-major général et le chef de la marine aient assisté à cette séance, comme on l'avait dit ». Le comte Tisza a prononcé au parlement hongrois un discours qui n'était pas clair « à dessein ». A la vérité, la Bourse est meilleure. Néanmoins, « une chose est d'ores et déjà sûre : l'Autriche-Hongrie fera une démarche diplomatique à Belgrade aussitôt que l'instruction sera close (1) ».

Le même jour, dans une seconde dépêche, il donne cette information, dont la signification n'est pas douteuse : « Le comte Forgach est redevenu le facteur principal. »

Le comte Forgach est l'ennemi le plus déterminé des Serbes et le moins scrupuleux. C'est l'éhonté faussaire du procès Friedjung. Puis M. Jov. M. Jovanovitch ajoute ces lignes prophétiques : « Dans un de mes rapports précédents (2), j'ai mentionné que l'Autriche-Hongrie avait à choisir entre deux voies : considérer l'attentat de Serajevo comme une affaire intérieure en nous invitant à lui prêter aide pour découvrir les coupables et les punir ; *ou bien faire de la tragédie de Serajevo un procès contre les Serbes et la Serbie*, et même contre la Yougo-Slavie. A en juger par tout ce qui se prépare et se fait, *il me semble que l'Autriche-Hongrie choisira cette seconde voie*... Je pense que le gouvernement austro-hongrois rédigera un mémoire, plutôt une accusation contre la Serbie. Dans cet acte d'accusation

(1) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 23.
(2) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 17.

on exposera tout ce qui a été recueilli contre nous depuis avril 1909 jusqu'à aujourd'hui, et je crois que cet acte sera assez long. Cet acte d'accusation, il le transmettra aux Cabinets des Puissances européennes, en ajoutant que les faits exposés lui confèrent le droit de faire à Belgrade des démarches diplomatiques et de demander que la Serbie remplisse à l'avenir toutes les obligations d'un voisin loyal. En même temps, le Gouvernement de Vienne nous remettra, à nous aussi, une note où sera consigné tout ce que la Monarchie dualiste désire que nous exécutions *sans discussion* (1). »

Il est impossible de mieux prévoir. C'était bien là, en effet, dans l'ensemble et dans le détail, l'intention du Ballplatz.

Le 17 juillet, M. S. Boskovitch écrit de Londres : « Il ne faut pas se fier aux déclarations pacifiques, *bien calculées*, des cercles austro-hongrois car *on prépare une pression sur la Serbie, qui peut se transformer en attaque à main armée.* Il est à croire que l'Autriche-Hongrie changera d'attitude et cherchera à humilier la Serbie dès qu'elle aura fait une démarche à Belgrade (2). »

Deux jours plus tard, le 19 juillet, c'est M. Pachitch lui-même qui, dans une dépêche adressée à toutes les légations royales, exprime ses graves appréhensions. Il semble, écrit-il, que l'on veuille impliquer dans l'instruction la Serbie et l'idée panslave, et l'on peut redouter « que la

(1) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 25.

(2) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 27.

surexcitation de l'opinion publique en Autriche-Hongrie ne fournisse au Gouvernement austro-hongrois des motifs *pour faire une démarche qui tendrait à humilier la dignité de l'Etat serbe et pour présenter des réclamations qui ne pourraient pas être acceptées* (1) ».

Le lendemain, 20 juillet, M. Jov. M. Jovanovitch, dont l'angoisse grandit d'heure en heure, et qui l'exprime dans des dépêches admirables de sagesse, de netteté, de patriotisme, s'étonne que l'on soit optimiste à Belgrade. « *On ne peut pas être optimiste.* Il n'est pas douteux que l'Autriche-Hongrie prépare quelque chose de sérieux. Ce qu'on doit craindre le plus, et ce qui est très à croire, c'est qu'*elle prépare une guerre contre la Serbie* (2) ». « Et il ajoute que déjà l'on prend des mesures militaires. »

Enfin, le 22 juillet, le ministre de Serbie à Londres, causant avec M. Paul Cambon, lui exprime la crainte « que l'Autriche ne mette le Gouvernement serbe en présence d'une demande que la dignité de celui-ci, et surtout la susceptibilité de l'opinion publique ne lui permettent pas d'accueillir sans protestation ».

Et comme M. Paul Cambon lui objecte le calme qui paraît régner à Vienne, calme « dont témoignent tous les ambassadeurs accrédités dans cette capitale », M. E. Bochtdovitch répond « que *ce calme officiel n'était qu'apparent et recouvrait les dispositions les plus foncièrement hostiles contre la Serbie* (3) ».

(1) *Livre Bleu serbe*, n° 30.

(2) Dépêche à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 31.

(3) Dépêche de M. P. Cambon. *Livre Jaune*, n° 19

CHAPITRE VI

L'OPINION DES GRANDES PUISSANCES

Les ministres serbes n'ont pas été seuls à voir tout de suite clairement où l'on allait. On trouve dans le *Livre Jaune* maintes preuves que les représentants de la France ont aussi aperçu le péril.

Le 2 juillet, notre ambassadeur à Vienne télégraphie : « Le crime de Serajevo suscite les plus vives rancunes dans les milieux militaires autrichiens et chez tous ceux qui ne se résignent pas à laisser la Serbie garder dans les Balkans le rang qu'elle a conquis. *L'enquête sur les origines de l'attentat qu'elle voudrait exiger du Gouvernement de Belgrade, dans des conditions intolérables pour sa dignité, fournirait, à la suite d'un refus, le grief permettant de procéder à une exécution militaire* (1). »

(1) Dépêche à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 8.

A la suite de cette dépêche, le Gouvernement français, avec une remarquable prudence, conseillait à la Serbie « d'observer le plus grand sang-froid et le recueillement dans les cercles officiels et dans

Cette dépêche vaut qu'on s'y arrête. Elle atteste, en effet, que, dès le 2 juillet, avant que l'instruction ait encore donné aucun résultat, de l'aveu même des ministres austro-hongrois, on songeait à adresser à la Serbie « des réclamations qui ne pourraient pas être acceptées, » suivant l'expression de M. Pachitch ; que l'on fourbissait comme une arme décisive ces articles 5 et 6 de la Note, qui imposaient la coopération en Serbie des agents du Gouvernement austro-hongrois, pour la répression du mouvement subversif dirigé contre la Monarchie, et leur participation à l'enquête ouverte contre les complices éventuels de l'attentat du 28 juin. De semblables conditions ne pourraient être que repoussées, et ce serait un prétexte à l'invasion. On sait que ce fut ce qui advint.

Si l'on avait pu concevoir une certaine défiance des vues exprimées par M. Jov. M. Jovanovitch, cette dépêche de l'ambassadeur de France suffirait à la dissiper. Il discerne nettement, lui aussi, ce que l'on veut, et ne se dissimule pas un instant qu'on ne sera pas difficile sur les moyens.

Le 4 juillet, M. de Manneville, notre chargé d'affaires à Berlin, écrit que le Gouvernement allemand ne prévoit pas une tension des rapports entre Vienne et Belgrade, qu'il

---

l'opinion publique. « Dépêche de M. Vesnitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 10.

De son côté, et presque simultanément, M. Sazonof disait à M. Spalaïkovitch, ministre de Serbie à Pétersbourg : « Il est essentiel que l'opinion publique reste calme. » *Livre Bleu serbe*, n° 14.

n'est pas inquiet, ou que « du moins, il ne veut pas en avoir l'apparence [1] ».

Le 6 juillet, M. Paléologue apporte à l'information donnée quatre jours plus tôt par M. Dumaine une précision décisive. M. Dumaine avait parlé de « conditions intolérables ». Il ne savait encore lesquelles. Mais, à Pétersbourg, le comte Czernin, tâtant le terrain, laisse entendre que le Gouvernement austro-hongrois « *serait peut-être obligé de rechercher sur le territoire serbe les instigateurs de l'attentat de Serajevo* ».

Il ne demandera pas à la Serbie de les rechercher, il les recherchera lui-même, ce qui revient à dire qu'il prétend faire en Serbie acte de souveraineté.

Comme on devait s'y attendre, M. Sazonof se récrie : « Ne vous engagez pas dans cette voie ! » dit-il. Et notre ambassadeur, qui a ses raisons de douter de la modération autrichienne, ajoute : « Puisse cet avertissement n'être pas perdu [2] ! » Là aussi, on a donc, dans une certaine mesure, conscience du péril.

Le 11 juillet, M. d'Apchier le Maugin, consul général de France à Budapest, écrit : « *Le gros public ici croit à la guerre et la craint* », et « les valeurs, sans exception, sont tombées à des cours invraisemblablement bas [3] ». Le 14 juillet, le baron de Wangenheim, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, annonce à M. Garroni, ambassadeur d'Italie — qui garda ce propos secret plus longtemps

---

[1] Dépêche à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 9.
[2] Dépêche à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 10.
[3] Au même. *Livre Jaune*, n° 11.

qu'il n'eût convenu — que la Note à la Serbie « devrait être telle qu'elle rendrait la guerre inévitable (1) ».

Le 15 juillet, M. Dumaine signale l'attitude de la presse autrichienne qui présente la Russie et la France « comme hors d'état de dire leur mot dans les affaires européennes », ce qui permet à l'Autriche-Hongrie, soutenue par l'Allemagne, d'agir à sa guise en Serbie. La *Militærische Rundschau* demande la guerre tout de suite. La *Neue Freie Presse* réclame, au nom de l'humanité, « l'extermination de la maudite race serbe (2) ».

Le 19 juillet, notre ambassadeur envoie au Quai d'Orsay un rapport consulaire qui fait le plus grand honneur à la sûreté d'information et à la prespicacité du diplomate qui l'a rédigé. « *Le Gouvernement français,* y est-il dit, *aurait tort de s'en rapporter aux semeurs d'optimisme* : on exigera beaucoup de la Serbie ; on lui imposera la dissolution de plusieurs sociétés de propagande ; on la sommera de réprimer le nationalisme, de surveiller la frontière, en collaboration avec les commissaires autrichiens, de faire la police des écoles au point de vue de l'esprit anti-autrichien, et il est difficile qu'un Gouvernement accepte de se faire ainsi le sergent de ville d'un Gouvernement étranger. On compte sur les échappatoires avec lesquelles la Serbie voudra sans doute esquiver une réponse claire et directe ; c'est pourquoi on lui fixera peut-être un délai bref pour

(1) Discours prononcé pour M. Barzilai le 26 septembre 1915, à Naples.

(2) Dépêche à M. Viviani. *Livre Jaune,* n° 12.

déclarer si elle accepte oui ou non. La teneur de la Note et son allure impérative garantissent presque sûrement que Belgrade refusera. *Alors on opérera militairement* (1). »

Le 22 juillet, M. Paul Cambon écrit de Londres que Sir Edward Grey est « sous une impression d'inquiétude », qu'il ne dissimule point, et que l'ambassadeur d'Italie « redoute, lui aussi, l'éventualité d'une nouvelle tension des rapports austro serbes (2) ».

Ce même jour, M. Dumaine résume d'un mot la politique autrichienne à l'égard de la Serbie. On avait résolu, dit-il, d'agir envers elle avec la plus grande rigueur, d'en finir, « *de la traiter comme une autre Pologne* ». Le parti en était si bien pris que huit corps d'armée se tenaient prêts à entrer en campagne. Mais M. Tisza serait intervenu dans un sens modérateur. « En tout cas, on croit que la démarche à Belgrade aura lieu cette semaine. »

Et, ce qui prouve bien que notre ambassadeur est pourtant dans une certaine mesure trompé par les informations que répand habilement le Ballplatz, c'est qu'il ajoute : « Les demandes du gouvernement austro-hongrois relativement à la répression de l'attentat et à certaines garanties de surveillance et de police paraissent acceptables (3). » On ne s'en est point tenu à ne lui pas dire la vérité ; il est manifeste que l'on s'est appliqué à lui faire entendre le contraire de la vérité et que l'on y a mis assez de précision et d'adresse pour le convaincre à demi.

(1) *Livre Jaune*, n° 14.
(2) *Livre Jaune*, n° 19.
(3) *Livre Jaune*, n° 18.

Mais, après une telle préparation, quel effet de colère et d'indignation a dû produire chez les honnêtes gens ainsi dupés l'énormité des exigences autrichiennes, et quelle maîtrise de soi a été nécessaire pour contenir ces sentiments !

De son côté, le ministre de Belgique à Vienne transmet à son gouvernement les mêmes observations et ajoute : « Il semblait que le comte Berchtold voulait prendre d'un seul coup sa revanche des échecs successifs que sa politique a subis pendant ces derniers temps. C'était la mise en pratique de la théorie chère à ceux qui prêchent depuis longtemps « qu'il faudrait en finir une bonne fois avec la question serbe ». Mais le comte Tisza, « en homme d'état prudent et avisé », est venu à Vienne « mettre un frein à ces ardeurs belliqueuses (1) ».

Notre ambassadeur à Berlin, M. J. Cambon, laisse voir également les plus vives appréhensions. Les avis préliminaires de mobilisation, lui assurait on à la date du 21, étaient lancés. L'Allemagne se tenait au garde à vous (2) ;

---

(1) Dépêche du comte Errembault de Dudzeele à M. Davignon. Second *Livre Gris Belge*, n° 3.

Cette dépêche, évidemment écrite à la suite d'une conversation avec M. Dumaine, donne les mêmes impressions, invoque les mêmes arguments. Mais le ministre belge est beaucoup plus convaincu que notre ambassadeur à Vienne et que le ministre belge à Berlin, M. Beyens, de la modération, de la prudence, de la sagesse du comte Tisza.

(2) Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 15.

la baisse continuait à la Bourse ; des nouvelles pessimistes circulaient (¹).

En Italie, le marquis di San Giuliano se montrait préoccupé. Il agissait à Vienne pour que l'on ne demandât à la Serbie que « des choses réalisables (²) ».

Enfin, dans une dépêche adressée le 22 juillet aux ambassadeurs de France auprès des Grandes Puissances, M. Bienvenu-Martin résume assez exactement l'impression générale : « La supposition la plus favorable qu'on puisse faire, écrit-il, est que le cabinet de Vienne, se sentant débordé par sa presse et par le parti militaire, cherche à obtenir le maximum de la Serbie par une intimidation préalable, directe et indirecte, et s'appuie sur l'Allemagne à cet effet (³) ».

Il n'y a pas de doute que ce fut là, en effet, l'opinion la plus favorable, car elle admettait que l'Autriche cherchait seulement une éclatante victoire diplomatique, et aussi qu'elle était débordée.

En réalité, il n'en allait pas ainsi. Elle n'était point entraînée. Elle déchaînait elle-même la presse, et c'était la

---

(¹) Dépêche de M. Bienvenu-Martin aux ambassadeurs de France. *Livre Jaune*, n° 17.

La dépêche de M. J. Cambon à laquelle fait allusion le ministre des Affaires Etrangères par intérim ne figure pas au *Livre Jaune*. A la vérité, ces informations ne sont peut-être qu'une partie supprimée de la dépêche n° 15.

(²) La dépêche de M. Barrère ne se trouve pas non plus au *Livre Jaune*. On ne s'explique pas pourquoi toutes ces mutilations et omissions.

(³) *Livre Jaune*, n° 17.

guerre qu'elle cherchait. Mais le double jeu du Ballplatz avait réussi, dans une certaine mesure, à tromper l'opinion. Les diplomates aussi ont leurs heures de crédulité. On avait su saisir, pour les jouer, le moment convenable (1).

(1) De nombreux signes révélaient la gravité de la situation. A Vienne et à Berlin, les fonds publics tombaient plus bas que pendant les guerres balkaniques. Une circulaire secrète ordonnait, en Autriche, le retrait graduel de la monnaie d'or. Le ministre de la guerre Krobatin et le chef d'état-major Hœtzendorf, interrompant leur congé, rentraient à Vienne. Ce dernier se rencontrait en Bohême avec son collègue allemand, le général de Moltke. Les réservistes, convoqués pour les manœuvres de juin en Bosnie-Herzégovine, étaient maintenus sous les drapeaux. Enfin, c'était le comte Forgach, dont le cynisme plus d'une fois déjà avait fait scandale, qui était chargé de rédiger la Note à la Serbie.

D'après M. Gabriel Hanotaux, « les grandes résolutions paraissent avoir été prises dès le 7 juillet ». *Histoire Illustrée de la Guerre de 1914*, t. II, p. 78.

D'après M. Henry Wickham Steed, les grandes résolutions n'auraient été prises que dans la seconde quinzaine de juillet. « J'ai les meilleures raisons de croire, écrit-il, que, le 14 juillet au plus tard, l'empereur François-Joseph avait reçu de l'empereur Guillaume une lettre dans laquelle l'Allemagne promettait à l'Autriche un appui absolu, même contre la Russie, si l'Autriche voulait régler son compte avec la Serbie. Je connais certaines conversations diplomatiques qui ont eu lieu en Autriche le 15 juillet et qui étaient basées sur cette assurance formelle. En outre, il existe en Angleterre la preuve écrite — je l'ai vue — qu'un des conseillers politiques de Guillaume avait lu la lettre envoyée par celui-ci à François-Joseph pour le décider à signer l'ultimatum à la Serbie, et que l'on croyait en Allemagne, le 16 juillet, que l'empereur d'Autriche-Hongrie aurait signé l'ultimatum ce jour-là. » *L'Angleterre et la Guerre*, p. 21.

CHAPITRE VII

LE DOUBLE JEU AUSTRO-HONGROIS

Pour bien saisir cette manœuvre et son importance, il faut comprendre que l'Autriche-Hongrie, précisément parce que sa résolution était arrêtée, précisément parce que ses prétentions étaient inadmissibles, avait un intérêt de premier ordre à procéder par surprise, à ne pas laisser aux Puissances le temps de se concerter, d'étudier son dossier, d'examiner ses revendications, d'intervenir enfin ; qu'elle avait un intérêt de premier ordre à créer, par un coup brusque, une situation telle que les faits accomplis pussent être opposés à tous les efforts tentés pour les prévenir ou pour en limiter les conséquences ; et, en même temps, à sauver, autant que possible, les apparences pour donner aux pays non mêlés au conflit sinon une raison, du moins un prétexte de ne point agir. A tous les pays, mais, en particulier, à l'Angleterre.

Alors qu'après un an de guerre le Vatican, qui s'affirme la plus haute autorité morale du monde, assure qu'il ne sait pas de quel côté fut l'agression et si l'Allemagne eut

tort ou non de violer la neutralité de la Belgique, pourquoi l'Angleterre, en août 1914, n'eût-elle pas allégué, invoquant les bonnes paroles du Ballplatz et ses assurances pacifiques, qu'elle ne savait pas, en somme, où était le tort initial, et déclaré qu'elle se tiendrait à l'écart d'une guerre dont la responsabilité n'était pas établie ?

C'est avec cet espoir, c'est dans cette double préoccupation de frapper un coup soudain et de créer une équivoque que le Gouvernement austro-hongrois s'est appliqué tout à la fois à surexciter ses nationaux et à rassurer l'Europe.

Il a même poussé au delà de l'imaginable cette politique de duplicité. Tous ses agents ont collaboré avec une ardeur inouïe à l'œuvre de mensonge. Une rapide lecture des livres diplomatiques suffira à l'établir.

Presque au lendemain de l'attentat, le 30 juin, c'est l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople qui déploie une persuasive éloquence pour calmer les inquiétudes du ministre serbe. Le drame de Serajevo ne nuira pas aux relations des deux pays, déclare-t-il. « Il ne faut pas même avoir de crainte à ce sujet [1] .»

Le 3 juillet, la populace, conduite et haranguée par le directeur de la catholique *Reichspost*, assaille la légation de Serbie à Vienne, exige que le drapeau, qui a été mis en berne, soit enlevé ; et la presse dénonce sous le titre : *Les provocations du ministre de Serbie*, ce qui fut, en réalité,

---

[1] Dépêche de M. Georgevitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 6.

un hommage rendu à l'archiduc François-Ferdinand, à la malheureuse duchesse de Hohenberg. Mais, ce même jour, le baron Macchio dit à M. Jov. M. Jovanovitch : « *Personne n'accuse le royaume, ni le Gouvernement serbe, ni tout le peuple serbe* (1) ».

Le 6 juillet, c'est dans deux documents portant la signature impériale que se manifeste le double jeu austro-hongrois. Le premier est un ordre du jour de François-Joseph à l'armée et à la flotte. Il se termine par une menace à peine enveloppée. « Je suis convaincu que dans toute situation difficile devant laquelle nous pourrions nous trouver, l'Autriche-Hongrie peut compter, *pour sa défense*, sur son armée et sa flotte, inébranlablement fidèles à leur devoir. »

Pour sa défense ! Qui donc pensait à l'attaquer ?

Mais, par contre, la lettre du vieil empereur à ses ministres est d'un ton douloureux et calme. Loin de paraître songer à rendre toute une nation responsable du drame où vient de succomber le prince héritier, il semble vouloir lui ôter toute signification politique et n'accuse que « le vertige d'un petit nombre d'hommes induits en erreur ».

Le premier document s'adressait à l'Autriche-Hongrie, le second à l'Europe.

Le 11 juillet, le consul général de France à Budapest écrit, à propos du projet de démarche à Belgrade dont s'entretiennent tous les journaux : « Il semble qu'il y ait

(1) Dépêche de M. Jov. M. Jovanovitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 12.

un mot d'ordre pour en atténuer la portée » : « officiellement, pour le quart d'heure, tout est à la paix [1] ».

Au même moment, le comte Tisza prononce un discours si modéré que la presse viennoise en est indignée [2].

Le 15 juillet, le bruit se répand, dans les milieux bien informés, s'il vous plaît, que ni l'instruction ni l'enquête « n'ont fourni de preuves suffisantes pour qu'on puisse accuser la Serbie [3] ».

Le 20 juillet, Sir Edward Grey se réjouit d'apprendre que le comte Berchtold en personne « a protesté *contre l'idée que la situation était grave* [4] ». Elle était seulement

---

(1) Dépêche à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 11.

Dans un article paru au *Journal des Débats*, le 12 juillet, M. Auguste Gauvain faisait déjà cette très judicieuse observation : « Les journaux qui, dès le lendemain du drame du 28 juin, ont fait campagne contre la Serbie, saisissent chaque jour le moindre prétexte pour préconiser la politique de représailles .Régulièrement, une note officieuse vient avertir le public que cette politique n'est point celle du Gouvernement. Les journaux en question baissent un jour leur ton ; mais, le lendemain, ils reviennent à la charge à propos de n'importe quoi ».

(2) Dépêche de M. Dumaine à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 12.

(3) Dépêche de M. Jov. M. Jovanovitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 24.

(4) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir H. Rumbold. *Correspondance britannique*, n° 1.

Le baron Beyens écrit de son côté : « Le langage tenu, à Vienne, au corps diplomatique par le comte Berchtold, à Budapest, au parlement, par le comte Tisza, était rassurant et permettait de compter

obscure. Au surplus, l'ambassadeur d'Allemagne venait de lui tenir un propos qui ne pouvait que le tranquilliser. « Il serait très désirable, lui avait-il dit, que la Russie puisse agir comme médiatrice à l'égard de la Serbie ». La Russie ne demandait pas autre chose.

Le 22 juillet, c'est de nouveau au comte Tisza que l'on prête un rôle de conciliateur. Sous le prétexte qu'il redoute de l'agitation en Croatie, il se serait opposé aux mesures énergiques préconisées par le parti militaire (1).

Cette information est donnée sur un tel ton, semble mériter un tel crédit qu'il est à peine possible de la mettre en doute. Au surplus, elle est confirmée par ce fait que l'ambassadeur de Russie en Autriche part en congé, « en

---

sur un dénouement pacifique ». *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1915.

(1) Dépêche de M. Dumaine à M. Viviani, *Livre Jaune*, n° 18.

Rien de plus extraordinaire, d'ailleurs, que cette attitude prêtée au comte Tisza, que l'on s'accorde généralement à reconnaître comme un des principaux fauteurs de la guerre. Un homme d'État balkanique qui le connaît bien et connaît bien sa politique, M. Take Jonesco, écrivait en décembre 1914 : « Dans son patriotisme hongrois, le comte Tisza, débarrassé comme par miracle de l'archiduc François-Ferdinand, dont l'antimagyarisme n'était un secret pour personne, a vu dans cet incident une occasion unique de consolider la domination des magyars en Hongrie et de la Hongrie dans l'empire. Il s'est jeté dans l'aventure avec son énergie si connue — cette énergie brutale qui s'est si souvent exercée sur le parlement de Budapest ». Cité par le *Temps*, 30 décembre 1914.

M. Take Jonesco est revenu à la charge dans une étude sur *les origines de la guerre* : « A la tête de la bande, dit-il, qui exploita le

raison des déclarations rassurantes qui lui ont été faites au ministère des Affaires Etrangères [1] ». Or, à la date où M. Dumaine télégraphie, le 22 juillet, l'ultimatum à la Serbie a été envoyé !

Le baron Macchio, que notre ambassadeur quitte à peine, ne lui en a pas soufflé mot. Il lui a simplement dit, sans l'avertir que la Note était partie : « Le ton et les demandes qui *seront* formulées dans la Note autrichienne permettent de compter sur un dénouement pacifique [2] ». Il lui a fait croire, d'après le témoignage de l'ambassadeur anglais à Vienne, « que la Note *qu'on était en train de rédiger*, ne contiendrait rien à quoi un Etat qui tenait à conserver son amour-propre ne pourrait pas obtempérer sans la moindre hésitation [3] ».

Quant au comte Berchtold, il est allé tout aussi loin que le baron Macchio, aussi loin que le comte Szapary affirmant que les demandes faites à Belgrade auraient « un caractère conciliant », il a déclaré que les Russes « n'en seraient pas mécontents [4] ».

Enfin, dernier trait, au lendemain de la remise de l'ultimatum, quand l'Europe en connaît les insolentes provocations, le comte Szapary dit encore à M. Sazonof que

---

cadavre de l'archiduc pour mettre l'Europe à feu et à sang, il faut mettre le comte Tisza », p. 29.

(1) *Livre Jaune*, n° 18.

(2) *Livre Jaune*, n° 20.

(3) *Correspondance britannique*, n° 161.

(4) *Livre Bleu serbe*, n° 52.

l'Autriche est « la puissance la plus pacifique du monde [1] ».

---

[1] *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 14.

Le 24 juillet, le comte Tisza, président du Conseil des ministres de Hongrie, faisait à la Chambre des députés la déclaration suivante au sujet de la Note à la Serbie :

« Nous avons voulu attendre que l'enquête ouverte à Serajevo eût éclairci complètement certains faits, et nous avons aussi voulu éviter de paraître guidés par la passion ou par notre indignation, d'ailleurs justifiée. Nous n'avons donc entrepris cette démarche qu'après la plus mûre réflexion. Elle n'est aucunement agressive et ne constitue pas non plus une provocation, attendu que *nous ne réclamons pas autre chose dans la Note que ce que la Serbie doit nous accorder de par son devoir naturel de nation voisine*. Personne ne peut nous adresser le reproche de chercher la guerre. *Je puis même dire que nous sommes allés jusqu'aux extrêmes limites de la patience* (Vive approbation).

« Dans la conviction que cette démarche est exigée par les intérêts vitaux de la monarchie et de la nation hongroise, *nous en supporterons toutes les conséquences* ».



CHAPITRE VIII

POURQUOI L'EUROPE A ÉTÉ DUPE

On peut, certes, trouver à présent que ces procédés de la diplomatie austro-hongroise, insolents, étaient aussi d'une habileté un peu grossière, en somme, et s'étonner qu'ils aient réussi, malgré tant de signes et d'avertissements, qui devaient, semble-t-il, mettre en défiance. C'est cependant un fait. L'Europe repoussa le soupçon que, peut-être, on la jouait. Elle refusa d'entendre les Serbes effrayés, que le danger rendait perspicaces. Elle se laissa si bien rassurer que M. Poincaré et M. Viviani partirent, le 15 juillet, pour un long voyage à travers les cours du Nord (1) ; que les ambassadeurs de Russie en France, en Allemagne, en Autriche-Hongrie même, comme on vient de le voir, estimèrent sans inconvénient de quitter leur poste (2) ; qu'il n'y avait pas non plus de ministre du Tsar

(1) M. Viviani s'était tout d'abord montré « passablement inquiet », suivant l'expression du ministre de Serbie à Paris.

(2) « Les procédés du Ballplatz eurent un certain succès, car tous mes collègues que j'eus l'occasion de voir croyaient à peine que

à Belgrade, qu'il n'y avait pas davantage de ministre français ; que les ambassadeurs d'Italie et d'Angleterre n'étaient pas à Berlin, et enfin que la grande préoccupation, à Paris, était l'affaire Caillaux ; à Londres, le Home Rule ([1]).

Cet aveuglement paraît aujourd'hui tout à fait étrange. On peut, toutefois, lui trouver un certain nombre d'explications.

La première est que l'on considérait comme certain dans le monde diplomatique que l'Autriche était, au fond, pacifique, et que si le comte Berchtold, jaloux des lauriers du comte d'Arenthal, s'engageait dans une voie périlleuse, il s'arrêterait ou il serait arrêté à temps. Le Ballplatz, capable de bluff, était incapable d'action.

Au surplus, comment la Monarchie dualiste choisirait-elle, pour se jeter dans une guerre où son existence même

l'Autriche-Hongrie voulût entreprendre une action sérieuse qui pût provoquer des complications européennes. Plusieurs membres du corps diplomatique étaient si confiants que, ces jours-là, ils faisaient leurs préparatifs pour leur départ en long congé ou dans les villes d'eaux », Rapport de M. Jov. M. Jovanovitch. *Livre Bleu serbe*, n° 52.

([1]) « Jusqu'à ce que la Note fût publiée, la plupart de mes collègues étaient d'accord que l'Autriche reculerait devant des voies qui étaient de nature à la plonger dans de graves complications européennes ». Dépêche de Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 161.

« Les craintes de l'Europe avaient été savamment apaisées depuis quinze jours. Partout les représentants de l'Autriche avaient multiplié les assurances pacifiques et conciliatrices ». *Bulletin de l'Etranger*. *Temps* du 30 juillet 1914.

serait mise en jeu, le moment où lui manquait un chef énergique et autorisé, où le pouvoir, qu'un empereur octogénaire ne se trouvait plus en état d'exercer, tombait aux mains d'un tout jeune homme que rien n'avait préparé à sa nouvelle mission ? On n'était pas loin de penser que bien plutôt la fin tragique de François-Ferdinand, à qui l'on soupçonnait de grandes ambitions, était un gage de paix ([1]).

Sans doute, il serait demandé beaucoup à la Serbie. Eh bien, la Serbie accorderait beaucoup. Elle intéressait peu. Les souvenirs du drame de 1903 n'étaient pas complètement effacés. Au reste, les grandes nations, dans leur égoïsme, supportent avec impatience que leur tranquillité soit troublée par les griefs, même légitimes, des petites. En outre, depuis si longtemps que la question d'Orient menace

---

([1]) Dans une étude sur *Les derniers jours de la paix en Thuringe*, M. Ferdinand Bac qui rencontra, dans la clinique ophtalmique de Lieberstein, la duchesse de Saxe-Meiningen, sœur de Guillaume II, rapporte les propos qu'elle tint devant un cercle nombreux, dont il était : « La duchesse se mit à commenter le drame de Serajevo, et, de cet entretien, il résultait pour nous la certitude que la disparition tragique du couple archiducal n'avait nullement entraîné la famille impériale allemande, — et, en particulier, l'empereur lui-même, — dans des appréhensions pour l'avenir. *Au contraire*, malgré les terribles circonstances de l'événement, *il convenait d'y voir*, sinon la suppression, tout au moins *l'éloignement d'un danger immédiat de guerre*. Les dispositions belliqueuses et les projets audacieux de François-Ferdinand avaient, paraît-il, souvent inquiété le cabinet de Berlin ». *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1915.

Cette opinion a été un moment fort accréditée.

l'Occident, on s'est parfaitement résigné à écarter le péril à l'aide de solutions transitoires et de moyens sur la justice desquels on ne raffine pas. Serbes de Serbie ou Serbes de Bosnie, les auteurs de l'attentat de Serajevo appartenaient, après tout, à la race serbe ; l'Europe monarchiste ne pouvait trouver mauvais que les rois se défendissent, fût-ce un peu brutalement. Ce serait, à coup sûr, l'opinion de la Russie elle-même. Petersbourg transmettrait donc à Belgrade des conseils de soumission. Nicolas II était pacifique. Il l'avait prouvé par de nombreuses initiatives. La France était pacifique. Elle l'avait prouvé par sa longue patience. L'Angleterre était pacifique. Elle l'avait prouvé par ses loyaux efforts pour réduire les armements navals. Par surcroît, elle traversait une phase difficile. L'Autriche-Hongrie, qui faisait grand bruit avec le fourreau de son sabre, n'avait, en réalité, — du moins, on le supposait, on le considérait comme acquis, — aucune intention de mettre la lame au clair. Elle jouait au soldat. Que craindre ?

Sans doute, restait l'Allemagne. On savait dans les chancelleries, en particulier à Paris et à Londres [1], que le

---

[1] A Paris, la dépêche envoyée de Berlin le 22 novembre 1913 par M. J. Cambon ne pouvait guère laisser de doute : « Guillaume II en est venu à penser, écrivait-il, que la guerre avec la France est inévitable et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre. » Dépêche à M. Stéphen Pichon. *Livre Jaune*, n° 6.

A Londres, quelques jours avant l'attentat de Serajevo, dans une conversation avec le comte Benckendorff, le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne, témoignait « des vues pessimistes au sujet des rapports entre Saint-Petersbourg et Berlin. Il avait noté

parti de la guerre gagnait du terrain, poussait ses avantages et, un jour ou l'autre, deviendrait le maître de la situation. Mais ce jour n'était pas venu. Lorsque Guillaume II entrerait en campagne, ce serait évidemment pour une cause allemande. Penser qu'il tirerait l'épée parce que son « brillant second », serait allé trop loin dans un bluff était absolument déraisonnable [1]. Ne se désintéres-

---

l'inquiétude causée dans cette dernière capitale par les bruits d'entente navale entre la Russie et l'Angleterre, par la visite du Tsar à Bucarest et par le renforcement de l'armée russe. Le comte Benckendorff en avait conclu qu'on envisagerait volontiers en Allemagne une guerre avec la Russie. » Dépêche de M. P. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 32.

[1] En fait, des protestations se sont, en effet, produites en Allemagne. La *Rheinische und Westphalische Zeitung* appréciait la Note autrichienne, le 25 juillet, dans les termes suivants : « L'Autriche aurait raison d'agir ainsi si elle avait donné des preuves de la justesse de ses accusations. Jusqu'à présent, aucun fait n'a été prouvé. Aucun tribunal impartial n'a établi que les Serbes ont préparé à Belgrade le meurtre de l'archiduc ou qu'aucun agent serbe ait volé des bombes ou des revolvers pour en armer les assassins. *La propagande panserbe en Bosnie n'a pas besoin d'être favorisée par Belgrade : elle a été entretenue et alimentée par la dynastie des Habsbourg elle-même.*

« Il est vraiment ridicule que les gens de Vienne et de Budapest se figurent que l'Europe et toute notre planète leur ont donné le mandat sacré de venger l'archiduc défunt.

« Le malheur veut que ce soit l'armée allemande qui soit chargée de cette besogne. Il est scandaleux que notre Gouvernement n'ait pas exigé d'être minutieusement informé des détails de la démarche autrichienne avant qu'elle fût faite.

sait-il pas du conflit austro-serbe au point qu'il faisait son habituelle croisière sur les côtes de Norvège ? Rien de plus rassurant que son absence à ce moment, rien qui indiquât mieux la très petite place que tenaient dans ses préoccupations les manigances du Ballplatz. Précisément parce qu'il était un souverain touche-à-tout, son indifférence pendant cette phase de la crise attestait qu'il en connaissait d'avance le dénouement, soit qu'il y eût entente entre la diplomatie allemande et la diplomatie autrichienne pour obtenir au meilleur compte un succès de chancellerie, soit qu'il se réservât, au moment voulu, d'imposer sa volonté, si les manœuvres de l'empire allié devenaient dangereuses.

L'optimisme officiel se fondait sur toutes ces raisons, ces impressions.

Mais autre chose encore le renforçait : l'habitude. On avait l'habitude de sortir vaille que vaille de toutes les difficultés qui surgissaient dans le monde, spécialement dans les Balkans. On avait l'habitude des tensions extrêmes, bientôt suivies de détentes. Depuis quelques années, les crises se succédaient, de plus en plus rapprochées. Crise en 1905, que solutionne, sans gloire, la démission de M. Delcassé. Crise en 1908 et 1909, provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Crise en 1911, à propos du Maroc. Première guerre des Balkans en 1912. Seconde guerre des Balkans en 1913. Intervention décisive de la Roumanie.

« *Nous devons aujourd'hui déclarer que nous ne sommes point obligés d'aider l'Autriche dans sa politique de conquêtes.* Nous n'avons rien à gagner dans une guerre contre la Russie. »

Conflit austro-serbe au sujet de l'Albanie. Et la paix est chaque fois maintenue, sauvée [1]. Le miracle se produit toujours à l'heure où il est nécessaire. Pourquoi ne se produirait-il pas une fois de plus ? L'habitude est prise. On y compte. C'est une tradition établie. Peut-être le miracle sera-t-il que l'Autriche-Hongrie aura soudain des scrupules et accordera à un petit pays les égards généralement réservés aux seules grandes nations ; peut-être sera-t-il que la Serbie se laissera exécuter sans plainte et sans défense ; peut-être sera-t-il que la Russie acceptera de compléter l'humiliation de 1909 par l'humiliation de 1914 et abdiquera ses droits de tutelle sur la jeune Slavie ; peut-être sera-t-il que l'Allemagne, prenant au sérieux sa mission moralisatrice, empêchera l'agression projetée par son alliée et inaugurera dans le monde une politique où tout sera pesé à la balance du droit. On ne sait pas. Mais, sur quelque plan qu'il doive se manifester, le miracle est attendu. La catastrophe serait tellement effroyable s'il ne venait pas à l'instant où il sera nécessaire, où il sera la ressource suprême de la civilisation menacée, que l'imagination repousse cette perspective,

---

[1] Déjà, au moment de la Conférence de Londres, en mai 1913, M. de Jagow exprimait ce sentiment à M. J. Cambon : « Il semble, disait-il, que nous marchons dans un pays de montagnes. Nous venons de passer un col difficile et nous voyons d'autres hauteurs se dresser devant nous. » A quoi notre ambassadeur répliquait : « Celle que nous venons de traverser était peut-être la plus dure à passer. » « La crise que nous venons de traverser a été très sérieuse, écrivait-il un peu plus loin. Ici on a considéré le danger de guerre comme imminent. » Dépêche à M. Stéphen Pichon. *Livre Jaune*, n° 3.

que la raison ne se résigne pas à l'accepter, ni même la prudence à l'envisager [1].

Cette confiance dans le miracle est si forte que ceux-là même qui parlent de la guerre, l'entrevoient, expriment leur inquiétude, ceux-là même n'y croient pas. Ils ne la réalisent pas. Elle est à peine une éventualité, une hypothèse. Ils ne sont pas convaincus qu'elle soit effectivement possible. Ils disent qu'elle serait possible si... Et ils s'arrêtent. La guerre! A force de la redouter, on ne l'admet pas. L'excès d'horreur qu'elle inspire provoque l'incrédulité.

---

[1] « Pendant ces premières semaines de juillet, écrit le baron Beyens, nous n'avons pas vécu à Berlin, mes collègues et moi, dans une fausse tranquillité. A mesure que se prolongeait le calme trompeur causé par le silence du Cabinet de Vienne, nous éprouvions une sorte de malaise et de sourde inquiétude, mais nous étions loin de prévoir que, du jour au lendemain, nous serions jetés en pleine tourmente diplomatique où, après une semaine d'angoisses tragiques, nous assisterions, impuissants et muets, au naufrage de la paix et de nos suprêmes espérances. » *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1915.



CHAPITRE IX

L'INACTION DE LA TRIPLE ENTENTE

Cette incrédulité a dominé tout le monde diplomatique du 28 juin au 23 juillet, et a eu, on doit l'avouer, des conséquences graves.

Pendant cette période de trois semaines, où l'on avait le temps d'aviser, d'agir, de grouper les forces de paix, qui étaient grandes, pour les opposer aux volontés guerrières, qui étaient peu nombreuses, on n'a rien fait, parce qu'au fond on ne croyait pas que l'heure tragique fût proche.

Certes, je n'oublie point que l'on a donné, prodigué à la Serbie des conseils de prudence, de sagesse, de résignation; et je ne prétends pas que cette précaution dût être négligée, ni que cet excès fût un défaut. Mais enfin il faut bien admettre, quelque ligne de démarcation que l'on ait coutume d'établir entre la dignité des Grandes Puissances et la dignité des petits Etats, il faut bien admettre qu'il y avait un point au delà duquel la Serbie n'irait pas, et qu'il était des exigences qu'on ne pourrait pas lui demander de satisfaire, parce qu'elle y perdrait à la fois l'honneur, l'in-

dépendance, la paix civile et ruinerait son avenir. Si l'Autriche-Hongrie dépassait ce point et manifestait ces exigences, précisément pour provoquer une guerre qui était depuis longtemps dans ses projets, qui réaliserait ses ambitions anciennes, n'était-ce pas de son côté que s'imposait la nécessité d'agir ? N'était-ce pas l'Autriche-Hongrie que l'on devait mettre en face de responsabilités et de périls dont elle ne voyait peut-être qu'une partie ? N'était-ce pas à la Puissance qui préparait l'agression qu'il convenait de préciser tout de suite quelles en seraient les conséquences entières ? N'était-ce pas à elle que s'imposait de multiplier les conseils, les avertissements aussi ? N'était-ce pas sur elle que l'on devait exercer les fortes pressions ? Le devoir et l'intérêt des pays pacifiques ne se confondaient-ils pas dans une politique qui eût informé les populations austro-hongroises, hostiles à la guerre, dans leur ensemble [1], comme toutes les populations européennes, du danger de guerre où l'ambition de quelques princes, évêques, généraux et diplomates jetait la Monarchie danubienne ?

On ne l'a pas fait pendant qu'on avait le loisir de le faire, dans la période qui s'étend du 28 juin au 23 juillet. Et il est bien certain que c'était pourtant la meilleure, la seule voie à suivre puisque, le jour où le doute n'a plus été permis sur les intentions réelles de l'Autriche-Hongrie, c'est la voie que l'on a prise. Seulement il était trop tard.

---

[1] On se rappelle que dans une dépêche du 11 juillet, le conseil général de France à Budapest écrivait : « Le gros public ici croit à la guerre *et la craint* ». *Livre Jaune*, n° 11.

Les événements, à cette date, allaient trop vite. Remise de l'ultimatum le 23, rupture des relations diplomatiques le 25, déclaration de guerre le 28. Comment l'Europe aurait-elle eu le temps de se concerter ? La situation se modifiait et s'aggravait si vite que les solutions appropriées étaient chacune à leur tour en retard d'un jour ou d'une heure.

C'était dans les premières semaines de juillet qu'une intervention aurait eu chance de se produire avec succès, car l'Autriche-Hongrie avait, jusqu'à un certain degré tout au moins, le désir de sauver les apparences et le besoin de ne pas apparaître à ses peuples comme belliqueuse de parti pris. On est en droit de penser, en outre, que si elle envisageait sans appréhension que son conflit avec la Serbie déterminerait un conflit avec la Russie, où elle recevrait l'appui entier de l'Allemagne, que si même elle le désirait, elle n'avait pas, du moins, la certitude que la France serait à côté de la Russie, et surtout gardait l'espérance que l'Angleterre maintiendrait sa neutralité.

Pourquoi donc n'a-t-on pas agi pendant ces premières semaines de juillet ? Les ministres de Serbie auprès des cours étrangères le désiraient ardemment, sans oser le demander. Ils dénonçaient la duplicité du Ballplatz et insistaient sur le péril. Pourquoi les livres diplomatiques ne peuvent-ils mentionner qu'une seule intervention à Vienne en vue d'obtenir que l'on n'impose à Belgrade que des « choses réalisables (1) », et pourquoi cette intervention est-elle italienne ?

(1) La dépêche de M. Barrère ne figure pas au *Livre Jaune*. C'est une dépêche de M. Bienvenu-Martin (22 juillet) qui nous informe

La réponse est simple. C'est celle-là même que j'indiquais plus haut : parce que, malgré tout, on ne croyait pas à la guerre ; parce qu'on n'y voulait pas croire ; parce que la seule idée en était si affreuse qu'on n'osait ni l'envisager, ni en parler, moins encore discuter les hypothèses où elle pourrait naître. Elle était un sujet auquel on frémissait de toucher, un monstre que l'on avait peur d'éveiller par un mot. On subissait les événements et on fermait les yeux devant leurs inévitables conséquences. Le marquis di San Giuliano a été plus hardi ,lui, parce que sa voix était une voix amie, la voix d'un allié, et qu'ainsi il était hors de toute prévision qu'on lui répondrait par un éclat. Il se gardait du reste de s'engager à fond. Les autres Gouvernements craignaient d'être suspects, d'être rabroués, de faire surgir le danger qu'ils désiraient de toutes leurs forces écarter. Ils se sont tus aussi longtemps que le silence a été possible [1].

---

que le marquis di San Giuliano se montre inquiet « et assure qu'il agit à Vienne pour qu'il ne soit demandé à la Serbie que des choses réalisables ». *Livre Jaune*, n° 17.

Mais, beaucoup plus tôt, le 17 juillet, le ministre de Serbie à Rome écrivait à son Gouvernement : « J'ai des informations sûres que le marquis di San Giuliano a déclaré à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie qu'une démarche quelconque de l'Autriche Hongrie dirigée contre la Serbie, et ne lui témoignant pas les égards dus par une nation à une nation, rencontrerait la réprobation de l'opinion publique en Italie, et que le Gouvernement italien tient à ce que l'entière indépendance de la Serbie soit maintenue. » Dépêche de M. L. Michaïlovitch à M. Pachitch. *Livre Bleu serbe*, n° 28.

(1) Une dépêche de M. Paul Cambon, en date du 22 juillet, dit

On ne peut plus se dissimuler aujourd'hui que cette réserve fut une erreur. Mais rien n'atteste mieux que cette erreur-là une volonté pacifique. En laissant l'Autriche-Hongrie seule en face de ses devoirs, de sa conscience, si l'histoire dit que la Triple Entente s'est trompée, elle dira aussi que son silence, son inaction, sa confiance sont d'éclatantes preuves de son désir profond d'assurer la paix et aussi de sa partialité à l'égard de la Monarchie des Habsbourg [1].

---

que Sir Edward Grey, dans un entretien avec l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, l'a prié de recommander à son Gouvernement « de ne pas s'écarter de la prudence et de la modération nécessaires pour éviter de nouvelles complications, de ne demander à la Serbie que des mesures auxquelles celle-ci puisse se prêter raisonnablement et de ne pas se laisser entraîner au delà ». *Livre Jaune*, n° 19.

Cet entretien de Sir Edward Grey avec le comte Mensdorff n'est pas mentionné dans la *Correspondance britannique*. Mais on y trouve, à la date du 20, une conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne, où le ministre anglais est encore si bien trompé qu'il se préoccupe surtout « de conseiller de la modération à Belgrade ». Dépêche de Sir Edward Grey à Sir H. Rumbold. *Correspondance britannique*, n° 1.

[1] A la vérité, il y eut bien une velléité d'intervention, dont l'honneur revient à M. Viviani, mais trop tardive. Après entente avec M. Sazonof, il proposait que, « dans une conversation amicale avec le comte Berchtold », on lui donnât « des conseils de modération, propres à lui faire comprendre combien serait mal inspirée une intervention à Belgrade, où l'on pourrait voir une menace de la part du cabinet de Vienne ». L'Ambassadeur d'Angleterre à Petersbourg s'était montré favorable à cette démarche et pensait que son Gouvernement s'y associerait. Si ce n'était pas tout à fait

Donc, point de négociations. Les chancelleries échangent des impressions, expriment des craintes et ne se risquent pas plus loin.

De son côté, le Gouvernement austro-hongrois, ainsi que je l'ai observé déjà, dédaigne d'entrer en conversation avec la Serbie. Il ne lui communique rien, ne lui demande rien, sauf, une fois, des renseignements sur quelques jeunes gens qui sont de Bosnie allés terminer leurs études à Belgrade. Ces renseignements, on les lui donne aussitôt [1]. Peut-être s'attendait-il à un refus, dont il aurait pu faire grief. Dans tous les cas, il s'en tient là, et dans le *Livre Rouge* il ne dit mot de ce détail, qui le gênerait dans ses accusations.

« une action collective ou concertée des représentants de la Triple Entente », cela y ressemblait bien un peu, et cela pouvait n'être pas inefficace, surtout si l'Angleterre prenait un certain ton. Le malheur est que la dépêche qui donnait les instructions de M. Viviani porte la date du 24 juillet, 1 heure du matin. Il y avait déjà sept heures que la Serbie avait reçu l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie (Dépêche de M. Viviani à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 22).

(1) *Livre Bleu serbe*, n° 30.



CHAPITRE X

DANS L'ATTENTE DE LA NOTE AUTRICHIENNE

La situation, au point où nous sommes, se résume ainsi : La presse, déchaînée en Autriche-Hongrie depuis le 28 juin, réclame l'exécution de la Serbie. Le monde diplomatique appréhende que les conditions de la monarchie dualiste soient inacceptables. A Vienne et Budapest, panique à la Bourse et préparatifs militaires plus ou moins secrets.

Cette crise dure environ quinze jours. Puis des notes officielles, ou semi-officielles rassurent l'opinion européenne. Le comte Berchtold lui-même n'hésite pas à collaborer à cette œuvre de mensonge et, par exemple, dans une conversation avec l'ambassadeur d'Italie, proteste contre l'idée que « la situation était grave [1] ».

La Serbie pourtant reste inquiète, sent venir le coup qu'on lui destine. Mais les Etats qui ne sont pas directement intéressés dans le conflit s'efforcent de croire que le

[1] *Correspondance britannique,* n° 1.

péril est écarté. On veut être optimiste. M. Pachitch écrit, le 19 juillet, avec un peu d'amertume, que les Gouvernements étrangers, « occupés par d'autres affaires », ne se rendent pas un compte exact des choses ([1]).

Il se trompe, en partie. On s'en rend compte, seulement on se persuade qu'elles s'arrangeront.

Il fortifie lui-même cette opinion par ses dispositions conciliantes. Son gouvernement est prêt à poursuivre les auteurs de l'attentat, s'il s'en trouve sur le territoire serbe. Il a déjà préparé un projet de loi pour rendre plus efficace la surveillance des explosifs. Il est prêt à en déposer un sur la presse. Il veut remplir « tous les devoirs de voisinage auxquels l'oblige sa position d'Etat européen ([2]) ». Qu'est-ce que l'Autriche-Hongrie pourrait demander de plus ? Avec une belle confiance, les ambassadeurs russes partent en congé ([3]).

Quelques diplomates montrent, à dire vrai, plus de perspicacité. M. J. Cambon remarque, à Berlin, des signes menaçants ([4]). A Londres, M. P. Cambon, Sir Edward Grey et l'Ambassadeur d'Italie sont anxieux. Ils redoutent

---

([1]) *Livre Bleu serbe*, n° 30

([2]) *Livre Bleu serbe*, n° 30.

([3]) Il est à noter que si le Gouvernement se taisait, la presse donnait de sérieux avertissements. Le 22 juillet, l'*Arbeiter Zeitung* signale « les discours belliqueux dont on torture le public depuis des semaines ».

([4]) Dépêche de M. P. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 15.

une nouvelle tension des rapports austro-serbes ([1]). A Paris, M. Bienvenu-Martin se demande quelle foi il faut accorder aux assurances pacifiques de l'Autriche, « en raison des habitudes de la chancellerie impériale ([2]) ».

On n'est donc pas au bout du défilé. Mais on est dans le défilé. Du moins, on se plaît à le croire. La Note, que l'on attend, ne sera qu'un obstacle de plus à surmonter. Avec de la bonne volonté, de la persistance, de la modération, on y parviendra ([3]).

Il est, dans tous les cas, bien certain que l'Autriche ne fera rien avant d'avoir révélé sur quel fondement repose sa plainte contre la Serbie ([4]). A ce moment, et suivant l'opinion que l'on se formera, il sera temps d'aviser.

Pourtant, le 22 juillet ([5]), le *Foreign Office* reçoit une

---

([1]) Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 17.

([2]) Dépêche de M. Bienvenu-Martin aux ambassadeurs de France. *Livre Jaune*, n° 20.

Il ajoute que l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne « préconise des résolutions violentes ».

([3]) C'était l'impression de Sir Edward Grey disant, le 21 juillet, à M. Take Jonesco « que la situation lui donnait de graves inquiétudes, mais que, tout de même, il espérait la paix, parce qu'il ne pouvait se figurer qu'il se trouvât un homme pour prendre sur soi la responsabilité d'une calamité qui serait la banqueroute de la civilisation » *Souvenirs* par M. Take Jonesco. *Revue Bleue*, 14-21 août 1915.

([4]) *Correspondance britannique*, n° 1.

([5]) Ce même jour, l'*Arbeiter Zeitung*, organe du parti socialiste autrichien, posait très nettement la question. Les demandes de

information grosse de menaces. M. de Jagow vient d'émettre l'opinion que la question en jeu devait être réglée entre la Serbie et l'Autriche seules (¹). Le Gouvernement allemand lui-même ne devait pas s'en mêler. Ce n'était « pas désirable ». Pourquoi ?

---

l'Autriche se bornent-elles à ce qui est juste et nécessaire ? La démarche est-elle inspirée « par un esprit de guerre » ? Tout est là. « Si l'on désire la paix, dont nous avons tellement besoin, les demandes qui s'appuieront sur les résultats de l'instruction de Serajevo ne dépasseront pas la mesure de ce que l'Autriche peut exiger, doit exiger et, si l'on veut, est obligée d'exiger. Alors ces demandes seront telles que la Serbie pourra y donner satisfaction. Mais si on veut la guerre, dont on peut dire qu'on connaît le commencement, mais qu'on ne peut en entrevoir toutes les conséquences, alors les demandes seront d'autre sorte, et la démarche faite à Belgrade aura pour résultat d'ouvrir la voie à un dénouement sanglant. » *Arbeiter Zeitung* du 22 juillet. Cité par P. G. La Chesnais, *Mercure de France*, 1er juin 1915.

(¹) Dépêche de Sir H. Rumbold à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 2.



CHAPITRE XI

L'IMPRESSION PRODUITE PAR LA NOTE

Nous voici arrivés au 23 juillet. La Note ne sera remise que dans l'après-midi au Gouvernement serbe. Elle ne sera connue que le 24 dans les pays étrangers.

Mais, dès ce jour, une démarche de l'ambassadeur autrichien à Londres permet de juger ce qu'elle est et les événements qu'elle apporte. Le comte Mensdorff se garde bien de dire l'étendue de ses exigences, et, loin d'avouer l'insuffisance de ses preuves, il laisse entendre qu'elle établit la complicité de fonctionnaires serbes. Il n'indique que le sens général. Il passe sous silence ou atténue tout ce qui est excessif, tout ce qui a le caractère d'une provocation. Mais, s'estimant encouragé peut-être par le silence de son interlocuteur, il suppose, déclare-t-il, « qu il y aurait quelque chose comme une limite de temps ».

Le plan autrichien tout de suite se dévoile. La Note sera, en définitive, un brutal ultimatum [1].

---

[1] A la même date, la socialiste *Arbeiter Zeitung* publiait à Vienne un article où on lit : « La Note sera-t-elle un ultimatum ?

Aussi, à cette révélation, Sir Edward Grey se récrie-t-il. Pourquoi une limitation de temps? Si la Serbie fait traîner à l'excès les négociations, ne sera-t-il pas assez tôt pour lui fixer un délai? Ne voit-on pas que cette inutile rigueur va enflammer l'opinion publique russe? « Une limite de temps était généralement une chose que l'on n'employait qu'en dernier ressort. » Comment l'Angleterre pourrait-elle conseiller la modération à Petersbourg, ce qu'on lui demandait pourtant, si l'Autriche-Hongrie montrait elle-même si peu de modération? On a coutume de dire qu'il faut être deux pour se battre. Il faut aussi être deux pour rester en paix. Or, quelles ne seraient pas les conséquences d'une guerre qui impliquerait quatre grandes Puissances comme l'Autriche, la France, la Russie, l'Allemagne? Y songeait-on?

En terminant, le ministre anglais exprime l'espoir que les Cabinets de Vienne et de Petersbourg pourront, « en

---

Un ultimatum accordant un délai des plus courts et qui se mesurerait par des heures? D'ores et déjà, il faut formuler l'avertissement le plus énergique. Qu'on exige une réponse à la Note, cela est dans la nature des choses; que la réponse ne puisse pas être indéfiniment ajournée, c'est dans la nature de la demande, qui se rattache aux résultats de l'instruction. Mais il n'y a pas de raison pour qu'on choisisse la forme d'une Note comportant un délai, la forme d'un ultimatum. L'ultimatum agit comme tel, indépendamment de ce qu'il contient; il agit comme une menace directe, comme une menace de guerre. Et le délai si court accentue et aggrave la menace. L'impression du geste est celle d'une main levée pour frapper. » *Arbeiter Zeitung* du 23 juillet. Cité par P. G. La Chesnais. *Mercure de France*, 1er juin 1915.

premier lieu », discuter directement. A quoi le comte Mensdorff répond en exprimant à son tour l'espoir que ce sera possible, bien que l'attitude de Saint-Petersbourg n'ait pas été récemment « très favorable [1] ».

Il est permis de croire ici que le comte Mensdorff ne découvre pas toute sa pensée. Il ne peut ignorer que l'Autriche a pris le parti de ne rien entendre. Sir Edward Grey lui-même n'a pas si tôt oublié certainement les déclarations de M. de Jagow. Si la question est à ce point délicate qu'une intervention allemande n'est pas désirable, que penser d'une intervention russe ?

Mais, peut-être, le chef du *Foreign Office* veut-il seulement gagner du temps lorsqu'il propose des conversations directes, en premier lieu, car le temps permettra aux Puissances désintéressées de prévenir, selon ses propres termes, « les terribles conséquences impliquées dans la situation ».

Ce fut seulement dans la matinée du 24 juillet que les chancelleries reçurent enfin communication de l'ultimatum autrichien. La première impression fut partout une véritable stupeur, bientôt suivie des plus vives craintes, et, comme il est trop naturel, un sentiment de révolte dans le pays auquel ce document invraisemblable était adressé. Ce sentiment est exprimé, non sans noblesse, dans l'appel adressé par le prince Alexandre de Serbie au Tsar Nicolas II. « *Les demandes contenues dans la Note austro-*

---

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 3.

hongroise sont inutilement humiliantes pour la Serbie et incompatibles avec sa dignité comme Etat indépendant (1) ».

De son côté, M. L. Patchou, ministre des Affaires Etrangères par intérim, déclare que les réclamations autrichiennes sont telles « qu'*aucun Gouvernement serbe ne pourrait les accepter en entier* (2) ».

M. Pachitch, un peu plus tard, dit que « le Gouvernement serbe demandera aux Etats amis de protéger l'indépendance de la Serbie. Au cas où la guerre serait inévitable, la Serbie la fera (3) ».

A la même date, et cet accord est remarquable, car il n'a pas reçu encore d'instructions, le ministre de Serbie à Vienne déclare à notre ambassadeur que « son Gouvernement se montrera très conciliant en ce qui concerne la punition des complices de l'attentat et les garanties à donner en vue de la suppression de la propagande anti-autrichienne, *mais qu'il ne saurait accepter un ordre du jour à l'armée dicté au roi, ni le licenciement d'officiers suspects à l'Autriche, ni l'intervention de fonctionnaires étrangers en Serbie* (4) ».

A Petersbourg, on a tout de suite le sentiment si net du danger que l'on bride la colère très légitime provoquée par un acte diplomatique qui, à n'en pas douter, vise à humi-

---

(1) *Livre Bleu serbe*, n° 37.

(2) *Livre Bleu serbe*, n° 33.

(3) *Livre Bleu serbe*, n° 34.

(4) Dépêche de M. Bienvenu-Martin à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 27.

lier la Russie autant que la Serbie. On se contente donc de publier un communiqué de quelques lignes : « Les derniers événements, et l'envoi par l'Autriche-Hongrie d'un ultimatum à la Serbie préoccupent le Gouvernement impérial au plus haut degré. *Le Gouvernement suit attentivement l'évolution du conflit serbo-autrichien, qui ne peut laisser la Russie indifférente* (1) ». On ne saurait être ni plus modéré, ni plus clair. Dès cette heure, le Ballplatz est averti, s'il ne le savait déjà, — mais nous verrons par les propres aveux du comte Berchtold, confirmés par ceux de M. de Bethmann-Hollweg, qu'à Vienne on ne se faisait à ce sujet aucune illusion, — dès cette heure, le Ballplatz est averti que l'intervention russe est dans le domaine des possibilités, des vraisemblances.

Au surplus, dans cette matinée du 24, le prince Koudachew, parlant en son nom personnel, déclare au baron Macchio que la Note est rédigée dans une forme qui rend « son acceptation impossible (2) ».

A Paris, sur les indications de M. Bienvenu-Martin, M. Berthelot signale à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie « l'impression d'inquiétude éveillée par les informations parues dans la matinée sur le contenu de la Note autrichienne et le sentiment pénible que ne manquerait pas d'éveiller, dans l'opinion française, le moment choisi pour une démarche si impérative et de si court délai ».

---

(1) *Livre Orange russe*, n° 10.

(2) Dépêche de Sir M. de Bunsen à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 7.

On sait, en effet, que le président de la république et le président du conseil sont en mer et, par suite, hors d'état d'exercer « l'action apaisante si désirable (1) ».

Le même jour, M. Bienvenu-Martin fait observer à M. de Schœn « qu'autant il paraîtrait légitime que l'on demandât la punition de tous les complices de l'attentat de Serajevo, autant, au contraire, il semblait difficile d'exiger des mesures inacceptables pour la dignité et la souveraineté de la Serbie. Le Gouvernement serbe, même s'il voulait s'y soumettre, risquerait d'être emporté par une révolution (2) ».

C'est aussi l'opinion du ministre de Belgique à Vienne. « Le roi Pierre et son Gouvernement, écrit-il, provoqueraient une révolution dans le pays s'ils montraient quelque velléité de faire de pareilles concessions (3). »

Le même jour encore, presque au même instant, notre

---

(1) Dépêche de M. Bienvenu-Martin à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 25.

Ce ne fut pas seulement dans l'opinion française que ce sentiment pénible se manifesta. « Le chargé d'affaires de Russie a remarqué avec amertume, écrit M. J. Cambon, le 24 juillet, que l'Autriche avait remis sa Note au moment même où le président de la république et le président du conseil avaient quitté Petersbourg ». *Livre Jaune*, n° 29.

Et il écrit le lendemain que le ministre de Belgique pense que le moment a été habilement choisi « pour surprendre la Triple Entente dans un moment de désorganisation ». *Livre Jaune*, n° 35.

(2) Dépêche de M. Bienvenu-Martin à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 18.

(3) Dépêche à M. Davignon. Second *Livre Gris belge*, n° 5.

ambassadeur à Berlin, à qui la Note n'avait pas été communiquée, mais qui en connaissait le sens par les informations de presse, écrit dans une première dépêche que la plupart des chargés d'affaires sont venus le voir dans la matinée et « manifestent peu d'espoir dans une issue pacifique (1) ». Dans une seconde dépêche il rapporte avoir dit à M. de Jagow : « Si Pierre Ier s'humilie, la Serbie sera probablement livrée à des troubles intérieurs, cela ouvrira la porte à de nouvelles éventualités, et savez-vous où vous serez conduits par Vienne (2) ? »

De Petersbourg, M. Paléologue écrit que la Note est « comminatoire », qu'elle apporte dans la situation « un élément nouveau et inquiétant (3) ».

De Londres, M. P. Cambon écrit que si la Note est telle que le *Times* la donne, « il semble impossible que le Gouvernement serbe puisse l'accepter (4) ».

A Berlin, le baron Beyens, ministre de Belgique se montre « très préoccupé (5) ».

---

(1) Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 29.

(2) Du même au même. *Livre Jaune*, n° 30.

Le comte Errembault de Dudzeele, ministre de Belgique à Vienne, estimait qu'« une soumission entière aurait probablement provoqué une révolution et mis la vie du souverain et de ses ministres en danger ». Second *Livre Gris belge*, n° 9.

(3) Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 31.

(4) Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 33.

(5) Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 35.

En Angleterre, dans une conversation dont l'accent pénétré lui fait le plus grand honneur, Sir Edward Grey déclare au comte Mensdorff que jamais auparavant « il n'avait vu un Etat adresser à un autre Etat indépendant un document d'un caractère aussi formidable », et ajoute qu'il a « de grandes appréhensions [1] ».

En Russie, l'opinion de M. Sazonof est que la démarche autrichienne veut dire clairement que la guerre est « imminente [2] ».

L'opinion de M. Bronewski, chargé d'affaires à Berlin, n'est pas différente ; et il incline à penser que l'Allemagne soutiendra l'Autriche dans une guerre où celle-ci se montrera sans doute « plus unie que par le passé [3] ».

Le 26 juillet, à Rome, le Secrétaire général du ministère des Affaires Etrangères déclare à notre ambassadeur que « le Gouvernement italien n'aurait vraisemblablement pas

---

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 5.

A la même date, un grand journal anglais apprécie la Note comme suit : « Les demandes adressées à la Serbie sont sans exemple ; elles comportent, sous peine d'invasion immédiate, l'abdication de sa souveraineté et de son indépendance. Le gouvernement austro-hongrois est allé plus loin qu'on ne pouvait se l'imaginer. De telles conditions n'ont jamais été imposées sous une telle forme, même à un Etat conquis ». *Morning Post* du 24 juillet.

(2) Dépêche de Sir G. Buchanan à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 6.

(3) Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 29.

approuvé la Note autrichienne [1]. Le lendemain, le marquis di San Giuliano se montre beaucoup plus affirmatif. « Je savais bien que cette Note devait avoir un caractère rigoureux et énergique, dit-il, mais je ne m'étais pas douté qu'elle pût prendre une telle forme. » Et il ajoute qu'il ne l'a approuvée « en aucune façon [2] ».

Cette opinion a une valeur toute particulière dans la bouche du ministre italien qui a renouvelé la Triple Alliance et reste fidèle à une politique qu'en son pays même beaucoup estiment périmée. Homme probe, il ne se refuse pas à l'évidence.

Le baron Beyens, qui représente la Belgique en Allemagne, écrit, le 24, que la publication de l'ultimatum a dépassé « ce que les prévisions avaient imaginé de plus pessimiste [3] ». Le 26, dans une lettre que, pour plus de sûreté, il envoie par courrier spécial, le distingué diplomate donne ces précisions : « Des conversations répétées que j'ai eues hier avec l'ambassadeur de France, les ministres des Pays-Bas et de Grèce, le chargé d'affaires d'Angleterre, résulte pour moi la présomption que *l'ultimatum à la Serbie est un coup préparé entre Vienne et Berlin*, ou plutôt imaginé ici et exécuté à Vienne. C'est ce qui en constitue le grand danger. La vengeance à tirer de l'assassinat de l'archiduc héritier et de la propagande panserbe ne servirait que de prétexte. *Le but poursuivi, outre l'anéantissement de la Serbie* et des aspirations yougo-slaves, *serait*

---

(1) *Livre Jaune*, n° 56

(2) *Livre Jaune*, n° 72

(3) Dépêche à M. Davignon. Second *Livre Gris belge*, n° 4.

de porter un coup mortel à la Russie et à la France, avec l'espoir que l'Angleterre resterait à l'écart de la lutte [1] ».

Il y a donc unanimité — exception faite, bien entendu, de l'Allemagne, — dans le sentiment que l'ultimatum austro-hongrois est inacceptable et que ses exigences mettent en péril l'Europe [2].

Au reste, mieux encore que ne le peuvent faire les Etats plus ou moins directement intéressés dans le conflit qui menace et les diplomates plus ou moins influencés par leurs sympathies, les inquiétudes que provoque la Note dans un pays neutre permettent de la juger.

Dès qu'elle lui est communiquée, la Belgique estime la

---

(1) Dépêche de M. Davignon. Second *Livre Gris Belge*, n° 8.

(2) Le mouvement de réprobation soulevé par les excès de la Note autrichienne fut si général que certains y trouvèrent une raison d'espérer. « Le sentiment public en Europe, écrit le baron Beyens, ne comprenait pas la nécessité de pareils moyens d'intimidation pour obtenir des satisfactions dont la discussion était incontestablement l'affaire de la diplomatie. Il semblait impossible que le comte Berchtold ne tînt pas compte du mouvement spontané de réprobation qui se manifestait contre son ultimatum partout ailleurs qu'à Berlin. Une demande modérée aurait paru juste ; l'étendue et la nature des sanctions exigées étaient jugées inacceptables et la forme d'une brutalité sans exemple. » *La Semaine-Tragique*. (*Revue des Deux-Mondes*. 1er juin 1915.)

On doit observer aussi que M. de Jagow a reconnu lui-même « qu'il y avait dans la Note autrichienne des choses que l'on ne pouvait guère s'attendre à voir la Serbie accepter ». *Correspondance britannique*, n° 46.

Voir Appendice, n° 1.

situation si dangereuse, la catastrophe si proche, que le ministre des Affaires Etrangères se demande si, « dans les circonstances actuelles », il n'y aurait pas lieu d'adresser aux Puissances qui ont garanti son indépendance et sa neutralité « une communication destinée à leur confirmer sa résolution de remplir les devoirs internationaux que lui imposent les traités, au cas où une guerre viendrait à éclater aux frontières de la Belgique ? »

A la vérité, le Gouvernement royal juge, après délibération, qu'il est encore un peu tôt pour une semblable démarche (1). D'autre part, les événements ne vont-ils pas se précipiter ? Dans le doute, on décide de munir tous les ministres d'une lettre non datée qu'ils devront remettre, si les circonstances l'exigent, aux pays où ils sont accrédités. Cette lettre commence par ces mots : « *La situation internationale est grave* (2) ».

S'il y eut des illusions, dans cette phase de la crise, ce ne fut ni à Bruxelles, ni à Belgrade. Les victimes sentaient venir leur destin.

En Autriche-Hongrie même, le parti socialiste élève une protestation indignée (3). Avec quelque docilité qu'il se soit rallié par la suite à la politique des Habsbourg, —

(1) Dépêche de M. Davignon. *Livre Gris belge*, n° 2.

(2) Annexe au n° 2. *Livre Gris belge*.

Un journaliste français écrivait, le 24, avec une perspicacité remarquable : « *Il ne paraît pas douteux que c'est la guerre que l'on désire à Vienne* ». *Journal des Débats* du 25 juillet. Article de M. Auguste Gauvain.

(3) En Allemagne aussi, le *Vorwaerts* donnait un grave avertisse-

comme le parti socialiste allemand s'est rallié dans sa majorité à la politique des Hohenzollern, — cette protestation vaut d'être retenue. « Le pas est fait, dit-il, et il n'est plus permis de s'illusionner sur les terribles conséquences qui en peuvent résulter. Samedi, à six heures, le Gouvernement serbe doit donner sa réponse, doit déclarer qu'il consent à tout ce qu'on exige de lui dans cette Note, dont on ne trouve aucun exemple dans l'histoire moderne. Et si la Serbie s'y refuse ? Et si elle répugne à prononcer et accomplir sa soumission ? Alors le destin suit son cours et le conflit sanglant commence ! *Le jour où l'Autriche a posé cet ultimatum sera un jour qui laissera un souvenir douloureux aux hommes des pays autrichiens.* De telles exigences n'ont encore jamais été formulées d'un Etat à un autre. Nous sommes convaincus qu'aucun habitant de cet empire n'eût été capable d'imaginer ce que le comte Berchtold trouve nécessaire et à propos d'imposer, dans cette Note, au pays *autonome* qu'est *encore* la Serbie. Et chacune de ces demandes est formulée avec une extrême dureté, est faite pour exciter au plus haut point l'amour-propre serbe ; *chacune de ces demandes est une négation de l'indépendance de la Serbie.* Le Gouvernement serbe doit faire samedi prochain une déclaration solennelle par laquelle il se juge lui-même, par laquelle, pour ainsi dire, il se suicide (1). »

---

ment. « De quelque côté que l'on considère la situation, une guerre européenne est à la porte. Et pourquoi ? Parce que le Gouvernement autrichien, le parti de la guerre autrichien veulent se donner de l'air par un coup de force ». *Vorwaerts*, 25 juillet.

(1) *Arbeiter Zeitung* du 24 juillet.

CHAPITRE XII

L'ATTITUDE DU BALLPLATZ

Le Ballplatz cependant affecte un calme extrême et applique tous ses efforts à d'adroites combinaisons diplomatiques, dont il attend merveille.

Le 23 juillet, avant que la Note ait été communiquée aux chancelleries, le comte Berchtold a donné mandat à son ambassadeur à Londres de justifier l'ultimatum le mieux possible. La brièveté du délai doit être attribuée à « une longue expérience des procédés dilatoires de la Serbie ». Quant aux autres exigences, elles n'ont « rien que de très naturel », et, dans tous les cas, s'empresse-t-on d'ajouter, ne peuvent devenir « matière à discussions et à compromis (1) ».

Le but de cette dépêche est manifeste. On veut tâter la Grande-Bretagne, en même temps que lui donner une marque de déférence. Si le *Foreign Office* admet le point de vue autrichien, — et peut-être l'admettra-t-il, car le ministère anglais est résolument pacifique, — on pourra

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 9

jouer franc jeu. Dans le cas contraire, on rusera pour écarter de soi la responsabilité de la guerre. A ce point de vue, la dépêche est adroite. Dans un acte de courtoisie, dont Londres seul est l'objet, elle glisse une menace qui fera réfléchir peut-être l'opinion britannique (1).

Cette précaution prise, le Ballplatz et ses représentants s'enferment dans un dédaigneux silence ou donnent, d'un ton léger, les explications les plus dérisoires.

Au prince Koudachew, le comte Berchtold déclare que l'Autriche-Hongrie se propose seulement « d'apporter de la clarté » dans les rapports austro-serbes (3). A M. Bienvenu-Martin, le comte Szécsen dit, avec une lourde ironie, que l'Autriche-Hongrie agit « dans l'intérêt général de l'Europe (3) ». A M. Sazonof, le comte Szapary affirme superbement : « Notre attitude pendant ces dernières années prouve amplement que nous ne cherchions pas de pré-

---

(1) Dès le lendemain, en effet, le comte Mensdorff, rapportant sa conversation avec Sir Edward Grey, écrivait : « Je lui répétai *catégoriquement* que, dans le cas présent, nous étions obligés de tenir ferme pour nous assurer des garanties... Je comprenais, lui ai-je dit, qu'il n'envisageât la question qu'au point de vue de sa répercussion sur la paix européenne, mais il devait, pour juger équitablement notre manière de voir, se mettre dans notre situation. » *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 10.

C'était dire que l'Autriche-Hongrie se refusait, elle, à envisager la question au point de vue de sa répercussion sur la paix européenne et qu'il ne lui importait pas qu'elle fût ou non compromise.

(2) Dépêche du comte Berchtold au comte Szapary. *Livre Rouge autro-hongrois*, n° 18.

(3) Dépêche au comte Berchtold. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 11.

textes contre la Serbie [1] », alors que l'on savait partout que le cabinet de Vienne avait non seulement cherché mais imaginé les prétextes et s'était préparé trois ou quatre fois pour une agression !

Ce n'est pas un des moindres sujets d'étonnement dans ces pourparlers que des diplomates aient osé tenir un tel langage et qu'il ait été toléré.

A vrai dire, on a l'impression que, dans sa conversation avec Sir Edward Grey, le comte Mensdorff alla trop loin que, suivant son propre mot, il fut trop *catégorique*. On tenait à ménager l'Angleterre. Au reçu de la dépêche de son ambassadeur, le comte Berchtold lui enjoignit d'apporter immédiatement au *Foreign Office* des propos conciliants, — du moins, en apparence, — de déclarer, « dans la plus stricte confidence », que la Note ne devait pas être considérée comme un véritable ultimatum », qu'il s'agissait simplement d'une démarche « avec limitation de temps ». Si satisfaction complète, car on ne transigeait pas sur ce point, n'était pas donnée avant le terme fixé par l'Autriche-Hongrie, on romprait les relations diplomatiques et il y aurait « commencement de préparatifs militaires [2] » ; mais enfin on ne passerait pas tout de suite à l'exécution.

C'était un grand point, en admettant que le comte Berchtold fut sincère. C'était même le point essentiel. La préoccupation de toutes les Puissances qui veulent sauver la paix est, en effet, à cette heure, de gagner du temps.

---

(1) Dépêche au comte Berchtold. *Livre Rouge austro-hongrois* n° 14.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 17.

CHAPITRE XIII

LA TRIPLE ENTENTE DEMANDE UNE PROLONGATION DU DÉLAI IMPARTI A LA SERBIE

La version de l'Autriche-Hongrie est qu'on l'a contrainte à la guerre. Elle l'a dit, l'a répété, le répète encore sans lassitude. Elle a été contrainte par la Serbie à la guerre avec la Serbie, par la Triple Entente à la guerre avec la Triple Entente.

Contre la Serbie, on a vu ses griefs. On a pu les juger. Mais, au point où nous en sommes, ne les discutons plus. Admettons qu'ils soient fondés.

Admettons que sa politique à l'égard du petit royaume voisin ait toujours été juste et bienveillante ; qu'elle n'ait jamais eu pour lui que des pensées amicales ; qu'elle ait constamment repoussé avec horreur toute idée d'entraver son développement économique et sa croissance ; qu'elle ait vu ses progrès et ses victoires d'un œil favorable ; qu'elle n'ait pas une minute accueilli la pensée de l'asservir ou de le dépouiller ; qu'elle ait de bonne foi estimé que

l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, puis son annexion étaient en réalité des marques d'attachement et de désintéressement ; qu'elle se soit enfin montrée dans l'histoire indulgente et douce comme une grande sœur ; et que, malgré tant de preuves d'affection pure, elle ait été rebutée de la plus grossière façon. Admettons même que l'acte d'accusation dressé contre le voisin si ingrat puisse être considéré comme établi ; que les crimes dont on donne la longue énumération soient démontrés. Admettons que des fonctionnaires, des officiers, des membres du Gouvernement, si l'on veut, aient eu une part de responsabilité, de complicité dans l'attentat de Serajevo. Admettons qu'il fût nécessaire à la grandeur, à la sécurité, à l'existence de l'Autriche-Hongrie que des mesures énergiques fussent prises pour mettre fin à l'agitation qui la menaçait, que des garanties fussent assurées. Admettons enfin que, dans son sens général, la Note était justifiée et qu'il y avait un intérêt de premier ordre à en maintenir les exigences.

Il n'en ressortira pas moins des faits, avec la clarté de l'évidence, que l'Autriche-Hongrie n'a été contrainte à la guerre ni avec la Serbie, ni avec la Triple Entente, qu'elle ment, qu'elle a fait la guerre parce qu'elle voulait la guerre ; il n'en ressortira pas moins des faits que la Triple Entente a multiplié les efforts pour sauver la paix et que la Serbie l'a aidée dans cette entreprise par des concessions infinies.

La première tentative de la Triple-Entente est peut-être la plus caractéristique, en ce sens que c'est celle qui permet le mieux d'apprécier de quel côté sont la bonne

volonté et la bonne foi. La liste est longue des propositions par lesquelles l'Angleterre, la Russie, la France ont essayé d'écarter de l'Europe l'immense catastrophe, dont les effets se développent encore aujourd'hui. Mais il n'y en a aucune, semble-t-il, qui mette dans un relief aussi accusé que la première le parti pris austro-hongrois de n'entendre à rien, de résoudre le conflit par les armes, quelles que fussent les conséqunces probables de cette politique agressive,

Cette proposition de la Triple Entente était cependant très modeste. Elle consistait à demander une prolongation du délai fixé dans l'ultimatum.

On se souvient que, dès le 23 juillet, — avant de connaître les formidables exigences autrichiennes, — Sir Edward Grey avait montré l'inutilité et le péril d'une limite de temps, que l'on serait toujours libre d'introduire plus tard, si la Serbie se dérobait [1].

Le 24 juillet, le ministre anglais insiste dans une conversation avec le comte Mensdorff. La limite de temps, et surtout « une limite si courte » était « très regrettable [2] ». Un peu plus tard dans l'après-midi, au cours d'un entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne, il émet le vœu que l'Autriche ne précipite pas son action militaire « et de gagner ainsi plus de temps [3] ».

---

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 3.

(2) Du même au même. *Correspondance britannique*, n° 5

(3) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir H. Rumbold. *Correspondance britannique*, n° 11.

Il est à noter que la réponse du prince Lichnowsky fut peu en-

Mais Sir Edward Grey ne se contentait pas de protester contre un procédé si discutable, il se préoccupait aussi de parer au danger. Tout de suite il lui parut que la seule chance d'exercer avec succès une influence modératrice était une intervention simultanée à Vienne et à Petersbourg des quatre grandes Puissances désintéressées : Allemagne, France, Italie, Angleterre [1]. Toutefois, il était trop certain, comme l'observait M. P. Cambon, que cette intervention ne pourrait se produire avant l'expiration du délai [2]. Les Cabinets ne parviendraient certainement pas à se mettre d'accord en quelques heures sur le fond et la forme. Il fallait trouver un moyen d'action plus rapide. Une démarche immédiate à Vienne répondait à cette nécessité. M.P. Cambon la proposa [3].

---

courageante. Il déclara tout de suite, en effet, « que l'on pouvait s'attendre à ce que l'Autriche se mît en marche une fois la limite de temps expirée, à moins que la Serbie ne pût donner une acceptation sans réserve, *in toto*, des demandes autrichiennes ».

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir F. Bertie. *Correspondance britannique*, n° 10. Et à Sir H. Rumbold, n° 11.

(2) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir F. Bertie. *Correspondance britannique*, n° 10.

Cette opinion de l'ambassadeur de France était, du reste, partagée par Sir Edward Grey. « Le danger immédiat, écrivait-il à Sir H. Rumbold, était qu'en quelques heures l'Autriche pouvait envahir la Serbie et l'opinion russo-slave pourrait demander que la Russie allât au secours de la Serbie. » *Correspondance britannique*, n° 11.

Ce danger ne fut évité que par la sagesse de l'opinion en Russie.

(3) « L'important était de gagner du temps par une médiation à

Malheureusement, on ne crut pas au *Foreign Office* que les intérêts anglais et surtout l'opinion publique anglaise permissent cette initiative du Royaume-Uni. On y restait attaché à l'idée étrange, et, dans tous les cas, invraisemblement optimiste, qu'il serait encore possible de localiser le conflit et que le dernier mot de la sagesse, pour la Grande-Bretagne, était de ne pas entrer, si peu que ce soit, dans une querelle balkanique (1).

Cet état d'esprit, d'une si remarquable outrance pacifique, est exprimé de la façon la plus nette dans une dépêche de Sir Edward Grey au chargé d'affaires de Grande-Bretagne à Belgrade. « Il est impossible de dire, écrit-il le 24 juillet, si, à l'expiration de la limite de temps, une action militaire de l'Autriche peut être écartée par autre chose que l'acceptation sans condition de ses demandes. Mais la seule chance paraît être d'éviter un refus absolu et de répondre favorablement à autant de demandes que le permet

---

Vienne. » Dépêche de Sir Edward Grey à Sir F. Bertie. *Correspondance britannique*, n° 10.

(1) « Les Anglais de 1914, écrit M. Auguste Gauvain, étaient presque unanimes à désirer le maintien de la paix ; la plupart ne se souciaient pas de la Serbie, beaucoup répugnaient à marcher avec la Russie, quelques-uns n'aimaient pas la France ; mais tous, sans exception, voulaient conserver à leur pays la maîtrise de la mer et empêcher l'établissement d'une hégémonie en Europe. Dans la crise qui s'ouvrait, ils se décideraient donc pour l'abstention ou l'action suivant que le « châtiment » de la Serbie resterait une opération locale ou qu'elle tendrait à renverser l'équilibre. Tout le reste ne comptait pas. » *Les origines de la Guerre européenne*, p. 143.

la limite de temps. Le ministre de Serbie ici a prié le Gouvernement de Sa Majesté d'exprimer ses vues ; mais je ne puis assurer la responsabilité de dire plus que je ne dis ci-dessus, et je n'aime même pas le dire sans connaître ce que disent à Belgrade les Gouvernements français et russe [1]. »

A Paris, on ne pensait pas très différemment. M. Berthelot, qui s'efforce à l'optimisme, émet l'opinion que le terme de quarante-huit heures constitue peut-être « plutôt une mise en demeure qu'un ultimatum proprement dit [2] ». M. Bienvenu-Martin, envisageant l'hypothèse où la Serbie donnerait dans sa réponse des preuves de bonne volonté, dit qu'on ne comprendrait pas que l'Autriche refusât de se prêter « à la conversation [3] ». Il est, d'ailleurs, tout prêt à accepter l'idée d'une médiation des Puissances, au cas où il y aurait « possibilité de conflit entre l'Autriche et la Russie [4] ».

---

[1] Dépêche à M. Crackhanthorpe. *Correspondance britannique*, n° 12.

Comme il est assez naturel, cette timidité du ministre gagna le chargé d'affaires. Dans sa réponse à Sir Edward Grey, il déclare que les ministres français et russes n'ayant pas encore reçu d'instructions, il s'est lui-même abstenu d'offrir des conseils au Gouvernement serbe. *Correspondance britannique*, n° 22.

Mais, en réalité, ce n'était pas à Belgrade qu'il était nécessaire d'agir. On y était tout porté à la conciliation.

[2] Dépêche de M. Bienvenu-Martin à M. Viviani, *Livre Jaune*, n° 28.

[3] Dépêche de M. Bienvenu-Martin à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 28.

[4] Du même au même. *Livre Jaune*, n° 34.

Donc, par le ministre français comme par le ministre anglais, les intérêts serbes, non sans regret, à coup sûr, sont à peu près écartés du débat. A Paris et à Londres on pense de même que si, vaille que vaille, le conflit soulevé par la Note peut être réglé entre l'Autriche et la Serbie, on devra s'en montrer fort heureux, quelle que soit la solution, et même si elle est injuste. La paix de l'Europe avant tout. A Paris comme à Londres on est fermement résolu à ne courir les dangers d'une intervention que si la paix de l'Europe se trouve menacée par une querelle austro-russe ; et, à Paris comme à Londres, on s'applique à croire que cette querelle n'est pas inévitable.

Naturellement, on n'avait pas tout à fait la même façon d'envisager les choses à Petersbourg ; et rien mieux que ce désaccord ne justifie la Triple Entente de l'accusation d'avoir sournoisement cherché la guerre.

Tandis que Sir Edward Grey et M. Bienvenu-Martin s'ingénient à découvrir de subtils moyens d'agir à Vienne, sans que leur action y soit cependant sentie, et d'exercer une pression si douce qu'elle puisse être niée, M. Sazonof adresse au Ballplatz, transmet à toutes les chancelleries, une note précise, modérée, plus modérée qu'on n'était en droit de l'espérer, mais enfin qui est une intervention.

Ce document est d'une telle importance qu'il importe de le citer en entier : « La communication du Gouvernement austro-hongrois aux Puissances, *le lendemain de la présentation de l'ultimatum à Belgrade* (1), ne laisse aux puis-

(1) Il n'était pas inutile de signaler ce manque de courtoisie

sances qu'un délai tout à fait insuffisant pour entreprendre quoi que ce soit d'utile pour l'aplanissement des complications surgies. Pour prévenir les conséquences incalculables et également néfastes pour toutes les Puissances qui peuvent suivre le mode d'action du Gouvernement austro-hongrois, il nous paraît indispensable qu'avant tout le délai donné à la Serbie pour répondre soit prolongé. L'Autriche-Hongrie se déclarant disposée à informer les puissances des données de l'enquête sur lesquelles le Gouvernement impérial et royal base ses accusations, devrait leur donner également le temps de s'en rendre compte. En ce cas, si les puissances se convainquaient du bien fondé de certaines des exigences autrichiennes, elles se trouveraient en mesure de faire parvenir au Gouvernement serbe des conseils en conséquence. Un refus de prolonger le terme de l'ultimatum priverait de toute portée la démarche du Gouvernement austro-hongrois et se trouverait en contradiction avec les bases mêmes des relations internationales [1]. »

---

qui avait pour résultat, et pour but, de restreindre encore le temps nécessaire à une intervention diplomatique.

[1] *Livre Orange russe*, n° 4.

L'idée première de cette Note semble avoir été suggérée à M. Sazonof par Sir G. Buchanan, au cours du mémorable entretien qu'il eut avec lui et avec M. Paléologue, le matin du 24 juillet. Sir G. Buchanan, rendant compte à Sir Edward Grey, écrit : « j'ai dit qu'il me paraissait que le point important était d'étendre la limite de temps, et que la première chose à faire était de faire peser sur l'Autriche une influence ayant ce but en vue ». *Correspondance britannique*, n° 6.

A cette note, Sir Edward Grey donne son approbation et télégraphie à l'ambassadeur anglais à Vienne qu'il peut l'appuyer « en termes généraux [1] ».

Dans l'esprit de l'ambassadeur, c'était évidemment l'influence allemande qui était visée. M. P. Cambon y avait déjà pensé aussi. (*Correspondance britannique*, n° 10.)

Dans tous les cas, de la suggestion de Sir G. Buchanan, M. Sazonof retint ce qui était tout de suite réalisable : d'où l'envoi de la Note. Mais peut être aurait-il pu justifier avec plus de force sa demande. Réclamer le dossier pour conseiller la Serbie était un peu timide et vain, puisque la prétention de l'Autriche était de régler seule le conflit. M. Sazonof avait le droit de réclamer le dossier : parce que l'Autriche le promettait, et surtout parce que les engagements pris par la Serbie en 1909, et que l'ultimatum lui reprochait de violer, avaient été pris non vis-à-vis de la seule Autriche, mais de toutes les grandes puissances.

Cette communication russe, si importante, ne figure pas au *Livre Jaune*. On en trouve seulement un bref résumé dans une dépêche de M. Bienvenu-Martin à M. Dumaine. *Livre Jaune*, n° 39.

[1] Si la Note ne figure pas au *Livre Jaune*, par contre elle figure deux fois dans la *Correspondance britannique*. La première fois (n° 13) sous la forme que l'on vient de voir, qui est aussi celle du *Livre Orange russe* (n° 4). La seconde fois, sous une forme différente et plus heureuse.

En voici le texte : « Le délai accordé à la Serbie pour répondre est si limité que les puissances ne peuvent prendre aucune mesure pour éviter les complications qui menacent de se produire. Le gouvernement russe espère avec confiance que le Gouvernement autrichien prolongera le délai, et comme le Gouvernement autrichien a déclaré être disposé à faire connaître aux Puissances les données sur lesquelles il a basé ses demandes à la Serbie, le Gouvernement russe espère que ces renseignements seront fournis de

A cette date, il a reçu la visite du comte Mensdorff, qui lui a déclaré, « dans la plus stricte confidence », que l'Autriche-Hongrie s'en tiendra tout d'abord à la rupture des relations diplomatiques et à des préparatifs, qu'elle ne commencera pas les opérations militaires, et il en a éprouvé un grand soulagement [1].

---

manière à permettre aux puissances d'examiner l'affaire. Si les Puissances trouvent que certaines des demandes de l'Autriche sont bien fondées, elles seraient en état de conseiller le Gouvernement serbe dans ce sens. Si le Gouvernement autrichien n'était pas disposé à prolonger le délai, non seulement il agirait à l'encontre des traditions de courtoisie internationale, mais encore il enlèverait tout sens pratique à sa communication aux Puissances ». N° 26. Il n'y a pas que des différences de mot ; et si l'on n'estime pas que, même sous cette forme, la Note russe soit parfaite, du moins doit-on reconnaître qu'elle atteste les dispositions les plus conciliantes. Mais il ne semble pas que ni l'un ni l'autre texte ait été communiqué au Ballplatz. Le comte Berchtold étant absent, le prince Koudachew exprima au baron Macchio le vœu que le délai imparti à la Serbie pût être prorogé. « Cette requête s'appuyait sur ce fait : Les Puissances avaient été surprises par notre démarche, et le Gouvernement russe considérait comme une preuve toute naturelle des égards dus par le Cabinet viennois aux autres chancelleries que ledit Cabinet fournisse à ces dernières l'occasion d'examiner les bases de notre communication aux Puissances et d'étudier le dossier que nous annonçons. » Dépêche du comte Berchtold au comte Szapary. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 21.

Le prince Koudachew adressa au comte Berchtold, à Lambach, une dépêche, mais non la Note.

(1) En fait, c'était la très modeste concession que, déjà, le 25 juillet, la Russie demandait. M. Broniewski faisait une démarche dans ce sens à Berlin. « Si le délai ne pouvait être prolongé, disait-

La demande de la Russie est si légitime, — il a lui-même pensé tout le premier à la faire et ne s'en est abstenu que pour des raisons de politique intérieure, — qu'il ne songe pas un instant à refuser de l'appuyer. Mais elle n'a plus, à ses yeux, la même importance ; car maintenant, il est presque rassuré sur les intentions du Ballplatz. « Si le Gouvernement austro-hongrois, écrit-il, estime qu'il est trop tard pour prolonger le délai, il donnera, du moins, du temps (¹). »

Que cet optimisme fût ou non justifié, la proposition russe avait donc l'approbation anglaise. Elle eut aussi tout de suite l'approbation française. « Je vous prie d'appuyer la démarche de votre collègue (²) », télégraphie M. Bienvenu-Martin à notre ambassadeur à Vienne. L'Italie elle-

---

il, les mesures d'exécution pouvaient au moins être retardées, de manière à permettre aux puissances de s'employer à éviter un conflit ». *Livre Jaune*, n° 52.

(¹) Dépêche à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 26.

Au sujet de cette démarche, M. de Fleuriau, chargé d'affaires de France à Londres, écrivait, peut être gagné à son tour par l'optimisme régnant au *Foreign Office*, que Sir Edward Grey concluait de la stricte confidence de l'ambassadeur austro-hongrois « que le temps serait laissé aux puissances pour intervenir et chercher les moyens de dénouer la crise ». Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 40.

Quelque défiance aurait pu être éveillée par la réflexion que si l'Autriche n'avait pas été absolument résolue à agir vite, à bousculer les événements, elle n'aurait pas fixé un délai de quarante-huit heures.

(²) *Livre Jaune*, n° 39.

même était favorable ([1]). Que ne devait-on pas attendre d'un pareil accord ?

Si l'Autriche-Hongrie avait cédé à un mouvement de colère irréfléchi en fixant un délai dérisoire, ou si elle avait inscrit cette mesure de rigueur en comptant sur l'indifférence de l'Europe pour la laisser passer, elle serait désabusée, elle prendrait conscience du péril et, soit qu'elle comprît la violente injustice de son procédé, soit qu'elle fît à la paix générale le sacrifice de son ressentiment, elle négocierait, accorderait la prolongation.Elle l'accorderait d'autant plus volontiers qu'en somme ce temps pourrait être fort utilement employé par elle à démontrer l'excellence de sa cause

Un grand espoir était donc permis, — tout au moins dans l'hypothèse généralement acceptée à cette époque, et qui garde encore aujourd'hui de nombreux partisans, que l'Autriche-Hongrie ne voulait pas réellement la guerre ([2]), et que tout ce qui, dans ses exagérations, n'était pas indignation sincère était bluff diplomatique.

Cet espoir dura peu. Rien, d'ailleurs, ne le justifiait, et l'on a peine à comprendre qu'il soit né, qu'il est abusé de nobles esprits.

([1]) L'ambassadeur d'Italie « n'a pas dissimulé le fait que l'Italie est extrêmement désireuse de voir éviter la guerre ». Dépêche de Sir Edward Grey à Sir R. Rodd. *Correspondance britannique*, n° 29

([2]) La persistance d'une erreur si manifeste doit être en grande partie attribuée à l'habile propagande des écrivains catholiques qui veulent, pour l'heure du règlement des comptes, alléger le plus possible la part de responsabilité de la catholique monarchie des Habsbourg. On ne voudrait pas qu'un empire très chrétien disparût de la carte de l'Europe ou même cessât d'y être puissant.

CHAPITRE XIV

LE REFUS DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Un premier avertissement vint de Berlin. M. de Jagow, à qui le chargé d'affaires russe demandait d'appuyer la prolongation de délai, objecta que « ces démarches étaient trop tardives [1] ».

Presque au même instant, le baron Macchio déclarait au prince Koudachew « qu'il pouvait prédire avec assu-

---

(1) Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 43.

Ces démarches étaient, en effet, d'autant plus tardives que M. de Jagow avait pris soin, malgré l'insistance de M. Bronewsky pour être reçu, de ne lui donner rendez-vous qu'à la fin de l'après-midi du 25 juillet, c'est-à-dire au moment où le délai expirait.(*Livre Jaune*, n° 42.)

Il est vrai que, déjà, avant le représentant de la Russie, l'ambassadeur anglais, attestant une fois de plus par cette démarche la volonté pacifique de son Gouvernement, avait prié le ministre allemand de « *conseiller* » à Vienne d'accorder une prolongation du délai fixé par la Note austro-hongroise. A la suite de quoi, d'après ses propres dires, le ministre s'était contenter de « *communiquer* »

rance un refus catégorique (¹) ». Le prince Koudachew insista néanmoins et télégraphia au comte Berchtold qui, pour avoir une facilité de plus de gêner les négociations et de perdre du temps, était à Ischl.

La réponse fut, en effet, catégorique. « *Nous ne pouvons pas accorder de prolongation de délai* (²). » La première tentative de conciliation de la Triple Entente venait d'échouer.

On a vu que l'Allemagne avait donné une explication : cette tentative était tardive. L'Autriche-Hongrie, la principale, la seule intéressée encore à cette heure, n'en donnait aucune. L'explication de la Wilhelmstrasse, il est vrai, était malaisée à soutenir. Les Puissances n'avaient eu connaissance de l'ultimatum que dans la matinée du 24 juillet Ce même jour, après des pourparlers et délibérations, d'ailleurs très rapides, la Russie avait envoyé sa demande de prolongation et l'avait communiquée aux divers Cabi-

---

cette demande au Ballplatz. (Dépêche de M. Bronewsky à M. Sazonof. *Livre Orange russe*, n° 14 et dépêche de Sir H. Rumbold à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 18.)

Il n'est pas douteux qu'il y eût entente sur ce point entre les cabinets de Vienne et de Berlin.

(¹) Dépêche du prince Koudachew à M. Sazonof. *Livre Orange russe*, n° 11.

« Donner à juger des griefs avec pièces justificatives, sans laisser le temps d'étudier le dossier, est contraire à le courtoisie internationale, » observa le prince. « Parfois l'intérêt dispense d'être courtois, » répliqua le baron Macchio. (Dépêche de M. Dumaine à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 45.)

(²) Dépêche du comte Berchtold au baron Macchio. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 20

nets. Les dépêches adressées aux ambassadeurs ne leur étaient donc parvenues que le 25. Comment leur aurait-il été possible d'agir plus tôt (1) ? Déjà se vérifiait, une première fois, le calcul du Ballplatz que les Puissances pacifiques, surprises par des mouvements brusques et dupées par des assurances contradictoires, arriveraient toujours trop tard, se verraient toujours placées en face de faits accomplis (2).

Toutefois, les précautions n'étaient pas si bien prises que des interventions ne se soient produites, sur lesquelles l'Autriche-Hongrie a éprouvé et éprouve encore le besoin de garder le silence. Si elle avoue la démarche russe c'est, en premier lieu, qu'elle ne peut guère songer à la cacher ; en second lieu, que, dans l'état de l'opinion, elle juge facile de rendre suspecte cette démarche. Restent les autres Puissances auxquelles s'était adressé M. Sazonof. Pourquoi ne

---

(1) Les instructions envoyées par M. Bienvenu-Martin à M. Dumaine lui parvinrent au moment même où le délai expirait. « Il n'est plus temps, » écrit notre ambassadeur. (Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 48.)

En effet, à cette heure, le baron Giesl quittait Belgrade. Le Gouvernement italien se trouva aussi dans l'impossibilité d'intervenir. » Dépêche de M. Barrère à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 44.

(2) Sir M. de Bunsen écrivait, le 1er septembre, à Sir Edward Grey : « Pendant les jours qui ont précédé l'explosion de la guerre européenne, les événements se sont succédé si rapidement qu'il m'a été fort difficile à l'instant même de faire davantage que d'indiquer leur marche par télégraphe. » *Correspondance britannique*. n° 161.

trouve-t-on au *Livre Rouge* aucune mention de leurs conseils ou avis ? Pourquoi n'y trouve-t-on même pas le texte de la « communication » faite par l'Allemagne du vœu de Sir Edward Grey que le délai soit prolongé ? Ces omissions ne sont-elles pas bien caractéristiques ?



CHAPITRE XV

LES RESPONSABILITÉS

Si l'on oppose à l'attitude autrichienne l'attitude serbe la responsabilité de la monarchie dualiste éclate avec plus de force encore.

Quelque opinion que l'on ait sur la valeur des griefs austro-hongrois et sur la nécessité d'imposer des conditions dures à la Serbie, il y a unanimité pour reconnaître que les conditions de l'ultimatum sont extrêmement dures. Les Puissances les plus résolument attachées à la paix, les plus soucieuses, par « égoïsme sacré », d'écarter toute difficulté, tout péril, les plus disposées à sanctionner un accommodement où le droit ferait à la force des sacrifices étendus, ces puissances elles-mêmes n'osent pas conseiller à Belgrade une acceptation totale (1). Offrez satisfaction

(1) On l'osa seulement en Allemagne. Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. Zimmermann, rapporte dans ces termes au baron Beyens une conversation qu'il avait eue, la veille, avec M. Boghiévitch, ancien chargé d'affaires de Serbie à Berlin, où il avait su se faire hautement apprécier pendant les guerres balkaniques. « — J'ai dit hier à M. Boghiévitch que le meilleur conseil

sur tous les points qui ne sont pas incompatibles avec la dignité et la souveraineté de la Serbie », dit M. Berthelot (1). C'est aussi le sens des recommandations de Sir Edward Grey. Sur la proposition de M. P. Cambon, il envoie même à Belgrade des indications précises sur les regrets à exprimer et les promesses à faire, en même temps qu'il demande à la France et à la Russie d'appuyer sa démarche (2).

Quelle va donc être l'attitude de la Serbie en présence d'exigences qui ressemblent si fort à une provocation ?

A Vienne, M. Jov. M. Jovanovitch déclare qu'à son avis, « s'il était possible d'engager une discussion », les choses pourraient encore s'arranger (3). A Belgrade, M. Pachitch

---

que je puisse donner à son pays était de n'opposer à l'Autriche qu'un simulacre de résistance et de conclure la paix au plus vite, en acceptant toutes les conditions du cabinet de Vienne. J'ai ajouté que si une guerre générale éclatait et qu'elle tournât à l'avantage de la Triplice, la Serbie cesserait vraisemblablement d'exister comme nation ; elle serait rayée de la carte de l'Europe. » *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1915, p. 492.

Cette conversation avait lieu le 26 juillet. Tel était le langage qu'à la Wilhelmstrasse on tenait à un diplomate serbe pour lequel on avait une considération particulière !

(1) *Livre Jaune*, n° 26.

(2) *Correspondance britannique*, n° 12.

Mais elles n'en eurent pas le loisir. Il était trop tard. La limite de temps allait expirer. (Dépêche de Sir G. Buchanan *Correspondance britannique*, n° 17.)

La précaution prise par le Ballplatz ne permettait à aucune tentative d'aboutir.

(3) *Livre Jaune*, n° 27.

s'adresse au Gouvernement anglais pour le prier d'obtenir que l'Autriche « atténue ses réclamations [1] ». A Petersbourg, M. Spalaïkovitch déclare. « Si les Autrichiens communiquent à la Serbie les renseignements dont ils disposent, *la Serbie ne manquera pas de prendre des mesures à l'égard des complices de l'attentat.* Quant à l'autre partie de l'ultimatum, la partie politique, elle est tendancieuse. L'Autriche ne peut être juge et partie. La Serbie a pris des engagements devant l'Europe, la question doit donc être soumise à un examen international. La forme de l'ultimatum indique que le Gouvernement autrichien veut à tout pris provoquer des complications avec la Serbie. Dans cette affaire qui touche aux sentiments nationaux, le souverain et la nation serbes ne peuvent s'arrêter à mi-chemin. Ils adopteront la décision qui leur sera dictée par leur conscience et leur devoir [2] .» C'est là, certes, un beau langage ; mais c'est un langage modeste et conciliant.

Les hommes d'Etat qui, dans un pareil moment, loin de s'abandonner à des manifestations violentes, cherchent dans la Note autrichienne tout ce qu'ils en peuvent accepter sans y perdre l'honneur, ne sauraient être considérés comme des boute-feu contre lesquels l'Europe doit se mettre en garde, moins encore comme des criminels dont il faut approuver le châtiment impitoyable.

Enfin, le prince Alexandre, dans son appel au tsar

---

(1) *Livre Bleu serbe*, n° 35.

(2) *Novoié Vrémia* 25 juillet 1914.

Voir appendice n° 2.

Nicolas II, écrit très humblement : « Nous sommes prêts à accepter les conditions austro-hongroises qui sont compatibles avec la situation d'un Etat indépendant, *ainsi que celles dont l'acceptation nous sera conseillée par Votre Majesté* ». Puis, observant avec raison que certaines demandes autrichiennes ne peuvent être immédiatement exécutées parce qu'elles nécessitent une modification de la législation, il se résume dans ce cri : « On nous a donné un délai trop court [1] ». Ne voilà-t-il pas des propos et des gestes de prince bien insolents et qui exigent un redoublement de rigueur ?

Quoi qu'il soit advenu par la suite, si grands et tragiques que soient les événements qui s'accomplissent, on n'a pas le droit de négliger les responsabilités dans la période où ils se préparaient, et ces responsabilités sont écrasantes pour l'Autriche-Hongrie. **C'est elle qui a causé la guerre.**

Elle ne l'a pas causée, répétons-le, en présentant des demandes excessives, — quelque jugement que l'on porte sur la légitimité de ses demandes et la moralité de son procédé. Elle l'a causée en refusant la prolongation de délai que sollicitait la Triple Entente. Quelques jours auraient suffi, ainsi que la suite le montrera, pour que disparussent les rares restrictions qui se trouvent dans la réponse serbe ; quelques jours auraient suffi pour que son ultimatum, interprêté par elle-même dans ses parties obscures, reçût satisfaction entière. Mais, ce résultat, loin de le désirer, elle le craignait. C'est l'explication profonde de toute sa conduite.

---

(1) *Livre Bleu serbe*, n° 37.

CHAPITRE XVI

L'AUTRICHE DÉMASQUE SES PROJETS CONTRE LA RUSSIE

J'AI fait observer déjà que la demande M. de Sazonof n'était pas motivée aussi heureusement et aussi fortement qu'on aurait pu le souhaiter. Quel que soit le texte que l'on adopte, le ministre russe s'appuie sur une promesse de l'Autriche-Hongrie qu'il semble considérer comme libre et gracieuse. « L'Autriche-Hongrie se déclarant disposée à informer les Puissances des données de l'enquête (1) », écrit-il. C'était faire au Ballplatz la part trop belle et lui permettre d'esquiver le vrai débat. La Russie était en situation d'invoquer non une complaisance mais un droit. Les engagements de la Serbie résultaient d'un acte international. C'était un acte international qui devait se prononcer sur leur violation.

L'avantage eût été double. A Vienne, on se serait trouvé

(1) *Correspondance britannique*, n° 13. La variante du n° 26 est, sur ce point tout à fait insignifiante.

dans l'obligation de se découvrir tout de suite ; à Londres, où l'on a le respect des traités, on n'aurait pu refuser à M. Sazonof de le soutenir avec force. En outre, le comte Berchtold perdait ainsi la possibilité d'ergoter sur l'examen du dossier. Dans le désir de ne pas prononcer une parole suspectible d'aggraver la situation, on posait la question de biais, ce qui avait pour résultat de fournir un prétexte à la mauvaise foi de l'adversaire.

Au cours des pourparlers diplomatiques, la préoccupation de la Triple Entente de maintenir la paix lui a inspiré plus d'une maladresse, plus d'une faute. Mais, des fautes de cette nature, on peut tout à la fois les regretter et cependant éprouver un certain orgueil qu'elles aient été commises.

Dans une première dépêche, ainsi qu'on l'a vu, le comte Berchtold refusa tout délai, sans explications. Dans une seconde dépêche adressée à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Petersbourg, il condescendit à motiver son refus. « Notre Note adressée aux Puissances, dit-il, ne s'était nullement proposé le but d'inviter celles-ci à faire connaître leur opinion sur la question ; elle n'avait, *au contraire*, que le caractère d'une information qui, selon nous, était un devoir de courtoisie internationale (1) .»

Cette explication soulevait deux objections. La première était tirée du commentaire de la Note. Lorsque, en effet, le comte Berchtold se dit assuré d'être « en plein accord avec les sentiments de toutes les nations civilisées », il

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 21.

suppose que les nations civilisées, connaissent le procès puisqu'elles portent un jugement ([1]). Si elles ne le connaissent pas, de quel front approuveraient-elles la sanction ? La nécessité qu'elles soient en état de se prononcer est si évidente que, spontanément, il déclare tenir « à leur disposition un dossier élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin ([2]) ». Il le tient à leur disposition, mais il ne leur communique pas encore ([3]). Elles sont donc fondées à le réclamer ; et il est manifeste qu'elles ne pourront ni être « en plein accord » avec l'Autriche-Hongrie, ni même le

---

([1]) Lorsque, le 24 juillet, le comte Szapary donna lecture de ce passage de la Note à M. Sazonof, ce dernier ne manqua pas de protester. « Il émit l'opinion que c'était là une erreur », dit le comte Szapary (*Livre Rouge austro-hongrois*, n° 14).

En communiquant la Note à M. Bienvenu-Martin, le comte Szécsen lui avait de même déclaré que « tous les amis de la paix et de l'ordre », au nombre desquels on voulait bien compter la France « en toute première ligne, » devaient conseiller à la Serbie une entière soumission (*Livre Rouge austro-hongrois*, n° 11).

([2]) *Livre Jaune*, n° 24.

([3]) Le Mémoire, où l'Autriche répète son réquisitoire et donne ses preuves, devait accompagner la Note. Mais il ne l'a suivie que de fort loin. Il a été remis seulement le 27 juillet à M. Bienvenu-Martin. (*Livre Jaune*, n° 75.) C'est-à-dire la veille de la déclaration de la guerre à la Serbie. Et c'est plus tard encore, le 29 juillet, que l'Ambassadeur autrichien à Londres a fait savoir à Sir Edward Grey qu'il « se proposait » de lui remettre un long mémoire exposant la conduite de la Serbie et expliquant « combien l'action autrichienne était nécessaire. » *Correspondance britannique*, n° 91.

laisser dire en toute sûreté de conscience avant d'avoir reçu ce dossier et de l'avoir étudié. Cela est si vrai que, trois jours avant l'envoi de la Note, Sir Edward Grey disait déjà à l'ambassadeur d'Allemagne que, sans doute, le Gouvernement autrichien ne ferait rien avant d'avoir révélé et « justifié » sa plainte [1]. Encore, à cette date, ne savait-il pas que la Note émettait la prétention de solidariser avec l'Autriche-Hongrie toutes les nations civilisées, parmi lesquelles l'Angleterre se compte assurément.

Par là, la Monarchie dualiste prêtait le flanc, si l'on voulait, si l'on osait profiter de son offre imprudente, et, allant aux conclusions logiques, si on la mettait en demeure de prouver ses accusations, sous peine de voir se dresser contre elle tous les pays dont elle réclamait l'approbation [2].

La seconde objection se résumait, ainsi que je l'ai in-

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 1.

Dans une dépêche du 22 juillet, M. P. Cambon précise que Sir Edward Grey dit au prince Litchnowsky que « s'il ne pouvait pas être prouvé que la responsabilité serbe fût impliquée dans une certaine mesure, l'intervention du Gouvernement austro-hongrois ne se justifierait pas et soulèverait contre lui l'opinion européenne ». Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 13.

Sir Edward Grey est beaucoup moins catégorique dans sa dépêche à Sir H. Rumbold.

(2) « Le fait que le ministre autrichien a cru devoir envoyer aux grandes Puissances un memorandum explicatif implique pour ces grandes Puissances, dans l'espèce pour celles de la Triple Entente, le droit de répondre, c'est-à-dire de discuter, d'intervenir en faveur de la Serbie et d'engager des négociations avec le cabinet de Vienne .» Dépêche du baron Beyens à M. Davignon. Second *Livre Gris belge*, n° 6.

diqué, à rappeler l'acte du 31 mars 1909 où la Serbie, reconnaissant le fait accompli en Bosnie-Herzégovine déclare qu'elle se conformera « à telle décision que les Puissances prendront », et qu'elle se rend « aux conseils des grandes Puissances » pour tout ce qui concerne l'attitude qu'elle doit avoir à l'égard de la monarchie voisine. De ce document, si récent et si formel, et que précisément l'Autriche-Hongrie invoquait d'une façon expresse, il ressortait avec l'éclat de l'évidence qu'elle n'avait aucun droit particulier à intervenir si les grandes Puissances ne lui en donnaient pas le mandat, tout au moins tacitement, en se désintéressant du conflit.

A coup sûr, on ne manqua point de faire ces réflexions à Petersbourg, Paris et Londres. Mais il parut dangereux de s'engager dans cette voie dès l'ouverture de la crise, — car on admet généralement que la crise avait commencé le

---

Cela semble bien avoir été également la pensée de M. Paléologue quand il écrivait : « Le Gouvernement russe va s'efforcer d'obtenir du Gouvernement austro-hongrois une prolongation du délai assigné par l'ultimatum, afin que les puissances puissent se former une opinion sur le dossier judiciaire dont la communication leur est offerte ». *Livre Jaune*, n° 38.

(On doit remarquer au sujet de cette dépêche, datée du 25 juillet, que notre ambassadeur annonce que M. Sazonof *va* faire une démarche qui est, en réalité, déjà faite depuis la veille).

Enfin, le matin du 24 juillet, avant que le mot d'ordre ait été donné à la presse allemande, la *Vossiche Zeitung* elle-même écrivait : « L'Autriche aura à justifier les graves accusations qu'elle formule contre la Serbie et son Gouvernement, en publiant les résultats de l'instruction judiciaire de Serajevo ».

23 juillet bien qu'en réalité la menace datât du 28 juin ; — on aima mieux louvoyer ; on s'appliqua à laisser à la diplomatie autrichienne des retraites honorables ; on lui en ménagea même. Bref, on lui fit confiance. Et elle poursuivit résolument sa route.

Aussi bien, pendant ces journées du 24 et du 25 juillet, où la Russie, l'Angleterre, la France cherchent avec tant d'ardeur quelque moyen de maintenir la paix, quelle est donc la préoccupation dominante en Autriche-Hongrie ? *Elle craint que l'on évite la guerre.*

Les témoignages, sur ce point abondent dans les livres diplomatiques. De Vienne, M. Dumaine télégraphie, le 24 juillet, que « *le parti militaire paraît craindre surtout que la Serbie ne cède* (1) » ; et, le lendemain, que le Gouvernement autrichien est résolu à infliger à la Serbie une « humiliation », qu'il ne se tiendra pas pour satisfait « jusqu'à ce que le coup ait été porté et reçu en pleine face par la Serbie (2) ».

De Vienne également M. Errembault de Dudzeele télégraphie, le 25 juillet : « Il semble bien qu'on n'a posé des conditions aussi dures que parce qu'ainsi on espérait qu'elles seraient refusées, parce qu'on voulait « *en finir une bonne fois avec la Serbie* (3) ».

Dans une autre dépêche du même jour, le ministre de Belgique écrit : « L'opinion se répand de plus en plus parmi

(1) Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 27.

(2) Au même. *Livre Jaune*, n° 45.

(3) Dépêche à M. Davignon. Second *Livre Gris belge*, n° 5.

mes collègues, — et je la crois fondée, — que c'est moins le désir de venger la mort de l'archiduc héritier et de mettre un terme à la propagande panserbe que le souci de sa réhabilitation personnelle comme homme d'état qui a poussé le comte Berchtold à envoyer à Belgrade cette Note incroyable et sans précédent diplomatique. Du moment que son amour-propre et sa réputation sont en jeu, il lui sera bien difficile de reculer, de temporiser et de ne pas mettre ses menaces à exécution (1). »

De Vienne encore, — et c'est bien la capitale où l'on doit le mieux saisir le véritable aspect des choses, — Sir M. de Bunsen télégraphie, le 24, que, de l'avis du comte Berchtold, « la démarche faite avait causé une grande satisfaction dans tout le pays (2) ». Le 25, il envoie ce renseignement, qui en dit long : « Le ton de la presse laisse l'impression que la *soumission de la Serbie n'est ni attendue, ni vraiment désirée* (3) ».

(1) Dépêche à M. Davignon. Second *Livre Gris belge*, n° 6.

Pour accréditée que soit cette opinion, elle comporte de grandes réserves. Le comte Berchtold n'était en situation de provoquer la guerre que s'il avait l'appui de la Cour, et la Cour n'était en situation de la provoquer que si elle était assurée du concours allemand.

(2) Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 7. L'excitation autrichienne est, d'ailleurs, attestée par cette déclaration compromettante de l'ambassadeur d'Allemagne à Londres que « le Gouvernement allemand s'employait à retenir et à modérer le Gouvernement de Vienne ». Dépêche de M. P. Cambon. *Livre Jaune*, n° 19. La question est de savoir si, en effet, on le retenait et le modérait.

(3) Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 20.

Deux jours plus tard, revenant sur cette question, il écrit : « j'ai eu des entretiens avec tous mes collègues représentant les grandes Puissances. L'impression qui m'en est restée à l'esprit est que *la Note austro-hongroise a été rédigée de manière à rendre la guerre inévitable, que le Gouvernement austro-hongrois est absolument résolu à faire la guerre à la Serbie*, qu'il estime qu'il y va de sa situation de grande Puissance, et que, jusqu'à ce qu'un châtiment ait été infligé à la Serbie, il est improbable qu'il prête l'oreille à des propositions de médiation. *Ici, le pays est fou de joie à la perspective d'une guerre contre la Serbie*, et si cette guerre était ajournée ou empêchée, la déconvenue serait sans doute grande [1]. »

Dans sa revue au jour le jour des événements de l'année écoulée, le *Budapesti Hirlap* du 23 juillet 1915 écrit : « Dans la soirée du 23 juillet fut connue la teneur de la Note à la Serbie. Nous avons, depuis cette date, vécu à Budapest beaucoup de belles soirées, mais *pas une ne fut aussi belle, aussi enthousiaste que celle-là*. Les gens, en pesant les termes de ladite Note, ne craignaient pas que la Serbie la rejetât, *mais au contraire qu'elle l'acceptât*. Ce qu'on appréhendait, ce n'était pas la guerre, *c'est qu'elle n'eût pas lieu*. On sentait dans l'atmosphère, dans les regards et dans les mouvements que nous n'étions pas disposés à accepter une solution pacifique, des explications, des promesses. Nous n'en voulions plus ».

(1) Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 41.

A l'appui de cette opinion, ces quelques lignes de M. Take. Jonesco : « C'est le comte Tisza qui rédigea l'ultimatum, avec le comte Forgach, de fâcheuse mémoire depuis le faux Friedjung, et M. Tchirsky, ambassadeur d'Allemagne. A dessein, on le fit tel qu'il ne pût pas être accepté. Et lorsque la nouvelle — fausse,

Enfin, le 1er septembre, dans un exposé que la rapidité des événements ne lui a pas permis de faire plus tôt, il écrit que l'on ne s'attendait pas à ce que la Serbie acceptât la Note tout entière. « *Ce n'était pas ce qu'on désirait* ». On éprouva même, le 25 juillet, à Vienne, « un vif sentiment de chagrin » lorsque le bruit courut que la Serbie s'était résignée à une soumission sans réserves. Aussi, à la nouvelle parvenue un peu plus tard, que le baron de Giesl avait quitté Belgrade, la capitale autrichienne « *se livra à une extase de joie*. Des foules énormes allaient dans la rue jusqu'à une heure avancée, en chantant des chansons patriotiques ». Fait remarquable : « Les manifestations étaient tout à fait régulières ».

L'ambassadeur anglais ajoute que « le pays croyait certainement n'avoir devant lui que le choix ou de dompter la Serbie ou d'être mutilé par elle (1) ».

De Berlin, M. J. Cambon télégraphie, le 24, que l'ambassadeur d'Autriche déclare que son Gouvernement « ne saurait rien retrancher de ses exigences (2) ».

De Rome, Sir R. Rodd télégraphie, le 25, que, « d'après une information digne de confiance, l'Autriche a l'intention de saisir le chemin de fer de Salonique (3) ».

---

d'ailleurs — vint à Vienne qu'il avait été accepté, il y eut dans la bande un moment de profonde dépression. Le coup ratait ». M. TAKE JONESCO, *Les Origines de la guerre*, p. 29.

(1) *Correspondance britannique*, n° 161.

(2) *Livre Jaune*, n° 27.

(3) Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 19

L'attitude du Gouvernement italien dans cette phase de la crise et les explications très nettes qu'il en donne ne sont pas moins caractéristiques. En effet, le 25 juillet, en pré-

---

Cette information de l'ambassadeur d'Angleterre en Italie est un peu plus tard confirmée par l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople. « Les projets autrichiens, écrit ce dernier, pourraient aller beaucoup plus loin que le sandjak et une occupation punitive du territoire serbe. Cette conclusion m'est suggérée par une remarque qu'a laissé tomber l'ambassadeur d'Autriche, qui parlait de la déplorable situation économique de Salonique sous l'administration grecque, et du concours sur lequel l'armée autrichienne pouvait compter de la population musulmane mécontente du régime serbe ». Dépêche de M. Beaumont à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 82.

On doit rapprocher de ces informations si concordantes les propos suivants que rapporte M. Gabriel Hanotaux : En 1911, un Européen, voyageant en Bosnie et Herzégovine, eut, à Serajevo, avec un personnage administratif austro-hongrois l'entretien suivant : « On n'a pas compris en Europe pourquoi le baron d'Ærenthal a renoncé au district de Novi-Bazar. Est-ce que l'Autriche-Hongrie s'est désintéressée pour toujours de ses vues sur Salonique ? — Nullement, répondit le personnage austro-hongrois. — Mais alors pourquoi ces déclarations politiques ? — Le chemin qui passe par le district est le plus mauvais de tous ; nous en prendrons un autre. — Mais lequel ? — Il passe par Belgrade et à travers la Serbie. — Cela veut dire qu'il passe à travers une grande guerre ? — C'est entendu. Cette guerre, il nous la faut. » *Histoire Illustrée de la guerre de 1914*, t. II, p. 65.

Sur les ambitions de l'Autriche relatives à Salonique, citons encore ce témoignage très formel de M. H. Wickham Steed : « J'ai passé à Constantinople les mois d'août et de septembre 1913. Là, j'acquis la conviction qu'une nouvelle guerre, qui ne serait probla-

sence de M. Salandra, le marquis di San Giuliano convoque l'ambassadeur d'Allemagne à Rome et lui déclare que « *l'Autriche*, étant donné la manière dont été rédigée la Note et les demandes faites, — lesquelles cependant sont peu efficaces contre le danger panserbe et sont profondément offensantes pour la Serbie et, indirectement, pour la Russie, — *a clairement démontré qu'elle veut provoquer la guerre* (1).

Cette accusation si grave est aussi portée, disons-le, par le parti socialiste autrichien. « Nous voudrions, lit-on dans la *Gazette des Travailleurs*, demander au comte Berchtold et à tous les hommes responsables de cette Note si, vraiment, ils croient que la Serbie puisse faire droit à ces demandes? Car, s'ils ne le croient pas, ils n'ont pas formulé ces demandes pour que la Serbie les accepte, mais les ont faites

---

blement pas limitée aux petits Etats, n'était qu'une question de quelques mois. Les jeunes Turcs, et surtout l'élément israëlite qui dirigeait la politique du comité Union et Progrès, s'étaient mis d'accord avec l'Autriche, et secrètement travaillaient déjà avec elle en Albanie et dans toute la péninsule. L'objet de ces intrigues était toujours le même : l'écrasement de la Serbie, *la marche des Autrichiens sur Salonique*, et l'établissement de la domination austro-germano-ottomane depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique ». *Revue de Paris*, 1er juin 1915, p. 455.

(1) Le 25 juillet, Sir H. Rumbold télégraphiait que M. de Jagow « a reconnu carrément que le Gouvernement austro hongrois voulait donner une leçon aux Serbes et qu'il avait l'intention de prendre des mesures militaires. Il a reconnu également que le Gouvernement serbe ne pouvait avaler certaines demandes de l'Autriche-Hongrie. » *Correspondance britannique*, n° 18.

telles, les ont rédigées avec cette dureté sans exemple, *pour que la Serbie ne les accepte pas* (1). A chaque paragraphe de cette Note de Berchtold, on croit apercevoir du sang, — du sang qui sera versé pour une affaire à laquelle tout permettait de prévoir une solution sûre et honorable, et pacifique Il ne sera facile à personne de justifier cette démarche. Ses auteurs ne pourront pas se soustraire à leur responsabilité (2). »

Si l'on estime que l'autorité des livres diplomatiques anglais et français est insuffisante, insuffisante aussi l'autorité des socialistes autrichiens et allemands, le *Livre Rouge*, qui ne saurait, lui, être récusé, démontrera d'un seul coup l'état d'esprit régnant à Vienne.

A la date du 24 juillet, on y lit cette dépêche, tranchante comme un coup d'épée, adressée de Paris par le comte Szécsen au comte Berchtold : « Conformément à ses instructions, le baron de Schœn déclarera aujourd'hui à Paris que notre controverse avec la Serbie est, de l'avis du cabinet de Berlin, une affaire ne concernant que l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Prenant cette déclaration pour point de départ, il insinuera que, *dans le cas où des tierces Puissances s'im-*

(1) Le *Vorwaerts*, au même moment, exprimait la même opinion. « Ils veulent la guerre, les gens sans conscience qui ont influence et qui font pencher la balance à la Hofburg de Vienne. Ils veulent la guerre, — c'était depuis des semaines le cri de la presse excitatrice noire jaune. *Ils veulent la guerre*, — *l'ultimatum autrichien le montre clairement* au monde entier. » *Vorwaerts* du 25 juillet.

(2) *Die Arbeiter Zeitung*, 24 juillet.

misceraient dans l'affaire, l'Allemagne, fidèle aux obligations de l'alliance, *se trouverait à nos côtés* [1] ».

Ici, une fois de plus, éclate le double jeu austro-hongrois. Dans le moment même où il s'applique à rassurer l'Angleterre sur les conséquences de l'ultimatum, à la convaincre de sa volonté pacifique, de son esprit de conciliation même, puisqu'on lui promet de ne pas agir tout de suite après la rupture des rapports diplomatiques, on se concerte avec l'Allemagne pour qu'elle fasse à Paris une démarche menaçante !

Ainsi, au moment où la France multiplie les conseils de modération à la Serbie, les conseils de sagesse et, disons le mot, de résignation, presque d'abdication ; où tout ce que M. Berthelot lui suggère est de réclamer les preuves « pour pouvoir les vérifier rapidement [2] » ; où M. P. Cambon et le comte Benckendorff se demandent anxieusement à Londres « quelle intervention pourrait arrêter le conflit », et où notre ambassadeur propose, avec une saisissante bonne foi « l'intervention officieuse du Gouverne-

---

[1] *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 12.

On sait que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris a nié le caractère menaçant de cette démarche. La dépêche du comte Szécsen le convainc de mensonge. Il est vraisemblable que c'est pour glisser plus facilement *l'insinuation* dans ses commentaires que M. de Schœn a lu la Note à M. Bienvenu-Martin, tandis qu'elle a été remise écrite à Sir Edward Grey. Si l'on voulait effrayer la France, on tenait beaucoup, au contraire, à rassurer l'Angleterre.

[2] *Livre Jaune*, n° 26.

ment allemand [1] » ; au moment où M. Bienvenu-Martin prodigue à M. Vesnitch « les conseils de prudence [2] », et exprime l'espoir que la réponse du Cabinet de Belgrade sera « suffisamment favorable pour empêcher les mesures extrêmes que pourrait prendre le Gouvernement autrichien [3] » ; au moment où il fait ressortir « *avec insistance* la sympathie de la France pour l'Autriche-Hongrie et les bonnes relations entre les deux pays [4] » ; où les Cabinets de Petersbourg, de Londres et de Paris pressent Belgrade d'accorder « les plus larges satisfactions [5] » ; au moment où M. Sazonof admet que les Serbes attaqués abandonnent leur capitale, se retirent à l'intérieur et fassent appel aux Puissances, sans que la Russie intervienne, bien plus, en prenant l'engagement de « se tenir à l'écart » après cet appel, et de « laisser la question entre les mains de l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie [6] » ; au moment enfin où la Serbie, objurguée, sollicitée, pressée de toutes parts, cède sur tous les points, sauf deux, au sujet desquels, d'ailleurs, elle demande modestement des explications, et s'en remet, si l'Autriche-Hongrie ne se déclare pas encore satisfaite, à la décision du Tribunal de La Haye ou à celle des Grandes Puissances qui ont pris part à l'éla-

---

(1) *Livre Jaune*, n° 33.
(2) *Livre Jaune*, n° 34.
(3) *Correspondance britannique*, n° 16.
(4) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 11.
(5) *Livre Jaune*, n° 36.
(6) *Correspondance britannique*, n° 17.

boration de l'acte du 31 mars 1909 [1] » ; l'Autriche-Hongrie, qui est déjà résolue à repousser la demande d'un délai, n'a qu'une appréhension : c'est que la Serbie, par une acceptation totale, éloigne d'elle momentanément le danger de la guerre, et toute l'action diplomatique du Ballplatz consiste à faire adresser par l'Allemagne une menace à la France [2] !

Mais cette menace, il faut y prendre garde, n'était pas seulement un mauvais procédé, un scandaleux moyen de pression dans une affaire où l'on n'avait pas le droit avec soi ; elle n'était pas seulement l'irréfutable preuve que l'Autriche-Hongrie voulait à tout prix régler par les armes son différend avec la Serbie et n'accordait aucune valeur réelle aux négociations diplomatiques. Cette démarche démontre aussi que l'Autriche-Hongrie était déterminée à la guerre avec la Russie, qu'elle y était déjà déterminée avant d'envoyer son ultimatum à Belgrade.

---

(1) *Livre Jaune*, n° 46.

(2) Et l'Allemagne s'y prête d'autant plus volontiers qu'elle n'était pas moins que l'Autriche résolue à la guerre et que Wilhelmstrasse et Ballptatz agissaient de concert pour la rendre inévitable. « Une personnalité allemande, écrivait M. J. Cambon, le 25 juillet, que j'ai vue ce soir, m'a avoué qu'on avait craint ici que la Serbie n'acceptât en bloc la Note autrichienne, en se réservant d'en discuter l'application, pour gagner du temps et permettre aux efforts des Puissances de se produire utilement avant la rupture ». *Livre Jaune*, n° 47.

En réalité, ce procédé n'avait aucune chance de succès, car l'Autriche aurait pris texte pour rompre des réserves faites. On avait perdu du temps, on ne pouvait plus en gagner.

C'est, en effet, le 24 juillet que le comte Szécsen annonce la démarche de M. de Schœn, et, pour cette démarche, l'ambassadeur allemand a eu le temps de recevoir des instructions, envoyées elles-mêmes à la suite de pourparlers entre les Cabinets de Vienne et de Berlin. Il y avait donc au moins deux ou trois jours, probablement davantage, que le comte Berchtold et M. de Bethmann-Hollweg se préoccupaient du moyen de s'assurer, si possible, la neutralité de la France. Mais dans quelle hypothèse? Dans l'hypothèse d'un conflit avec la seule Serbie, d'une guerre localisée? On était à cet égard bien tranquille. La France, sans intérêts directs dans les Balkans, ne songerait pas une minute à prendre les armes. Elle ne le voudrait, ni ne le pourrait. L'hypothèse est absurde. *C'est uniquement dans l'hypothèse où le conflit austro-serbe deviendrait un conflit austro-russe que la question se posait pour nous de regarder la bataille ou de nous y jeter.* Donc, avant le 24 juillet, avant même la remise de la Note, — dans ces jours où l'on prodiguait, à Vienne, les assurances que la France serait contente de la modération autrichienne, que l'Angleterre serait contente, que la Russie elle-même serait contente [1], on nourrissait déjà le projet de pousser le

[1] Dans une dépêche envoyée le 26 juillet de Vienne, M. Dumaine signalait ce procédé. « M. Schébéko, écrivait-il, est revenu précipitamment d'un voyage en Russie ; il ne l'avait entrepris qu'après l'assurance donnée par le comte Berchtold que les réclamations contre la Serbie seraient des plus acceptables. L'ambassadeur d'Autriche Hongrie à Petersbourg avait parlé dans le même sens à M. Sazonof la veille de la remise de la Note. Ce procédé,

conflit austro-serbe jusqu'au point où il deviendrait fatalement un conflit austro-russe, et de passer à travers une grande guerre pour aller jusqu'à Salonique.

Les défenseurs bénévoles de la Monarchie dualiste qui assurent qu'elle fut moins complice que dupe, et qui, avec une étrange indulgence pour un petit crime comme l'asservissement ou l'extermination des Serbes, certifient qu'elle aurait reculé d'horreur devant un aussi grand crime qu'une conflagration européenne, les pieux avocats des Habsbourg éprouveront quelque peine à concilier avec leur thèse la dépêche du comte Szécsen.

D'autres arguments, certes, et en particulier, les aveux exprès du comte Berchtold démontreront que, depuis le premier moment, on était résolu, à Vienne, à battre et subjuguer la Serbie, sans se préoccuper de l'opinion du grand empire slave, et en prenant d'un cœur léger son parti d'aller jusqu'aux plus directes provocations. Rien, toutefois, ne l'attestera avec autant de clarté et de force que la manœuvre concertée dont M. de Schœn fut l'agent.

---

très habituel dans la diplomatie de la Monarchie, et qui a servi également au baron Macchio envers moi, paraît avoir beaucoup ajouté à l'irritation du Gouvernement russe ». Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 55.



CHAPITRE XVII

LA LOCALISATION DU CONFLIT

En même temps que la Triple Entente faisait une première tentative pour régler pacifiquement le conflit, elle faisait à l'Autriche-Hongrie une première concession. Elle admettait, en principe, que le conflit fût localisé. Elle n'intervenait que pour donner au Ballplatz le moyen d'obtenir satisfaction sans recourir aux armes. Sous cette réserve. l'Autriche-Hongrie avait les mains libres. On ne lui demandait ni la preuve de son droit, ni la justification de ses griefs. A la condition unique que ses exigences ne modifient pas d'une façon immédiate et brutale le statut du petit royaume voisin, dont la souveraineté et l'indépendance devaient être théoriquement respectées, on acceptait qu'elle agît à sa guise et seule. On la laissait face à face avec la Serbie pour une discussion où l'on feignait de croire qu'il entrerait quelque loyauté et que les arguments s'opposeraient avec un poids égal.

On allait plus loin. On admettait que si ces conversations n'aboutissaient pas à une entente, l'Autriche-Hongrie

serait autorisée à recourir à l'*ultima ratio*, les Grandes Puissances ne se réservant que le rôle de témoins dans ce duel à dix contre un, étant toujours entendu que lorsque les dix Austro-Hongrois auraient glorieusement vaincu le Serbe, ils ne le dépouilleraient pas complètement, du moins tout de suite [1].

Cette concession était d'importance. Le Ballplatz, qui s'en rendait compte, n'avait pas osé espérer l'obtenir par ses propres moyens. Il s'était, comme on l'a vu, adressé à la diplomatie allemande pour lui venir en aide. D'où la Note que M. de Schœn lut à M. Bienvenu-Martin et que le prince Lichnowsky remit en copie à Sir Edward Grey. Elle se terminait, on s'en souvient, par ces quelques lignes fort expressives : « Le Gouvernement impérial veut exprimer son opinion avec énergie que, dans le cas présent, il n'est question que d'une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, et que les Grandes Puissances devraient sérieusement essayer de la restreindre à celles qu'elle concerne immédiatement. Le Gouvernement impérial désire ardemment que le conflit soit localisé parce que toute intervention d'une autre Puissance serait, en vue des différentes obligations qui résultent des traités, suivie de conséquences incalculables [2] ».

---

[1] M. Take Jonesco apprécie « la localisation » dans ces termes : « Formule dans laquelle il faut choisir entre l'hypocrisie la plus répugnante et la sottise la plus plate ». *Les Origines de la Guerre*, p. 18.

[2] *Correspondance britannique*, n° 9.

Le texte retenu de mémoire par M. Bienvenu-Martin diffère très

Ce langage est assez clair. Pour assurer la parfaite loyauté du combat, on informait les témoins qui auraient été tentés de prendre ce duel pour un guet-apens que les dix Austro-Hongrois seraient, au premier geste de secours, de pitié, vivement renforcés par vingt Allemands.

Le procédé du reste, était bon puisqu'il réussit. Les Puissances, à l'unanimité, reconnurent que rien n'était plus désirable que la localisation du conflit (1).

---

peu : « Le Gouvernement allemand estime que la question actuelle est une question à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, et que les puissances ont le plus sérieux intérêt à la restreindre aux deux parties intéressées. Le Gouvernement allemand désire ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables ». *Livre Jaune*, n° 28.

M. de Schœn avait indiqué « avec insistance », que c'était là « le point capital ».

(1) « Jamais l'Allemagne n'a cru à la possibilité de localiser le conflit, s'il prenait une tournure belliqueuse. Les étroites relations qui existaient entre la Serbie et la Russie n'étaient pas un secret. Le lien unissant les deux pays était un facteur historique ancien et que la diplomatie européenne avait toujours pris en considération. Mon petit frère irrite un homme fort. Celui-ci est en train de l'assommer. Je m'avance pour protéger le petit contre le grand. Un troisième individu, qui est encore plus grand, me barre le chemin en me disant que le conflit entre les deux antagonistes doit rester localisé. Me laisserais-je retenir et ne protègerais-je pas mon frère ? Tel est le cas de la Russie.

« Certes, il eût été bon que le conflit restât localisé. C'eût été possible, s'il était resté sur le terrain diplomatique, où le grand avait déjà obtenu une victoire complète sur le petit. Mais il était impos-

Il y eut cependant des nuances, M. Bienvenu-Martin se contenta d'objecter qu' « il semblait difficile d'exiger des mesures inacceptables pour la dignité et la souveraineté de la Serbie ». C'était, tout en exprimant le vœu que l'on se conduisît avec mesure, admettre la prétention allemande [1]. Les hommes qui accusent la France d'avoir cherché la guerre, ou seulement de l'avoir envisagée volontiers, expliqueraient malaisément le ton si modeste de notre ministre des Affaires Etrangères. Alors qu'un mot d'impatience et un mouvement brusque auraient été si excusables, M. Bienvenu-Martin, avec une parfaite maîtrise de soi, se contenta d'indiquer d'un trait rapide tout ce qu'il y avait d'excessif et d'immoral dans une localisation du conflit ainsi comprise.

Mais, s'il ne lui appartenait pas de prendre une attitude

---

sible de laisser écraser le petit après qu'il eût demandé pardon et promis humblement de se conduire mieux à l'avenir. On ne pouvait pas exiger cela de la Russie, et, en l'exigeant, on savait qu'on n'obtiendrait pas satisfaction.

« Ainsi tombe le seul titre de gloire que l'Allemagne revendique dans cette tragi-comédie diplomatique. *Personne, l'Allemagne moins que n'importe qui, ne croyait possible la localisation du conflit.* » *J'accuse* par un Allemand. Traduction française, p. 113.

[1] D'après une dépêche du comte Szécsen au comte Berchtold, M. Bienvenu-Martin aurait répondu à l'ambassadeur d'Allemagne « que le Gouvernement français, lui aussi, était d'avis que notre controverse avec la Serbie ne concernait que Belgrade et Vienne ». *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 12.

En réalité, M. Bienvenu-Martin se garda d'être aussi catégorique.

plus nette dans une querelle où nous n'étions pas directement engagés, il eut soin de rappeler avec une fine discrétion au baron de Schœn qu'il était des Puissances qui ne pouvaient pas « se désintéresser de la Serbie ». Et cela aussi était assez clair. La France n'avait ni grands intérêts politiques, ni grands intérêts économiques dans les Balkans et éprouvait une médiocre sympathie pour des royaumes un peu agités à son gré. Elle n'était, du reste, disposée à s'engager dans aucun conflit. Pacifique au point de ne pas chercher dans la guerre le redressement du tort dont elle souffrait toujours, elle n'aurait pas un seul instant supporté l'idée de faire la guerre en vue de prévenir le tort qu'une nation projetait de faire à une autre en Orient. Mais la France avait une alliée, et il n'était pas probable que cette alliée entrât dans les vues de l'Autriche. Ni ses intérêts, ni ses affections ne permettaient de le prévoir. La réponse de M. Bienvenu-Martin indiquait cela dans les termes les plus convenables ; et, bien qu'elle ne donnât pas de précision, même légère, sur l'attitude de la France dans les éventualités qui pouvaient se pressentir, elle devait éveiller l'attention d'un diplomate averti.

En Russie, la prétention de localiser le conflit souleva, comme il fallait s'y attendre, des protestations plus vives. La première impression, le 24 juillet, avait été que l'Autriche-Hongrie cherchait une querelle et que le mieux était de s'y préparer sans délai. Quelques heures de réflexion suffirent, toutefois, pour déterminer M. Sazonof à adopter une autre ligne politique. La très légitime colère de la matinée fit place, dans le conseil des ministres

de l'après-midi, aux dispositions les plus conciliantes.

Sous le coup de l'irritation provoquée par le double jeu du Ballplatz et par la menace immédiate dirigée contre Belgrade, on avait pensé à prendre une très grave mesure: la mobilisation [1]. Après le conseil, on se borna à demander à Vienne une prolongation du délai fixé par la Note.

Le lendemain, le 25 juillet, on s'en tenait encore à dire que « l'évolution du conflit serbo-autrichien » ne laissait pas « la Russie indifférente [2] ». Ainsi la Russie entrait tout de suite dans la voie des concessions ; et il est très remarquable que, loin de s'arrêter après ce premier pas, elle en fit plusieurs autres, sans même attendre une preuve de bonne volonté réciproque [3].

On se rendait parfaitement compte à Petersbourg que l'Autriche-Hongrie ne s'était pas engagée si loin sans avoir reçu la ferme assurance qu'elle serait soutenue par l'Allemagne. Aussi est-ce vers cette dernière puissance que se tourne M. Sazonof, dans l'espoir d'obtenir qu'elle donnera un bon conseil à son alliée. Il signale donc tout de suite au

---

(1) Dépêche de Sir M. de Bunsen à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 6.

(2) *Livre Orange russe*, n° 10.

(3) Le 25 juillet M. Sazonof télégraphiait à l'ambassadeur russe en Italie : « L'Italie pourrait jouer un rôle de premier ordre en faveur du maintien de la paix, en exerçant l'influence nécessaire sur l'Autriche et en adoptant une attitude nettement défavorable au conflit, car ce dernier ne saurait être localisé ». *Livre Orange russe*, n° 23.

comte Pourtalès « le danger de la situation ». Mais, afin d'éviter tout malentendu qui altérerait le sens de ses paroles et donnerait à un avertissement discret le caractère d'une provocation, il s'abstient de faire aucune allusion aux mesures que la Russie serait sans doute amenée à prendre, « si la Serbie était menacée dans son indépendance nationale ou dans l'intégrité de son territoire [1] ».

Indépendance nationale. Intégrité du territoire. Ces termes sont ceux dont use notre ambassadeur pour préciser la politique de Petersbourg. Ils méritent d'être retenus, car ils expriment déjà la résignation du Gouvernement impérial à ce que le conflit soit localisé, si l'Autriche-Hongrie consent à ne pas profiter de cette localisation pour détruire brutalement et tout de suite l'équilibre balkanique. L'élasticité des mots employés permet tout, sauf cela ; et ce renoncement doit être assez cruel. Pourtant la Russie va plus loin encore. Elle fait cette concession, qui suffirait, seule, à dégager sa responsabilité, de ne « pas rompre les négociations » si même l'Autriche-Hongrie attaquait la Serbie [2].

---

[1] Dépêche de M. Paléologue à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 38.

[2] « J'estime, dit M. Sazonof à M. Paléologue, que, même si le gouvernement austro-hongrois passait à l'action contre la Serbie, nous ne devrions pas rompre les négociations. » *Livre Jaune*, n° 38.

D'autre part, Sir G. Buchanan résume ainsi les propos que lui tint le ministre russe à la même date. « Le ministre des Affaires Etrangères pensa, d'après une conversation qu'il avait eue hier avec le ministre serbe, qu'au cas où les Autrichiens attaqueraient la Serbie, le Gouvernement serbe abandonnerait Belgrade et retire-

Le succès diplomatique si insolemment cherché par le Ballplatz — dans l'hypothèse où il n'aurait cherché qu'un succès diplomatique — est dès ce moment acquis. La France admet, en principe, que le conflit austro-serbe soit réglé entre l'Autriche et la Serbie. La Russie l'admet en fait, ne se réservant d'intervenir — ou de protester — que si l'Autriche abuse de la victoire.

En Angleterre, le comte Berchtold obtint une satisfaction plus complète encore. La formule tout de suite adoptée par Sir Edward Grey, — et l'on est en droit de penser qu'il y eut en quelque sorte excès de loyauté, dans ces déclarations catégoriques, — est que « la dispute entre l'Autriche et la Serbie ne concernait pas le Gouvernement de Sa Majesté [1] ». Si l'ultimatum « n'amenait pas de difficultés entre l'Autriche et la Russie, nous n'avons pas à nous en occuper [2] ». « C'est à la Serbie qu'il appartient de répondre dans les termes que l'intérêt du pays lui paraîtra conseiller [3] ». « Je n'estime pas que l'opinion publique

rait ses forces à l'intérieur, pendant qu'il ferait appel en même temps aux Puissances de lui venir en aide. Son Excellence était d'avis qu'il devait faire cet appel ». Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 17.

Il y a, on le voit, concordance parfaite dans les déclarations du ministre russe aux ambassadeurs d'Angleterre et de France.

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen *Correspondance britannique*, n° 5.

(2) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir F. Bertie. *Correspondance britannique*, n° 10.

(3) Propos de Sir Edward Grey, Cité par M. P. Cambon. *Livre Jaune*, n° 36.

approuverait ou devrait approuver que nous fissions la guerre à propos d'une querelle serbe [1] ». En un mot, l'Autriche-Hongrie a les mains libres [2].

Certes, il n'est pas sûr que cette politique de la Triple Entente doive être pour les générations futures un sujet d'admiration. S'il y a une morale internationale, il est même difficile de ne pas la condamner. L'agression d'un homme contre un enfant ne devient pas un duel quand c'est une grande nation qui en attaque une petite. On peut concevoir, sans trop de peine, un état de civilisation où la faiblesse d'un pays comme la Serbie la protégerait contre les violences d'un pays comme l'Autriche. — Et s'il n'y a pas de morale internationale, que l'on y prenne garde!

---

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan. *Correspondance britannique*, n° 24.

Cette opinion était si bien l'opinion générale anglaise que déjà Sir G. Buchanan, avant d'avoir reçu les instructions du *Foreign Office* l'avait formulée presque dans les mêmes termes devant MM. Sazonof et Paléologue. « Les intérêts directs de la Grande Bretagne en Serbie étaient nuls, avait-il dit, et une guerre en faveur de ce pays ne serait jamais sanctionnée par l'opinion publique de la Grande-Bretagne. » *Correspondance britannique*, n° 6.

(2) Un peu plus tard, Sir Edward Grey va jusqu'à dire : « J'ai déclaré que le Gouvernement autrichien me semblait croire que même après la réponse serbe, il pouvait faire la guerre à la Serbie de façon à ne pas risquer de mêler la Russie à la querelle. *S'il lui était possible de faire la guerre à la Serbie et en même temps de donner satisfaction à la Russie, c'était bel et bien* ; mais si cela n'était pas possible, alors les conséquences seraient incalculables. « Dépêche de Si Edward Grey à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 48

l'Allemagne elle-même se trouvera justifiée. — Il n'est pas très sûr non plus qu'il n'y eût pas quelque hypocrisie dans cette politique. Dans tous les cas, la part de la fiction était grande, car la Triple Entente ne se désintéressait pas, en réalité, du conflit ; elle mettait son influence au service de l'Autriche-Hongrie et exerçait la plus forte pression à Belgrade pour en obtenir le maximum de sacrifice. En outre, on ne doit pas perdre de vue que la Russie, l'Angleterre, la France étaient intervenues, en 1909, dans une querelle austro-serbe et que les engagements qui avaient été pris l'avaient été vis-à-vis d'elles. Dans le moment où l'Autriche-Hongrie se préparait à châtier la Serbie pour avoir, assurait-elle, manqué à ses engagements, il est au moins douteux que les Grandes Puissances aient été fondées à se désintéresser, à renoncer soudain à leur droit d'examen et d'arbitrage, sous le prétexte que l'exercice en devenait périlleux pour elles-mêmes.

Il n'est pas très sûr non plus que cette politique ait été habile. Si l'Autriche bluffait, une concession de cette nature, à l'origine des négociations diplomatiques, — puisqu'on les avait différées jusqu'alors dans un esprit de prudence excessive, — l'inciterait vraisemblablement à pousser ses avantages plus loin que l'on n'était tout de même disposé à le lui permettre. Si, au contraire, elle était d'ores et déjà résolue à dépasser ce point, déterminé par l'intérêt commun, n'y avait-il pas utilité à l'informer tout de suite, en termes clairs, des insurmontables obstacles qu'elle rencontrerait ?

On a trop facilement accepté l'opinion que l'Autriche-

Hongrie se montra d'autant plus impitoyable à l'égard de la Serbie qu'elle avait la conviction profonde que ni la Russie, ni la France n'étaient, à supposer qu'elles le voulussent, en état d'intervenir. On n'a pas assez remarqué que l'origine de cette opinion est austro-allemande, que ce sont, dans toutes les capitales, les diplomates de Vienne et de Berlin qui l'ont fort adroitement répandue, parce qu'ils y voyaient et pensaient que l'on y verrait une excuse aux procédés brutaux de leur Gouvernement. On étranglerait le droit, on violerait la justice, on exterminerait un petit peuple en Orient, sans que la tranquillité de l'Europe occidentale fût troublée. On le garantissait (1).

---

(1) On s'y était pris de loin pour préparer et propager cette opinion. Dans une brochure parue en Allemagne au début de 1914, et qui valut à son auteur les félicitations du kronprinz, un certain Frobenius, pseudonyme, assure-t-on, d'un très haut personnage, écrivait que la France « est *dans la quasi-impossibilité de faire la guerre* ». Quant à la Russie, « elle est, disait-il, *en pleine crise de réorganisation*, ses chemins de fer de Pologne sont à peine entamés, son artillerie est insuffisante et ses arsenaux sont loin d'être au complet » Cité par M. E. Denis, *La Guerre*, p. 231.

Mais il y a bien d'autres témoignages. « Certains organes de la presse viennoise, écrit M. Dumaine, le 15 juillet, discutant l'organisation militaire de la France et de la Russie, présentent ces deux pays *comme hors d'état de dire leur mot* dans les affaires européennes. » *Livre Jaune*, n° 12.

Un rapport daté du 20 juillet, adressé à notre ambassadeur en Autriche, dit : « Il y a ici, et pareillement à Berlin, un clan qui accepte l'idée du conflit à dimensions généralisées, en d'autres termes, la conflagration. L'idée directrice est probablement qu'il faudrait marcher avant que la Russie ait terminé ses grands per-

« Malheureusement, dans toute cette affaire, disait le marquis di San Giuliano, le 29 juillet, à M. Barrère, la conviction de l'Autriche et celle de l'Allemagne avaient été et étaient encore que la Russie ne marcherait pas ». A l'appui de cette opinion, il citait une lettre de l'ambassa-

---

fectionnements de l'armée et des voies ferrées et avant que la France ait mis au point son organisation militaire. » *Livre Jaune*, n° 14.

De son côté, M. Bienvenu-Martin écrit, le 26 juillet : « Il résulte d'une confidence de l'ambassadeur d'Italie à M. Paléologue qu'à Vienne on continue à se bercer de l'illusion que la Russie « ne tiendra pas le coup ». *Livre Jaune*, n° 50.

A la même date, M. Bollati, ambassadeur d'Italie à Berlin, déclarait au baron Beyens qu' « à Vienne comme à Berlin on était persuadé que la Russie, malgré les assurances officielles échangées tout récemment entre le Tsar et M. Poincaré au sujet de la préparation complète, était *hors d'état de soutenir une guerre européenne* et qu'elle n'oserait pas se lancer dans une si périlleuse aventure. Situation intérieure inquiétante, menées révolutionnaires, armement incomplet, voies de communication insuffisantes, toutes ces raisons devaient forcer le Gouvernement russe à être le témoin impuissant de l'exécution de la Serbie. Même opinion rassurante à Berlin et à Vienne en ce qui concernait, non pas l'armée française, mais l'esprit qui régnait à Paris dans le monde gouvernemental ». *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1195, p. 489.

Le 26 juillet encore, Sir M. de Bunsen télégraphie à Sir Edward Grey : « Selon la ferme croyance de l'ambassadeur d'Allemagne, la *Russie se tiendra tranquille* pendant le châtiment de la Serbie que l'Autriche est résolue à infliger ». *Correspondance britannique*, n° 32.

Les plus formelles déclarations de la Russie qu'elle ne se désintéresserait pas du conflit ne modifièrent pas ces affirmations, précisément parce qu'on les donnait sans y croire, pour tromper l'opinion et se couvrir.

deur italien à Berlin lui rendant compte d'un entretien avec M. de Jagow, « et où ce dernier lui avait encore répété qu'il ne croyait pas que la Russie marcherait ». Le ministre allemand fondait cette opinion sur le fait que l'empire slave venait d'envoyer à Berlin un agent pour traiter de certaines questions financières. « L'ambassadeur d'Autriche à Berlin a dit également à son collègue anglais qu'il ne croyait pas à une guerre générale, la Russie n'étant ni en humeur, ni en état de faire la guerre [1]. »

En réalité, l'Autriche-Hongrie savait à merveille qu'elle irait tout droit à un conflit avec la Russie, si elle prétendait établir son hégémonie dans les Balkans [2]. Mais, en ce

(1) *Livre Jaune*, n° 96.

(2) M. Sazonof rappelait encore, le 1er août, à l'ambassadeur anglais que, pendant la guerre balkanique, « il avait clairement indiqué au Gouvernement autrichien que la guerre avec la Russie serait la conséquence inéluctable d'une attaque autrichienne contre la Serbie. Il est clair, ajoutait-il, que la domination autrichienne de la Serbie est aussi intolérable pour la Russie que le serait la domination allemande des Pays-Bas pour l'Angleterre. » *Correspondance britannique*, n° 139.

Mais, dès le 23 juillet, le toast porté par Nicolas II, à bord de la *France*, avait donné à l'Autriche un grave avertissement. « L'action concertée de nos deux diplomaties, répondait le tsar à M. Poincaré, et la confraternité qui existe entre nos armées de terre et de mer faciliteront la tâche de nos deux Gouvernements, appelés à veiller sûr les intérêts des peuples alliés, en s'inspirant de l'idéal de paix que se proposent nos deux pays, *conscients de leur force.* »

D'autre part, le 25 juillet, M. Salandra convoquait l'ambassadeur allemand et lui déclarait « qu'en raison de cette façon d'agir

qui concerne la France, elle ne possédait pas la même certitude. Il n'était pas tout à fait absurde de sa part de penser que, peut-être, si l'on trouvait, à Vienne, le moyen de mettre certaines apparences de son côté et de ne pas faire manifestement une guerre offensive, le *casus fœderis* ne jouerait pas. Et peut-être aussi les hauts seigneurs de la diplomatie autrichienne pensaient-ils que des hommes d'État républicains n'auraient pas trop de répugnance à dégager leur parole devant le péril.

Dans tous les cas, il n'était pas absurde du tout de croire que l'Angleterre, mal préparée, livrée aux pires divisions, et, d'ailleurs, aussi résolument pacifique que la France elle-même, garderait une attitude expectante. Que cette abstention franco-anglaise se prolongeât beaucoup, c'était plus douteux. Mais on comptait sur de prompts et écla-

---

de l'Autriche », l'Italie n'était pas obligée de lui venir en aide au cas où « elle se trouverait en guerre avec la Russie ».

Enfin, le 26 juillet, le baron Beyens écrivait de Berlin : « Notez que si le but secret des hommes d'État des deux empires n'est pas réellement de généraliser la guerre et de forcer la Russie et la France à y prendre part, mais seulement d'anéantir la puissance de la Serbie et de l'empêcher de poursuivre son travail occulte de propagande, le résultat sera le même. Il est impossible que la prévision de ce résultat ait échappé aux yeux clairvoyants des dirigeants de l'empire allemand. Dans l'une comme dans l'autre de ces suppositions, l'intervention de la Russie paraît inévitable ; ils ont dû envisager froidement cette complication et se préparer à soutenir énergiquement leurs alliés. La perspective d'une guerre européenne ne les a pas fait hésiter, un instant, si le désir de la déchaîner n'a pas été le mobile de leur conduite. » Second *Livre Gris belge*, n° 8.

tants succès soit pour imposer par la crainte le maintien de la neutralité, soit pour écraser les forces qui entreraient successivement en ligne.

C'est ainsi que l'Autriche-Hongrie trouvait dans les concessions qu'on lui faisait et dans les termes amicaux avec lesquels on les lui communiquait, bien plutôt une raison d'exiger davantage que de se modérer. Le refus d'accorder un délai et la prétention de localiser le conflit sont deux manifestations simultanées de cet état d'esprit. On vient de voir que la Triple-Entente céda sur l'un et l'autre point.

Elle céda même tout de suite, sans discussion, pour passer plus vite à des propositions nouvelles, qui n'eurent pas meilleur succès [1]. Mais l'erreur qu'elle commit ainsi, après l'erreur d'avoir perdu trois semaines, est bien la preuve la meilleure qu'elle voulait à tout prix sauver la paix. Une puissance qui aurait désiré la guerre, ou seulement qui ne se serait pas crue obligée aux plus grands sacrifices pour l'éviter, n'aurait pas admis un instant que l'Autriche-Hongrie se prétendît en droit de modifier ou tout au moins de préparer la modification de l'équilibre des forces dans les Balkans, — si discrètement, sournoisement que l'opération fût faite, — car pour aucun des pays de la Triple Entente cela n'était, en réalité, indifférent, et, pour la Russie, c'était une question capitale.

---

[1] Dès le 25 juillet, Sir Edward Grey prévoyait le cas où il serait trop tard pour soulever utilement la question de la prolongation du délai de l'ultimatum et proposait que « l'arrêt des hostilités pourrait peut-être servir de base à la discussion ». Dépêche du comte Benckendorff à M. Sazonof. *Livre Orange russe*, n° 16.

CHAPITRE XVIII

LA RUPTURE DES RAPPORTS DIPLOMATIQUES

Le 25 juillet, quelques minutes avant six heures, le Gouvernement serbe remettait sa réponse au baron de Giesl, qui la déclarait insuffisante et quittait aussitôt Belgrade avec le personnel de la Légation. Les relations diplomatiques étaient rompues. Les événements se développaient exactement comme l'avait prévu l'Autriche-Hongrie. Dans cette première partie de son plan, toutes choses se passaient selon ses vœux.

On a dit, à bon droit, que la diplomatie viennoise s'était montrée, dans cette crise, d'une brutalité, d'une perfidie, d'une immoralité telles que l'histoire en fournit peu d'exemples. Mais on a tort de nier qu'elle ait été habile et de contester que son défaut de scrupules l'ait bien servie. Elle a tout d'abord su évaluer justement la confiance que lui faisait l'Europe ; et, partant de ce principe qu'on ne lui croirait pas de réelles intentions belliqueuses, elle a su, pendant trois longues semaines, mener un double jeu assez

difficile à soutenir. D'une part, elle excitait le sentiment national [1] ; d'autre part, elle rassurait les chancelleries et les amenait à fermer presque les yeux sur l'imminence du péril.

Encore sa tâche était-elle plus complexe. Parmi ces chancelleries, il s'en trouvait qu'elle n'avait point intérêt à rassurer trop, qu'elle avait plus d'avantage à inquiéter et calmer tour à tour, et de l'opinion définitive desquelles

---

(1) Il convient d'observer que, dans cette période, les socialistes autrichiens refusèrent de se laisser duper. On lit, en effet, dans le manifeste que les députés socialistes allemands en Autriche publièrent, le 25 juillet, à propos de la rupture des rapports diplomatiques : « Fallait-il en arriver là ? Nous, également, les social-démocrates, les représentants du peuple laborieux, nous ne fermons pas les yeux sur les graves torts des gouvernants serbes à l'égard de l'Autriche. Par nos conceptions philosophiques, qui s'opposent à d'iniques violences, nous condamnons l'assassinat de Serajevo et aussi tous ceux qui en ont été les complices ; nous reconnaissons que l'Autriche-Hongrie est dans son droit quand elle exige du Gouvernement serbe qu'il poursuive les complices de l'attentat devant les tribunaux ; nous comprenons que l'Autriche-Hongrie demande à la Serbie des garanties que l'on mettra fin à l'agitation souterraine contre la sécurité et la tranquillité des Etats qui composent l'empire d'Autriche, que le mouvement de séparation cesse d'être toléré et favorisé par le Gouvernement serbe. Mais nous sommes convaincus que le Gouvernement serbe n'aurait pu s'opposer et ne se serait pas opposé à ces demandes austro-hongroises, sanctionnées par le droit des gens. Nous sommes convaincus que *tout ce que l'Autriche-Hongrie demande, dans l'intérêt de la protection de l'Etat, pouvait être obtenu pacifiquement* ». Cité par P. G La Chesnais, *Mercure de France*, 1er juin 1915.

elle se souciait assez peu, au fond. Mais il en était au moins une devant qui, au contraire, elle voulait paraître le plus longtemps possible comme parfaitement sage. La besogne était malaisée. Elle y a suffi, réussi, sinon d'une façon complète, tout au moins assez bien pour n'être pas sérieusement gênée avant l'heure de l'action.

De même elle a mesuré avec une extrême précision jusqu'où elle devait aller dans ses exigences pour que la Serbie, pacifique et excédée par les conseils de Gouvernements ultra-pacifiques, ne se soumît cependant pas sans réserves et lui laissât ainsi un prétexte de rupture.

Au surplus, si même l'impossible s'était produit, si Pierre Ier et ses ministres avaient accepté l'humiliation totale qu'on leur voulait infliger, l'Autriche était encore à peu près assurée d'atteindre son but, car le pays, lui, ne se résignerait pas. Exalté par ses récentes victoires, confiant dans la justice de sa cause, prêt aux suprêmes sacrifices, habitué aux révolutions, d'ailleurs, et aux changements de dynastie, il chasserait les Karageorgevitch et, dans les troubles qui suivraient, on trouverait facilement, à Vienne, quelque motif d'intervention violente.

Enfin la brièveté du délai couronna cette série d'adroites précautions. Les Puissances ne prirent connaissance de la Note que dans la matinée du 24 juillet. Elles eurent donc moins de trente-six heures pour aviser. Comment, en un laps de temps si court, auraient-elles pu se mettre d'accord pour une action commune et négocier avec l'Autriche l'acceptation de leurs propositions ?

Sans doute, il est bien vrai que, résolue à la guerre,

s'appuyant sur l'Allemagne résolue à la guerre aussi, l'Autriche-Hongrie n'avait pas besoin, en apparence, de toutes ces manœuvres pour aboutir à la guerre. Mais, outre l'intérêt évident et le souci de ménager l'opinion publique anglaise [1], il lui importait fort que l'opinion publique de ses nationaux, surprise par la brusquerie des événements, n'eût pas le loisir de les étudier, d'en examiner les origines, de se rendre compte des positions prises par les divers Cabinets, de mesurer les concessions faites, et enfin ne vît pas qu'une criminelle entreprise de mégalomanie allait attirer sur le monde entier la plus épouvantable des catastrophes. Les hommes qui voulaient la guerre à Vienne — et à Berlin — savaient à merveille qu'ils étaient une minorité et que l'inanité de leurs griefs, l'immoralité de leurs mobiles éclateraient avec une irrésistible force si les hommes qui font la guerre, et la subissent, avaient seule-

[1] Ce souci s'est manifesté : par les renseignements que le comte Mensdorff a été autorisé à donner sur les exigences de la Note, le 23 juillet, à Sir Edward Grey. Aucune démarche analogue n'a été faite auprès des autres chancelleries, pas même de la Consulta. Il s'est manifesté : par le fait que, le même jour, le comte Forgach a indiqué le vrai caractère de la Note à Sir M. de Bunsen, alors que le baron Macchio dissimulait encore à l'ambassadeur de France que l'ultimatum était déjà envoyé. Il s'est manifesté encore : en ce que, le 25, la Note allemande a été remise en copie au *Foreign Office*, sans insinuations menaçantes. Il s'est manifesté enfin : par la démarche de l'ambassadeur autrichien à Londres expliquant que la mesure prise à l'égard de Belgrade ne comportait qu'une limite de temps et que l'action militaire ne suivrait pas, du moins immédiatement, la rupture des rapports.

ment le temps de s'informer, de voir, de réfléchir. Il importait donc au plus haut point que le temps leur fût refusé, que le fait accompli succédât au fait accompli [1]. On ne peut contester au Ballplatz qu'il ait eu le sentiment de cette nécessité et qu'il y ait largement répondu.

L'ultimatum fut un coup de foudre. A quarante-huit heures de distance, la rupture des rapports diplomatiques surprit à peine moins. La Serbie avait tant concédé qu'on se refusait à croire que sa réponse était considérée comme inexistante et avait les mêmes conséquences qu'un refus total, qu'une réplique insolente à une insolente sommation.

« Le Gouvernement serbe espère que le Gouvernement austro-hongrois, sauf dans le cas où il désirerait à tout prix la guerre, ne pourra qu'accepter la satisfaction complète que lui donne la réponse serbe [2], » écrivait M. Pachitch. « Nous sommes allés jusqu'aux limites extrêmes où

---

[1] « La guerre actuelle a été imposée aux Slaves et aux Latins de la monarchie austro-hongroise par les minorités magyares et allemandes. Les Slaves, en particulier, ont appris avec épouvante et horreur une rupture qui les forçait à combattre leurs frères et leurs alliés naturels. Dès la première heure, ils ont fait des vœux ardents pour la défaite de la dynastie, parce que sa victoire scellerait leurs chaînes pour des siècles et les livrerait en proie à l'insolence germanique. Les meneurs de Vienne et de Budapest avaient pris leurs précautions pour déjouer les résistances qu'ils prévoyaient, le Reichsrath n'a pas été convoqué, les diètes provinciales n'ont pas été consultées. » Ernest Denis, *La Grande Serbie*, p. 309.

[2] Dépêche aux légations Royales. *Livre Bleu serbe*, n° 41.

nous pouvions aller (1), » observait-il dans une autre dépêche. M. Sazonof disait de son côté : « La réponse serbe dépasse toutes nos prévisions par sa modération et son désir de donner les plus complètes satisfactions à l'Autriche. Nous ne voyons pas quelles pourraient être encore les demandes de l'Autriche, à moins que le Cabinet de Vienne ne cherche un prétexte pour une guerre avec la Serbie (2) ».

Ce sont là, objectera-t-on peut-être, des opinions intéressées. Serbie et Russie sont directement ou indirectement parties au procès. L'opinion est-elle donc différente dans les autres pays ?

En France, où l'on a mis tant de complaisance à accepter la thèse de la localisation ; où il n'y a pas un homme, dans une population de quarante millions d'habitants, qui ne repousserait, comme la pire folie, l'idée que la France entrerait dans une guerre pour une question balkanique, M. Bienvenu-Martin, si prudent, si modéré dans ses entretïens avec le comte Szécsen et le baron de Schœn, M. Bienvenu Martin, qui a multiplié les conseils de sagesse, presque d'abdication, au Gouvernement serbe, et qui, par suite, se montrerait, à coup sûr, d'autant plus irrité s'il n'en avait pas été tenu compte, écrit, le 26 juillet, à M. Viviani, aux ambassadeurs de France : « Bien que le Gouvernement serbe eût cédé sur tous les points, sauf deux petites réserves, le ministre d'Autriche-Hongrie a rompu les rela-

---

(1) Dépêche aux légations Royales, *Livre Bleu serbe*, n° 41.

(2) Dépêche aux ambassadeurs russes. *Livre Orange russe*, n° 33.

tions, prouvant ainsi la volonté arrêtée de son Gouvernement de procéder à l'exécution de la Serbie [1]. »

Le 27 juillet, il insiste : « La situation, à l'heure actuelle reste inquiétante, en raison du refus incompréhensible de l'Autriche d'accepter la soumission serbe, de ses opérations de mobilisation et de ses menaces d'envahir la Serbie [2] ».

A la même date, M. J. Cambon avait, à Berlin, avec M. de Jagow, un entretien d'un intérêt tragique. Je n'en veux retenir ici qu'une phrase : « — Quand vous lirez la réponse serbe, dit notre ambassadeur, pesez-en les termes avec votre conscience, je vous en prie, au nom de l'humanité, et n'assumez pas personnellement une part de responsabilité dans les catastrophes que vous laissez préparer [3] ». On ne peut pas se tromper à de semblables accents. Ils constituent par eux-mêmes un jugement définitif. Cet émouvant appel à un adversaire, cette noble confiance qu'il se rendra à la raison, s'il veut seulement lire les textes, c'est déjà la vérité pour l'histoire.

A Londres, où l'on désire avec ardeur le maintien de la paix, et où l'on a les meilleures raisons de le désirer, on ne pense pas autrement qu'à Paris. Sir Edward Grey, dont on a vu l'attitude de réserve et le parti pris excessif de désintéressement, écrit à l'ambassadeur d'Angleterre en

(1) *Livre Jaune*, n° 56.

(2) *Livre Jaune*, n° 61.

(3) Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 74.

Allemagne que la réponse serbe va « plus loin, pour satisfaire aux demandes autrichiennes, que l'on ne pouvait s'y attendre ». Elle comporte, dit-il, « la plus profonde humiliation que j'ai jamais vu un pays subir (1) ».

A l'ambassadeur d'Autriche à Londres, il déclare qu'il ne peut pas « comprendre l'interprétation donnée par le Gouvernement autrichien à la réponse serbe (2) ».

A Rome, mêmes sentiments. Le marquis di San Giuliano conseille sans espoir la modération au Ballplatz, et M. Barrère télégraphie que « l'opinion publique italienne est hostile à l'Autriche dans cette grave affaire (3) ».

Enfin M. de Schœn lui-même, dans le trouble du premier moment, car personne ne prévoyait une soumission aussi complète de la Serbie, « se montre surpris qu'elle n'eût pas satisfait l'Autriche (4) ».

Il n'est pas jusqu'à M. de Bethmann-Hollweg qui n'ait été embarrassé de justifier, dans son *Mémoire*, le départ de M. de Giesl. « Le Gouvernement serbe, écrit-il, donna une réponse qui, certes, sur quelques points, satisfaisait aux désirs de l'Autriche-Hongrie, mais, en substance, laissait voir clairement qu'il cherchait, en attermoyant et en essayant d'entamer de nouvelles négociations, à se dérober aux exigences de la Monarchie (5). »

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 46.

(2) Dépêche à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 48.

(3) Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 52.

(4) *Livre Jaune*, n° 57 et *Livre Orange*, n° 27.

(5) Mémoire. *Livre Blanc allemand*.

Voilà donc ce que pensait l'Europe. Voilà quels étaient ses sentiments. Elle approuvait et plaignait la Serbie. Elle estimait que cette petite nation, que deux guerres venaient de montrer si grande par le courage, consentait à la paix générale un sacrifice plus grand qu'on n'eût osé l'attendre, l'espérer. En même temps, stupéfaite de l'inutilité de ce sacrifice, l'Europe se demandait, avec un indicible effroi, si elle ne serait pas, malgré tant de nobles efforts, entraînée dans l'abîme (1). En regard, que pensait l'Autriche-Hongrie ? Quels étaient ses sentiments ?

Pour le comte Berchtold, le Gouvernement royal de Serbie « a prouvé qu'il n'est pas disposé à renoncer à son action subversive ». Il fait savoir à Berlin, Rome, Londres, Paris et Petersbourg que l'on va « contraindre la Serbie par les moyens les plus rigoureux (2) ».

Conformément à ses instructions, le comte Mensdorff déclare au *Foreign Office* qu'« il faut enfin que le Gouver-

---

(1) Cette appréhension était aussi celle du grand journal socialiste viennois. Après avoir constaté que « le pont qui aurait pu mener à une entente par des négociations avait été d'avance coupé par le comte Berchtold, » et que maintenant il n'y avait plus de pont menant à Belgrade « sur lequel il n'y eut pas de soldats prêts à la guerre », la *Gazette des travailleurs* ajoutait : « Ce qui donne à la décision prise aujourd'hui son caractère terriblement sérieux, c'est que personne ne sait si l'on est seulement en face d'une guerre avec la Serbie, et que personne ne peut dire si, de l'opération localisée, ne jaillira pas l'étincelle qui mettra le feu à l'Europe tout entière. » *Die Arbeiter Zeitung*, 26 juillet.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 30.

nement autrichien en appelle à la force (1) ». Contre son gré, certes. Le ministre et l'ambassadeur l'affirment.

Ils l'affirment, mais tout les dément. A Vienne, « on est fou de joie ». La foule, que d'habiles excitations énervent depuis quatre semaines, s'exaspère dans un tumulte voulu. « Le 99e de ligne quitte Vienne au milieu de manifestations exubérantes, auxquelles la police n'est pas étrangère ; le généralissime serbe, contrairement aux principes les plus élémentaires du droit des gens, est arrêté à la gare de Gratz et retenu quelque temps prisonnier (2) ». Le baron de Giels devient du jour au lendemain plus populaire que ne le fut jamais Marie-Thérèse. On s'exalte parce qu'il a quitté Belgrade comme s'il l'avait tout seul prise.

---

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 48.

(2) E. Denis, *La Guerre*, p. 47.

D'autre part, M. Auguste Gauvain écrit que, dès le matin du 26 juillet, l'organe officiel du Gouvernement hongrois, le *Budapesti Közlöny* promulguait, dans une édition extraordinaire, le texte de trente-trois décrets ordonnant une mobilisation partielle et une longue série de mesures exceptionnelles : mobilisation des corps d'armée de Prague, Leitmeritz, Budapest, Gratz, Temesvar, Hermannstadt, Agram, Serajevo ; mobilisation éventuelle du corps d'armée de Raguse ; convocation du landsturm ; militarisation du service des chemins de fer, des postes, télégraphes et téléphones ; nomination de commissaires royaux ; suspension des libertés constitutionnelles ; ajournement du Parlement, etc. Tous ces décrets, exécutoires dès le lendemain 27, avaient dû être préparés bien avant la réponse serbe, connue seulement dans le courant de la nuit. Le décret ordonnant la mobilisation était même daté du 24 juillet ». *Les origines de la guerre européenne*, p. 125.

Ils l'affirment, mais tout les dément. Tout atteste leur criminelle résolution. La presse est en plein délire [1]. Le *Neue Wiener Tagblatt* publie cet appel joyeux : « *En avant! Les dés de fer ont roulé.* L'Empereur nous appelle. L'armée qui, deux fois, dans son obéissance muette, a remis au fourneau l'épée à moitié dégainée, répond avec allégresse au cri de son maître. En avant [2] »!

La catholique *Reichspost* rend au ciel de fougueuses actions de grâce : « Lorsque l'Histoire frappe à la porte de l'Humanité, lorsque les grandes questions collectives se déroulent, lorsque l'écorce de la médiocrité quotidienne tombe et que les grands biens humains surgissent comme un Saint-Graal sur la haute montagne, dans la splendeur matinale des grands événements, alors le cœur de tous les hommes s'élève vers Celui qui dirige le destin des peuples, qui connaît notre bon droit, et qui a déjà conduit notre em-

---

(1) Seuls, les socialistes autrichiens, qui ne sont pas encore ralliés à cette politique mégalomane, protestent. « Le peuple, disent-ils dans un Manifeste, n'est pas admis à décider de la guerre ou de la paix. Le Parlement, par lequel il agit et par lequel il parle, est muet. On a mis des chaînes à la liberté politique dans les réunions et dans la presse. Ayant conscience de l'heure grave, nous faisons retentir une fois encore notre avertissement : La paix est le bien le plus précieux de l'homme, le plus fort besoin des peuples. Nous déclinons toute responsabilité dans cette guerre ; solennellement et résolument, nous en rejetons le poids sur ceux qui, de ce côté-ci et de l'autre, l'ont provoquée et ont voulu la déchaîner ». *Die Arbeiter Zeitung* Cité par P. G. La Chesnais. *Mercure de France*, 1er juin 1915.

(2) *Neue Wiener Tagblatt* du 26 juillet.

pire et l'a sauvé à travers tant de périls. Et des millions de voix font entendre l'hymne solennel qui monte à l'assaut du firmament : « Dieu sauve l'Empereur et protège notre pays [1] » !

Le grand journal de l'empire, *la Nouvelle Presse Libre* célèbre avec un lyrisme débordant le grand acte qui vient de s'accomplir : « Vienne et Berlin, dit-il, mêlent aujourd'hui leurs sentiments et leurs convictions, et des millions d'hommes sont dominés par la même émotion et sont frères comme autrefois. Ils savent qu'entourés des mêmes dangers, ils ont un même avenir. Le peuple a raison. La guerre doit être menée jusqu'à la dernière extrêmité, afin que la paix illusoire qui règne actuellement devienne une paix véritable [2]».

---

(1) *Reichspost* du 26 juillet.
(2) *Die Neue Freie Presse* du 27 juillet.



CHAPITRE XIX

VERS LE CONFLIT GÉNÉRALISÉ

Il faut le remarquer ici : la rupture des relations diplomatiques est une phase décisive de la crise. Les négociations qui se poursuivent quelque temps encore ne se rapportent plus qu'en apparence aux faits antérieurs. En réalité, le premier but que le Ballplatz visait est atteint. La guerre avec la Serbie est assurée. Une phase nouvelle commence qui se caractérise par ceci que, sans le dire tout haut, l'Autriche-Hongrie renonce à la fiction du conflit localisé et va hardiment vers un conflit généralisé. Il était amorcé déjà, recherché, voulu. Nous en verrons l'aveu dans le *Livre Rouge* et dans le *Livre Blanc*. Mais on l'avait dissimulé jusqu'à ce jour à l'opinion publique austro-hongroise, qui aurait pu s'effrayer. A partir de la soirée du 25 juillet, le conflit austro-serbe étant certain (¹), les fonctionnaires

(¹) Dès reception de la nouvelle que M. de Giesl avait quitté Belgrade, l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne télégraphiait : « On croit la guerre imminente ». Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 31.

préposés à l'inspiration et à l'information des journaux commencent à préparer les esprits à une guerre austro-russe.

L'article de la *Nouvelle Presse Libre*, que l'on vient de lire, n'a pas un autre but. Cette étroite union de Vienne et de Berlin, cette fraternité renaissante de tous les germains, cette émotion de millions d'hommes, ce n'est pas, ce ne peut pas être parce que l'Autriche-Hongrie va entreprendre « une expédition punitive », châtier un peuple minuscule, mettre de la clarté, selon l'expression du comte Berchtold, dans ses relations avec un mauvais voisin. Ce n'est pas, ce ne peut pas être la Serbie qui « entoure » des mêmes dangers Vienne et Berlin et barre à la fois l'avenir austro-hongrois et l'avenir allemand. L'Allemagne n'est nullement troublée par les intrigues de la *Narodna Odbrana*, et si elle ne jouit que d'une « paix illusoire », les sociétés secrètes de Belgrade ou de Nisch n'y sont pour rien. Il est clair que c'est à un autre ennemi que l'on pense et que l'on veut faire penser.

On ne tarde point, du reste, à préciser. L'avertissement lancé par la *Neue Freie Presse* est bientôt repris par la *Tœglich Rundschau*. Et, déjà, l'on ne prend plus souci de voiler la menace : « Ça y est ! La Serbie, *confiante en l'appui franco-russe*, a donné à l'Autriche une réponse dont elle devait savoir d'avance qu'elle entraînerait la guerre; et, tandis que Pachitch faisait sa visite à la légation autrichienne, le roi Pierre avait ordonné la mobilisation, décidé la guerre. Ça y est ! La capitale serbe est ouverte aux troupes autrichiennes et sera bientôt occupée par elles. Des élé-

ments du peuple autrichien qui généralement sont hostiles entre eux s'unissent en ce moment et reconnaissent du coup la force de l'idée de l'Etat Habsbourgeois. *La Russie n'a pas encore fait la dernière démarche qui doit décider de tout.* La ferme résolution de l'Allemagne a sans doute produit quelque impression à Saint-Pétersbourg. De plus, l'excitation nerveuse de la France,qui n'a pas de volonté propre et s'abandonne au bon plaisir de la Russie, n'est pas un contrepoids suffisant vis-à-vis de cette ferme résolution de l'Allemagne. Quant à l'Italie, son attitude laisse espérer qu'elle n'a pas le désir de désavouer son alliée pour épouser la cause des assassins de Serajevo (1) ».

Ici, rien n'est plus dissimulé. Pour le conflit généralisé, on fait le compte de ses alliances. Et cet article est écrit le 28 juillet, dans un moment où Paris et Petersbourg multiplient les concessions (2) !

---

(1) *Die Tægliche Rundschau* du 29 juillet.

(2) L'opinion des hommes d'État autrichiens pendant cette période est admirablement caractérisée dans un court entretien qui eut lieu, le 30 juillet, à l'Hôtel Bristol de Vienne, entre M. Take Jonesco et le comte Goluchowski. Dans ce moment où la situation était déjà à peu près désespérée, l'ancien ministre roumain ne put parler d'autre chose à l'ancien ministre austro-hongrois que « du grand malheur qui menaçait le monde ». A quoi, le comte Goluchowski répondit, « avec un sourire presque jovial, que messieurs les Serbes devaient être enfin mis à la raison, et que cette affaire regardait l'Autriche et personne d'autre. — Quand je lui dis, continue M. Take Jonesco, qu'il ne s'agissait plus des Serbes, mais que si l'Autriche n'était pas raisonnable, la Russie et la France seraient forcées d'intervenir et que ce serait alors la guerre générale,

A vrai dire, c'est dans la logique des choses. On n'en finira avec la Serbie que si l'on en finit avec la Russie. Ce n'est pas la Serbie qui, en réalité, ferme la route de Salonique et de Constantinople. Le danger serbe n'est qu'un des aspects de la résistance slave aux ambitions germaniques. Frapper, humilier, diminuer la Serbie serait prendre sans doute un avantage. Mais rien de décisif ne se ferait tant qu'il y aurait, derrière ce royaume, à quelque état d'abaissement qu'on l'ait réduit, toute l'immense force russe, intacte, prête, attendant son heure. Avant d'abattre le pygmée, il fallait que le colosse fût mis hors de cause pour un long temps. C'était la seule politique d'avenir. Aussi tous les efforts vont-ils tendre maintenant à rendre inévitable le conflit austro-russe. Le 25 juillet, à six heures du soir, la crise est devenue européenne [1].

---

avec le même sourire, avec la même insouciance gaie, — une gaieté telle que je la lui avais rarement vue, — le comte Goluchoweski me répondit : « Tant pis pour messieurs les Russes et messieurs les Français » ! M. TAKE JONESCO, *Souvenirs. Revue Bleue* du 14-21 août 1915, p. 354.

[1] C'est, du reste, l'opinion que ne vont pas tarder à exprimer les socialistes autrichiens en voie de ralliement. Dans un article paru le 28, écrit le 27, l'*Arbeiter Zeitung* commence la manœuvre qui va bientôt l'amener à faire chorus avec les plus exaltés nationalistes. Prenant texte des immenses concessions faites par Belgrade, elle écrit : « On ne saisit pas pourquoi la Serbie, ayant accepté la majeure partie des demandes autrichiennes, n'a pas accepté le reste. » Cette façon de raisonner peut sembler étrange, mais la suite explique où l'on veut aller. « On a l'impression, dit-elle, que la Serbie était réellement prête à accepter les demandes austro-

Certes, rien n'est changé dans la pensée de l'Autriche-Hongrie. Depuis le premier instant, elle sait où elle va. Rien n'est changé non plus dans la pensée de l'Allemagne. Elle agit de concert avec son alliée qu'elle inspire et conseille. Mais, pour les Puissances de la Triple Entente, au contraire, la modification est profonde, car, tout à coup, deviennent certitudes les appréhensions qu'elles s'obstinaient à repousser. Les soupçons qu'elles rejetaient, honteuses de si mauvaises pensées, se trouvent soudain confirmés, tous.

Désormais, la question serbe passe au second plan, au troisième plan. En ce qui concerne la Serbie, les dés de fer sont jetés. Elle sera écrasée. On le veut à Vienne d'une volonté implacable. Si quelques Puissances négocient encore, ce n'est plus dans l'espérance d'obtenir justice. Ce n'est même plus dans l'espérance que l'équilibre des forces — cependant nécessaire à une paix durable — sera plus ou moins maintenu dans les Balkans. On renonce à la justice ; on renonce à la sécurité. On se résigne à un progrès nouveau de l'hégémonie germanique. On n'a plus qu'un désir, une préoccupation, un but : écarter pour un moment encore l'indicible malheur que serait une guerre européenne, différer le choc de tant de peuples et de races, gagner du temps.

On sait bien que si, hantés d'un rêve monstreux,

---

hongroises, mais qu'elle a brusquement changé d'avis, par suite manifestement d'une action d'une autre puissance, *par suite d'une action exercée par la Russie.* » *Die Arbeiter Zeitung* du 28 juillet.

dans une exaltation démentielle [1], Habsbourg et Hohenzollern sont résolus à établir leur magistrature dans une Europe asservie, on n'évitera pas toujours que le conflit éclate, sournoisement ou brutalement provoqué. Peut-être même éclatera-t-il à une heure où les circonstances seront plus favorables aux agresseurs, leurs chances meilleures. N'importe. On s'attache quand même à l'idée de sauver la paix. On tient à garder sa conscience nette, à ne pas se charger d'une responsabilité qui, pendant des siècles, sera un sujet de leçon, d'effroi, d'horreur, et suscitera des indignations et des colères tant qu'il y aura un livre et un homme.

Et puis, qui sait ? Gagner du temps, ne serait-ce pas tout gagner ? Les idées de progrès, de civilisation, d'humanité qui cheminent dans le monde peuvent encore aujourd'hui être violentées. Mais demain ? Qui assurera que leur diffusion si lente ne va pas s'activer tout à coup, que mille flammes irrésistibles ne vont pas soudainement surgir de foyers encore voilés, et que les criminelles entreprises possibles dans les ténèbres actuelles ne seront pas irréalisables aux rayons de cette lumière ? Déjà n'observe-t-on pas que les Gouvernements les plus absolus doivent s'abaisser à d'avilissantes tromperies, à d'insidieuses et sales ma-

[1] Le célèbre naturaliste Ernest Hœckel, dans une conférence à Iéna qui eut un grand retentissement, avait fondé sur la supériorité native de la nation allemande son droit d'occuper les Balkans, l'Asie Mineure, la Syrie et la Mésopotamie et d'en exclure les races impuissantes et inférieures qui les possèdent actuellement. Ernest Denis, *La Grande Serbie*, p. 228.

nœuvres, à de honteuses ruses pour entraîner à leur suite armées et populations ([1])? Il y a des forces de paix immenses et qui seraient invincibles si elles étaient groupées, conscientes, éclairées. Quels que soient les appétits de conquête d'un ne autocrate et les intérêts massés autour de lui, il conduit son empire à la guerre qu'en le trompant. Il altère le droit, déplace l'honneur et l'abuse sur la sécurité. Mais ce mensonge peut se découvrir. Alors, c'en sera fini. Il peut se découvrir bientôt, demain, tout à l'heure. C'est donc la sagesse, c'est donc le devoir d'ajourner, d'attendre, d'espérer, de gagner du temps.

L'Angleterre, la Russie et la France ont eu cette sagesse, ont rempli ce devoir. Les négociations poursuivies du 26 juillet au 1er août vont l'établir.

([1]) Voir appendice no 3.



APPENDICE I

LA NOTE AUSTRO-HONGROISE ET LA PRESSE EUROPÉENNE

Les journaux austro-hongrois

24 juillet 1914.

Le *Fremdenblatt* publie un exposé officieux des vues du Ballplatz, où l'on retrouve la plupart des arguments de la Note et de la Circulaire aux ambassadeurs de la Monarchie dualiste.

« Un court délai, dit-il en terminant, a été donné à la Serbie pour acquiescer à nos réclamations. Nous ne voulons pas prolonger inutilement la crise qui pèse sur notre vie économique et qui alarme l'Europe entière.

« Nous voulons régler le plus rapidement possible une situation intenable et convaincre l'opinion publique serbe de notre résolution d'arriver enfin à un éclaircissement.

« Nous espérons que la Serbie se soumettra, dans le délai fixé, à nos demandes. Elle ne doit pas douter que nous avons la volonté ferme et résolue de maintenir notre point de vue, *quelles que puissent être les circonstances*. Elle ne doit pas douter non plus de notre désir sincère de voir s'établir à l'avenir les meilleurs rapports entre elle et l'Autriche-Hongrie.

*
* *

Le *Neues Wiener Tageblatt* observe que c'est la troisième fois depuis quelques années que l'Autriche est obligée d'envoyer un ultimatum à la Serbie.

« Continuellement, les Serbes menacent notre paix ; l'industrie s'en trouve arrêtée ; les capitaux s'émiettent, l'ouvrier s'inquiète et le réserviste est sans cesse menacé d'être rappelé de son atelier. Une telle situation est intenable ; ou bien la Serbie renoncera volontairement à ses rêves, ou bien elle y sera contrainte. »

*
* *

La *Neue Freie Presse* assure que l'Autriche-Hongrie ne vise aucune conquête, qu'elle ne prétend à aucun accroissement de sa puissance, qu'elle n'ambitionne aucun nouveau partage des territoires balkaniques. Elle veut simplement se préserver d'offenses qu'elle a supportées jusqu'à présent avec une patience sans borne. La monarchie, dit-elle, se tourne vers les puissances de l'Europe et fait appel à leur sens de l'équité, car elle ne réclame pour elle que ce que tout Etat serait en droit d'exiger.

*
* *

La *Deutsche Volksblatt* déclare que *l'Europe ne doit se faire aucune illusion sur la prolongation du terme fixé à la Serbie pour donner sa réponse.* Aucune échappatoire ne sera tolérée, sous aucun prétexte, et *il est inutile qu'une tierce puissance propose son entremise.* L'Autriche-Hongrie a bien pesé toutes les conséquences de Serajevo, et si la Serbie n'est pas venue à résipiscence dans les quarante-huit heures, elle supportera les responsabilités de son refus.

∴

La *Zeit*, jusqu'alors modérée et qui s'était opposée à l'idée d'une intervention armée, estime que la Note remise à Belgrade, tout en n'étant point amicale, n'est pas cependant conçue dans des termes blessants. Elle ajoute que le Gouvernement serbe et la Serbie seraient bien inspirés d'accepter avec bonne grâce cette Note, qui est à prendre ou à laisser, afin de prouver qu'ils ne sont nullement solidaires avec les meurtriers de Serajevo.

Les journaux allemands.

24 juillet.

La *Kreuzzeitung* :

« On ne peut que féliciter les hommes d'état autrichiens de ne pas s'être, cette fois, arrêtés à mi-chemin. En présence des manifestations grévistes actuelles, qui rappellent les événements de 1905, on ne s'illusionnera pas en Russie sur les conséquences qu'aurait, au point de vue intérieur, une guerre désastreuse. L'état de choses n'est pas meilleur en France.

« Le peuple allemand est prêt à tenir compte des devoirs auxquels l'oblige l'alliance. Il faut qu'on sache à l'étranger que *le peuple allemand n'hésiterait pas à marcher au combat épaule contre épaule avec l'allié autrichien.* »

∴

Le *Lokal Anzeiger* :

« L'impression générale produite par la note autrichienne peut se résumer dans ces mots : « sévère, mais juste ». Il n'y a plus maintenant de reculade possible. *Nous voulons seulement espé-*

rer qu'aucun secours matériel ou moral ne sera apporté à la Serbie. Nous voulons espérer que personne n'osera se mêler d'une affaire dont les traces sanglantes ne sont pas encore effacées. *Ou la Serbie acceptera les revendications de l'Autriche-Hongrie ou elle sera anéantie.* »

*
* *

Le *Berliner Tageblatt* :

« Nous estimons qu'une extension du différend austro-serbe et une propagation de l'incendie dans toute l'Europe peut très bien être évitée. Le Gouvernement allemand a déjà prouvé qu'il désire voir le conflit localisé ; mais les puissances de la Triple Entente doivent bien se dire qu'en cas d'immixtion de leur part, *c'est le principe de l'alliance qui, pour nous, entre en cause.*

*
* *

La *Tægliche Rundschau* :

« Chaque Allemand se demande ce que nous avons à faire : pour le moment, rien, pourvu qu'on laisse l'Autriche et la Serbie seules en présence : *mais tout, et jusqu'aux dernières conséquences, si cela n'est pas.* »

*
* *

Les *Berliner Neueste Nachrichten* :

« La guerre ou la paix en Europe dépendent de Saint-Petersbourg. Nous avons donc à retenir cette puissance dans la mesure de nos forces. Il faut qu'on sache, sur les bords de la Néva et à Paris, qu'une attaque contre l'Autriche, c'est la guerre avec l'Allemagne. »

25 juillet.

La *Vossiche Zeitung* commente en ces termes la dépêche de l'Agence Reuter qui annonce que la Russie va demander une prolongation du délai fixé par l'Autriche à la Serbie :

« C'est la plus grave nouvelle que nous ait apportée la journée d'hier. La Russie demande à l'Autriche de reculer d'un pas. L'Autriche ne peut accepter une proposition qui permettrait à la Serbie de se retrancher en quelque sorte dernière une muraille diplomatique. *La dixième heure de la journée d'aujourd'hui sera grosse de conséquences pour l'Europe entière.* »

*
* *

La *Morgen Post* :

« La Russie veut intervenir. C'est une heure difficile, non seuement pour la Serbie et l'Autriche, mais pour la paix du monde. On pouvait espérer hier que le conflit resterait localisé. Cette esFrance disparaît du moment que la Russie déclare qu'elle ne restera pas l'arme au pied. »

*
* *

La Deutsche Tageszeitung :

« La Russie cherche évidemment à appliquer la politique qui consiste à faire traîner les choses en longueur. *Elle brusque grossièrement l'Autriche-Hongrie.* La Monarchie dualiste ne peut, sans nuire à sa considération, céder à cette provocation russe. *Le Gouvernement de Saint-Petersbourg provoque en même temps l'Empire allemand qui est*, comme on sait, *décidé à soutenir son allié.*

« La démarche que vient de faire la Russie peut avoir des conséquences fort graves. »

∴

Les Berliner Neueste Nachrichten :

« *Si nous devons avoir une guerre européenne, elle est plus avantageuse pour nous cette année qu'elle ne serait en 1917.* A cette date, la Russie aura terminé sa réforme militaire et la France aura comblé les lacunes signalées par le sénateur Humbert. »

∴

La Norddeutsche Allgemeine Zeitung :

« Les exigences formulées par l'Autriche-Hongrie à l'égard de la Serbie, en se basant sur l'enquête relative à l'assassinat de l'archiduc héritier à Serajevo, doivent sembler justifiées, si l'on en examine les motifs avec tout le sérieux qu'elle comporte. La participation de personnalités serbes à une conjuration perpétrée de longue main contre la vie de l'archiduc François-Ferdinand et à des machinations dirigées contre l'unité de la Monarchie Habsbourgeoise a été établie.

« Le Gouvernement d'Autriche-Hongrie s'est déclaré prêt à faire connaître aux puissances le dossier de l'enquête, ce qui prouve qu'il est persuadé que celui-ci est inattaquable et qu'il est convaincu que ses revendications sont justes. Si, contre toute attente, la Serbie repoussait ces exigences, nous espérons que les Gouvernements des grandes Puissances, comprenant la gravité de la situation, auront à cœur d'éviter que l'explication inévitable entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ne donne lieu à des complications plus étendues. »

⁂

Le Lokal Anzeiger :

« L'attitude de l'Angleterre sera d'une très grande importance pour la tournure que prendront les événements, et il semble que ce pays soit prêt à tout faire pour contribuer au maintien de la paix. D'autre part, l'attitude de la France, dont la presse se livre à des excitations contre l'Autriche, dépendra de celle qu'aura son alliée la Russie. Cependant il semble que dans les milieux dirigeants français, on cherche, comme à Berlin, Rome et Londres, à empêcher le feu de s'étendre. »

Toutefois, dans ces journées du 24 et du 25 juillet, l'approbation de la Note autrichienne n'était pas absolument unanime Quelques voix discordantes se faisaient entendre.

Le *Vorwärts* disait le 24 :

« *L'ultimatum autrichien constitue une telle ignominie qu'un Gouvernement serbe qui accepterait l'humiliation de cette Note risquerait d'être balayé par le peuple.*

« *Le Gouvernement austro-hongrois ne donne aucune preuve* ; mais, pour les excitateurs fanatiques du parti de la guerre, il ne s'agit pas de question de droit, mais de question de force.

« *A Berlin on joue un jeu aussi dangereux qu'à Vienne.* En présence des préparatifs des classes ouvrières, le Gouvernement allemand doit, s'il tient au maintien de la paix, s'employer à apaiser les guerriers furibonds de Vienne. »

Et le 25 juillet :

« Le proletariat allemand devra veiller à ce que l'Allemagne refuse énergiquement de tirer plus tard l'Autriche du bourbier où elle s'est empêtrée sans s'être entendue au préalable avec le Gou-

vernement allemand, et encore moins avec le peuple allemand.

« *Que ceux qui, en Autriche, détiennent le pouvoir se disent que tout faux pas de leur politique d'aventure peut déchaîner un mouvement populaire d'une force inouïe, qui mettra un terme définitif à toute politique impérialiste basée sur le hasard.* »

De même, quoique dans un esprit à coup sûr différent, la *Post* disait le 24 :

« *Quand on ne demande pas conseil à ses alliés dans une affaire aussi grave, on n'a aucune aide à attendre d'eux.* »

Le lendemain, le grand journal pangermaniste insistait avec force :

« C'est un ultimatum des plus violents. Un Gouvernement ne peut employer de pareils termes que s'il est en tous points décidé à la guerre. Quand on accuse un peuple entier et son Gouvernement d'assassinat, il faut auparavant fournir les preuves de leur culpabilité. *L'Autriche désire la guerre avec la Serbie.* Il convient de se demander si ce désir est réellement partagé. On peut aussi se demander si l'Autriche a raison de compter sur une rapide défaite de la Serbie, et si elle peut, sans crainte de trouble graves, jeter ses régiments thèques et sud-slaves contre la Serbie.

Enfin la *Rheinische und Westphalische Zeitung* proteste avec une furieuse énergie :

« Le peuple allemand lit peu de journaux autrichiens. Nous considérons donc de notre devoir de lui démontrer *de quelle façon infâme ceux qui détiennent le pouvoir à Vienne veulent la guerre à tout prix.* On se demande ce dont il faut le plus s'étonner : ou de la franchise avec laquelle on prêche une guerre de conquête habsbourgeoise, ou bien de l'insolence avec laquelle on admet comme naturel que les désirs de l'Autriche soient réalisés avec le glaive allemand, qui doit l'aider à prendre le Montenegro, la Serbie, le sandjak et l'Albanie.

« Une chose est certaine : l'*Autriche veut entraîner l'empire allemand dans une guerre de conquête.* »

Les journaux anglais.

24 juillet.

Le *Times* :

« Tous ceux qui ont la paix générale à cœur doivent espérer que l'Autriche-Hongrie n'a pas dit son dernier mot dans sa Note à laquelle elle demande une réponse ce soir. *Sinon, nous sommes à la veille d'une guerre, et d'une guerre accompagnée de dangers incalculables pour toutes les grandes Puissances.*

« Nous n'hésitons pas à dire que la crise nous semble encore plus aiguë que celles qui se sont produites entre la Monarchie dualiste et la Serbie en 1908-1909 et en 1912-1913.

« Telle est aussi l'opinion de Berlin et de Petersbourg. On estime dans ces deux capitales que l'Autriche est allée trop loin pour pouvoir reculer. Par l'envoi de ce qui est, en somme, un ultimatum, elle a, croit-on, brûlé ses vaisseaux. Certaines de ses demandes sont dures et humiliantes à l'extrême. Elles atteignent directement les droits souverains de la Serbie en tant qu'Etat indépendant : elles sont — déclarent avec satisfaction les chauvins allemands — autant de soufflets pour elle.

« Nous ne croyons pas qu'il pourrait leur être donné satisfaction sans qu'il en résulte la chute du ministère qui accepterait de le faire et un grand danger pour la dynastie qui y consentirait.

« Il appartient à toutes les puissances de considérer ce que leur rejet signifierait et de faire tous leurs efforts possibles pour éviter une lutte dont personne ne peut prédire la fin.

« *Il semble que, dans certains milieux, on ait compté sur l'effet que pourraient avoir sur l'attitude de la Russie, de la France et de l'Angleterre leurs difficultés intérieures.* Mais les calculs de ce genre sont extrêmement dangereux. Il ne faut pas oublier que les puissances de la Triple-Entente ne sont pas les seules à avoir des difficultés domestiques. L'Italie, par exemple, en a sa part ; et il est bon de se rappeler que les troubles intérieurs peuvent influencer de plusieurs manières la politique étrangère.

« Les conséquences d'un conflit seraient extrêmement sérieuses pour toutes les puissances, et, pour aucune d'entre elles, elles ne seraient aussi graves que pour l'Autriche-Hongrie elle-même. Si des complications venaient à se produire, il se pourrait bien que, pour éviter un danger qui, d'ailleurs, pourrait être conjuré par d'autres moyens, elle eût mis en jeu l'existence même de la Monarchie. Aucun effort ne saurait être épargné pour lui éviter et éviter à l'Europe un danger aussi grave. »

25 juillet.

Le *Daily Chronicle* :

« Le moment est très grave pour la paix de l'Europe ; mais il y a encore lieu d'espérer dans le succès de la diplomatie européenne, qui s'emploie à établir un accord entre l'Autriche et la Serbie. »

*
* *

Le *Morning Post* :

« L'ultimatum austro-hongrois oblige les grandes puissances à résoudre dans un délai de vingt-quatre heures l'un des plus graves problèmes que l'on puisse concevoir. *Les demandes adressées à la Serbie sont sans exemple.* Elles comportent, sous

peine d'invasion immédiate, l'abdication pour la Serbie de sa souveraineté et de son indépendance. Le Gouvernement austro-hongrois est allé plus loin que nul ne pouvait l'imaginer, de telles conditions n'ont jamais été imposées, dans une forme semblable, même à un Etat conquis.

« Les grandes Puissances seraient bien inspirées de faire remarquer à l'Autriche-Hongrie que *son ultimatum viole le principe de l'égalité des droits entre les nations* et qu'il est incompatible avec l'indépendance de la Serbie.

« La situation est devenue extrêmement grave, et l'on peut presque affirmer que des décisions prises hier à Saint-Petersbourg dépend maintenant la question de guerre ou de paix pour l'Europe. »

*
* *

La *Westminster Gazette* :

« Cette crise ne ressemble pas aux crises de ces dernières années car les Gouvernements intéressés en sont arrivés au point de rupture sans aucun des préliminaires diplomatiques qui sont d'usage en pareille circonstance.

« L'influence de la Grande-Bretagne dans cette querelle doit s'exercer, en commun avec celle des autres puissances neutres, dans le sens de la patience et de la modération. »

*
* *

L'*Observer* :

« En théorie, nous ne pouvons défendre cette façon de procéder de l'Autriche, qui paraît, à dessein, rendre impossible un arrangement pacifique et qui ouvre la voie à des représailles militaires rapides.

« D'autre part, il est fort douteux, dans le cas actuel, que des moyens moins rigoureux eussent assuré le résultat désiré.

« Quoi que nous puissions ne pas être surpris de l'aide que, pour différentes raisons, l'Allemagne et l'Italie accordent actuellement à leur alliée, il ne faut pas que l'on oublie que la Triple Entente, quoiqu'elle puisse être perplexe au sujet de la question que l'on discute aujourd'hui, se dressera unie et forte si malheureusement la situation s'aggravait.

« Sir Edward Grey, durant sa longue et difficile carrière au *Foreign Office* n'a jamais connu d'heure plus anxieuse. Son mode sera établi suivant les vastes intérêts qui sont en jeu. Quelle que soit la terrible gravité de notre situation intérieure, a nation doit, comme un seul homme, seconder les décisions du lu Gouvernement. »

*
* *

Le *Pall Mall Gazette :*

« Nous devons espérer qu'il n'y a pas en Autriche d'intention arrêtée de rendre la guerre inévitable. Les efforts principaux des puissances devront s'employer à inciter la Serbie à donner des satisfactions pour le passé et des garanties suffisantes pour l'avenir. Lorsque ces fins seront assurées, il deviendra difficile à un Etat européen de provoquer la rupture de la paix. »

*
* *

Le *Daily Mail.*

« Le fait que la Russie a demandé à l'Autriche de prolonger la limite de son ultimatum, fixé à quarante-huit heures, modifie quelque peu la situation. Si l'Autriche refuse de faire droit à la demande du Gouvernement Russe, cela signifiera que le conflit

ne peut plus être localisé et que les grandes puissances vont se trouver en face d'une question de la plus extrême importance. Il ne s'agira plus d'un conflit austro-serbe : *la Triple Entente se trouvera en face de la Triplice.*

« Mais l'intervention de la Russie s'inspire si clairement du désir de maintenir la paix que l'Autriche peut, sans rien perdre de son prestige et de sa dignité, consentir à l'examiner. »

Cependant il est à observer que l'opinion publique anglaise était loin, dans son ensemble, de se montrer favorable à la Serbie. On éprouvait beaucoup plus de sympathie pour le Cabinet de Vienne que pour celui de Belgrade. Il a fallu toute la duplicité et la brutalité du Ballplatz pour modifier à cet égard le sentiment général.

C'est ainsi, par exemple, que, le 25 juillet le *Daily Telegraph* reprenait à son compte presque tous les arguments du ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie.

« La Serbie, contrairement aux autres Etats, ne travaille pas à son organisation intérieure et à son développement pacifique normal, mais consacre tous ses efforts à des visées qui sont incompatibles avec la tranquillité interne de la monarchie des Habsbourg.

« La presse serbe est l'agent reconnu d'une propagande qui n'a pour ultime objet rien moins que le partage de l'Autriche-Hongrie. Les officiers, à Belgrade et dans d'autres villes du royaume, affirment avec force que la prochaine acquisition territoriale de la Serbie sera la Bosnie, et qu'elle ne sera point satisfaite jusqu'à ce qu'elle ait réuni sous son sceptre les Slaves du sud de la monarchie des Habsbourg. La propagande serbe paralyse ou s'efforce de paralyser le mécanisme de l'administration dans la monarchie autrichienne, et cet Etat, qui en souffre depuis si longtemps, se voit maintenant obligé de supprimer cette

agitation par des moyens pacifiques, si possible, par la force armée, s'il est nécessaire. Ce n'est pas son prestige seul qui est en cause. C'est une question de vie ou de mort pour la monarchie, et elle l'envisage bien ainsi. C'est pourquoi un avis a été donné à la Serbie pour qu'elle puisse se prononcer en faveur de l'alternative qu'elle préfère. »

L'opinion du *Daily Telegraph* est aussi celle du *Daily Graphic* et de plusieurs autres journaux fort animés contre la Serbie parce qu'elle est une menace perpétuelle, disent-ils, pour le *statu quo* en Orient. Peut-être eussent-ils été plus modérés et surtout plus justes, s'ils avaient réfléchi que, précisément, le maintien du *statu quo* en Orient était une iniquité dont la Serbie souffrait et qu'on n'avait aucun droit à lui demander une résignation dont la France, tournée vers l'Alsace-Lorraine, l'Italie, tournée vers Trieste et le Trentin, ne lui donnaient point l'exemple.

Les journaux italiens.

25 juillet.

Le *Giornale d'Italia* exprime la crainte que la situation ne devienne bientôt dangereuse pour la paix européenne :

« Nous souhaitons qu'on n'arrive pas à ces extrémités. Le Gouvernement serbe doit réfléchir. L'opinion publique européenne, quel que soit son jugement au sujet de la forme et de la substance de la note austro hongroise, ne peut pas ne pas être sérieusement impressionnée par les détails des accusations élevées contre la politique de Belgrade. Il faut espérer que le Gouvernement serbe tiendra compte de cela. *La Serbie*, pour son honneur national, pour le salut de son peuple, pour la sauvegarde des avantages et des progrès qui sont compromis, pour ses espérances

d'avenir, pour la paix de l'Europe, *ne doit pas opposer* aux demandes de son puissant voisin *un refus net et catégorique.* »

.
. .

Le *Messaggero* expose la situation de l'Italie dans le cas d'un conflit austro-serbe :

« L'Italie n'a pas été consultée au sujet de la rédaction de la Note austro-serbe, et, sans connaître toutefois ce à quoi engage exactement le traité d'alliance, on peut dire que lorsqu'une nation agit de son propre mouvement dans une situation aussi grave, sans entente préalable avec ses alliés, c'est que cette nation veut avoir les mains libres et naturellement laisser les coudées franches aux autres.

« L'Italie restera donc spectatrice, sauf dans le cas où l'équilibre de l'Adriatique viendrait à être troublé à ses dépens. »

Le *Messaggero* ajoute qu'un pays qui souscrirait aux demandes adressées par l'Autriche à la Serbie enregistrerait lui-même dans l'histoire son acte de décès en tant que nation.

Mais un grand nombre de journaux italiens se montrent nettement favorables à l'Autriche.

La *Tribuna :*

« Contrairement aux affirmations d'un journal allemand de ce matin, il n'est pas vrai que la Note ait reçu de l'Italie une approbation préalable qui, d'ailleurs, n'a pas été demandée.

« L'Italie est intervenue déjà activement à Belgrade pour recommander une attitude conciliante et elle a fait aussi, à Vienne et à Saint-Petersbourg, des démarches analogues. L'Italie s'est efforcée aussi de persuader la Roumanie d'intervenir à Belgrade et de conseiller le calme.

« L'opinion publique italienne se rend compte du grave danger que le mouvement panserbe constitue pour la sécurité de l'Au-

triche et trouve juste, par conséquent, que la Serbie soit appelée à donner des assurances tranquillisantes. »

Le *Popolo Romano* :

« L'Autriche a absolument raison et la Serbie absolument tort. Le parti militaire serbe, en effet, après la guerre balkanique, a pris une attitude qui a eu une répercussion sur la jeunesse, excitant les cercles et les écoles, et amenant à l'état aigu l'irrédentisme en faveur de la Bosnie et des autres provinces de la frontière, ce qui a rendu possible le crime de Serajevo. L'attitude de l'Autriche à l'égard de la Serbie ne pouvait pas être plus correcte. »

*
* *

Le *Corriere d'Italia* :

« L'Autriche, frappée au cœur par le crime de Serajevo, a pleinement le droit de manifester sa douleur et d'élever la voix contre ceux qu'elle considère comme les principaux auteurs de cette grande tragédie royale et politique. »

*
* *

L'*Italie* :

« La démarche a toute la gravité que doit avoir une réclamation de cette nature.

« Qu'une réponse soit exigée pour demain, cela ne saurait surprendre, car les engagements demandés à la Serbie ne sont que trop naturels et trop légitimes pour admettre une discussion quelconque. C'est précisément cette impossibilité d'une discussion qui donne l'espoir que le conflit sera réglé demain. »

Les journaux roumains.

25 juillet.

L'*Indépendance roumaine* :

« Il est indubitable que la Note de l'Autriche-Hongrie a créé une situation dont le caractère de gravité ne saurait échapper à personne. Quant à ce qui concerne le passage de la Note qui a trait à l'attentat, tout Etat civilisé comprendra que les revendications de la Monarchie rentrent dans le cadre des obligations internationales. Par les déclarations qu'il a faites jusqu'ici, le Gouvernement serbe a, d'ailleurs, prouvé qu'il n'avait pas l'intention de se dérober à ces obligations. »

* * *

L'*Adverul* annonce, de source diplomatique, que le ton menaçant de la Note est l'expression d'une excitation qui, jusqu'ici, était restée impuissante vis-à-vis de l'attitude opiniâtre de la Serbie.

* * *

La *Politique* :

« Il semble bien, quelle que soit l'irritation de la Monarchie voisine, que la droiture bien connue de sa diplomatie reconnaîtra qu'*il y avait des étapes intermédiaires qui devaient être parcourues avant de prendre comme point de départ certain une complicité officielle de la Serbie dans l'attentat de Serajevo* ».

Les journaux russes.

25 juillet.

Le *Courrier de Saint-Petersbourg :*

« L'ultimatum austro-hongrois prouve que l'Autriche veut la guerre avec la Russie ou qu'elle ne considère plus la Russie comme une grande puissance. La France et la Russie ont fait assez de sacrifices pour maintenir la paix et il leur est impossible d'en faire davantage. Déjà la Russie n'a pas accompli tout son devoir envers la Serbie lors de la guerre balkanique. Si elle continue, elle aura son tour d'humiliation.

« La seule réponse digne de la Russie serait la mobilisation sur la frontière autrichienne. »

∴

La *Gazette de Saint-Petersbourg :*

« La Russie ne reculera pas devant une intervention armée pour défendre la Slavonie. »

∴

Le *Novoié Vremia :*

« La Serbie pourrait envoyer à l'Autriche un ultimatum identique à celui qu'elle a reçu, l'Autriche ayant toujours ouvertement parlé de l'anéantissement de la Serbie. Exiger de la Serbie qu'elle renonce au rêve de l'unité de la race serbe équivaut à exiger qu'elle renonce à elle-même.

« L'ultimatum austro-hongrois est inaccceptable dans quarante-huit heures comme dans quarante-huit jours ou quarante-

huit mois. Le Gouvernement qui l'accepterait ne serait plus Gouvernement quarante-huit heures après.

« Quant à la Russie, elle n'a pas été surprise et elle répond à l'Autriche non seulement par des paroles, mais par des actes. La Serbie ne restera pas isolée. *Les fauteurs de guerre auront affaire « non seulement à la Serbie, mais à la Russie ».* Notre pays désire la paix ; mais si la guerre doit éclater elle ne trouvera pas une Russie divisée comme à l'époque de la guerre japonaise. Toute la nation russe, depuis les sphères officielles jusqu'au peuple, combattra. »

∴

La *Gazette de la Bourse :*

« L'Autriche se trompe si elle croit que l'ultimatum d'aujourd'hui aura le même résultat que celui de 1909, quand la Russie, épuisée, n'a pu soutenir la Serbie. La Russie ne pourra en aucune façon tolérer un attentat contre la Serbie et son indépendance. »

∴

Seul le *Rietch* est opposé à une intervention :

« La guerre dépend de l'attitude de la Russie. Le Gouvernement russe ayant, dans une certaine mesure, encouragé la Serbie, a assumé une part de responsabilité. »

Les journaux français.

26 juillet.

La *République Française.*

« Le Gouvernement russe dans le communiqué officiel qu'il a publié, a déclaré qu'il suivait attentivement le conflit dont il ne

se désintéressait pas. La France et l'Angleterre ne sauraient actuellement mieux faire que d'imiter son attitude, en espérant que les conversations diplomatiques qui se poursuivent, notamment à Berlin et à Londres, permettent d'entrevoir bientôt une solution acceptable d'une affaire dont les développements pourraient bien être aussi surprenants que l'a été le geste qui l'a ouverte. *L'heure est venue de jouer serré pour la paix de l'Europe et la dignité de la Triple Entente.* Sachons donc mener notre jeu avec fermeté mais avec calme. »

∴

Le *Gaulois* :

« Si le malheur veut que les inquiétudes soulevées par l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie se réalisent, c'est par des vagues de sang que nous risquons d'être emportés. Le dégoût ou l'épouvante, voilà le dilemme. »

∴

Paris-Journal :

« Je ne puis m'empêcher d'espérer que, pour retarder cette effroyable conflagration, l'Europe se trouve d'accord *afin de renouveler à la Serbie d'énergiques conseils de sagesse.* »

∴

Le *Petit Journal* :

L'attitude de l'Allemagne reste énigmatique en ce sens qu'on ne sait exactement si elle compte pousser, retenir ou laisser faire l'Autriche ; mais elle a déclaré officiellement, dès la première heure, qu'elle serait au côté de son allié si le conflit

n'était pas localisé. Peut-il l'être? Il est permis d'avoir des doutes sur ce point.

« *Nous savons d'avance que ce ne sont pas les conseils de prudence, de modération et de conciliation qui manqueront de la part des Puissances de la Triple Entente.* Ces conseils seront-ils entendus ? Et comment seront-ils accueillis par les Puissances de la Triple Alliance » ?

∴

L'*Eclair* :

« Les Serbes auraient le droit de se plaindre sincèrement si nous les encouragions à des résistances mal calculées, sans être sincèrement résolus à nous compromettre coûte que coûte avec eux. Il serait criminel d'entretenir chez eux, prématurément, une confiance chimérique dans l'appui qu'ils désirent. »

∴

Excelsior :

« Sans doute, la démarche faite vendredi au quai d'Orsay par l'ambassadeur d'Allemagne indique la volonté bien nette qu'a Berlin d'appuyer l'Autriche, dans l'éventualité de l'intervention d'une autre puissance. Mais il faut considérer que, dans les milieux officiels allemands, on déclare que, si l'Allemagne approuve sans réserve le sens et la forme de la Note autrichienne, elle n'en a pas eu connaissance avant sa communication à la Serbie. *Et ceci écarte l'idée d'un plan concerté au préalable entre les Puissances de la Triple Alliance.* »

∴

Le *Rappel* :

« L'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie est d'une

rigueur implacable. Il pose des conditions telles que c'est, à parler net, une véritable provocation diplomatique. »

∴

L'*Aurore* :

« La déclaration de guerre à la Serbie serait le signal d'une épouvantable catastrophe européenne. La lutte entre la Serbie et l'Autriche se compliquerait instantanément d'une levée d'armes, non seulement dans les Balkans, mais dans toute l'Europe. Le conflagration, si longtemps redoutée, éclaterait. »

∴

L'*Humanité* :

La Note adressée par l'Autriche à la Serbie est effroyablement dure. *Elle semble calculée pour humilier à fond le peuple serbe ou pour l'écraser.* Les conditions que l'Autriche veut imposer à la Serbie sont telles qu'on peut se demander si la réaction cléricale et militariste autrichienne ne désire pas la guerre et ne cherche pas à la rendre inévitable. Ce serait le plus monstrueux des crimes. »

∴

Le *Journal des Débats* :

« Les injonctions de l'ultimatum sont aussi brutales qu'insuffisamment justifiées. Tout le monde saura qu'elles ont été préparées, sinon rédigées, par le comte Forgasch, chef de section au Ballplatz, qui dirigeait la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade en 1908-1909, quand on y fabriquait méthodiquement les faux destinés à perdre les accusés du procès d'Agram et à prouver la

prétendue complicité de la Serbie dans le mouvement anti-autrichien chez les Yougo-Slaves. C'est le même homme, c'est le même Gouvernement qui prétend aujourd'hui qu'on le croie sur parole lorsqu'il affirme la culpabilité ou la complicité des autorités serbes dans le drame de Serajevo et qu'il enjoint à la Serbie de faire solennellement, avant tout examen, amende honorable. Ce sont les mêmes hommes qui ont fabriqué les papiers Friedjung et qui ont affirmé avec obstination pendant plus d'une semaine que le consul Prochaska avait été mutilé par les Serbes pendant les guerres balkaniques. Eh bien, non, l'Europe ne croit pas, ne croira pas sur parole ces hommes-là. Elle veut des preuves ; et si on ne lui en fournit pas de suffisantes, elle ne restera point indifférente, selon l'expression du Cabinet de Petersbourg, à l'exécution de la Serbie par un ennemi déloyal. »



2

UNE DÉCLARATION DE M. PACHITCH

Dans la matinée du 24 juillet, M. Pachitch dans une interview à un rédacteur du *Journal* qui l'interrogeait au sujet de la Note autrichienne, disait :

« Il m'est très difficile de parler et je dois peser mes paroles. L'heure pour la Serbie est critique. La Note qui nous a été remise contient, en effet, plusieurs exigences inacceptables, car elles ne tiennent pas compte de la dignité d'un Etat indépendant. De plus, le délai dans lequel le Gouvernement de Vienne demande une réponse est trop court, — il ne nous reste plus que vingt-quatre heures, — et il nous faut prendre des décisions infiniment graves pour le pays.

« Si le Gouvernement serbe voulait s'incliner, il lui faudrait faire un changement de constitution, ce qui équivaudrait à un véritable coup d'État. *Nous sommes prêts*, ceci est normal, *à livrer aux juges les complices*, s'il y en a, *du crime qui fut commis à Serajevo*. Nous sommes prêts à les punir suivant la loi. Mais nous ne pouvons pas accepter l'ingérence sur notre territoire de la police ou de la justice étrangère.

« La Note exige encore une autre chose impossible. Si nous

sommes disposés à empêcher tout ce qui, en Serbie, pourrait troubler la tranquillité de l'Autriche, nous ne pouvons accepter de combattre nous-mêmes l'idée serbe dans la nation.

« Sur tous ces points, qui touchent à notre indépendance, nous étudions une réponse compatible avec la dignité de la Serbie. C'est dans le manque de temps que réside la plus grande difficulté de notre réponse, car *nous n'avons qu'un désir : celui que nos relations avec l'Autriche ne soient pas troublées.*

« Quoi qu'il arrive, devant l'attitude conciliante que nous sommes résolus à garder, malgré les exigences inacceptables, je le répète, qui nous sont posées, nous espérons que nous aurons pour nous l'unanimité de l'opinion européenne. »

Journal, 26 juillet 1914.



3

LA DIPLOMATIE ALLEMANDE

L'auteur de *J'accuse* porte un jugement sévère sur la diplomatie allemande. « Nous aimerions mieux ne pas en parler, écrit-il. M. de Schœn, à Paris ; le russophobe M. de Tchirsky, à Vienne ; le comte de Pourtalès, à Petersbourg ; M. de Flottow, à Rome, quel piteux rôle ils ont tous joué ! M. de Flottow connaissait si peu l'opinion publique italienne qu'il estimait possible une participation de l'Italie à une guerre agressive de l'Autriche contre la Serbie — et à toutes ses conséquences — une idée dont le dernier voyageur de commerce allemand en Italie eût souri. Le comte de Pourtalès considérait quelques troubles parmi les ouvriers en Russie comme suffisants pour que la Russie laissât à l'Autriche les mains libres dans les Balkans. Il avait, en outre, la tâche ingrate de soutenir, à Petersbourg, l'ingénieuse théorie de M. de Bethmann-Hollweg suivant laquelle la Conférence des quatre Puissances « exigeait de l'Autriche ce qu'on n'aurait pas voulu exiger de la Serbie : c'est-à-dire de céder à la pression militaire ». Cette théorie plaît tellement à M. de Bethmann-Hollweg qu'il l'a reprise dans un de ses récents écrits... Il oublie seulement deux choses : 1° que la Serbie avait cédé auparavant, donc que la pression militaire était un acte insolent et inexcusable ; 2° que

la conférence des quatre Puissances n'avait en vue ni une pression, ni des mesures militaires, qu'elle ne se proposait que de donner des conseils amicaux.

« M. de Tchirsky avait également un rôle fort ingrat à jouer à Vienne. Il devait, *en apparence* et « extérieurement », conseiller la modération au Ballplatz, tandis que « intérieurement », dans le cabinet de travail du comte Berchtold, il suivait les instructions secrètes de M. de Bethmann-Hollweg, qui répondaient en même temps à ses penchants personnels, et poussait à la guerre. Sir Maurice de Bunsen ne se trompa pas en dévoilant le double jeu de notre ambassadeur et en concluant de toutes les actions et de toutes les omissions de M. de Tchirsky — en particulier de ses refus prémédités et répétés de joindre ses efforts à ceux que les ambassadeurs des Puissances de l'Entente faisaient pour maintenir la paix — que, dès le début, il avait travaillé en faveur de la guerre.

« Quant au prince Lichnowsky, c'est, disons-le à son honneur, le seul de nos ambassadeurs qui ait voulu sincèrement la paix ; il a été une victime innocente de ses chefs. Il dut recourir à mille subterfuges pour dissimuler les intentions de l'Allemagne à l'égard de la Belgique, afin que l'Angleterre conservât sa neutralité. Il dût discuter avec Sir Edward Grey l'hypothèse de notre respect de la neutralité belge, quoiqu'il sût que nos troupes se trouvaient presqu'à la frontière belge et qu'il était impossible que nous ne la franchissions pas.

« Et le chef de tous, M. de Jagow ? — je laisse le chancelier de côté. — Quelle triste figure appelant la pitié ! Quel piteux contraste forme-t-il avec ses deux adversaires principaux: le français Cambon et l'anglais Goschen ! Leur supériorité le terrasse sans cesse. Disons à la décharge des diplomates allemands qu'ils avaient à défendre une mauvaise cause et qu'ils devaient user d'équivoques, tandis que leurs collègues en défendaient une

bonne et pouvaient agir loyalement. Mais plus une cause est mauvaise, plus celui qui combat pour elle doit être habile, sinon il la fait paraître plus détestable qu'elle n'est et il s'expose lui-même au mépris. » *J'accuse* par un allemand. Traduction française, pp. 199 et 200.



TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA TRIPLE ENTENTE

Le rejet de la réponse serbe, c'est la guerre avec la Russie. Aucun doute n'est possible sur ce point.

Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait eu encore des moyens de l'éviter et des possibilités d'accommodement. La Triple Entente en suggérera plusieurs. Le Gouvernement de Belgrade fera de nouvelles concessions. On luttera avec tant d'ingéniosité et de persistance pour le maintien de la paix, on se résignera à de tels sacrifices, que les Empires du Centre devront abandonner à la fin le prétexte choisi par eux et, dans les derniers jours, en trouver un autre si brutal qu'il ne permettra même pas de hâtives discussions. Le rejet de la réponse serbe, c'est la guerre avec la Russie, parce qu'il démontre que l'Autriche-Hongrie veut la guerre.

Les plus optimistes en ont, à cette heure, le sentiment très

net. Jusqu'à la soirée du 25 juillet, des doutes étaient à la rigueur possibles sur les intentions réelles du Ballplatz. Mais, après la rupture des rapports diplomatiques, sur l'allégation que le roi Pierre et son Gouvernement ne s'humilient pas encore assez, la pleine lumière se fait, la vérité prend un caractère d'évidence. Si l'Autriche-Hongrie ne se contente pas de la victoire diplomatique qu'elle vient de remporter, c'est qu'elle est déterminée à remporter une victoire par les armes. La Serbie est à ses pieds. La Monarchie est désormais assurée d'y exercer une influence sans contrepoids. Quant à la Russie, elle ne subit pas seulement une humiliation momentanée ; en fait, elle est à peu près chassée des Balkans, et pour un long temps.

Déjà, la Bulgarie lui a échappé. Le tsar Ferdinand, orgueilleux, souple, ambitieux, avide, cauteleux, sans scrupules, étranger et indifférent aux profonds intérêts nationaux du pays qu'il gouverne, car il n'appartient lui-même à aucune nationalité et ne sait réellement plus ce qu'il a de bulgare, de hongrois, d'allemand, de français, le tsar Ferdinand ne poursuit qu'un rêve de domination personnelle et compte le réaliser plus aisément avec l'appui autrichien. Il jugule à Sofia l'opposition slave et s'inféode au germanisme, duquel il attend la revanche du Traité de Bucarest, qui fut la conséquence de sa perfidie. C'est maintenant la Serbie qui va échapper à l'influence russe, et d'autant plus complètement que les patriotes de Belgrade ne pardonneront pas à Petersbourg de ne les avoir pas secourus. Déjà l'annexion de la Bosnie-Herzégovine a laissé d'amères rancunes contre ceux qui l'ont permise, — après avoir eu la

pensée qu'elle pourrait être l'objet d'un troc avantageux pour eux-mêmes. Un nouvel abandon, dans un moment si tragique, apparaîtra comme une trahison formelle et un reniement. Dans ce peuple, qui a la mémoire longue, combien d'années ne faudra-t-il pas pour effacer un tel souvenir ?

Si l'Autriche-Hongrie accepte les humbles excuses que lui adresse le roi Pierre, l'hégémonie germanique est faite dans les Balkans. Vienne n'a plus qu'à prendre acte et à attendre. Tout suivra. Mais si elle ne les accepte pas, c'est donc qu'elle n'a pas seulement le dessein de réaliser, avec la collaboration du temps et des circonstances, ses anciennes ambitions en Orient, c'est qu'elle prétend mettre la main tout de suite sur les riches proies convoitées et, du même coup, réduire à l'impuissance la grande nation qui, seule, pourrait les lui contester dans l'avenir.

On a souvent prétendu que cette guerre était pour l'Allemagne une guerre préventive. C'est une opinion qu'il n'est pas aisé de justifier par des raisons. L'Allemagne se sentait bien trop forte et avait à un trop haut degré l'orgueil de sa force pour que la nécessité d'une guerre préventive lui apparût. Elle a fait une guerre de conquête et de magnificence. Les Hohenzollern possédaient un puissant outil de combat. Ils ont voulu l'utiliser pour assembler de nouvelles terres autour de leur trône, dominer le monde de plus haut et laisser dans l'histoire une plus grande page. La guerre préventive est bien plutôt le fait de l'Autriche-Hongrie [1]. La Russie, certes, ne la menaçait pas.

---

[1] Le comte Berchtold, dans une dépêche au comte Szapary,

Mais, au Ballplatz et à la Hofburg, on redoutait son intervention le jour où l'on voudrait s'installer à Salonique. On a mieux aimé ne pas différer un choc que l'on estimait tôt ou tard inévitable. Dans l'ultimatum à Belgrade, c'était la Russie que l'on provoquait. Certains en doutaient. Le rejet de la réponse serbe leur ouvrit les yeux.

Donc, l'Europe se trouve en face d'un nouveau problèm . Il ne s'agit plus de savoir comment on conciliera les exigences du comte Berchtold et les résistances, ou plutôt les réserves, de M. Pachitch. Si l'on s'en préoccupe encore, ce n'est que d'une façon accessoire, comme d'un moyen, non d'un but. Le but est de sauver la paix générale, si possible, et, tout au moins, d'assurer la paix chez soi.

En face de ce problème, l'attitude des puissances de la Triple Entente est très différente ; et rien mieux que ces

---

éprouve le besoin d'aller au-devant de cette accusation : « On nous soupçonnerait, écrit-il, de préméditer une poussée vers les Balkans et une marche sur Salonique, ou même sur Constantinople. D'autres vont jusqu'à caractériser purement et simplement notre action *comme le signal d'une guerre préventive* contre la Russie. Tout cela est erroné, et en partie même nettement déraisonnable. » *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 31.

La presse viennoise ne pensait pas ainsi lorsque, dans la première quinzaine de juillet, elle préconisait la guerre préventive, avec l'autorisation des agences officielles. « L'instant nous est encore favorable, disait la *Militærische Rundschau*. Si nous ne nous décidons pas à la guerre, *celle que nous devrons faire dans deux ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circonstances beaucoup moins propices* » *Livre Jaune*, n° 12.

contrariétés de système ne prouve la fausseté de l'accusation qu'elles ont désiré le conflit.

Dès la matinée du 24 juillet, elles avaient eu l'occasion de préciser leur attitude. On se souvient que la première idée de M. Sazonof, en prenant connaissance de la Note, est que l'Autriche-Hongrie cherche la guerre et que le devoir de la Russie est de s'y préparer. C'est dans cette pensée qu'il se rend chez M. Paléologue et qu'il y appelle Sir G. Buchanan. Entre ces trois personnages s'engage une conversation d'un tragique intérêt. Le ministre russe déclare que la conduite de l'Autriche-Hongrie est « tout à la fois provoquante et immorale », que plusieurs de ses demandes sont inacceptables et que, certainement, elle ne les aurait pas formulées si l'Allemagne ne lui avait promis son concours. Dans ces conditions, que va faire l'Angleterre ?

Avant que l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne ait pu répondre, M. Paléologue intervient. Il dit que la France remplira, si cela devient nécessaire, « toutes les obligations que lui impose son alliance avec la Russie ». Que va faire l'Angleterre ?

Le premier mot de Sir G. Buchanan est qu'il ne peut donner que son avis personnel, qu'il en réfèrera à Londres, demandera des instructions. Mais ce n'est guère là qu'une précaution oratoire, car l'opinion qu'il donne il sait bien que c'est celle de son Gouvernement. Et elle n'est pas encourageante. — J'ai dit, rapporte-t-il lui-même que « *je ne voyais aucune raison de s'attendre à une déclaration de solidarité de la part du Gouvernement de Sa Majesté, qui entraî-*

nerait un engagement absolu de sa part de soutenir la Russie et la France par la force des armes. »

MM. Sazonof et Paléologue insistent. Ils le pressent pour obtenir « une déclaration de solidarité complète ».

L'ambassadeur anglais s'y refuse. Peut-être le *Foreign Office* fera-t-il « de fortes représentations » à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne ; peut-être dira-t-il que l'agression de la Serbie par l'Autriche-Hongrie mettrait en danger la paix de l'Europe et amènerait une intervention russe qui, à son tour,déterminerait l'intervention française et l'intervention allemande; peut-être ajoutera-t-il « qu'il serait difficile à la Grande-Bretagne de rester à l'écart si la guerre devenait générale ». Il ne peut aller au delà dans ses prévisions.

En vain, M. Paléologue argumente. Que l'Autriche-Hongrie bluffe, ou qu'elle soit décidée, la seule chance d'éviter un conflit immense est « une attitude ferme et unie ». En vain, M. Sazonof démontre que si la guerre éclate la Grande-Bretagne y sera tôt ou tard entraînée, et qu'elle aura rendu la guerre plus probable en ne consentant pas à faire, dès le début, « cause commune » avec la Russie et la France. Sir G. Buchanan ne se rend point à ces ardentes sollicitations [1].

---

[1] On ne doit pas perdre de vue que l'entente anglo-russe avait été une nécessité politique imposée par la menace allemande, mais que le Royaume-Uni éprouvait infiniment plus de sympathie pour l'empire des Habsbourg que pour l'empire des Romanof.

Cette sympathie anglaise pour la Monarchie dualiste est très nettement exprimée dans une dépêche envoyée de Vienne, le

Il n'est, du reste, pas libre de s'y rendre. Il ne serait pas approuvé. Mais peut-être trouve-t-on une indication sur son sentiment personnel dans cette phrase, par laquelle se clôt sa dépêche : « Il me semble, d'après le langage tenu par l'ambassadeur de France, que, même si nous déclinons de nous joindre à elles, la France et la Russie sont résolues à prendre fortement position (1) ».

---

28 juillet, par Sir M. de Bunsen. Le Ballplatz avait déjà donné de multiples preuves de mauvaise foi, de brutalité, de perfidie. A l'instant même, le comte Berchtold venait d'annoncer à l'ambassadeur anglais que son Gouvernement allait déclarer la guerre, malgré la soumission de Belgrade. Que répond Sir M. de Bunsen ? « Je l'ai prié de croire que si, au cours de la grave crise actuelle, notre point de vue venait parfois à différer du sien, cela proviendrait, non pas d'un manque de sympathie avec les nombreuses et justes raisons que l'Autriche-Hongrie avait de se plaindre de la Serbie, mais du fait que, tandis que l'Autriche mettait en première ligne sa querelle avec la Serbie, ce qui vous préoccupait tout d'abord était la paix de l'Europe ». Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 62.

Cette façon de penser était, du reste, très générale, en Angleterre, dans le monde officiel et dans la presse.

(1) Dépêche à Sir Edward Grey. *Correspondance britannique*, n° 6

Le *Livre Orange russe* ne dit rien de cette conversation, pourtant d'un haut intérêt. De même, dans le *Livre Jaune*, on ne trouve, à la date du 24 juillet, qu'une seule dépêche de notre ambassadeur à Petersbourg, et elle ne mentionne pas l'entretien avec Sir G. Buchanan, bien qu'elle ait certainement été envoyée après, Mais M. Paléologue y exprime de nouveau l'opinion que l'Allemagne soutiendra l'Autriche-Hongrie et que « la solidarité de la Triple Entente, en s'affirmant, peut seule empêcher les puissances

Cette conversation mérite d'être retenue pour les dissentiments profonds qu'elle atteste entre les Puissances de la Triple Entente.

La Russie, menacée dans ses intérêts et blessée dans ses affections par l'action autrichienne en Serbie, mais surtout, peut-être, offensée jusqu'à l'exaspération des procédés sardoniques du Ballplatz, qui lui a joué une hypocrite et abominable comédie de sagesse, qui l'a bafouée par des assurances de modération, la Russie, dans cette matinée du 24 juillet, est prête aux mesures décisives, M. Sazonof pense et dit que, « tout au moins », le Gouvernement impérial doit procéder à la mobilisation. Un Conseil des ministres examinera cette question dans l'après-midi. Un autre Conseil se réunira le lendemain, sous la présidence du Tsar. Bref, dans l'irritation déterminée par le coup de foudre de la Note, le grand et lourd empire slave mesure ses forces, se prépare à la résistance [1].

---

germaniques d'accentuer leur attitude provocante. » Dépêche à M. Bienvenu-Martin, *Livre Jaune*, n° 31.

De son côté, M. Bienvenu-Martin, dès cette matinée du 24 juillet, avait télégraphié au *Foreign Office* pour demander « les vues et les intentions du Gouvernement anglais ». Dépêche à M. Viviani. *Livre Jaune*, n° 26.

Tandis que tous les actes de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne s'inspiraient d'un accord préalable, les Puissances de la Triple Entente devaient, à chaque fait nouveau, s'interroger et se concerter.

[1] « La seule réponse digne de la Russie serait la mobilisation générale sur la frontière autrichienne. » *Courrier de Saint-Petersbourg* du 25 juillet 1914.

Il s'en faut de beaucoup que la France soit dans le même état d'esprit. La loyauté ne lui permet pas de se refuser à soutenir son alliée dans la querelle qu'on lui cherche. Elle lui permet de ne le faire que sous conditions. La France sera aux côtés de la Russie, *après* que tous les moyens de résoudre le conflit d'une façon pacifique auront échoué. La France sera aux côtés de la Russie, *après* qu'il aura été bien établi qu'on lui impose la guerre. Sans doute, M. Paléologue ne formule pas ces réserves devant l'ambassadeur anglais, dont il veut obtenir une déclaration de solidarité, mais elles doivent être dans sa pensée et dans ses instructions. Le 24 juillet, quels que soient les termes du traité franco-russe, nous ne pouvons être engagés encore (¹).

En ce qui concerne l'Angleterre, elle est aussi éloignée que possible des énergiques décisions que lui demande M. Sazonof. On a vu la réponse de Sir G. Buchanan. Elle

---

(¹) Cela ressort, au surplus, des renseignements que donnent les livres diplomatiques et des propos de M. Sazonof lui-même. Le 25 juillet, au cours d'une nouvelle conversation avec Sir G. Buchanan, il lui déclare, en effet, que la Russie ne peut pas permettre à l'Autriche-Hongrie d'écraser la Serbie, de devenir la puissance prépondérante dans les Balkans, et que « *si elle se sent assurée de l'appui de la France*, elle fera face à tous les risques de guerre ». Dépêche de Sir G. Buchanan *Correspondance britannique*, n° 17.

C'est seulement le 29 juillet que l'ambassadeur russe à Paris, M. Iswolsky, télégraphie à son Gouvernement : « Viviani vient de me confirmer l'entière résolution du Gouvernement français d'agir d'accord avec nous ». *Livre Orange russe*, n° 55.

A cette date, la Russie avait donné plus de gages de son esprit de conciliation qu'on n'en pouvait espérer.

est tout de suite confirmée à Londres. « J'approuve complètement vos paroles », lui écrit le lendemain Sir Edward Grey ([1]). Le *Foreign Office* est même si catégorique que le Gouvernement russe, après une dernière tentative, le 25 juillet([2]), renonce à toute espérance d'obtenir aucune promesse. Mais la France, dont l'accord avec la Grande-Bretagne est bien plus ancien et bien plus intime, ne peut pas aussi facilement accepter que l'Entente cordiale reste sans effet dans le moment où son action est le plus nécessaire. Dès que les événements s'aggravent, dès que le péril devient imminent, elle s'efforce à son tour de décider l'Angleterre à prendre un engagement formel. Elle n'est pas plus heureuse que la Russie. Le *Foreign Office* a son siège fait.

Dans une dépêche que Sir Edward Grey adresse, le 29 juillet, à Sir F. Bertie, il précise ainsi le point de vue anglais : « Dans le cas du Maroc, la dispute fut une dispute où la France se trouva la principale intéressée et où il paraissait que l'Allemagne, dans un effort pour écraser la France, lui cherchait querelle sur une question qui formait l'objet d'une convention spéciale entre la France et nous-

---

([1]) *Correspondance britannique*, n° 24.

([2]) Le 25, M. Sazonof écrivait au comte Benckendorff : « Dans le cas d'une nouvelle aggravation de la situation pouvant provoquer de la part des grandes Puissances des actions conformes, nous comptons que l'Angleterre ne tardera pas à se ranger nettement du côté de la Russie et de la France, en vue de maintenir l'équilibre européen, en faveur duquel elle est intervenue constamment dans le passé et qui serait, sans aucun doute, compromis dans le cas du triomphe de l'Autriche ». *Livre Orange russe*, n° 17.

mêmes. Dans le cas actuel, le différend entre l'Autriche et la Serbie n'était pas un différend où nous nous sentions appelés à jouer un rôle actif. Même si la question venait à se poser entre l'Autriche et la Russie, nous ne nous sentirions pas appelés à y jouer un rôle. Ce serait alors une question de la suprématie du Teuton ou du Slave, — une lutte pour la suprématie dans les Balkans, — et notre idée a toujours été d'éviter d'être entraînés dans une guerre pour une question balkanique (1). Si l'Allemagne devenait impliquée et si la France devenait impliquée, nous n'avions pas décidé ce que nous ferions. *Ce serait un cas que nous aurions à examiner*. La France aurait été alors entraînée dans une querelle qui n'était pas la sienne, mais dans laquelle, par suite de son alliance, son honneur et ses intérêts l'obligeaient à entrer. Nous étions libres d'engagements et nous aurions à décider ce que les intérêts britanniques exigeaient que nous fissions (2) »

---

(1) Il est à peine besoin de signaler la faiblesse des arguments invoqués par Sir Edward Grey. La France, pas plus que la Grande-Bretagne, ne désirait faire la guerre pour une question balkanique, et M. Sazonof ne demandait point qu'on l'aidât à assurer à Belgrade la suprématie du Slave sur le Teuton. Il rappelait à l'Angleterre que sa politique avait toujours été de maintenir l'équilibre européen, équilibre qui, au cas d'une victoire austro-allemande, serait détruit au profit du germanisme.

Voir Appendice n° 1.

(2) A la même date où il envoyait à Sir F. Bertie, ambassadeur d'Angleterre en France, la dépêche que l'on vient de lire, le 29 juillet (*Correspondance britannique*, n° 87). Sir Edward Grey tenait au prince Lichnowsky le langage suivant : « J'ai dit que je

Ce langage était parfaitement clair. Il était aussi très loyal. Dans ses rapports avec M. Paul Cambon, comme dans ses rapports avec le prince Lichnowsky, Sir Edward Grey a toujours mis la plus scrupuleuse probité. On ne

---

désirais lui dire, d'une façon tout à fait particulière et amicale, quelque chose que j'avais à l'esprit. La situation était très grave. Tant qu'elle se limitait aux questions actuellement posées, nous n'avions aucune intention d'intervenir. Mais si l'Allemagne y devenait impliquée, et ensuite la France, la question pourrait être si vaste qu'elle impliquerait tous les intérêts européens ; et je ne voulais pas qu'il fût trompé par le ton amical de notre conversation — lequel persisterait, comme je l'espérais — jusqu'à croire que nous resterions à l'écart.

« Il a dit qu'il comprenait parfaitement, mais il a demandé si je voulais dire que nous interviendrions dans certaines circonstances.

« Je répondis que je ne désirais pas dire cela, ni me servir de quoi que ce fût qui ressemblât à une menace ou à un essai d'exercer une pression, en disant que, si les choses allaient plus mal, nous interviendrions. Il n'y aurait aucune question de notre intervention si l'Allemagne n'était pas impliquée, ou même si la France n'était pas impliquée ; mais nous savions fort bien que si la question devenait telle que nous croyions que les intérêts britanniques exigeaient notre intervention, il faudrait que nous intervinssions immédiatement, et que la décision fût très rapide, exactement comme les décisions des autres puissances auraient à l'être. J'espérais que le ton amical de nos conversations continuerait comme à présent et que je pourrais conserver des rapports aussi étroits avec le Gouvernement allemand en travaillant pour la paix. Mais si nous échouions dans nos efforts pour conserver la paix, et si la question s'élargissait de façon à impliquer, pour ainsi dire, tous les intérêts européens, je ne voulais pas être exposé à aucun reproche de sa part que le ton amical de toutes nos conversations l'avait égaré, lui ou son gouvernement, à supposer que nous n'agirions pas, et au reproche que s'il n'avait

peut imaginer une politique plus droite que la sienne. A-t-elle été aussi habile que droite? Et n'était-elle pas bien courte? C'est une autre affaire. Lorsque Sir Edward Grey énumère toutes les conditions qui sont à remplir encore avant que la Grande-Bretagne examine où est son intérêt, on est en droit de craindre que ses vues aient plus de rectitude que de profondeur, et, dans tous les cas, on échappe difficilement à l'impression qu'il s'efforce surtout de se dissimuler à lui-même le péril de l'Europe, de son propre pays. Lorsque MM. Sazonof, Paléologue, Paul Cambon, Poincaré soutiennent que le plus sûr moyen d'éviter la guerre est pour le Royaume-Uni de dire tout de suite qu'il y entrera, ils ont vraisemblablement raison.

Mais ce qu'il faut retenir, à l'heure où nous sommes, c'est que, pressé de se prononcer dans l'hypothèse d'un conflit armé, Sir Edward Grey s'y refuse en termes formels. L'Angleterre, dit-il, avec la plus ferme obstination, ne fera pas une déclaration de solidarité qui aurait le double inconvénient de l'engager plus qu'il ne convient à ses intérêts et de donner aux Empires du Centre l'impression qu'on les menace. C'est par d'autres voies, par des procédés moins hardis, qu'elle s'efforcera de maintenir la paix.

Si elle s'est trompée, il est incontestable qu'elle a été de bonne foi et que son attitude réservée a eu tout au moins l'avantage d'incliner la Russie et la France vers plus de modération eucore.

---

pas été ainsi égaré le cours des événements aurait pu être différent ». *Correspondance britannique*, n° 89.

CHAPITRE II

LES EMPIRES DU CENTRE

Les Empires du Centre sont beaucoup plus unis. On n'aperçoit chez eux aucune divergence d'aucune sorte sur aucune des redoutables questions que soulève ou pourra soulever le conflit. Ils visent le même but et s'entendent parfaitement sur les moyens, même inavouables. Ils vont l'un et l'autre à la guerre avec une résolution égale. « *In gleichem Schritt und Tritt.* » Leur accord, absolu à l'origine, — ils le reconnaissent volontiers, — se maintient absolu jusqu'au bout [1].

---

[1] « Quoiqu'on puisse supposer que l'Allemagne, en acceptant sans contrôle la politique austro-hongroise, se refusa intentionnellement à l'examen du texte de la Note, de façon à pouvoir, après coup, se déclarer non responsable de l'action de son alliée, — politique qui n'aurait diminué en rien le caractère déshonorant de cette affreuse conspiration contre la paix de l'Europe, — la présomption la plus vraisemblable est que la simultanéité de l'envoi de la Note autrichienne à Belgrade et de l'avertissement de l'Allemagne aux puissances fut le résultat d'une action concertée *et de la poursuite d'un but commun* ». James M. Beck, *La Preuve*, p. 46.

Rien de plus exact, et on en verra des preuves nombreuses.

On l'a contesté, il est vrai. On a prétendu que l'Autriche-Hongrie ne projetait pas d'aller jusqu'au conflit généralisé et que l'Allemagne a dû employer les grands moyens pour l'y pousser et, finalement, l'y contraindre. Le Ballplatz ne rêvait que d'une promenade militaire en Serbie, on l'a, malgré lui, conduit jusqu'à une guerre européenne [1].

On a prétendu aussi que l'Allemagne avait elle-même hésité.

---

[1] Cela paraît être l'opinion de M. Dumaine, notre ambassadeur à Vienne. « Mon impression, écrit-il le 26 juillet, est que le Gouvernement austro-hongrois, quoique surpris, *et peut-être au regret de l'énergie qu'on lui a inspirée*, se croira obligé à un commencement d'action militaire ». *Livre Jaune*, n° 55.

Le 28 juillet, il écrit encore : « Parmi les soupçons qu'inspire la soudaine et violente résolution de l'Autriche (déclaration de guerre à la Serbie) le plus inquiétant est que *l'Allemagne l'aurait poussée à l'agression contre la Serbie* afin de pouvoir elle-même entrer en lutte avec la Russie et la France ». *Livre Jaune*, n° 83.

Cette opinion est également celle de M. Take Jonesco. « Je pense, dit-il, que la décision définitive de l'empereur Guillaume pour une guerre immédiate n'a eu lieu que le jour, ou la veille du jour, où il est rentré à Berlin (26 juillet). L'atmosphère guerrière s'est emparée de lui. Il a eu subitement la vision de la non-préparation de la Russie et de la France, des difficultés intérieures de la France, et surtout de celles de l'Angleterre, et il s'est décidé avec son tempérament impulsif au dernier degré. Une fois fixé dans la direction de la guerre immédiate, rien ne pouvait plus l'arrêter. Et c'est pour cela que l'Autriche fut prise d'une salutaire terreur et voulut, à la dernière heure, entrer dans la voie de la raison. *L'empereur Guillaume ne lui en laissa plus la possibilité* et précipita une guerre que, cette fois-ci, il désirait avec la frénésie d'un impulsif incorrigible » *Grande Revue*. Février 1915, p. 516.

On a prétendu qu'en Autriche-Hongrie, il y avait dans les sphères dirigeantes deux partis : l'un pacifique, avec le comte Berchtold (1), l'autre belliqueux, avec l'archiduc Frédéric.

On a prétendu également qu'il y avait deux partis en Allemagne : l'un pacifique, avec Guillaume II et M. de Bethmann-Hollweg (2), l'autre belliqueux, avec le Kronprinz, l'amiral von Tirpitz, l'état-major.

---

(1) M. Bollati, ambassadeur d'Italie en Allemagne, pense, au contraire, que c'était le comte Berchtold qui poussait à la guerre. Il ne voit, écrit l'éminent diplomate, « que l'insolence de la Serbie et les critiques dont il a été l'objet en Autriche même. Il voudrait les transformer en applaudissements par ce coup de force, très inattendu d'un homme tel que lui ». Propos rapportés par le baron Beyens. *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1915. p. 489.

(Il est cependant malaisé d'admettre que Guillaume II se soit laissé mener à la guerre pour satisfaire la vanité du comte Berchtold.)

Le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie en Autriche-Hongrie, estime très vraisemblable que « l'imminence d'une insurrection de ses sujets sud-slaves ait précipité la résolution de la Monarchie ». Dépêche de M. Dumaine. *Livre Jaune*, n° 99.

Cette opinion était, du reste, celle de plusieurs membres du corps diplomatique à Vienne.

(2) On a aussi supposé que Guillaume II était dans le clan belliqueux et que le chancelier s'efforçait de le retenir. C'est l'avis du baron Beyens. « Il est très probable, écrit-il, que le chancelier désirait alors (le 26 juillet) sincèrement le maintien de la paix, et que ses premiers efforts, en voyant le danger s'approcher de plus en plus, ont réussi à contenir pendant quarante-huit heures l'impatience de l'empereur ». *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1915, p. 494.

Plus loin, le même distingué diplomate écrit encore que, dans

Le malheur est que ce sont là pures imaginations. Les textes ne disent rien de semblable. Ils ne laissent voir aucune opposition entre les deux pays, ni à l'intérieur de chaque pays. Rien de plus ferme, de plus uni, de plus continu que les dépêches du comte Berchtold. Les variations de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow s'expliquent par les nécessités du double jeu que l'on avait tout de suite adopté pour surprendre l'Europe et rendre vains ses efforts. « *Il était fort important,* remarque avec raison M. James M. Beck, *que l'Allemagne et l'Autriche donnent à l'Angleterre et à l'Italie l'impression que leurs desseins étaient sincèrement pacifiques et, d'autre part, qu'elles provoquent la Russie et la France de telle façon que ces deux pays déclarent la guerre.* Si le lecteur veut bien ne pas oublier cette politique à face de Janus, il comprendra les contradictions apparentes qui existent dans les représentations diplomatiques de l'Allemagne. Il comprendra

---

l'après-midi du 1er août, aucune réponse n'étant venue encore de Petersbourg à l'ultimatum allemand, envoyé la veille à 7 heures du soir, MM. de Jagow et Zimmermann « coururent chez le chancelier et chez l'empereur, afin d'obtenir que l'ordre de la mobilisation générale ne fût pas lancé encore et que Sa Majesté attendît jusqu'au jour suivant ». Ce fut, dit-il, « la dernière manifestation de leur pacifisme expirant, ou le dernier réveil de leur conscience. Leurs efforts se brisèrent contre l'opposition irréductible du ministre de la Guerre et des chefs de l'armée, qui représentèrent à l'Empereur les conséquences fâcheuses d'un retard de vingt-quatre heures ». *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1915, p. 500.

Ce qui enlève quelque valeur à ce témoignage, c'est que le baron Beyens tient son information de M. Zimmermann.

pourquoi l'Allemagne et l'Autriche, tout en se moquant ouvertement de la Russie et en lui refusant d'user à son égard de la courtoisie la plus élémentaire en matière diplomatique, s'occupaient en même temps de donner à l'Angleterre les assurances les plus déclamatoires de leurs intentions pacifiques (1) ».

La vérité, en définitive, est qu'on chercherait bien inutilement dans le *Livre Rouge austro-hongrois* ou dans le *Livre Blanc allemand* la trace d'une action exercée par un des deux Empires sur l'autre. Les conseils que la Wilhelmstrasse prétend avoir donnés au Ballplatz ne figurent nulle part. On trouve, par contre, de nombreuses preuves certaines de leur intime union. J'en citerai seulement ici quelques-unes

M. de Bethmann-Hollweg avoue dans son *Mémoire* que l'Autriche-Hongrie, *avant* d'envoyer son ultimatum à la Serbie, lui avait demandé son avis et qu'il lui avait répondu « de tout cœur » qu'elle était « entièrement libre d'agir à sa guise ». Prenons-y garde, c'était cependant chose grave en la circonstance de donner ce blanc-seing. Le chancelier en savait toutes les conséquences possibles. Il le reconnaît, d'ailleurs, expréssement. « Nous avions conscience que les actes d'hostilité éventuels de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie pourraient mettre en scène la Russie et nous entraîner dans une guerre, de concert avec notre alliée (2) ». Il ne lui en laisse pas moins la bride sur le cou. Peut-on se mieux entendre (3) ?

---

(1) *La Preuve*, p. 74.

(2) *Livre Blanc allemand*. Mémoire.

(3) Dès le 26 juillet, le ministre de Belgique à Berlin écrivait :

Au lendemain de la remise de l'ultimatum à Belgrade, le *Livre Rouge* apporte une nouvelle preuve de l'unité de vues qui règne dans les deux Cabinets ; c'est la dépêche du comte Szécsen annonçant la démarche menaçante que le baron de Schœn va faire au Quai d'Orsay :

« Si le but secret des hommes d'Etat des deux Empires n'est pas réellement de généraliser la guerre et de forcer la Russie et la France à y prendre part, mais seulement d'anéantir la puissance de la Serbie et de l'empêcher de poursuivre son travail occulte de propagande, le résultat sera le même. Il est impossible que la prévision de ce résultat ait échappé aux yeux clairvoyants des dirigeants de l'Empire allemand. Dans l'une comme dans l'autre de ces suppositions, l'intervention de la Russie paraît inévitable ; ils ont dû envisager froidement cette complication et se préparer à soutenir énergiquement leurs alliés. La perspective d'une guerre européenne ne les a pas fait hésiter un instant, *si le désir de la déchaîner n'a pas été le mobile de leur conduite* ». Second *Livre Gris belge*, n° 8.

Le même jour, le comte Errembault de Duzzelle, ministre de Belgique à Vienne, s'exprimait presque dans les mêmes termes. « Les conditions si rigoureuses de la susdite Note, le refus d'entrer à leur sujet en discussion quelconque, la durée si courte du délai accordé semblent bien démontrer que le point auquel on est arrivé est précisément celui que l'on voulait ici atteindre. Il est évident que l'*action entreprise par le gouvernement austro-hongrois a été entièrement approuvée à Berlin*. Certaines personnes vont même jusqu'à prétendre que le comte Berchtold a été encouragé et poussé dans cette voie par le Gouvernement allemand, qui ne reculerait pas devant le danger d'une conflagration générale et préférerait entrer actuellement en lutte avec la France et la Russie, insuffisamment préparées, tandis que, dans trois ans, ces deux puissances auraient achevé leur transformation militaire ». Second *Livre Gris belge*, n° 9.

« Conformément à ses instructions, le baron de Schœn déclarera aujourd'hui, à Paris... ([1]). » Aussitôt après la visite, l'ambassadeur allemand court informer l'ambassadeur autrichien de l'effet produit, et le comte Szécsen télégraphie : « Le baron de Schœn vient de faire la démarche dont on l'avait chargé... ([2]). » Manifestement, les deux diplomates représentant à Paris les Empires du Centre sont jumellés.

A Petersbourg, l'union n'est pas moins complète. En sortant de chez M. Sazonof, le 24 juillet, le comte de Pourtalès va rapporter ses déclarations au comte Szapary ([3]). Au surplus, pour le cas où les rapports personnels des deux ambassadeurs d'Autriche et d'Allemagne en Russie ne seraient pas encore assez confiants et leurs démarches assez bien concertées, le comte Berchtold envoie, le 25 juillet, des instructions précises à son représentant. « Je suppose, écrit-il, que, dans les circonstances actuelles, Votre Excellence aura établi un accord étroit avec son collègue allemand qui, assurément, a dû être chargé de ne laisser au Gouvernement russe aucun doute sur ce fait que l'Autriche-Hongrie ne serait pas isolée au cas d'un conflit avec la Russie ([4]). »

Le 26 juillet, le comte Szapary informe son Gouvernement d'un incident grave, décisif, et qu'il importe de mettre en pleine lumière, car son caractère véritable pa-

---

([1]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 12.
([2]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 14.
([3]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 16.
([4]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 26.

raît avoir échappé aux commentateurs des livres diplomatiques. Il ne s'agit de rien de moins cependant que de la première provocation directe de l'Allemagne à la Russie.

Les dépêches du *Livre Blanc* n'en soufflent mot. Il ne donne ni les instructions du chancelier, ni le rapport du comte de Pourtalès. Le *Mémoire* lui-même de M. de Bethmann-Hollweg ne consacre que quatre lignes à ce fait capital. Le 26 juillet, dit-il seulement, l'ambassadeur d'Allemagne à Petersbourg a été chargé de faire au Gouvernement russe la déclaration suivante : « Les mesures militaires préparatoires de la Russie nous forceront à prendre des mesures analogues, consistant en la mobilisation de notre armée. *Mais la mobilisation, c'est la guerre* (1) ».

Le comte Szapary est moins concis. « A l'occasion, écrit-il, des bruits qui circulent au sujet des mesures de mobilisation russe, le comte Pourtalès a fait remarquer de la façon la plus sérieuse au ministre russe que, aujourd'hui, des mesures de mobilisation, comme moyen de pression diplomatique, présentent un très grave danger ; car, dans ce cas, la parole est donnée aux considérations purement militaires des Etats-majors, et une fois qu'en Allemagne on a pressé sur le bouton, rien ne peut plus arrêter la marche des événements (2). »

---

(1) *Livre Blanc allemand*. Mémoire.

C'est très vraisemblablement à cette démarche allemande du 26 juillet, que le comte Berchtold, à qui elle avait été promise, faisait allusion lorsqu'il écrivait, le 25, que le Gouvernement allemand déclarerait à la Russie que l'Autriche ne resterait pas isolée.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 28.

On pourrait s'en tenir là, dès maintenant, la preuve est faite que les deux Empires du Centre savent où ils vont et qu'ils marchent avec une égale résolution. Cette dépêche marque une date.

En réalité, la journée du 26 juillet a été décisive. C'est dans cette journée-là que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, sentant elles-mêmes la faiblesse du premier grief invoqué, gênées par toutes les représentations qu'il suscite, un peu inquiètes peut-être du mauvais effet produit sur l'Angleterre par leurs misérables arguties, c'est dans cette journée-là que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, en plein accord, amorcent un nouveau sujet de querelle, plus avantageux parce que la vérité sera plus difficile à établir. Ce sujet de querelle est la mobilisation.

A des questions comme : l'Autriche-Hongrie a-t-elle provoqué la Serbie ? La Serbie s'est-elle soumise ? Toutes les Puissances ne peuvent que répondre par un double : oui. Mais quand il s'agira de savoir qui, de l'Autriche, de l'Allemagne ou de la Russie, a pris les premières mesures militaires, et les plus effectives, et les plus menaçantes, il est fort possible que l'Europe soit embarrassée, qu'il y ait matière à contestation, qu'il y ait doute. Il est fort possible même que les circonstances permettent, sans trop d'invraisemblance, de dénoncer comme offensives des précautions simplement prudentes. D'ailleurs, les règles très différentes appliquées dans les pays intéressés donnent un avantage marqué à l'Allemagne, car elle peut prendre une forte avance sans décréter la mobilisation. Ce prétexte est donc infiniment meilleur. Il permet d'embrouiller les res-

ponsabilités que le premier laisse trop aisément voir. Aussi les Empires du Centre l'adoptent-ils sans tarder. *Ils l'adoptent dès le 26 juillet.*

Or, à cette date, d'après le *Livre Blanc* lui-même, la Russie n'a fait de préparatifs qu'à Odessa et à Kief. Ils ne constituent donc, à aucun degré, une menace pour l'Allemagne. Et si c'est bien l'Autriche-Hongrie seule qu'ils peuvent éventuellement viser, est-il admissible que l'Allemagne, à cette date, brandisse son épée pour l'amour de son alliée, sans qu'il y ait eu avec elle une entente préalable? Le comte Szapary ne semble, d'ailleurs ni surpris, ni inquiet en transmettant cette grave nouvelle. D'autre part, elle produit si peu d'impression sur le comte Berchtold qu'il n'y répond pas, ne la commente pas. Il l'enregistre. Il l'attendait. Elle était dans le plan dressé par les deux chancelleries.

Hypothèse ? Non. Certitude. Les événements ne vont pas tarder à le prouver. Deux jours plus tard, en effet, le 28 juillet, dans un moment où Sir Edward Grey se montre à la fois si pressant qu'il est malaisé de lui échapper, et si conciliant qu'il est plus malaisé encore de lui opposer un refus sec ; dans un moment où le Ballplatz se rend compte que, malgré la déclaration de guerre, l'ouverture des hostilités, l'envahissement prochain de la Serbie, la Triple Entente veut la paix et consentira dans ce but tous les sacrifices nécessaires, c'est l'Autriche-Hongrie qui reprend le prétexte de la mobilisation —, parce que celui-là prête à toutes les équivoques, facilite tous les mauvais coups, — et demande à l'Allemagne de renouveler sa démarche du 26 !

Le Gouvernement austro-hongrois a été informé, assure le comte Berchtold, que la Russie prend des mesures militaires dans les districts qui font face à la Monarchie dualiste. « Dans ces circonstances, je désirerais prier instamment le Cabinet berlinois de considérer s'il ne pourrait pas faire observer amicalement à la Russie que la mobilisation des districts susdits équivaudrait à une menace dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et que, par suite, si cette mobilisation s'effectuait, la Monarchie, *ainsi que son allié l'Empire d'Allemagne,* seraient obligés d'y répondre par des mesures militaires extrêmes ? Pour permettre à la Russie de se raviser, le cas échéant, plus facilement, il me paraîtrait indiqué qu'une telle démarche fût faite d'abord par l'Allemagne seule ; mais, bien entendu, nous serions prêts aussi à la faire à deux. Un langage net me semble être en ce moment le moyen le plus efficace pour que la Russie prenne conscience de toute la portée d'une attitude menaçante[1]. »

Le lendemain, 29 juillet, conformément à la prière du comte Berchtold, l'ambassadeur d'Allemagne à Petersbourg tenait « un langage net » à M. Sazonof. Il l'avertissait que si la Russie ne cessait pas ses préparatifs militaires son Gouvernement avait pris la résolution de mobiliser [2] ».

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 42.

La forme interrogative employée pour le comte Berchtold n'est qu'une hypocrisie ajoutée à bien d'autres. Il savait parfaitement que l'Allemagne pourrait faire cette observation, le 29, puisqu'elle l'avait déjà faite le 26, et qu'il en avait été informé par son propre ambassadeur.

(2) *Livre Orange russe*, n° 58.

Et la mobilisation allemande, c'est la guerre. On avait eu soin de le dire dès le 26.

Avant d'entrer dans l'examen des négociations qui suivirent le rejet de la réponse serbe, il était nécessaire de préciser la situation des deux groupes de Puissances et de marquer à grands traits la caractéristique de chacun d'eux. L'Angleterre, la Russie et la France, qui n'ont pas prévu les événements, sont divisées sur la manière d'en apprécier les conséquences pour chacune d'elles et d'y porter remède. Surtout elles ne s'estiment pas engagées au même degré. L'union entre elles n'existe que dans la volonté d'éviter la guerre, si c'est encore possible. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, qui déclanchent les événements, ont pris grand soin de se mettre d'accord sur toutes les éventualités et se prêtent, réciproquement, pour déterminer le conflit, un appui sans réserve.



CHAPITRE III

LES CONVERSATIONS DIRECTES

On a vu l'échec de la tentative très modeste faite par la Triple Entente pour obtenir le délai nécessaire à des négociations diplomatiques. Le comte Berchtold avait répondu par un refus sans phrase. Mais, au même instant, il donnait à la Grande-Bretagne l'assurance secrète qu'il ne presserait pas l'action militaire. On avait donc encore un peu de temps devant soi. On le mit tout aussitôt à profit. Deux propositions furent presque simultanément soumises au Ballplatz. L'une tendait à trouver un arrangement au moyen de conversations directes entre Vienne et Petersbourg ; l'autre à recourir à une médiation. Ces deux propositions ont échoué presque à la même heure. Mais il est tout à fait édifiant d'en connaître les détails et d'en suivre le cours.

Il semble bien que la première idée de chercher une solution pacifique au conflit dans un échange de vues entre les deux grandes Puissances directement intéressées soit venue de Sir Edward Grey. C'est le 23 juillet, en effet,

avant de connaître le texte intégral de la Note, que le secrétaire d'Etat anglais exprime au comte Mensdorff l'espoir, s'il y avait des difficultés, « que l'Autriche et la Russie pourraient, en premier lieu, les discuter directement entre elles (1) ».

A la vérité, le lendemain, devant les formidables exigences de l'ultimatum, Sir Edward Grey paraît incliner vers le moyen d'une médiation. Mais M. Sazonof, à son tour, sans écarter la médiation, laisse tout de suite voir sa préférence pour les conversations directes, soit qu'il redoute, — non sans quelque raison, — l'influence que l'Allemagne ne manquerait pas d'exercer dans une Conférence des ambassadeurs représentant les pays désintéressés, soit qu'il ait assez de confiance dans la force de ses arguments et l'évidence de son droit pour compter qu'il obtiendra de l'Autriche-Hongrie, dans un tête à tête, les concessions indispensables.

Quelque mobile qui l'ait déterminé, cette préférence fut malheureuse. On ne s'explique ni sa confiance dans cette façon de procéder, ni celle du ministre anglais (2). Aucune

---

(1) Dépêche à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 3.

(2) Sir Edward Grey semble avoir varié un peu dans ses appréciations sur l'efficacité des conversations directes. Dans une dépêche du 28 juillet à Sir E. Goschen, il écrit : « Tant qu'il y aura une perspective d'un échange de vues entre l'Autriche et la Russie, je suspendrai toute autre suggestion, car je suis tout à fait d'accord que, de toutes les procédures, c'est celle à préférer de beaucoup. » *Correspondance britannique*, n° 67.

forme de négociations n'offrait à l'Autriche-Hongrie autant de ressources pour gagner du temps, ou en perdre, et plus de facilités pour rompre au moment choisi par elle. D'autre part, elle avait donné des preuves assez nombreuses de sa mauvaise foi pour que l'on redoutât de s'engager avec elle dans une conversation à deux, pour que l'on désirât, au contraire, qu'il y eût des témoins et des juges.

Au surplus, la défiance des diplomates de la Triple Entente [1] aurait dû être éveillée par le fait que les conversations directes étaient vues avec grande faveur à Berlin. « J'en augure beaucoup de bien et j'espère », disait M. de Jagow, le 27 juillet, à M. Jules Cambon [2]. Au même ins-

---

Le même jour, M. Paul Cambon écrit : « Sir Edward Grey et Sir A. Nicholson m'ont dit que si un accord pouvait s'établir directement entre Petersbourg et Vienne, il faudrait s'en féliciter, mais ils ont élevé quelques doutes sur le succès de l'initiative de M. Sazonof. » *Livre Jaune*, n° 80.

M. Paul Cambon, lui, est très sceptique. « Il serait très désirable, écrit-il, que cette négociation directe, à un moment où le moindre retard peut avoir de sérieuses conséquences, fût menée de manière à ne pas entraver l'action de Sir Edward Grey et à ne pas fournir à l'Autriche un prétexte pour se dérober à l'intervention amicale des quatre puissances ». *Livre Jaune*, n° 80.

C'était, en effet, ce que cherchait l'Autriche-Hongrie, et elle y a réussi.

(1) M. Paléologue partageait toutes les illusions du ministre russe. « Cette entremise amicale et officieuse, écrivait-il, de la Russie entre l'Autriche et la Serbie, a l'avantage d'être expéditive. Je la crois donc préférable à toute autre procédure et de nature à aboutir. » *Livre Jaune*, n° 54.

(2) *Livre Jaune*, n° 74.

tant, à Vienne, M. de Tchirsky disait à Sir M. de Bunsen « qu'un échange de vues direct serait plus agréable à l'Autriche-Hongrie » qu'une Conférence (1). Enfin les conversations directes étaient également recommandées avec insistance par Guillaume II. Dans son télégramme du 28 juillet au Tsar, il écrit : « J'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à en venir à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie ». Dans son télégramme du 29, il écrit encore : « Je crois qu'une entente directe entre ton gouvernement et Vienne est possible et désirable, attendu que, comme je te l'ai déjà télégraphié, mon Gouvernement essaie de toutes ses forces de le favoriser (2). »

Après tant de démarches suspectes, cette soudaine bonne volonté allemande était suspecte à son tour. Mais il semble que MM. Paul et Jules Cambon furent seuls à s'en aviser (3). M. Sazonof n'eut pas, à cet égard, un seul instant d'inquiétude (4).

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 55.

(2) *Livre Blanc allemand*, annexes 20 et 22.

(3) « Il y a lieu de se demander, écrivait M. Jules Cambon, le 28 juillet, *si l'Autriche ne cherche pas à gagner du temps pour se préparer* ». *Livre Jaune*, n° 81.

(4) La bonne foi de M. Sazonof était telle que, dans un entretien avec l'ambassadeur d'Angleterre à Petersbourg, il lui avoue, le 29 juillet, « que c'était sur les conseils de l'ambassadeur d'Allemagne (en Russie) qu'il avait proposé un échange de vues de ce genre ». *Correspondance britannique*, n° 78.

M. Bronewski, à Berlin, pensait comme M. Sazonof.

Dès le 26 juillet, avant que la proposition soit soumise au Ballplatz, dans une conversation *sur un ton amical* avec le comte Szapary, le ministre russe lui signale les articles de la Note inacceptables, et même « absolument inexécutables », et conclut en demandant à Vienne que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie soit autorisé à entrer « dans un échange de vues privé aux fins d'un remaniement en commun de quelques articles de la Note autrichienne du 23 juillet ». Il ajoute que « ce procédé permettrait peut-être de trouver une formule qui fût acceptable pour la Serbie, tout en donnant satisfaction à l'Autriche *quant au fond de ses demandes.* » En terminant, il prie l'ambassadeur russe à Vienne d'avoir à ce sujet *une explication prudente et amicale* avec le comte Berchtold (1).

Cette dépêche est remarquable dans le fond et la forme. Elle est écrite à une heure où l'Autriche-Hongrie accumule les provocations : rejet de la réponse serbe, refus de prolonger le délai, rupture des rapports avec Belgrade. Le ministre russe pourrait, à bon droit, se montrer irrité. Mais, loin qu'il le soit, ou, dans tous les cas, qu'il le laisse voir, c'est *sur un ton amical,* — très différent du ton pris par le baron Macchio à l'égard du prince Koudachew, — qu'il s'entretient avec le comte Szapary, discute l'ultimatum, met en relief non pas même l'insolence ou l'injustice de quelques-unes de ses exigences, mais leur impossibilité d'exécution, et, finalement, charge le représentant de la Russie à Vienne d'avoir *une explication prudente et amicale avec le Ballplatz.*

(1) *Livre Orange russe*, n° 25.

Encore n'est-ce point d'une explication sur le fond des choses qu'il s'agit. Ce que M. Sazonof cherche dans le remaniement en commun de quelques articles, c'est à sauver la face. Il demande pour la Serbie, pour la Russie, des concessions de forme, étant entendu que l'Autriche-Hongrie recevra satisfaction entière *quant au fond.*

Ici encore, on ne peut pas contester la bonne volonté de la Russie et sa résolution pacifique. Elle y sacrifie ses amitiés, ses traditions, ses intérêts, même un peu de sa fierté et de sa dignité. Bien rarement, un grand empire a répondu d'un ton aussi modeste à tant de provocations [1].

Mais la modération de M. Sazonof prend bien plus de valeur encore si, au lieu lire de le récit de sa conversation avec l'ambassadeur autrichien dans le *Livre Orange*, sous sa signature, on le lit dans le *Livre Rouge*, sous la signature du comte Szapary. Sans le vouloir assurément, ce dernier met dans un extraordinaire relief la sagesse du ministre des Affaires Etrangères, sa patience.

M. Sazonof dit seulement qu'il a eu un long entretien, *sur un ton amical*, avec l'ambassadeur d'Autriche. Ce qu'il ne dit pas, et ce qui donne un singulier mérite au ton amical qu'il a gardé, c'est la déclaration préalable du

---

(1) Encore n'est-ce point le dernier pas de M. Sazonof dans la voie de la conciliation. Le lendemain, 27 juillet, l'ambassadeur russe à Vienne allait jusqu'à promettre au baron Macchio que son Gouvernement persuaderait à la Serbie « d'éviter aussi longtemps que possible tout conflit et de faire reculer ses troupes devant celles de l'Autriche ». On gagnerait ainsi du temps pour négocier. Dépêche de Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 56.

comte Szapary. « Nous sommes absolument décidés à atteindre le but que nous nous sommes proposé, commence-t-il par affirmer, et la voie choisie par nous nous a paru être la plus pratique. Mais, comme il s'agit d'une action de défense, il m'était impossible de céler qu'*en pareil cas on ne pouvait se laisser influencer par aucune conséquence, de quelque nature qu'elle fût.* » Ce que M. Sazonof ne dit pas non plus, et ce qui donne un singulier mérite à la recommandation d'avoir avec le Ballplatz *une explication prudente amicale*, c'est que l'ambassadeur, tout en convenant que ses remarques « présentaient de l'intérêt », a terminé l'entretien en lui déclarant que « l'affaire suivait son cours », que les Serbes avaient mobilisé, et que « quant à ce qui se serait encore passé depuis », il l'ignorait (1).

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 31.

Il est tout à fait intéressant de rapprocher de cette dépêche du comte Szapary, la dépêche où M. Paléologue résume à son tour cet entretien, probablement sur des renseignements donnés par M. Sazonof. « Article par article, M. Sazonof a commenté l'ultimatum austro-hongrois, en faisant ressortir le caractère injurieux des principales clauses. « L'intention qui a inspiré ce document, a-t-il dit, est légitime, si vous n'avez poursuivi d'autre but que de protéger votre territoire contre les menées des anarchistes serbes, mais le procédé auquel vous avez eu recours n'est pas défendable. » Il a conclu : « Reprenez votre ultimatum, modifiez-en la forme, et je vous garantis le résultat ». L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'est montré touché de ce langage ». *Livre Jaune*, n° 51.

M. Sazonof s'est-il fait illusion ? Le comte Szapary a-t-il joué la comédie ? Le certain est que l'ambassadeur autrichien ne se montre nullement « touché » dans sa dépêche.

Si telle est l'attitude du comte Szapary, quelle est l'attitude du comte Berchtold ? La réponse nous est donnée par une longue dépêche du *Livre Rouge* qui ne laisse subsister aucune incertitude. L'ambassadeur russe est allé au Ballplatz. Il a eu avec le ministre autrichien l'explication « prudente et amicale » que lui avait recommandée M. Sazonof. Il a exposé, d'après le résumé même du comte Berchtold, que « la Note serbe, telle qu'elle est conçue, pourrait servir de base à une explication, au succès de laquelle la Russie contribuerait volontiers. » Il a ajouté que son Gouvernement proposait que le comte Szapary soit nanti d'instructions pour échanger des vues à ce sujet avec M. Sazonof (1).

Que va dire le comte Berchtold ?

Ici les dates importent fort. Sa réponse est du 28 juillet. L'Autriche-Hongrie a notifié à la Serbie l'état de guerre.

(1) La dépêche où M. Schébeko rend compte de son entretien ne propose pas expressément que la réponse serbe serve de base à une explication. « Je fis observer, dit-il, dans les termes les plus amicaux, combien il était désirable de trouver une solution qui, en consolidant les bons rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, donnerait à la Monarchie austro-hongroise des garanties sérieuses pour ses rapports futurs avec la Serbie. J'attirai l'attention du comte Berchtold sur tous les dangers pour la paix de l'Europe qu'entraînerait un conflit armé entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ». *Livre Orange russe*, n° 45.

Dans ces déclarations, l'esprit de conciliation, le désir d'apaisement, la volonté de trouver une solution honorable ne se manifestent pas avec moins de netteté que dans les instructions du ministre russe.

M. Schébéko avait cependant déclaré, la veille, au baron Macchio, dans « une conversation longue et sérieuse », « que si la guerre venait à éclater avec la Serbie, il serait impossible de la limiter, car la Russie ne pourrait plus céder, comme elle l'avait déjà fait dans le passé, et notamment pendant la crise provoquée par l'annexion de 1909 (1) ». La dépêche demandant à l'Allemagne de faire une démarche menaçante, ou plutôt d'y renouveler la démarche du 26, est envoyée, ou va l'être. La situation est donc aussi grave que possible (2). La catastrophe est toute proche. Il

---

(1) Dépêche de Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique.* nº 56.

(2) Dans certains pays au moins, on ne s'y trompe pas. Le ministre belge des Affaires Etrangères, qui a télégraphié à Vienne, le 28, pour demander quand les hostilités pourraient commencer, télégraphie, le lendemain 28, au baron Beyens, à Berlin, pour s'informer « si des mesures ont déjà été prises en vue de la mobilisation de l'armée allemande. » *Second Livre Gris Belge*, nºs 11 et 13. Dépêche de M. Davignon.

Notre très distingué représentant à Bruxelles, M. Koblukowski, ne montre pas moins d'inquiétude : « L'attitude de l'Allemagne, écrit-il le 29 juillet, est énigmatique et autorise toutes les appréhensions. Il paraît invraisemblable que le Gouvernement austro-hongrois ait pris une initiation le conduisant, *suivant un plan préconçu*, à une déclaration de guerre, sans accord préalable avec l'empereur Guillaume.

« Le Gouvernement allemand reste l'arme au pied, réservant, selon les circonstances, son action pacifique ou guerrière, mais l'inquiétude est telle dans tous les milieux qu'*une intervention brusque contre nous ne surprendrait personne.* Mes collègues de Russie et

n'y a plus, pour sauver la paix, une minute à perdre, un effort à négliger.

Même si l'on admet qu'elle soit sûre de son droit, l'Autriche-Hongrie, en présence de l'avance qui lui est faite, de la nouvelle satisfaction qui lui est accordée, l'Autriche-Hongrie, assurée que ses demandes seront acceptées *quant au fond* ne peut pas, semble-t-il, repousser d'un geste insolent la main si franchement offerte. Elle est tenue de faire un pas vers qui s'avance ainsi vers elle. Quelle concession va-t-elle donc proposer, à son tour, pour que cette tentative suprême, qui intéresse la paix du monde, ait toutes ses heureuses conséquences ?

Ouvrons le *Livre Rouge.* « Dans ma réponse, écrit le comte Berchtold, *j'ai souligné que je ne pouvais adhérer à une proposition de cette nature.* Personne chez nous ne comprendrait ni n'approuverait des pourparlers portant sur la teneur même de la Note, qualifiée par nous de non-satisfaisante. Une telle discussion serait d'autant moins possible que — l'ambassadeur le savait bien — une agitation générale et profonde s'était emparée de l'opinion publique, et que, d'ailleurs, nous avions aujourd'hui même déclaré la guerre à la Serbie [1]. »

---

d'Angleterre partagent ce sentiment. » Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 87.

[1] M. Schébéko ne dit pas dans sa dépêche que le comte Berchtold lui a annoncé la déclaration de guerre. Le ministre aurait seulement dit que son Gouvernement « ne pouvait plus ni reculer, ni entrer en discussion aucune des termes de la Note austro-hongroise ». *Livre Orange russe*, n° 45.

Puis, comme si ce refus n'était encore pas assez catégorique, il ajoute avec une insultante ironie qu'il ne lui a pas été possible « de persévérer dans la longanimité » dont il avait jusqu'alors usé envers le Gouvernement de Belgrade. « Désormais, il ne pouvait plus être question d'assainir, d'une façon radicale, mais pacifique, nos relations avec la Serbie. Nous étions forcés de répondre aux provocations serbes sur le ton qui, dans les circonstances données, était seul compatible avec la dignité de la monarchie (1). »

Le papier souffre tout. Il a cependant rarement souffert plus d'odieuse hypocrisie, d'impudent mensonge, de criminelle résolution.

On aime à croire que les écrivains qui s'appliquent à atténuer la responsabilité du comte Berchtold, grand seigneur indolent, multimillionnaire surtout préoccupé de ses plaisirs et que l'ambition avait touché de dépasser la gloire du comte d'Aerenthal, d'une intelligence réelle bien que

---

Il est fort probable que la version de M. Schébéko est la version exacte.

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 40.

A la date où M. Sazonof reçut cette réponse, elle ne constitua pas pour lui une surprise. Dans la journée, en effet, il avait eu la visite des ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie et l'impression qu'il avait gardée de ce double entretien était mauvaise. « Décidément, dit-il à M. Paléologue, l'Autriche ne veut pas causer. »

De son côté, notre ambassadeur, à la suite de conversations qu'il avait eues également avec le comte de Pourtalès et le comte Szapary, déclarait éprouver « la même impression de pessimisme ». *Livre Jaune*, n° 82.

sans étendue, trop affiné pour n'être pas sensible, trop mondain pour n'être pas humain, seulement un peu léger, un peu étourdi, un peu insoucieux, un peu têtu, pacifique en somme, seulement trop docile aux excitations de la Cour, trop flatté par ses applaudissements, trop empressé à plaire et ne regardant pas au prix de ses succès, on aime à croire que ces bons avocats d'office ont négligé d'ouvrir le livre où leur client a inscrit lui-même ses aveux.

Le 28 juillet, c'en est donc fini des négociations directes [1]. Soit que l'on prenne le texte de M. Schébéko : que le Gouvernement austro-hongrois « ne pouvait ni reculer, ni entrer en discussion aucune des termes de la Note austro-hongroise » ; soit que l'on prenne le texte du comte Berchtold : « Personne ne comprendrait, ni n'approuverait des pourparlers portant sur la teneur même de la Note », la proposition russe est repoussée, et M. Sazonof est parfaitement autorisé à en prendre acte dans sa dépêche du 29 juillet à MM. Iswolsky et Benckendorff [2].

---

[1] C'est pourtant dans la soirée du 28 juillet que M. de Bethmann-Hollweg fait appeler Sir E. Goschen et lui donne l'assurance « qu'il est en train de faire de son extrême mieux, tant à Vienne qu'à Saint-Petersbourg, pour amener ces deux Gouvernements à examiner la situation *directement* entre eux et d'une manière amicale ». *Correspondance britannique*, n° 71.

C'est aussi la date de la dépêche de Guillaume II au Tsar.

Quand on a constaté, comme nous l'avons fait, le soin avec lequel Vienne et Berlin se concertaient avant d'agir, on ne peut admettre que le chancelier et l'empereur n'aient pas connue, à cette date, le sens de la réponse du comte Berchtold.

[2] « Le contenu de ce télégramme, écrit-il (le télégramme de

Mais, alors même que cette chance lui échappe, il ne désespère pas, et, ce qu'il faut surtout retenir, loin de se jeter dans les résolutions violentes, c'est un appel en faveur de la paix qu'il adresse encore au *Foreign Office*. « Il ne nous reste plus, écrit-il, qu'à nous en remettre entièrement au Gouvernement britannique pour l'initiative des démarches qu'il jugera utile de provoquer (1). »

M. Schébeko, n° 45, *Livre Orange russe*) constitue un refus du Cabinet de Vienne de procéder à un échange d'idées direct avec le gouvernement impérial ». *Livre Orange russe*, n° 50.

Cette dépêche fut une surprise pénible pour Sir Edward Grey qui, quelques heures avant de la recevoir, écrivait à l'ambassadeur anglais à Berlin que « l'Autriche et la Russie semblent être constamment en rapport », ajoutant que cette entente directe était « la meilleure solution possible ». *Correspondance britannique*, n° 84.

La Triple Entente se trouvait toujours en face de situations nouvelles et imprévues.

Parmi bien d'autres signes, une dépêche envoyée de Berlin, le 27 juillet, par M. Bronewski, permettait de s'attendre à ce résultat. Lorsque, en effet, le chargé d'affaires russe pria M. de Jagow « de conseiller d'une façon plus pressante le Ballplatz de s'engager dans cette voie », M. de Jagow répondit « qu'il ne pouvait pas conseiller à l'Autriche de céder ». *Livre Orange russe*, n° 38.

Si l'Autriche ne cédait rien, elle refusait par cela même le sujet de conversation qui lui était proposé. Que restait-il de l'offre russe?

(1) *Livre Orange russe*, n° 50.



CHAPITRE IV

L'ÉQUIVOQUE

Pourtant, à en croire le *Livre Rouge*, M. Sazonof se trompait. Le refus du Ballplatz, qui paraît si formel, n'était pas un refus du tout. A telles enseignes que le comte Szapary se rend auprès du ministre russe, le 29 juillet, pour démentir « la prétendue intention du comte Berchtold de ne pas poursuivre l'échange de vues en cours ». Et voici les explications de l'ambassadeur. « M'appuyant sur le télégramme de Votre Excellence du 28 courant (1), je constatai que, sans doute, Votre Excellence s'était refusée, après tout ce qui s'était passé, à toute discussion du texte de la Note et, d'une façon générale, du conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ; mais, par contre, je dus établir que j'avais été à même de fournir à notre échange de vues une base bien plus large, en déclarant que nous ne désirions léser aucun intérêt russe... J'étais convaincu, ajoutai-je, que Votre Excellence serait toujours disposée à prendre contact avec Saint-Petersbourg pour discuter des intérêts autro-hongrois et russes ».

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 40.

Il saute aux yeux que ce démenti ne dément rien. La proposition de M. Sazonof est relative à la Note adressée par l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Si le comte Berchtold refuse la discussion sur ce point, il repousse la proposition. Le langage le plus diplomatique lui-même ne permet pas d'embrouiller une chose aussi claire.

Mais il est encore moins possible de considérer comme sérieuse la contre-proposition autrichienne, qui offre à la Russie de débattre des questions qui ne sont pas posées, dont la Russie n'a pas parlé à l'Autriche-Hongrie, dont l'Autriche-Hongrie n'a pas davantage parlé à la Russie. Ce qui préoccupe Petersbourg, à ce moment, ce ne sont pas les événements à prévoir à une date d'ailleurs incertaine : c'est l'état d'humiliation, de faiblesse, de vassalité où la Serbie se trouverait réduite si les exigences de l'ultimatum n'étaient dans quelque mesure atténuées ; c'est aussi la diminution qu'elle subirait elle-même si elle se montrait impuissante à obtenir pour une petite nation slave un traitement moins cruel.

Tout ce qu'un abandon total lui ferait perdre d'influence, l'Autriche-Hongrie le gagnerait. L'équilibre balkaniqne s'en trouverait définitivement rompu. Si d'autres règlements s'imposaient plus tard, on y procéderait plus tard. Pour le moment le souci de Petersbourg est le règlement de la question austro-serbe, et nul autre. M. Sazonof ne le dissimule pas à l'ambassadeur.

Mais, sur ce point, le comte Sazonof a sa leçon faite. « Je lui répondis, déclare-t-il, que c'était là une question qui regardait, non la Russie, mais la Serbie. »

A quoi M. Sazonof objecte que « dans ce cas, les intérêts russes coïncidaient avec les intérêts serbes ».

C'était l'évidence. Ils coïncidaient et même se confondaient. Aussi bien l'ambassadeur austro-hongrois en convient-il avec quelque naïveté lorsqu'il ajoute : « Pour me dégager de ce cercle vicieux, je passai à un autre sujet (1) ».

L'autre sujet, c'est le sujet qui sera le prétexte immédiat de la guerre générale : c'est la mobilisation. Il est clair que sur la question de la Note, la position prise par la Monarchie dualiste est à peu près intenable. Elle ne peut la garder quelque temps encore qu'en refusant la discussion ; et ce n'est pas un procédé sans inconvénient, car il laisse trop bien voir de quel côté sont la raison et le droit. En outre, elle appréhende une soumission totale qui lui enlèverait tout prétexte pour agir. Or, elle veut la guerre.

Dans la journée du 29 juillet se développe donc le plan austro-allemand, qui consiste à déplacer le débat, à le mettre sur un terrain où l'on aura toute facilité de brusquer les événements, sans toutefois accepter la responsabilité de la catastrophe.

La première manifestation de ce plan fut, on s'en souvient, la menace allemande du 26 juillet : — Si vous mobi-

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 57.

Déjà, deux jours plus tôt, le 27 juillet, M. de Jagow avait opposé à M. Jules Cambon les arguments fuyants du comte Szapary, et notre ambassadeur à Berlin lui avait objecté, comme fait M. Sazonof, que le conflit austro-russe était la conséquence directe du conflit austro-serbe. *Livre Jaune*, n° 74.

lisez, nous mobilisons, et la mobilisation, c'est la guerre! dit à M. Sazonof le comte de Pourtalès.

La seconde manifestation fut la menace autrichienne du 27 juillet : — Nous irons jusqu'au bout, quoi qu'il puiss advenir! dit au ministre russe le comte Szapary.

La troisième manifestation fut l'appel adressé, le 28 juillet, par le comte Berchtold à M. de Bethmann-Hollweg : — Faites une démarche à Petersbourg, nous sommes prêts à nous y associer! dit au chancelier allemand le ministre autrichien.

La quatrième manifestation fut le renouvellement de la menace allemande en Russie, le 29 juillet.

La cinquième manifestation fut la menace adressée par l'Allemagne encore à la France dans cette même journée du 29 (1).

(1) Au moment même où M. de Bethmann-Hollweg chargeait le baron de Schœn de déclarer à la France que, si elle ne cessait ses préparatifs, l'Allemagne serait obligée « de proclamer le danger de guerre » (*Livre Blanc allemand.* Annexe 17), le comte Szécsen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, écrivait au comte Berchtold, qu'il était hors de doute que la France prenait certaines précautions militaires. Puis il ajoutait : « J'apprends d'une façon strictement confidentielle que le baron Schœn a été chargé de s'entretenir de ces préparatifs avec M. Viviani, et de lui faire observer que, dans ces circonstances, l'Allemagne pourrait être obligée de prendre des mesures analogues, qu'il ne serait naturellement pas possible de tenir secrètes, et qui, étant connues, provoqueraient une grande émotion dans le public. » *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 45.

On doit constater ici une fois de plus combien les deux Gouvernements de Vienne et de Berlin se renseignent exactement et se tiennent avec soin au courant de leurs mutuelles démarches.

Anneau par anneau, rien de plus facile que de reconstituer toute la chaîne; pas à pas, rien de plus facile, malgré toutes les précautions prises, que de suivre en leurs détours les deux Gouvernements, si étroitement jumellés qu'il suffit de connaître les démarches de l'un pour prévoir, avec certitude, les démarches de l'autre. A Vienne et à Berlin, ce sont les mêmes mots, les même gestes, les mêmes ruses ; c'est la même inspiration, c'est la même volonté.

Loin que la politique de l'Autriche-Hongrie se montre plus hésitante à cette heure, où tout annonce que les paroles décisives vont être dites et les actes irréparables accomplis, elle devient de plus en plus pressée, hautaine, résolue.

La dépêche adressée le 29 juillet par le comte Berchtold à son représentant à Berlin mérite, à cet égard, d'être citée. Elle est nécessaire et suffisante pour nous renseigner pleinement sur l'état d'esprit qui règne au Ballplatz. « Je viens d'apprendre par M. de Tchirsky que l'ambassadeur russe lui aurait dit avoir reçu de son Gouvernement l'information qu'on était en train de mobiliser les districts militaires de Kief, Odessa, Moscou et Kazan. La Russie se déclarerait offensée dans son honneur de grande Puissance et obligée de prendre des mesures qui répondent à la situation. La mobilisation russe est confirmée par les commandants de nos corps galiciens ; à en croire un rapport de l'attaché miltaire austro-hongrois, elle ne fut plus contestée même par M. Sazonof, dans une conversation qu'il eut avec l'ambassadeur d'Allemagne. Je prie Votre Excellence de bien vouloir porter sans retard ce qui précède à la con-

naissance du Gouvernement allemand, et, ce faisant, d'insister sur ce point que, si les mesures de mobilisation russe ne sont pas suspendues tout de suite, elles seront suivies immédiatement, et pour des raisons militaires, de la mobilisation générale en Autriche-Hongrie. *Comme dernière tentative pour empêcher la guerre européenne*, je pense qu'*il serait désirable que notre représentant, et celui de l'Allemagne à Saint-Petersbourg, et éventuellement aussi à Paris, déclarât* sur le ton le plus amical aux Gouvernements de ces capitales *que, si la mobilisation russe se poursuit, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se verront contraintes à des mesures analogues, dont les conséquences seraient nécessairement graves*. Votre Excellence voudra bien ajouter qu'*il est bien entendu que nous ne nous laisserons pas écarter de notre action militaire en Serbie* (1). Les ambassadeurs austro-hongrois à Saint-Petersbourg et à Paris recevront par la présente l'ordre de communiquer la déclaration ci-dessus, aussitôt que des instructions analogues auront été données à leurs collègues allemands (2).

Cette dépêche comporte plusieurs observations. Il est à

---

(1) La Wilhelmstrasse n'avait aucun besoin d'être informée à cet égard. Le 28 juillet, donc la veille, M. de Bethmann-Hollweg écrivait déjà au comte de Pourtalès qu'il ne cesse d'engager Vienne à s'expliquer d'une façon nette avec Petersbourg, mais que *cela ne change en rien la déclaration de guerre faite dans l'intervalle* (*Livre Blanc allemand*. Annexe 14).

Au surplus, c'est dans la matinée du 29 que les premiers coups de canon avaient été tirés contre Belgrade.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 48.

remarquer tout d'abord que c'est par l'ambassadeur allemand à Vienne que le comte Berchtold prétend être informé de la mobilisation russe dans quatre districts militaires [1]. Lui-même n'en sait rien. M. Schébéko *aurait* dit... la Russie *se déclarerait* offensée... Il y a heureusement un ambassadeur allemand en Autriche-Hongrie pour le renseigner. Heureusement aussi, il y a un ambassadeur allemand à Petersbourg pour appuyer les rapports de l'ambassadeur allemand en Autriche et pour faire des confidences à l'attaché militaire austro-hongrois en Russie. Le comte Berchtold ne songe pas une minute que c'est auprès de ses propres représentants et auprès du Gouvernement de Petersbourg qu'il doit s'informer. Les propos de M. de Tchirsky lui suffisent. Sans les vérifier, sans en demander à ses agents la confirmation, sans demander non plus des explications sur le sens et la portée des mesures prises, il en donne la nouvelle à la Wilhelmstrasse (qui doit la connaître déjà puisqu'elle est transmise à

---

(1) Le fait était exact. La Russie procédait à une mobilisation partielle pour répondre à la mobilisation partielle de l'Autriche-Hongrie. Mais M. Sazonof songeait si peu à le cacher qu'en toute loyauté il en avait informé le Gouvernement allemand, dès le 28 juillet, dans la dépêche suivante adressée à M. Bronewski : « Par suite de la déclaration de guerre faite par l'Autriche à la Serbie, le Gouvernement impérial annoncera demain (29) la mobilisation des arrondissements militaires d'Odessa, Kief, Moscou et Kazan. Veuillez en informer le Gouvernement allemand en lui confirmant l'absence en Russie de toute intention agressive contre l'Allemagne. » *Correspondance britannique*, n° 70.

Mais cela ne justifie en rien la légèreté du comte Berchtold.

Vienne par les ambassadeurs allemands) et, sans autre délai, il avertit l'Empire allié qu'il va immédiatement procéder à la mobilisation générale [1].

Or, pour l'Autriche-Hongrie, cette fois, — car il n'en fut pas de même en 1913, — pour l'Autriche-Hongrie, tout comme pour l'Allemagne, la mobilisation, c'est la guerre. Le comte Berchtold le dit implicitement lorsqu'il propose, « comme dernière tentative pour empêcher la guerre européenne », une double démarche austro-allemande à Petersbourg et à Paris.

A Paris ! C'est à retenir. Paris n'avait pas reçu encore de menace directe. La première, c'est l'Autriche-Hongrie qui la suggère à l'Allemagne ! Mais il va de soi que, deman dant à deux grandes Puissances une si humiliante et dangereuse concession, elle ne concède rien elle-même. Tout au contraire, elle prend soin d'affirmer que, quoiqu'il advienne, si même la France et la Russie font à la paix le sacrifice de leurs intérêts et de leur dignité, elle ne se laissera point détourner de son projet d'écraser la Serbie.

Enfin l'accord est si parfait entre les deux Cabinets que le comte Berchtold n'attend pas la réponse de la Wilhelmstrasse avant de prendre ses mesures. Il est tellement assuré

---

[1] Et c'est au moment où l'entente entre les Cabinets de Vienne et de Berlin se manifeste si étroite que le baron de Schœn, le matin du 29 juillet, dans une conversation avec M. Bienvenu-Martin, ose déclarer « que le Gouvernement allemand ignorait les intentions de Vienne », et que, « quand Berlin saura jusqu'où l'Autriche veut aller, on aura une base de discussion qui rendra plus faciles les conversations en vue d'une intervention ! » *Livre Jaune*, n° 94.

que cette réponse sera favorable qu'il envoie, en même temps, aux ambassadeurs austro-hongrois à Petersbourg et à Paris l'ordre de communiquer cette déclaration, « aussitôt que des instructions analogues auront été données à leurs collègues allemands [1] ».

---

[1] Les dépêches des livres diplomatiques ne portant pas d'indication d'heure, il est impossible de dire si c'est avant ou après avoir reçu cette demande du comte Berchtold que M. de Bethmann-Hollweg fit faire à Petersbourg et à Paris la démarche que suggérait le ministre autrichien.

Le comte Szögyéni, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, n'est pas explicite à cet égard. Il écrit : « Dès dimanche (26 juillet) le Gouvernement allemand a déclaré à Saint-Petersbourg que la mobilisation russe entraînerait la mobilisation allemande... On a envoyé aujourd'hui à Saint-Petersbourg un nouveau télégramme qui annonce que si la Russie continuait ses préparatifs militaires, l'Allemagne se verrait amenée à mobiliser à son tour ». *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 46.

Au baron de Schœn, M. de Bethmann-Hollweg dit seulement : « D'heure en heure, les nouvelles qui nous arrivent de préparatifs de guerre en France deviennent plus nombreuses. Je vous prie d'en parler au Gouvernement français et de bien lui faire observer que des mesures semblables nous forceraient à prendre des mesures de précaution. Nous serions obligés de proclamer le danger de guerre, et si même ceci ne signifie encore aucun appel, ni encore la mobilisation, la situation deviendra néanmoins de plus en plus tendue. Nous comptons toujours sur le maintien de la paix. » *Livre Blanc allemand*. Annexe 17.

Le Chancelier, on le voit, ne fait aucune allusion à la demande autrichienne. Mais, qu'il ait télégraphié avant de l'avoir reçue ou après, l'intimité et l'accord absolu des deux Cabinets éclatent.

Cette dépêche est la sixième manifestation, en trois jours, du plan concerté entre les Empires du Centre (1).

Evidemment, jusqu'ici, on ne voit pas en quoi aurait bien pu consister l'évolution autrichienne que certains croient avoir remarquée, ou même constatée. Aussi la placent-ils un peu plus tard. C'est le 30 ou le 31 juillet qu'elle se manifeste, assure-t-on.

Le 30 ou le 31 juillet, — car la date n'est pas précisée, — le Ballplatz accepte de discuter avec les Puissances « le fond même de son conflit avec la Serbie ». Grand changement ! Mais enfin, s'il en est ainsi, point de doute. La Monarchie dualiste avait, jusqu'à cette heure, obstinément et absolument refusé de débattre avec aucun pays les questions soulevées par le conflit austro-serbe et même les exigences de la Note. S'il est vrai que, le 30 ou le 31 juillet, elle accepte de discuter « le fond même de son conflit avec la

---

(1) En fait, ni l'ambasseur d'Autriche-Hongrie à Petersbourg, ni son ambassadeur à Paris, n'ont été associés aux démarches faites, le 29 juillet, non plus d'ailleurs qu'à l'ultimatum adressé à la Russie, le 31, et à la question adressée à la France, à la même date, sur ses intentions. Mais il serait fort excessif d'en tirer un argument en faveur de l'Autriche-Hongrie. Le plus vraisemblable est que l'orgueil de Guillaume II lui a fait rejeter l'idée de paraître s'appuyer sur son « brillant second », et qu'il a trouvé plus conforme à ses attitudes précédentes, plus utile à sa gloire, plus convenable à sa mission dans le monde, d'être seul pour porter un défi de cette nature. Le geste était plus beau et ne comportait pas plus de danger. Les armées du « brillant second » n'entreraient pas moins en ligne.

Serbie », c'est que le sentiment de sa responsabilité s'est éveillé en elle, ou qu'elle a été prise de peur au bord de l'abîme.

Quoi qu'il soit advenu par la suite, elle devra garder le bénéfice de ce repentir de la dernière heure.



CHAPITRE V

LE REPENTIR DE L'AUTRICHE

S'IL est vrai. Mais est-ce vrai?

A première vue, il est à peine permis d'en douter. De nombreux témoignages concordent en sa faveur et, certes, les moins suspects, des témoignages d'ennemis.

Le 1er août, c'est M. Viviani qui écrit : « A Petersbourg, l'ambassadeur d'Autriche est venu voir M. Sazonof et lui a déclaré que son Gouvernement consentait à entamer une discussion *quant au fond* de l'ultimatum adressé à la Serbie (1) ».

C'est M. Jules Cambon, qui écrit de Berlin, à la même date : « Mon collègue de Russie a reçu hier soir deux télégrammes de M. Sazonof l'avisant que l'ambassadeur d'Autriche à Petersbourg avait déclaré que son Gouvernement était prêt à discuter avec le Gouvernement russe la Note de la Serbie, même *quant au fond* (2) ».

A la vérité, Sir Edward Grey est moins formel. Toujours

(1) *Livre Jaune*, n° 120.

(2) *Livre Jaune*, n° 121.

à cette date du 1er août, il dit seulement, après une conversation avec le comte Mensdorff, que le comte Berchtold « a supplié » l'ambassadeur russe à Vienne « de détruire l'impression entièrement fausse que l'Autriche-Hongrie avait brutalement fermé la porte aux pourparlers (1) ».

Mais cette réserve ne doit pas nous abuser, car il y a deux témoignages tout à fait probants ceux-là. Le premier est une dépêche de M. Sazonof, datée du 31 juillet, communiquée à toutes les Grandes Puissances le 1er août. Elle est on ne peut plus formelle. « L'ambassadeur austro-hongrois déclare que son Gouvernement est prêt à discuter *la substance* de l'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie. M. Sazonof a répondu en exprimant sa satisfaction. Il a dit qu'il serait à souhaiter que les discussions aient lieu à Londres (2). »

Le second témoignage est une dépêche de M. Iswolsky à M. Sazonof, datée du 1er août. La dépêche de l'ambassadeur n'est pas moins formelle que la dépêche du ministre. « L'ambassadeur d'Autriche a visité hier Viviani, écrit-il, et lui a déclaré que l'Autriche, non seulement n'avait pas le dessein de porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Serbie, mais était prête à discuter avec les autres puissances *le fond de son conflit avec la Serbie* (3). »

Ces preuves ont paru suffisantes. Tout le monde a admis que l'Autriche-Hongrie avait fait, le 30 ou le 31 juillet, une proposition extrêmement conciliante. Il est très peu de

(1) *Correspondance britannique*, n° 137.

(2) *Correspondance britannique*, n° 133.

(3) *Livre Orange russe*, n° 73.

publications relatives aux origines diplomatiques de la guerre où cette opinion ne soit exprimée et développée.

En fait, les responsabilités du Ballplatz seraient encore bien assez lourdes si même il avait reculé devant la catastrophe imminente, et l'on ne peut que s'associer au sentiment généreux qui pousse à lui tenir compte des circonstances atténuantes. Et la démarche du 30 ou du 31 juillet en est une, si elle a été faite. Mais l'a-t-elle été ?

Je signale en premier lieu que, dans aucune de ses dépêches des 30 et 31 juillet et du 2 août (il n'a pas télégraphié le 1er août) notre ambassadeur à Petersbourg ne mentionne cette importante nouvelle. Une telle omission est cependant peu explicable de la part de M. Paléologue.

Le 30 juillet, il constate, tout au contraire, « que l'Allemagne ne veut pas prononcer à Vienne la parole décisive qui sauvegarderait la paix [1] ».

Dans une autre dépêche du même jour, il rapporte cette opinion, d'ailleurs fort juste, de M. Sazonof : « En intervenant à Petersbourg, tandis qu'elle refuse d'intervenir à Vienne, *l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps, afin de permettre à l'Autriche d'écraser le petit royaume serbe avant que la Russie ait pu le secourir* [2] ».

Le 31 juillet, il écrit qu'« on ne parvient pas à s'expliquer l'attitude de l'Autriche » et communique une nouvelle formule de conciliation acceptée par la Russie [3]. Dans une

---

(1) *Livre Jaune*, n° 102.
(2) *Livre Jaune*, n° 103.
(3) *Livre Jaune*, n° 113.

autre dépêche du même jour, il annonce la mobilisation générale [1].

Le 2 août, il avise le Gouvernement français que l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie [2]. Jamais un mot sur la conciliante démarche autrichienne.

Ce n'est donc pas dans la correspondance de M. Paléologue que l'on trouve une confirmation du repentir de l'Autriche-Hongrie. Mais cependant notre ambassadeur apporte indirectement son témoignage sur cette question, et ce témoignage est dans un sens directement contraire.

Le 31 juillet, le comte C. de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien, ministre de Belgique à Petersbourg, est allé le voir, lui demander, après une absence, de le mettre au courant de la situation. Que lui a répondu M. Paléologue ? Que la mobilisation est générale ; qu'elle ne va pas tarder en France ; que cependant M. Sazonof négocie encore, qu'il a dit à l'ambassadeur d'Allemagne, qui le priait instamment de sauver la paix du monde : « Donnez-moi un moyen. *Faites-moi dire un mot conciliant quelconque qui me permette d'engager la conversation à Vienne. Dites seulement à votre alliée de faire une concession minime*, de retirer seulement les points de l'ultimatum qu'aucun pays ne saurait accepter » ; que l'ambassadeur d'Allemagne a toujours objecté que son pays « ne pouvait plus donner de conseils de modération à l'Autriche ».

Il est probable, a conclu sur ce point M. Paléologue,

---

(1) *Livre Jaune*, n° 118.

(2) *Livre Jaune*, n° 134.

qu'*à Vienne on n'admet pas que l'Empire germanique ne prête pas à son alliée un appui inconditionnel.* »

Alors M. Sazonof s'est retourné du côté de l'Autriche-Hongrie. Il a fait venir le comte Szapary « et lui a dit qu'il acceptait tout : soit la Conférence des ambassadeurs à Londres ; soit la conversation « à quatre », en s'engageant à n'y pas intervenir et en promettant de se rallier à l'opinion des autres Puissances. Rien n'y a fait. *Vienne a refusé constamment de causer* (1) ».

Que devient en tout ceci la démarche conciliante prêtée au Ballplatz ? Comment peut-elle être ignorée de notre ambassadeur ?

Et elle n'est pas connue non plus à Rome. Dans la soirée du 30 juillet, le marquis di San Giuliano, qui a été admirablement informé pendant toute la crise, fait appeler l'ambassadeur d'Angleterre en Italie pour lui dire « que le Gouvernement autrichien avait refusé de continuer directement l'échange de vues avec le Gouvernement russe (2) ».

Le lendemain, 31 juillet, Sir Edward Grey sait seulement par le prince Lichnowsky que l'ambassadeur d'Autriche à Petersbourg a été avisé « qu'il pourrait converser avec le ministre russe des Affaires Etrangères et qu'il devrait *donner des explications* au sujet de l'ultimatum autrichien à la Serbie (3) ». Donner des explications, ce n'est pas discuter la substance Depuis le 24 juillet l'Autriche-Hongrie s'explique, et la situation va sans cesse empirant.

(1) Second *Livre Gris belge*, n° 17.

(2) *Correspondance britannique*, n° 106.

(3) *Correspondance britannique*, n° 110.

A cette même date du 31 juillet, l'ambassadeur anglais en Russie annonce, dans une première dépêche, la mobilisation générale (¹). Dans une seconde dépêche il transmet une formule acceptée par M. Sazonof, commente les télégrammes échangés entre Guillaume II et le Tsar, et ne fait aucune allusion à une concession autrichienne quelconque (²). Enfin, le 1er août, il écrit : *Aucun progrès n'a été fait.* Dans la soirée (du 31 juillet), M. Sazonof a eu une entrevue avec l'ambassadeur austro-hongrois qui, *n'ayant pas d'instructions précises,* fit de son mieux pour diriger la conversation dans le sens d'une discussion générale des rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, *au lieu de s'en tenir à la question de la Serbie* ».

Un peu plus loin, il ajoute : « M. Sazonof, ce matin, nous a mis au courant de cette conversation, l'ambassadeur français et moi ». Et il termine : « *Je ne vois plus le moyen d'empêcher* une guerre générale (³). »

Comment expliquer tant de contradictions, et si fortes ? La dépêche de M. Sazonof annonçant que l'Autriche-

---

(¹) *Correspondance britannique*, n° 113.

(²) *Correspondance britannique*, n° 120.

Le ministre de Belgique à Vienne écrit qu'il a vu, dans la soirée du 31 juillet, l'ambassadeur d'Angleterre, fort étonné d'apprendre par la *Neue Freie Presse* que l'Allemagne a envoyé un ultimatum à la Russie. Il avait, en effet, causé le jour même avec le comte Forgach qui « lui avait donné les mêmes explications relativement rassurantes que le comte Berchtold avait faites la veille à M. Schébéko ». Second *Livre Gris belge*, n° 19.

(³) *Correspondance britannique*, n° 139.

Hongrie consent à discuter *la substance* de la Note à la Serbie est du 31 juillet, et Sir G. Buchanan assure que, dans la soirée du 31 juillet, l'ambassadeur autrichien à Petersbourg n'avait pas d'instructions, en était réduit à tenir des propos à côté ! Et il le sait par M. Sazonof, qui le lui a dit, ainsi qu'à M. Paléologue, le lendemain 1er août, sans que la plus légère allusion soit faite à la grande concession du comte Berchtold.

Bien mieux, cette concession est indirectement, mais catégoriquement démentie. Sir G. Buchanan écrit, en effet, dans cette même dépêche : « M. Sazonof est complètement fatigué de ses efforts incessants pour éviter une guerre. Il n'a jamais refusé une proposition. Il a accepté des propositions pour une Conférence à quatre, pour une médiation par l'Angleterre et l'Italie, pour une conversation directe entre l'Autriche et la Russie (1). *Par des réponses évasives ou par des refus formels,* l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont rendu vaines toutes les tentatives en faveur de la paix (2). » Comment concilier ces refus formels ou ces réponses évasives avec cette affirmation : « L'ambassadeur austro-hongrois déclare que son Gouvernement est prêt à discuter *la substance* de l'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie ? »

---

(1) Sir G. Buchanan rapporte à Sir Edward Grey, le 1er août, les déclarations de M. Sazonof exactement dans les mêmes termes où M. Paléologue les rapportait, le 31 juillet, au ministre de Belgique.

(2) *Correspondance britannique,* n° 139.

Mais il y a bien d'autres motifs de ne pas croire au repentir de l'Autriche-Hongrie. Si le Ballplatz a réellement tenté cette conciliation, il a tout intérêt à le dire, à en prendre texte pour montrer sa bonne volonté. Or, il n'en souffle mot. Le 31 juillet, le comte Forgach, qui fait le gracieux avec Sir M. de Bunsen, — car les Empires du Centre ne désespèrent pas de s'assurer le bénéfice de la neutralité anglaise, — le comte Forgach dit simplement : « On menait des pourparlers entre l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Petersbourg et le ministre russe des Affaires Etrangères (1) ».

Si la Wilhelmstrasse a obtenu de son alliée cette démarche, — hypocrite ou sincère, — elle doit s'en vanter. Or, le 31 juillet toujours, M. de Jagow se contente modestement d'informer Sir E. Goschen que Guillaume II et M. de Bethmann-Hollweg ont jusqu'au 30 « pressé l'Autriche de montrer son désir de continuer la discussion (2) ». Plus modestement encore, le comte Mensdorff s'en tient à appeler l'attention de Sir Edward Grey sur le fait que « les conversations à Saint-Petersbourg n'ont pas été rompues par l'Autriche-Hongrie (3) ». Sur le grand effort de son pays pour la paix, pas la moindre allusion !

Est-ce donc dans le *Livre Orange russe* que nous trouverons quelque lumière ? Pas davantage. Le *Livre Orange* ne mentionne même pas la démarche du comte Szapary

(1) *Correspondance britannique*, n° 118.
(2) *Correspondance britannique*, n° 121.
(3) *Correspondance britannique*, n° 137.

informant M. Sazonof que l'Autriche veut bien discuter la substance de la Note. La nouvelle y est, mais sous la signature de M. Iswolsky, qui l'envoie de Paris ([1]). Les dépêches du ministre russe des Affaires Etrangères ne font aucune allusion à ce grand événement. Le 31 juillet, il se préoccupe encore de faciliter à l'Autriche « la nécessité d'un compromis », ce qui démontre que l'Autriche n'a pas fait de concession spontanée ([2]).

Est-ce dans le *Livre Jaune* ?

A la vérité, une dépêche de M. Dumaine, datée du 30 juillet, donne une certaine vraisemblance à l'opinion que l'Autriche-Hongrie a hésité dans la journée du 30. Mais ce document vaut d'être lu dans son texte intégral :

« Malgré la communication faite hier par l'ambassadeur de Russie à plusieurs de mes collègues, dont celui d'Allemagne, au sujet de la mobilisation partielle dans son pays, la presse de Vienne s'était abstenue de publier la nouvelle. *Ce silence imposé* vient de s'expliquer *dans un entretien de la plus haute importance* entre M. Schébéko et le comte Berchtold, qui ont longuement envisagé les redoutables difficultés présentes, *avec une égale bonne volonté* d'y adapter des solutions réciproquement acceptables.

« Les préparatifs militaires du côté russe, a expliqué M. Schébéko, n'ont d'autre but que de répondre à ceux de l'Autriche et d'indiquer l'intention et les droits du Tsar d'émettre son avis dans le règlement de la question

---

([1]) *Livre Orange russe*, n° 73.

([2]) *Livre Orange russe*, n° 69.

serbe. — Les mesures de mobilisation prises *en Galicie,* a répondu le comte Berchtold, n'impliquent non plus aucune intention agressive et visent seulement à maintenir la situation sur le même pied. De part et d'autre, *on s'appliquera à ce que ces mesures ne soient pas interprétées comme des marques d'hostilité.*

« Pour le règlement du conflit austro-serbe, *il a été convenu que les pourparlers seraient repris à Petersbourg,* entre M. Sazonof et le comte Szapary ; s'ils ont été interrompus, c'est par suite d'un malentendu, le comte Berchtold croyant que le ministre des Affaires Etrangères de Russie réclamait pour son interlocuteur des pouvoirs qui lui permettraient de modifier les termes de l'ultimatum autrichien. Le comte Szapary sera seulement autorisé à discuter quel accommodement serait compatible avec la dignité et le prestige dont les deux Empires ont un souci égal.

« Ce serait donc, pour le moment, sous cette forme directe et réduite aux deux plus intéressés qu'aurait lieu l'examen que Sir E. Grey proposait de confier aux quatre Puissances non directement intéressées.

« Sir M. de Bunsen, qui se trouvait chez moi, a aussitôt déclaré à M. Schébéko que le *Foreign Office* approuvera entièrement cette nouvelle procédure. Répétant l'exposé fait par lui au Ballplatz, l'ambassadeur de Russie a affirmé que son Gouvernement tiendra un compte beaucoup plus large qu'on ne le suppose des exigences de la Monarchie ; rien n'a été négligé par M. Schébéko pour convaincre le comte Berchtold de la sincérité du désir de la Russie

d'arriver à une entente acceptable pour les deux Empires.

« L'entretien s'était maintenu dans un ton amical et permettait de croire que toute chance de localiser le conflit n'était pas perdue, lorsque la nouvelle de la mobilisation allemande est parvenue à Vienne [1]. »

Cette dépêche a certainement contribué pour une grande part à accréditer l'opinion que l'Autriche-Hongrie hésitait au dernier moment et que Guillaume II lui avait forcé la main en mobilisant. Mais c'est peut-être parce qu'on l'a lue d'une façon hâtive et sans en peser les termes. Un examen plus attentif aurait laissé voir que le comte Berchtold ne faisait aucune concession, car *il n'y avait pas « d'accommodement compatible avec la dignité et le prestige » de l'empire slave sans une modification des termes de l'ultimatum.* Tant que l'Autriche-Hongrie se refusait à laisser toucher, fût-ce d'une main très légère, aux exigences de sa Note, — et il est bien spécifié que le comte Szapary ne serait autorisé à y rien changer, — toute conciliation restait impossible.

Si cependant, à l'heure où cette information est arrivée, on a pu se méprendre sur sa valeur et son importance, cela n'est plus permis depuis que les livres diplomatiques ont été publiés. M. Schébéko et M. Dumaine ont admis, le 30 juillet, que le silence fait par la presse viennoise sur la mobilisation partielle russe lui avait été imposé par le Ballplatz dans un désir d'apaisement [2]. Mais, sans même

---

[1] *Livre Jaune*, n° 104.

[2] Dans tous les cas, la presse viennoise ne fut pas longtemps

rappeler que cette preuve de l'autorité du Gouvernement sur la presse engageait fort la responsabilité officielle dans les campagnes furibondes qui, depuis un mois, surexcitaient l'opinion publique, il suffit de se reporter aux dépêches envoyées par le comte Berchtold le 28 juillet, le 29 et le 30 pour constater que sa préoccupation était non de trouver une solution pacifique au conflit, mais de l'envenimer. C'est ainsi, par exemple, que dans sa conversation avec M. Schébéko il paraît admettre la nécessité où s'est trouvée la Russie de mobiliser, alors que, la veille, il avait instamment prié l'Allemagne de s'associer à l'Autriche-Hongrie pour demander à Petersbourg, comme dernière tentative susceptible d'empêcher la guerre européenne, la démobilisation russe. Et lorsqu'il exigeait que cette Puissance se désarmât, il avait lui-même, — il le reconnaît dans son entretien avec M. Schébéko, — mobilisé contre elle, en Galicie !

En réalité, cette conversation ne prouve donc rien, — non plus que les dépêches qu'elle a inspirées, — sinon la bonne foi, la volonté pacifique et l'honnête crédulité du

---

muselée. Le jour même de l'entrevue, la *Deutsche Tageszeitung*, renseignée sans aucun doute par le Ballplatz lui-même, publiait l'information suivante : « Cette après-midi, un entretien qui n'a pas duré moins de deux heures a eu lieu entre l'ambassadeur de Russie, M. de Schébéko, et le comte Berchtold. M. de Schébéko a demandé au nom de son gouvernement que les hostilités soient temporairement interrompues. Comme on le pense, *le résultat de cette demande a été négatif* ».

représentant du Tsar à Vienne [1]. Déjà, le 22 juillet, il s'était laissé abuser par les assurances de modération du Ballplatz au point de partir en congé. A son retour, il est abusé de nouveau. Le comte Berchtold, qui ne veut pas encore abattre complètement son jeu, — il en fut de même à Berlin dans cette journée du 30 juillet [2] — lui prodigue les belles paroles. Mais il mantient ses positions, ne prend aucun engagement, n'accorde rien.

Serait-ce donc que le repentir de l'Autriche, qui ne s'est pas manifesté le 30, s'est manifesté le 31 ? Une dépêche de M. Viviani, en date du 1er août, permettrait de le croire. Les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, écrit-il, ont fait,

---

[1] Son optimisme se communiqua à tous les représentants de la Triple Entente, qui s'abandonnèrent aux plus aimables illusions. « En sortant du Ballplatz, écrit le comte Errembault de Dudzeele, qui résume la conversation entre M. Schébéko et le comte Berchtold dans le même sens que M. Dumaine, M. Schébéko s'est rendu chez M. Dumaine, où se trouvait également Sir Maurice de Bunsen. *Cette entrevue a été très émotionnante, et l'ambassadeur de Russie a été vivement félicité par ses collègues du succès qu'il avait si habilement remporté* ». Second *Livre Gris belge*, nº 16.

Comme la conversation entre le ministre autrichien et l'ambassadeur russe, telle qu'elle se trouve dans le *Livre Rouge*, ne marque aucun succès de la Russie, ne laisse voir aucun fléchissement de l'Autriche, il faut nécessairement admettre que le comte Berchtold, fidèle aux habitudes de duplicité de la politique viennoise, a parlé dans un sens et écrit dans l'autre. Dans tous les cas, il n'y a rien de substantiel dans la dépêche de M. Dumaine.

[2] La nouvelle de la mobilisation allemande répandue à une heure de l'après-midi par une édition spéciale du *Lokal Anzeiger* avait été officiellement démentie à deux heures.

dans la soirée du 31, deux démarches, « l'une assez vague, à Paris, l'autre, précise, à Petersbourg, *dans un sens conciliant*.

A Paris, le comte Szécsen, après avoir répété que son Gouvernement n'avait pas, en principe, d'ambitions territoriales, avait laissé entendre que « si son Gouvernement ne pouvait répondre aux questions des Puissances parlant en leur propre nom, il pourrait sans doute répondre à la Serbie, ou à une Puissance lui demandant ses conditions ou nom de la Serbie ». A son avis, c'était là « peut-être encore une possibilité (1) ».

---

(1) Cette proposition est, en effet, remarquablement vague et obscure, et aucun des livres diplomatiques n'apporte de précision à son sujet. Il est vraisemblable cependant qu'elle est une réponse indirecte à l'ouverture faite au marquis di San Giuliano par le ministre serbe à Rome, ouverture qui était d'une telle importance que Sir R. Rodd, sur la demande du ministre italien des Affaires Étrangères, avait immédiatement télégraphié à Sir Edward Grey la suggestion du diplomate serbe.

« A la requête du ministre des Affaires Étrangères, écrivait l'ambassadeur anglais, je vous soumets ce qui suit :

« Ce matin, au cours d'un long entretien, le chargé d'affaires serbe a dit penser que si quelques explications étaient données au sujet de la modalité selon laquelle les agents autrichiens exigeraient d'intervenir, en vertu de l'article 5 et de l'article 6, la Serbie accepterait encore la totalité de la Note de l'Autriche .

« Etant donné qu'on ne saurait présumer que l'Autriche consente à donner pareilles explications à la Serbie elle-même, ces explications pourraient être données aux Puissances occupées à examiner la question, et ces Puissances pourraient alors conseiller à la Serbie l'acceptation sans réserve. » *Correspandance britannique*, n° 64

Mais, à Petersbourg, le comte Szapary avait été beaucoup plus catégorique. Il « a déclaré que son Gouvernement consentait à entamer une discussion *quant au fond* de l'ultimatum adressé à la Serbie ». M. Sazonof s'est montré satisfait. Ces dispositions permettaient d'espérer une solution pacifique. Mais l'Allemagne vient d'envoyer un ultimatum à la Russie. Son attitude « prouve qu'elle veut la guerre (1) ».

Nous revenons ici à l'objet même du débat. La dépêche de M. Viviani n'est, en somme, que la confirmation de la dépêche de M. Sazonof informant toutes les Grandes Puissances, le 31 juillet, que l'Autriche-Hongrie accepte de soumettre à leur examen *la substance* de la Note. Et c'est précisément sur ce point que nous n'avons trouvé de

---

Cette suprême concession du Gouvernement de Belgrade, offerte dès le 28 juillet, pouvait tout sauver si l'Autriche-Hongrie, qui recevait ainsi entière satisfaction, n'avait pris soin de substituer au prétexte initial du conflit le prétexte de la mobilisation.

C'était, du reste, l'opinion que le Secrétaire d'Etat anglais pour les Affaires Étrangères exprimait discrètement lorsqu'il écrivait à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, en lui envoyant la dépêche de Sir R. Rodd relative à cette nouvelle et immense concession de la Serbie : « Je commençais à douter si même une acceptation complète des demandes autrichiennes par la Serbie pourrait maintenant satisfaire l'Autriche. » *Correspondance britannique*, n° 90.

Il ne semble pas que l'Allemagne elle-même ait fait aucun cas de cette proposition.

(1) *Livre Jaune*, n° 120.

lumières ni dans le *Livre Orange russe*, ni dans la *Correspondance britannique*, ni dans le *Livre Jaune français*. Le *Livre Blanc allemand* ne nous en apportera pas davantage. Dans aucune de ses parties, pas même dans le *Mémoire* justificatif du chancelier, il n'est fait la moindre allusion à la démarche apaisante de l'Autriche.

Quant au *Livre Rouge austro-hongrois*, ce n'est pas assez de dire qu'il ne confirme pas cette tentative suprême de maintenir la paix : *il la dément*.

Dans cette journée du 30 juillet, où le comte Berchtold a avec l'ambassadeur russe cet entretien qui fait naître de si vives espérances, il envoie au comte Szapary deux dépêches : l'une avant la visite de M. Schébéko, l'autre après.

Dans la première, il écrit : « Il va de soi que je suis disposé, comme auparavant, à faire *expliquer* par votre Excellence les divers points de la Note adressée par nous à la Serbie, et qui, d'ailleurs, est devancée actuellement par les événements [1] ». La guerre est, en effet, déclarée depuis le 28, et commencée depuis le 29. Elle ne le serait pas que la situation resterait à peu près aussi grave, car ce que la Russie demande, ce ne sont pas des explications, le sens des exigences autrichiennes et leur résultat étant très clairs, mais des modifications.

Dans la seconde dépêche, le comte Berchtold commence par se défendre d'avoir rompu les pourparlers. Il a expliqué, dit-il, que c'était là un malentendu. Preuve : « J'avais déjà

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 49.

télégraphié à Votre Excellence que je lui laissais pleine liberté de continuer à donner à M. Sazonof *tous les éclaircissements* qu'il pourrait désirer, au sujet de la Note, laquelle, d'ailleurs, nous le constatons, a été devancée par la déclaration de guerre ».

Quelques heures plus tôt il s'agissait *d'explications, comme auparavant*. Il s'agit maintenant *de continuer* à donner *des éclaircissements*. Qu'y a-t-il de changé, de gagné ? Veut-on étendre le sens de ces deux mots : « pleine liberté » ? Le ministre ne le permet pas. C'est une pleine liberté très conditionnelle qu'il a dans l'esprit. Il se hâte, en effet, d'ajouter : « Toutefois, ce commentaire devrait se borner à des explications supplémentaires, *attendu qu'il n'est jamais entré dans nos vues d'admettre un marchandage à propos des paragraphes de la Note* ».

Il semble bien que, désormais, la cause soit entendue. Loin d'autoriser l'ambassadeur autrichien en Russie à discuter la substance de la Note, ou la Note quant au fond, le Ballplatz insiste avec force pour qu'il se borne à donner des explications, des éclaircissements, et repousse avec hauteur, comme un marchandage indigne, l'idée de soumettre son texte à un débat.

Mais, dans la suite de sa conversation avec M. Schébéko, — telle qu'il la rapporte, — exprime-t-il au moins la bonne volonté pacifique dont ce dernier s'est réjoui, dont il a joyeusement donné la nouvelle à Sir Maurice de Bunsen et à M. Dumaine ? Point du tout. Au contraire. C'est lui-même qui parle. Ecoutons-le. « Dans le cours ultérieur de notre entretien, je mentionnai la mobilisation russe, dont

j'avais désormais connaissance. Puisqu'elle était limitée aux circonscriptions militaires d'Odessa, Kief, Moscou, Kazan, elle présentait un caractère hostile à la Monarchie. Quel en était le mobile? Je l'ignorais, *puisqu'il n'existait aucun point litigieux entre la Russie et nous*. L'Autriche-Hongrie avait mobilisé exclusivement contre la Serbie, *et n'avait pas appelé un seul homme contre la Russie*, ce qui ressortait du fait que les Ier, X^e^ et XIe corps n'avaient pas été mobilisés. Mais, en face d'une mobilisation ouvertement dirigée contre nous, *nous aussi nous devions donner plus d'ampleur à la nôtre* (1) ».

La contradiction est formelle entre ce récit fait par le comte Berchtold et le récit fait par M. Schébéko. Elle n'est pas seulement dans le ton, l'accent ; elle est aussi dans les faits. Le ministre autrichien, écrivant à son ambassadeur, ne souffle mot des mesures qu'il aurait prises à l'égard de la presse pour éviter qu'elle enflamme l'opinion publique. Il se refuse à admettre que la mobilisation russe ne soit pas une menace. Il déclare expressément qu'elle présente un caractère hostile à la Monarchie. Surtout, il n'avoue point la mobilisation autrichienne en Galicie. Il affirme même n'avoir pas appelé un seul homme contre la Russie (2).

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 50.

(2) Dans une dépêche qui paraît avoir été envoyée dans la matinée du 29 juillet, M. Paléologue écrivait déjà : « L'Etat-major russe a constaté que l'Autriche précipite ses préparatifs militaires contre la Russie et active sa mobilisation, qui a commencé *sur la frontière de Galicie* ». *Livre Jaune*, n° 91.

D'autre part, le 29 aussi, M. Dumaine télégraphiait : « *Les divisions de cavalerie de Galicie mobilisent également* ». *Livre Jaune*, n° 90.

Que ce soit lui le menteur, c'est bien certain. Sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans d'autres considérations, il est évident que M. Schébéko n'avait aucun intérêt, le 30 juillet, à prêter au Gouvernement austro-hongrois une attitude conciliante qu'il n'aurait pas eue, en effet, du moins en paroles ; et il est évident aussi que le Gouvernement russe, avec l'agrément duquel les livres diplomatiques de la Triple Entente ont été publiés, n'avait pas d'intérêt non plus à livrer à l'opinion européenne des dépêches dont le seul effet pouvait être d'atténuer la responsabilité de l'Autriche-Hongrie dans la guerre.

Si aujourd'hui la question se discute de savoir si, oui ou non, l'Autriche a eu un sursaut de conscience, c'est parce que la Triple Entente l'a dit. Il n'y en avait pas la moindre trace dans les publications officielles des Empires du Centre. Rien ne prouve mieux notre loyauté.

Mais il est clair que la réponse doit être négative. La Monarchie dualiste n'a rien fait, le 30 juillet, pour écarter la guerre. Par contre, elle avait déjà pris une mesure qui ne pouvait avoir d'autre but que de la rendre inévitable : elle avait ordonné le bombardement de Belgrade (1).

---

(1) La nouvelle du bombardement de Belgrade dans la nuit et la matinée d'hier, écrit M. Paléologue le 31 juillet, a provoqué en Russie la plus vive émotion. On ne parvient pas à s'expliquer l'attitude de l'Autriche, dont les provocations ont constamment suivi, depuis le début de la crise, les tentatives de conciliation de la Russie *et les conversations satisfaisantes* échangées entre Petersbourg et Vienne ». *Livre Jaune*, n° 113.

En réalité, l'Autriche-Hongrie jouait à la fin de la crise le même

Il reste à voir ce que nous apprend le *Livre Rouge* relativement à cette journée du 31, où le comte Szécsen fait, à Paris,« une démarche vague», et le comte Szapary,à Petersbourg,« une démarche précise. » Tout de suite, il nous faut constater qu'à cette date le Ballplatz n'envoie d'instructions d'aucune sorte à Paris. Rien. Il n'envoie pas non plus d'instructions à Petersbourg relatives à un projet d'arrangement quelconque.

La clef du mystère serait-elle dans les rapports des ambassadeurs? Le 31 juillet, le comte Szécsen n'expédie qu'une seule dépêche, et elle est pour annoncer que l'Allemagne vient d'adresser un ultimatum à la Russie et que le baron de Schœn a donné dix-huit heures à la France pour déclarer si elle resterait neutre [1]. Le 1er août, il ne télégraphie pas du tout. Sans doute, estime-t-il que le résultat de sa démarche auprès de M. Viviani, démarche dont il n'a pas parlé, d'ailleurs, ou, du moins, dont on ne nous dit rien, n'est pas impatiemment attendu à Vienne.

Quant au comte Szapary, il envoie deux dépêches le 31 juillet et une seule le 1er août. Dans la première, il annonce que l'ordre de mobilisation générale vient d'être donné en Russie [2]. Dans la seconde, il informe le comte Berchtold qu'il avait, de son propre mouvement, dès le 29, repris les conversations dans le sens indiqué, « sans que les deux points de vue se fussent sensiblement rapprochés ».

---

double jeu qu'elle avait joué au commencement, et avec le même succès.

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 54.

(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 52.

En outre, ajoute-t-il, avec une hautaine négligence, « la Russie a depuis lors décrété la mobilisation générale [1] ». Dans la troisième, le 1er août, — par suite postérieure à la démarche précise qui lui est prêtée le 31, — il écrit qu'il a détrompé M. Sazonof au sujet d'un prétendu refus de continuer les négociations. « Votre Excellence, lui dis-je, était non seulement prête à négocier avec la Russie sur les bases les plus larges, mais elle était en particulier disposée à soumettre le texte de la Note à une discussion, *dans la mesure où il s'agirait d'en interpréter le sens* ».

Interpréter le sens d'un texte, ce n'est pas en discuter la substance. Le seul article qui, par sa rédaction, prêtât à un malentendu, l'article 5, avait été interprété déjà. Le sens des autres était fort clair. La Russie, encore un coup, ne demandait pas à comprendre ; elle demandait à modifier.

Au surplus, redoutant d'avoir fait une concession excessive, le comte Szapary s'empressait d'ajouter qu'il ignorait la situation créée à Vienne par la mobilisation générale russe, qu'il devait en faire « complètement abstraction, en interprétant les instructions expédiées avant cet événement ».

A cette offre dérisoire, M. Sazonof aurait répondu que « c'était avec satisfaction qu'il prenait acte de cette preuve de bonne volonté. Toutefois, il voulait attirer mon attention sur ce point que, pour des raisons faciles à deviner, des négociations à Saint-Petersbourg lui paraissaient promettre moins de résultats que si elles étaient entamées sur

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 55.

un terrain neutre, à Londres. Je répliquai que Votre Excellence, ainsi que je le lui avais déjà exposé, se plaçait à un point de vue différent et désirait que l'on prît directement contact à Saint-Petersbourg (1) ».

C'est tout. C'est la dernière dépêche, et elle ne dit rien d'autre.

Dans sa conversation avec le ministre russe, le comte Szapary se garde aussi soigneusement que le comte Berchtold dans sa conversation avec M. Schébéko, de formuler aucune proposition ferme et sérieuse. Cependant c'est apparemment à la suite de cette entrevue que M. Sazonof télégraphie à Londres que l'Autriche-Hongrie est disposée à discuter la substance de l'ultimatum. Et le raisonnement qui s'applique à M. Schébéko s'applique avec plus de force encore à son chef. Si M. Sazonof pouvait avoir un autre intérêt que le maintien de la paix, il serait de dissimuler les avances qui lui ont été faites. Il ne saurait être, en aucun cas, d'imaginer qu'on lui a adressé, à un moment quelconque, des propositions conciliantes, car on pourrait toujours lui supposer une part de responsabilité dans leur échec.

Pour mettre le comble à ces obscurités, la dépêche du comte Szapary précise que c'est le 1er août qu'il a eu ce entretien avec M. Sazonof, et c'est le 31 juillet que ce dernier a télégraphié !

Je ne me chargerai pas de dissiper ces ténèbres, de trouver le sens de cette manœuvre austro-hongroise, commencée à Vienne, continuée à Petersbourg, et sur laquelle il est vraisemblable que la lumière se fera tôt au tard. Il me suffit de

(1) *Livre Rouge austro hongrois*, n° 56.

retenir que les textes démentent catégoriquement qu'il y ait eu, soit le 30 juillet, soit le 31, soit le 1er août, une démarche conciliante de la part de l'Autriche-Hongrie.

La vérité est, du reste, qu'elle aurait pu se donner cet avantage sans que la guerre, qu'elle désirait si passionnément, fût évitée ou même retardée ; car la question de la mobilisation, soulevée dès le 26 juillet par l'Allemagne, avait pris le 29 un caractère aigu. Le 30, le bruit de la mobilisation générale courait à Berlin ; le 31, l'armée allemande fermait les ponts de Schengen et de Remich sur la Moselle, et le *Kriegsgefahrzustand* était proclamé. Dans la soirée, à sept heures, un ultimatum insolent était lancé à la Russie. « Les dés de fer étaient jetés », comme l'avait si joyeusement constaté la presse viennoise. L'eût-elle voulu, il n'appartenait plus à l'Autriche-Hongrie de sauver la paix.

Mais, il convient de le dire pour que les responsabilités soient justement réparties, elle ne l'a pas voulu [1].

---

[1] M. Gabriel Hanotaux écrit dans son *Histoire de la guerre* : « Comment concilier ce travail fébrile des ultimatums et des préparatifs menaçants, avec l'essai de conciliation tenté *in extremis* par l'Autriche-Hongrie à Saint-Petersbourg et à Paris ?

« On croit, en général, à la sincérité de l'Autriche. Il est possible, en effet, il est probable que le comte Berchtold, en présence de l'attitude imprévue, pour Vienne et peut-être même pour Berlin, de la Russie et de l'Angleterre, ait eu le sentiment du péril auquel il exposait la monarchie dualiste, et qu'il se soit accroché au dernier espoir d'arrêter les événements. Mais il semble plus probable que, ce que l'on espérait surtout, c'était tenir en suspens les résolutions de l'Angleterre ». *Histoire Illustrée de la guerre de 1914*, t. II, p. 168.

Quelle que soit l'opinion générale, il ne peut y avoir doute,

CHAPITRE VI

UN AUTRE ROMAN

Et il n'est pas vrai non plus, — c'est l'autre roman, — que l'Allemagne, à aucun moment, ait prononcé des paroles vigoureuses ou fait un geste énergique pour obtenir de l'Autriche-Hongrie une concession de quelque ordre qu'elle soit. Certes, M. de Bethmann-Hollweg, M. de Jagow, M.Zimmermann, et, à leur suite, tous les écrivains allemands, ont, dès la première heure, affirmé, affirment encore avec une inlassable obstination que, pendant toute la période de crise diplomatique, Berlin n'a cessé de donner à Vienne des conseils de sagesse, de prudence, de modération. C'est le leit-motiv de tous les discours du Chancelier. Mais,en dépit de ces multiples affirmations, on doit refuser de le croire. Et la raison de ce scepticisme est excellente. Cette raison est que l'on ne trouve aucune trace, même légère, de semblables conseils dans les Livres Diplomatiques des deux Empires germaniques. Rien dans le *Livre Blanc.* Rien dans le *Livre Rouge.*

De même que si l'Autriche-Hongrie avait, en fin de

compte, le 30 ou le 31 juillet, tenté quelque démarche susceptible d'éviter la guerre, elle l'eût dit dans le Livre qui expose sa politique, elle en eût revendiqué le mérite, le bénéfice et la gloire ; de même, si l'Allemagne avait mis son influence à Vienne au service de la paix, il en eût fourni des preuves. On ne comprendrait pas qu'il ait publié un recueil de 75 pages, avec toutes sortes de pièces, de notes, d'annexes et qu'il n'y ait pas réservé à tout le moins une petite place aux dépêches où s'attestaient sa résolution pacifique et sa bonne foi. Toutes les protestations officielles ou officieuses prodiguées pendant la première année de guerre tombaient donc dans le vide et l'évidence de leur fausseté ne laissait point que de produire une impression fâcheuse dans le monde.

M. de Bethmann-Hollweg s'en est avisé à la longue et a tenté d'y remédier. Dans son discours au Reichstag d'août 1915, — exactement un an après la déclaration de guerre et la publication du *Livre Blanc*, — il a lu une dépêche adressée par lui à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, où il rappelle rudement l'Autriche-Hongrie au sentiment de ses devoirs. Cette dépêche, dont la censure du Gouvernement ou des agences d'information n'a pas permis la publication en France, est ainsi conçue :

« Berlin, 29 juillet.

« A. M. de Tchirsky.

« Le rapport du comte de Pourtalès n'est pas d'accord avec le récit que Votre Excellence a donné de l'attitude du Gouvernement austro-hongrois.

« Il y a là, apparemment, un malentendu que je vous prie d'éclaircir.

« Nous ne pouvons pas attendre de l'Autriche-Hongrie qu'elle négocie avec la Serbie, avec laquelle elle est en état de guerre.

« Toutefois, le refus d'échanger des vues avec Saint-Petersbourg serait une grave faute.

« Nous sommes, certes, prêts à remplir notre devoir d'allié.

« Mais nous devons refuser de nous laisser entraîner dans une conflagration mondiale par le mépris que ferait l'Autriche-Hongrie de nos avis.

« Votre Excellence devra dire cela au comte Berchtold avec la plus grande et sérieuse énergie.

« BETHMANN-HOLLWEG. »

Voilà le document. Que vaut-il ?

Mais, avant tout examen, une observation s'impose. Lorsque le Chancelier en a donné lecture, en août 1915, il n'était pas inédit. Il avait été publié déjà, publié un an auparavant, en Angleterre, par la *Westminster Gazette* du 1er août. Dans le tumulte de la mobilisation on ne s'y est pas arrêté et, par la suite, on l'a oublié. Il n'en est pas moins important de retenir aujourd'hui que cette dépêche qui, pour la première fois, montre l'Allemagne sous un jour favorable, a été communiquée à la presse anglaise à l'heure précise où l'Allemagne s'efforçait, par tous l s

moyens, de se concilier l'opinion publique dans la Grande-Bretagne, où M. Albert Ballin s'ingéniait pour faire publier dans le *Times*, par les soins du comte Wengersky, un télégramme qui présentait en termes émus la défense de l'Empire et de l'Empereur [1]. Par là, déjà, cette pièce est suspecte.

Une autre circonstance doit augmenter notre défiance. Si elle est authentique, comment explique-t-on que, livrée au public le 1er août, elle ne figure pas, le 4 août, dans les documents diplomatiques soumis au Reichstag, qu'elle n'ait jamais été imprimée depuis lors dans les nombreuses publications de textes que le Gouvernement allemand a fait faire par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ? Pourquoi l'a-t-on pendant tout un an enterrée alors qu'elle eût été d'un effet si utile ?

Enfin, troisième remarque, dans les deux citations que l'on fait de cette dépêche, elle change de date. M. de Bethmann-Hollweg indique la date du 29 juillet. La *Westminster Gazette* avait donné la date du 30. Cela n'est point pour inspirer confiance.

A la vérité pourtant d'excellents esprits admettent son authenticité. C'est le cas de M. Victor Basch. Il croit qu'elle a été envoyée et qu'elle a été envoyée le 29, comme le dit le Chancelier. C'est une opinion qui aurait besoin d'être soutenue. Elle ne l'est pas. L'éminent professeur ne la justifie que par cette considération que la politique allemande a été « hésitante, équivoque, incohérente, contra-

---

(1) Voir appendice n° 2.

dictoire, ataxique (¹) ». C'est là seulement reculer la difficulté, car la justesse de cette appréciation aurait aussi grand besoin d'être démontrée.

Nous pensons, nous, tout au contraire, que cette pièce est une pièce forgée. Quelle que soit la date qu'on lui assigne, elle cadre toujours aussi mal avec les documents certains et avec les faits.

Veut-on admettre la date du 29 ? La veille, dans un entretien avec M. Jules Cambon, M. de Jagow avait manifesté une telle répugnance *contre toute démarche à Vienne*, que notre ambassadeur proposait de le mettre au pied du mur en lui demandant d'apporter lui-même une formule. D'une part, dans un entretien avec Sir E. Goschen, M. de Bethmann Hollweg assurait modestement qu'il faisait « de son mieux pour amener les Cabinets de Petersbourg et de Vienne à examiner la situation directement et d'une manière amicale (²).

Dans la journée même du 29 juillet, M. de Jagow se borne à dire à M. Jules Cambon, à propos des conversations directes, qu'il a « demandé à Vienne d'entrer dans cette voie ». Mais la nouvelle conversation de M. de Bethmann-Hollweg avec l'ambassadeur d'Angleterre est plus intéressante et significative. Le Chancelier expose sa politique, raconte ses démarches. Il vient, dit-il, de tégraphier à Vienne pour dire qu'il comprend parfaitement que l'Autriche-Hongrie exige des garanties de la Serbie, mais

(¹) *Progrès de Lyon*, 30 août 1915.

(²) Dépêche de Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 71.

« *qu'il était à présumer* que les hostilités qui étaient sur le point d'être entreprises avaient exclusivement pour objet de s'assurer ces garanties, étant donné que le Gouvernement autrichien avait déjà affirmé au Gouvernement russe n'avoir pas de visées territoriales. Il a conseillé au Gouvernement austro-hongrois de parler en ce sens, *si la manière de voir indiquée ci-dessus est exacte* (1) ». Cette dépêche a-t-elle été ou non envoyée ? Ce qui est certain, c'est qu'elle ne figure ni dans le *Livre Rouge*, ni dans le *Livre Blanc*. Ce qui est certain aussi, c'est que le Chancelier affecte de prendre des précautions infinies pour parler à l'Autriche, qu'il prétend même ne pas connaître ses intentions, qu'il se contente de les *présumer*, et qu'il ne lui donne de conseils que sous la réserve d'avoir bien interprété ses désirs. Ce qui est certain également, c'est qu'il ne fait pas la moindre allusion à un télégramme comminatoire relatif à la reprise des conversations directes.

Au surplus, dans cette même journée du 29 juillet, Sir E. Goschen ne voit pas seulement le Chancelier. Il voit aussi une seconde fois le Secrétaire d'Etat et ce dernier lui tient alors des propos absolument inconciliables avec l'envoi de cette rude dépêche. « J'ai trouvé aujourd'hui le Secrétaire d'Etat très déprimé, écrit l'ambassadeur anglais. Il m'a rappelé qu'il avait dit, l'autre jour, avoir été *très circonspect* dans ses conseils à Vienne, car *la moindre idée de pression eût été de nature à leur faire précipiter les*

(1) Dépêche de Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 75.

choses et à nous mettre en face d'un fait accompli. C'est ce qui est maintenant arrivé en réalité ; *et il ne se sent pas bien sûr que sa communication de votre suggestion que la réponse serbe offrait une base de discussion n'a pas hâté la déclaration de guerre* (1). »

L'Autriche est si terriblement ombrageuse que la simple « communication d'une suggestion » l'a déterminée à un acte aussi grave qu'une déclaration de guerre, et l'homme d'Etat qui sait cela, l'homme d'Etat qui vient d'éprouver cette effroyable susceptibilité commettrait à son tour la folie, à cette heure même, de provoquer jusqu'à l'exaspération, d'exciter jusqu'au délire ce grand pays exacerbé, en lui adressant d'un ton si âpre une sommation si catégorique ! Devant quel épouvantable fait accompli l'Autriche ne va-t-elle pas mettre le monde quand elle recevra ce sévère avertissement ?

Or, ce n'est pas seulement M. de Jagow qui s'est rendu compte des ménagements infinis nécessaires avec la Monarchie alliée. M. de Bethmann-Hollweg pense exactement comme lui à cet égard. Le 30 juillet, il déclare qu' « il n'est pas certain de n'avoir pas été trop loin en conseillant fortement la modération à Vienne, *ce qui aurait plutôt précipité les événements* (2) ».

De deux choses l'une : ou chancelier et ministre mentent

---

(1) Dépêche de Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 76.

(2) Dépêche de Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 107.

effrontément quand ils affirment que l'Autriche-Hongrie ne veut subir de pression d'aucune sorte et mettrait le feu à l'Europe plutôt que d'écouter un sage et ferme conseil, ou ils n'ont pas envoyé la dépêche avec laquelle ils cherchent maintenant à couvrir leur responsabilité. Ils ne peuvent pas concilier ces deux affirmations.

La vérité est que, pour de tout autres raisons que la susceptibilité maladive prêtée à la monarchie dualiste, ils ne lui ont à aucun moment adressé cette sommation. Une lecture attentive du *Livre Rouge* ne permet point de doutes à cet égard,

Rien, ainsi qu'on l'a observé déjà, de plus tranquille, de plus ferme, de plus uni que l'attitude du comte Berchtold pendant ces quatre journées décisives du 28, du 29, du 30 et du 31 juillet. Le 28, il repousse d'un geste calme la proposition de Conférence de Sir Edward Grey ([1]) et la proposition de conversations directes de M. Sazonof ([2]). Puis, comme on active le foyer, les fers étant au feu, il demande à l'Allemagne d'intervenir à Petersbourg pour obtenir l'arrêt de la mobilisation russe ([3]). Le 29, après avoir, avec une impertinence un peu lourde, conseillé à l'Angleterre d'user de son influence sur le Gouvernement russe en vue du maintien de la paix ([4]), il avise la Wilhelmstrasse que l'Autriche-Hongrie va procéder à une

---

([1]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 38.

([2]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 40.

([3]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 42.

([4]) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 44.

mobilisation générale et propose, sans paraître craindre un seul instant d'éprouver un refus, une action jointe des deux Empires germaniques (1). Le 30, il condescend à expliquer la Note, mais non pas à y rien changer. Au reste, observe-t-il, elle est devancée par les événements (2). — Nous faut-il croire que ce soit là tout ce que la menaçante dépêche de M. de Bethmann-Hollweg a obtenu ? — Le 31, du même ton détaché, il se déclare disposé à faire bon accueil au projet de médiation de Sir Edward Grey entre l'Autriche et la Serbie, sous les seules réserves que l'action militaire se poursuivrait, c'est-à-dire que la Serbie serait envahie, écrasée, asservie, « *en attendant* », et que la Russie arrêterait *tout de suite* sa mobilisation, c'est-à-dire se mettrait à la merci des Empires germaniques (3) ! Est-ce là plutôt qu'il nous faut voir l'effet des impérieux conseils allemands ? Ou bien n'est-on pas autorisé à dire qu'il s'agit en réalité d'une pièce forgée avant la déclaration de guerre dans le but d'influencer l'opinion publique anglaise, et que l'on veut utiliser maintenant pour masquer la responsabilité de l'Empire (4) ?

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 48.
(2) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 50.
(3) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 51.
(4) Voir appendice, n° 3.



APPENDICE I

LETTRES DE M. POINCARÉ ET DU ROI GEORGE V

Le 31 juillet, la France fit un nouvel effort pour s'assurer le concours de l'Angleterre dans le cas où elle serait attaquée par l'Allemagne. Le Président de la République adressa au roi George V la lettre suivante, où l'on retrouve tous les arguments développés par MM. Paléologue, Paul Cambon, René Viviani :

« Paris, 31 juillet 1914.

» Cher et grand ami,

» Dans les circonstances graves que traverse l'Europe, je crois devoir communiquer à Votre Majesté les renseignements que le Gouvernement de la République a reçus d'Allemagne.

» Les préparatifs militaires auxquels se livre le Gouvernement impérial, notamment dans le voisinage immédiat de la frontière française, prennent chaque jour une intensité et une accélération nouvelles.

» La France, résolue à faire jusqu'au bout tout ce qui dépendra d'elle pour maintenir la paix, s'est bornée jusqu'ici aux mesures de précaution les plus indispensables. Mais il ne semble pas que sa

prudence et sa modération ralentissent les dispositions de l'Allemagne, loin de là.

» Nous sommes donc, peut-être, malgré la sagesse du Gouvernement de la République et le calme de l'opinion, à la veille des événements les plus redoutables.

» De toutes les informations qui nous arrivent, il résulte que si l'Allemagne avait la certitude que le Gouvernement anglais n'interviendrait pas dans un conflit où la France serait engagée, la guerre serait inévitable, et qu'en revanche, si l'Allemagne avait la certitude que l'Entente cordiale s'affirmerait, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille, il y aurait les plus grandes chances pour que la paix ne fût pas troublée.

» Sans doute, nos accords militaires et navals laissent entière la liberté du Gouvernement de Votre Majesté, et, dans les lettres échangées en 1912 entre sir Edward Grey et M. Paul Cambon, l'Angleterre et la France se sont simplement engagées, l'une vis-à-vis de l'autre, à causer entre elles en cas de tension européenne et à examiner ensemble s'il y aurait lieu à une action commune.

» Mais le caractère d'intimité que le sentiment public a donné dans les deux pays à l'entente de l'Angleterre et de la France, la confiance avec laquelle nos deux Gouvernements n'ont cessé de travailler au maintien de la paix, les sympathies que Votre Majesté a toujours témoignées à la France m'autorisent à lui faire connaître en toute franchise mes impressions, qui sont celles du Gouvernement de la République et de la France entière.

» C'est, je crois, du langage et de la conduite du Gouvernement anglais que dépendent désormais les dernières possibilités de solution pacifique.

» Nous avons nous-mêmes, dès le début de la crise, recommandé à nos alliés une modération dont ils ne se sont point départis. D'accord avec le Gouvernement royal, et conformément aux dernières suggestions de Sir Edward Grey, nous continuerons à agir dans le même sens.

» Mais si tous les efforts de conciliation partent du même côté, et

si l'Allemagne et l'Autriche peuvent spéculer sur l'abstention de l'Angleterre, les exigences de l'Autriche demeureront inflexibles, et un accord deviendra impossible entre la Russie et elle.

» J'ai la conviction profonde qu'à l'heure actuelle, plus l'Angleterre, la France et la Russie donneront une forte impression d'unité dans leur action diplomatique, plus il sera encore permis de compter sur la conservation de la paix.

» Votre Majesté voudra bien excuser une démarche qui n'est inspirée que par le désir de voir l'équilibre européen définitivement raffermi.

» Je prie Votre Majesté de croire à mes sentiments les plus cordiaux.

» *Signé* : R. POINCARÉ. »

A cette lettre si pressante, le roi George V répondit le 1er août, c'est-à-dire après la remise de l'ultimatum allemand à la Russie, par une lettre amicale sans doute, mais où se manifestait surtout la volonté du Gouvernement anglais de ne prendre aucun engagement.

Buckingham Palace, 1er août 1914.

« Cher et grand ami,

» J'apprécie on ne peut plus hautement les sentiments qui vous portèrent à m'écrire dans un esprit si cordial et si amical, et je vous suis reconnaissant d'avoir exposé vos vues si complètement et si franchement.

» Vous pouvez être assuré que la situation actuelle de l'Europe est pour moi une cause de beaucoup d'anxiété et de préoccupation, et je suis heureux à la pensée que nos deux Gouvernements ont travaillé ensemble si amicalement pour tâcher de trouver une solution pacifique aux questions à résoudre.

» Ce serait pour moi une source de réelle satisfaction si nos efforts combinés aboutissaient à un succès, et je ne reste pas sans espoir que les terribles événements qui semblent si proches pourront être empêchés.

» J'admire le sang-froid dont vous et votre gouvernement faites preuve, en vous gardant de prendre à la frontière des mesures militaires exagérées et d'adopter une attitude susceptible le moins du monde d'être interprétée comme une provocation.

» Je fais personnellement tous mes efforts afin de trouver quelque solution qui permette en tout cas d'ajourner les opérations militaires actives et de laisser aux Puissances le temps de discuter entre elles avec calme. J'ai l'intention de poursuivre ces efforts sans relâche tant qu'il restera un espoir de règlement amical.

» Quant à l'attitude de mon pays, les événements changent si rapidement qu'il est difficile de prévoir ce qui se passera ; mais vous pouvez être assuré que mon Gouvernement continuera de discuter franchement et librement, avec M. Cambon, tous les points de nature à intéresser les deux nations.

» Croyez-moi, Monsieur le Président, etc., etc.

» George, Roi, Empereur. »



2

LA LETTRE DE M. BALLIN

Le 2 août 1914, M. Ballin envoyait au *Times* une lettre qui devait paraître dans le n° du 3 août, jour de la déclaration de Sir Edward Grey à la Chambre des communes, et destinée à abuser l'opinion publique anglaise sur le rôle joué par l'Allemagne au cours des négociations diplomatiques.

Elle était ainsi conçue :

« J'apprends avec surprise que l'on croit en France et ailleurs, dans le monde, que l'Allemagne désire faire une guerre préventive et qu'elle a amené la situation actuelle dans ce but. On dit que l'Empereur croit le moment venu de régler ses comptes avec ses ennemis. Quelle erreur ! Quiconque connaît l'Empereur comme moi sait à quel point il prend au sérieux la responsabilité de sa couronne ; combien ses idées morales sont profondément empreintes de religion sincère. Il doit être étonné qu'on le croie capable de tels sentiments. Il n'a pas voulu la guerre ; les circonstances la lui ont imposée. Il a travaillé inlassablement au maintien de la paix et, de concert avec l'Angleterre, il a usé de toute son influence pour trouver une solution pacifique et épargner à son peuple les horreurs de la guerre. Mais la Russie a fait tout échouer. En effet, pendant les négociations qui permettaient d'es-

pérer une solution heureuse, elle a mobilisé ses troupes, montrant ainsi que les assurances qu'elle donnait de ses sentiments pacifiques n'étaient pas sérieuses. Maintenant les frontières allemandes sont menacées par la Russie, qui a entraîné ses alliés dans cette guerre, et l'honneur de l'Allemagne est engagé. Le monarque le plus épris de la paix ne saurait faire autre chose que de saisir son épée pour défendre le patrimoine sacré de la nation.

« En fin de compte, le mot de Bismarck contre les guerres préventives est solidement enraciné dans l'esprit du peuple allemand : « On ne doit pas essayer de percer les desseins de la Providence. »

« Il faut le dire encore une fois : la Russie seule a imposé la guerre à l'Europe. Personne ne la voulait en dehors d'elle. Que la responsabilité retombe sur elle seule ! »



3

LE PRÉTENDU REVIREMENT AUTRICHIEN DU 31 JUILLET

Dans un chapitre de son redoutable pamphlet, chapitre écrit avant la publication du *Livre Rouge austro hongrois*, l'auteur de *J'accuse*, se référant au *Livre Jaune* et au *Livre Orange*, dit à propos des événements du 31 juillet : « Le plus surprenant de tous fut dû à l'Autriche. Celle-ci, sans avoir égard aux mobilisations générales, à l'état de danger de guerre et aux ultimatums, déclara subitement, à Paris et à Petersbourg, qu'elle était prête à discuter avec la Russie et les autres Puissances le contenu de sa Note à la Serbie. A la dernière heure, l'Autriche se disait donc prête à faire ce à quoi, jusqu'à maintenant, elle s'était absolument refusée. A Paris, à Petersbourg et à Londres, cet *apparent* revirement de l'Autriche causa une heureuse surprise. Tous virent se lever une lueur d'espoir. Grey et Sazonof cherchèrent immédiatement à tirer profit de la bonne volonté apparente de l'Autriche, qui semblait promettre une issue favorable au conflit. Grey promit d'appuyer auprès des autres Puissances toute proposition de paix sérieuse de l'Allemagne ou de l'Autriche ; il s'engagea à appuyer à Petersbourg une proposition qui satisfît à toutes les exi-

gences autrichiennes, sans exception, pour autant qu'elles ne porteraient pas atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la Serbie. Sazonof se déclarait prêt à discuter avec l'Autriche la substance de l'ultimatum autrichien, et — pour assurer le succès de la discussion — proposait que celle-ci eût lieu à Londres, avec la participation des Grandes Puissances. Il ajoutait qu'il serait « très important » que l'Autriche arrêtât « provisoirement » ses opérations militaires en territoire serbe pendant les négociations. C'était là une concession nouvelle faite à l'Autriche, les autres propositions exigeaient la cessation des opérations.

« Toutes ces propositions restèrent cependant et ne pouvaient que rester sans succès, parce que *la bonne volonté de l'Autriche n'était que feinte*... Son acquiescement qui, plus tôt, eut à coup sûr conduit à une heureuse issue, était, au moment où il fut exprimé, sans aucun danger : *une solution pacifique n'était plus à craindre*. Le cabinet de Berlin, par son attitude, avait assuré la guerre. » *J'accuse* par un Allemand. *Traduction Française* pp. 108, 109, 110.

Après la publication du *Livre Rouge austro-hongrois*, l'auteur de *J'accuse* eût modifié cette page sur un point : l'acquiescement de l'Autriche, car cet acquiescement n'a jamais été donné.



QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DE CONFÉRENCE

A quelque degré de certitude que nous soyons arrivés dans la démonstration que l'Autriche-Hongrie n'est pas seulement responsable de la guerre, mais qu'elle l'a voulue, nous pouvons ici, de nouveau, faire table rase de toutes les constatations antérieures ; nous pouvons supposer que rien n'est établi, qu'il n'y a point de charges contre elle, et donner cependant la preuve de sa responsabilité et de sa volonté par le seul examen de son attitude et de son action dans les négociations relatives au projet de Médiation ou de Conférence, — moyen suprême auquel les Puissances de la Triple Entente eurent recours pour essayer de sauver la paix du monde.

On sait avec quel zèle, quelle chaleur, quelle obstination l'Angleterre s'est efforcée d'intervenir dès que les

termes de la Note autrichienne ont été connus et ont laissé voir le péril. Sir Edward Grey, dont l'activité est sans égale dans cette période, multiplie les appels à toutes les chancelleries. Constamment aidé, soutenu, encouragé, excité même par les Cabinets de Paris et de Petersbourg, de Rome aussi, il soumet propositions sur propositions à Berlin et à Vienne. Son insuccès final ne doit faire oublier ni son ardeur, ni son ingéniosité, ni son esprit de sacrifice.

Encore n'est-il pas exact de dire qu'il ait échoué. En réalité, les concessions qu'il obtint de la bonne volonté de Nicolas II furent si étendues que, dans cet ordre d'idée, toute raison sérieuse, ou seulement discutable d'entrer en guerre manquait à la monarchie dualiste bien avant la fin des négociations, et qu'elle dut, ainsi que je me suis appliqué à le mettre en lumière, se préoccuper de substituer au prétexte insoutenable du danger serbe le prétexte spécieux de la mobilisation russe.

Mais il est tout à fait digne de remarque, — parce que tout à fait caractéristique de la mauvaise foi des Empires du Centre, — que la première idée d'une intervention étrangère dans le conflit revient à ceux-mêmes qui déclaraient, avec une insolente hauteur, que l'Europe ne devait point se mêler des événements qui allaient s'accomplir sur le Danube.

A la vérité, ils ne demandèrent pas à la Grande-Bretagne d'agir sur le Cabinet de Belgrade. Ils eussent bien plutôt été désolés que l'influence de la Triple Entente le déterminât à une soumission totale. Leur prétention fut

d'obtenir que l'on agisse sur la Russie. Non point, d'ailleurs, parce qu'ils redoutaient un conflit et préféraient s'en tenir, si possible, à une éclatante victoire diplomatique ; mais parce que, s'ils parvenaient à soutient le *Foreign Office* à exercer une pression que Petersbourg ne voudrait pas subir, les froissements qui en résulteraient nécessairement seraient une garantie de la neutralité anglaise.

Deux incidents, à quelques heures de distance, précisent cette politique. Le 21 juillet, trois jours avant que la Note soit connue des Puissances, M. de Jagow soutient à Sir H. Rumbold la thèse que la Serbie et l'Autriche doivent rester face à face, que nulle intervention étrangère n'est admissible, que, même, il n'est pas désirable que le Gouvernement austro-hongrois soit « approché » par le Gouvernement allemand (1). Mais, le 23 juillet, on constate dans

(1) *Correspondance britannique*, n° 2.

Il va de soi que M. de Jagow n'avait pas les mêmes scrupules en ce qui concernait le gouvernement serbe. Il déclarait, en effet, sans ambages, au chargé d'affaires anglais, avoir « à plusieurs reprises, dans des conversations avec le ministre serbe, souligné l'extrême importance que les relations austro-serbes fussent placées sur une base convenable ». A M Jules Cambon, il disait encore, le 24 juillet, qu'il s'attendait bien « à un peu d'émotion » de la part des amis de la Serbie, mais qu'il comptait que cependant ils lui donneraient « de bons conseils ». A quoi l'ambassadeur de France en Allemagne répondait que certainement la Russie ferait effort auprès du Cabinet de Belgrade pour l'amener « aux concessions acceptables », mais que, ce que l'on demandait à l'un, il fallait le demander à l'autre. « Si l'on compte que des conseils seront donnés

une dépêche de Sir Edward Grey que, déjà, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres lui a exprimé « de grandes craintes » et lui a donné à entendre qu'il serait très désirable que ceux qui avaient de l'influence à Saint-Petersbourg l'employassent en faveur de la patience et de la modération [1] ».

Le piège était grossier. Le ministre anglais n'y tomba point. La démarche faite présentait toutefois cet avantage que les Empires du Centre avaient ainsi, d'une part, souligné l'importance capitale qu'ils attachaient au règlement des difficultés soulevées par eux-mêmes en Orient ; d'autre part, qu'ils avaient plus ou moins fortement établi leur résolution d'éviter un conflit général et qu'ils s'étaient montrés disposés, jusques à un certain point, à s'associer à l'Angleterre dans ce but.

Lorsque Sir Edward Grey avait prudemment déclaré au comte Mensdorff que la quantité d'influence qu'il pourrait exercer à Petersbourg dépendrait « de la modération des demandes autrichiennes », et des justifications que le Ballplatz présenterait, il n'avait pas encore la moindre idée des exigences formidables de la Note. Le 24 juillet, après qu'il en eût pris connaissance, il fit au prince Lichnowsky une déclaration qui est à retenir venant d'un homme d'Etat aussi pacifique. « Si la Russie, dit-il, considérait l'ultima-

---

à Belgrade, n'est il pas légitime de compter que, d'un autre côté, des conseils seront aussi donnés à Vienne ? » Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 30.

[1] *Correspondance britannique*, n° 3.

tum autrichien comme le considérerait, il me semble, toute Puissance intéressée à la Serbie, je serais tout à fait impuissant, vu les termes de l'ultimatum, pour exercer n'importe quelle influence modératrice (1). »

Il fallait agir cependant. Où donc? Comment? — A Vienne, suggère M. Paul Cambon, au moyen d'une médiation dont l'Allemagne prendrait elle-même l'initiative (2). Une médiation entre l'Autriche et la Serbie? demande Sir Edward Grey, qui se souvient des propos de M. de Jagow. M. Paul Cambon répond affirmativement, et le Secrétaire d'Etat anglais promet d'en parler à l'Ambassadeur allemand.

C'est de cette conversation qu'est né le projet de Conférence dont nous allons suivre les vicissitudes. Mais obser-

---

(1) On sait que cette réponse si logique ne découragea point le Gouvernement allemand et que, dans l'après-midi du 26 juillet, il renouvela au Quai d'Orsay la démarche déjà faite au *Foreign Office*. « L'ambassadeur d'Allemagne est venu cette après-midi, écrit M. Bienvenu-Martin, me faire une communication tendant à une intervention de la France auprès de la Russie dans un sens pacifique. » *Livre Jaune*, n° 56.

La Wilhelmstrasse estimait que l'Autriche était si ombrageuse qu'il serait dangereux qu'elle fût approchée même par son alliée. Par contre, elle pensait que la France pouvait sans inconvénient faire pression sur la Russie.

(2) M. Paul Cambon se rencontrait, sur ce point, avec M. Paléologue, qui écrivait de Petersbourg, à la même date : « La brièveté du délai assigné par l'ultimatum rend plus difficile encore l'action modératrice que les Puissances de la Triple Entente pourraient exercer *à Vienne* ». *Livre Jaune*, n° 31.

vons ici que, déjà, l'accord est parfait dans la volonté de la Triple Entente de ne rien négliger pour éviter la guerre. Un entretien de Sir Edward Grey avec M. Paul Cambon a suffi pour déterminer les démarches qui vont être tentées (1). Et, tout de suite, le comte Benckendorff, qui représente la Russie à Londres, donne son approbation entière (2).

Plus significative encore que l'adhésion de la Russie est l'adhésion de la Serbie. Il n'y avait pas ombre de doute, en effet, que, quelle que fût la bonne volonté de toutes les Puissances, y compris l'Allemagne, on n'aboutirait pas dans les quelques heures qui restaient à courir avant l'expiration du délai fixé par l'ultimatum. Si l'Autriche-Hongrie ouvrait immédiatement les hostilités, l'opinion publique russe n'obligerait-elle pas le Gouvernement du Tsar à intervenir aussitôt ? M. Paul Cambon le redoutait.

« Une fois que les Autrichiens auraient attaqué la Serbie, il serait trop tard pour une médiation, » disait-il.

---

(1) « Envisageant une possibilité de conflit entre l'Autriche et la Russie, écrit M. Bienvenu-Martin, Sir Edward Grey se propose de réclamer le concours du Gouvernement allemand, en vue d'une médiation des quatre Puissances non intéressées directement dans l'affaire serbe : Angleterre, France, Italie et Allemagne. Cette médiation s'exercerait à la fois à Vienne et à Petersbourg. » *Livre Jaune*, n° 24

(2) *Livre Jaune*, n° 32.

Toutefois, le comte Benckendorff ne se faisait pas de grandes illusions sur le succès de cette tentative. Il appréhendait, déclare-t-il à notre ambassadeur, « *une surprise de l'Allemagne* ».

C'était aussi, du reste, le sentiment de Sir Edward Grey. Mais il pensait que « si l'Autriche s'avançait en Serbie », et si la Russie mobilisait, on pourrait demander à l'une d'arrêter sa marche, à l'autre de suspendre ses préparatifs.

— Non, il serait trop tard, insistait M. Paul Cambon (1).

Notre ambassadeur avait raison, selon toute apparence. Il serait trop tard, parce que c'était trop exiger de la Serbie de lui imposer qu'elle supportât, sans se défendre, cette violation de son territoire. Et cependant, par un effort de sagesse qui est à l'honneur éternel de ce petit peuple, si grand par la résignation et par le courage, M. Paul Cambon avait tort en fait. Le Cabinet de Belgrade alla jusqu'au bout dans la voie des concessions.

« Au cas où les Autrichiens attaqueraient la Serbie, le Gouvernement serbe abandonnerait Belgrade et retirerait ses forces à l'intérieur, pendant qu'il ferait appel aux Puissances pour qu'elles lui viennent en aide. » C'est le représentant de la Serbie à Petersbourg qui fait cette déclaration mémorable à Sir G. Buchanan (2).

Aucune impossibilité ne subsiste donc. Malgré la brièveté du délai, malgré le refus hautain de le prolonger, on a assez de temps devant soi pour négocier et traiter.

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 10

(2) *Correspondance britannique*, n° 17.



CHAPITRE II

PREMIERS OBSTACLES

Lorsque le prince Lichnowsky se présente au *Foreign Office*, Sir Edward Grey lui soumet la proposition de la Triple Entente. « La seule chance que je voyais, lui dit-il, pour avoir une influence médiatrice ou modératrice efficace était que les quatre Puissances : l'Allemagne, la France, l'Italie et nous-mêmes,nous travaillions ensemble, *simultanément à Vienne et à Saint Petersbourg*,en faveur de la modération, au cas où les relations entre l'Autriche et la Russie deviendraient menaçantes. » En outre, pour éviter le danger de complications, il exprime le désir que l'Autriche-Hongrie ne précipite pas son action militaire [1].

La réponse de M. de Jagow, informé par son ambassadeur à Londres, est typique. Il a tout de suite communiqué à Vienne, assure-t-il, le désir que l'Autriche accorde du temps. Mais il ne compte pas sur le succès de cette démarche, — à laquelle il n'ose dire, d'ailleurs, qu'il se soit associé, — parce que « le comte Berchtlod est à Ischl, »

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 11.

et qu'au surplus le Gouvernement austro-hongrois veut « donner une leçon aux Serbes ».

Par contre, il voit dans la situation ceci de rassurant que le Ballplatz a commencé des négociations directes, — on sait quel devait être leur sort, — avec l'ambassadeur de Russie à Vienne. Quant à la proposition de médiation, qui est la partie essentielle de la communication anglaise, il s'en tient à déclarer accessoirement que « si les relations entre l'Autriche et la Russie devenaient menaçantes », il était tout prêt à convenir « que les quatre Puissances devraient travailler ensemble, en faveur de la modération, à Vienne et à Saint-Petersbourg [1] ».

A quoi bon, au surplus, se préoccuper d'éventualités aussi improbables? Certes, l'Allemagne ne veut pas la guerre [2], mais la Russie ne la veut pas non plus. L'opinion publique n'y est point aussi excitée qu'on l'assure. On s'exagère le danger. Le conflit sera localisé.

Cette affectation d'optimisme ne pouvait trouver grand crédit à Londres, où l'on prévoyait déjà la double mobilisation autrichienne et russe [3]. Malheureusement, on y avait, dès l'origine, établi une distinction qui était pure-

---

[1] Dépêche de Sir H. Rumbold. *Correspondance britannique*, n° 18.

Dès ce moment, et par la force même des choses, la situation n'était pas seulement « menaçante », elle était « désespérée », suivant l'expression même de M. Sazonof, « à moins que l'Allemagne ne retînt l'Autriche ». *Correspondance britannique*, n° 17.

[2] Voir appendice n° 1.

[3] Dépêche de Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan. *Correspondance britannique*, n° 24.

ment verbale, et même un peu puérile, entre le conflit austro-serbe et le conflit austro-russe ; le conflit austro-serbe n'intéressant pas l'Angleterre, le conflit austro-russe l'inquiétant fort, parce qu'il compromettait la paix européenne. Il n'y avait, en réalité, qu'un conflit : le conflit austro-russe provoqué par l'agression que projetait l'Autriche contre la Serbie. Mais on n'osait pas regarder cette réalité en face. On se plaçait de biais, afin d'avoir, croyait-on, une facilité de plus pour se garer. En fait, on donnait ainsi aux Empires du Centre un avantage précieux et on leur fournissait un prétexte pour pousser les choses à bout. Ils ne manquèrent pas de le saisir.

« L'ambassadeur d'Allemagne, écrit le 25 juillet Sir Edward Grey, m'a lu un télégramme du ministère allemand des Affaires Etrangères disant que son Gouvernement n'avait pas eu connaissance préalable et n'avait pas eu plus que les autres Puissances à s'occuper de la raideur des termes de la Note de l'Autriche à la Serbie, mais qu'après avoir lancé cette Note, l'Autriche ne pouvait pas reculer [1]. »

Il y paraît à peine, et pourtant cette phrase c'est déjà le rejet de la proposition de médiation que va faire l'Angleterre. Il a suffi à la Wilhelmstrasse de croire, ou de feindre de croire que la proposition de concilier l'Autriche et la Russie impliquait que l'on touchât à l'ultimatum pour qu'il lui fût possible de répondre par ce refus, où l'on se permettait un ironique rappel des termes mêmes employés par Sir Edward Grey. C'était lui, en effet, qui, au cours

[1] Dépêche à Sir H. Rumbold. *Correspondance britannique*, n° 25.

d'un entretien avec le prince Lichnowsky, avait pris texte du « caractère extraordinairement raide » de la Note pour se refuser à exercer une influence modératrice à Petersbourg, *du moins sans contre-partie à Vienne.*

Que lui importait le caractère de la Note ? Ni la Note ni ses conséquences ne devraient être mises en question. C'était là une affaire austro-serbe. Mais, évidemment, s'empressait d'ajouter le prince Lichnowsky, si l'Angleterre pensait à une « médiation entre la Russie et l'Autriche, cette dernière pourrait être à même de l'accepter avec dignité », étant bien entendu toujours que cette médiation n'aurait aucun rapport, proche ou lointain, avec les questions soulevées par la querelle existant entre Vienne et Belgrade. Cela équivalait à dire que l'on acceptait une médiation à la condition qu'elle fût sans objet.

Sir Edward Grey aurait peut-être pu, à ce moment, dissiper l'équivoque. Quelques mots bien nets y auraient suffi. Il ne l'osa pas. Il craignit de s'engager trop. Il reconnut, tout au contraire, qu'il n'avait point « qualité pour intervenir entre l'Autriche et la Serbie ». Mais si la question se posait entre l'Autriche et la Russie, « cela toucherait la paix de l'Europe », et tout le monde devrait agir.

Sans doute. Seulement, à quel signe le reconnaîtrait-on, puisqu'on ne le reconnaissait pas encore ? « Dans le cas d'une mobilisation russe et autrichienne » suggère lui-même le Secrétaire d'Etat anglais (1). Il n'y aurait, en effet, plus

(1) Dépêche de Sir Edward Grey à Sir H. Rumbold. *Correspondance britannique*, n° 57.

M. de Fleuriau, chargé d'Affaires de France à Londres, a très

de doute à ce moment là. Mais *il serait trop tard.* Dès le 26 juillet l'Allemagne n'informait-elle pas la Russie que *la mobilisation c'était la guerre* ?

Au surplus, si des hésitations étaient possibles le 25, elles n'allaient pas tarder à cesser de l'être. La rupture des rapports diplomatiques entre Vienne et Belgrade, dont la nouvelle arriva dans la soirée, et les préparatifs militaires de l'Autriche, malgré la soumission serbe, ne laissaient subsister aucune incertitude. Le Ballplatz, impatiemment et brutalement, cherchait un conflit, qu'avec toute l'habilité du monde on ne pourrait localiser (1). La question, à cette

---

bien résumé cette conversation : « L'Ambassadeur d'Allemagne est venu au *Foreign Office* affirmer que son Gouvernement refusait de s'immiscer dans le conflit qui divise l'Autriche et la Serbie

« Sir Edward Grey a répondu que, sans le concours de l'Allemagne à Vienne, l'Angleterre ne saurait agir à Petersbourg. Si, cependant l'Autriche et la Russie mobilisaient toutes deux, ce serait bien l'occasion d'une intervention de quatre autres Puissances. Le Gouvernement allemand maintiendrait-il alors son attitude passive et refusait-il de se joindre à l'Angleterre, à la France et à l Italie ?

« Le prince Lichnowsky ne le pense pas, puisqu'il ne s'agirait plus de difficultés entre Vienne et Belgrade, mais d'un conflit entre Vienne et Petersbourg. » *Livre Jaune*, n° 37.

(1) Sir Edward Grey le déclarait en termes exprès, dans la matinée du 27, au prince Lichnowsky. « Si l'Autriche, disait-il, envahissait la Serbie, après la réponse serbe, elle démontrerait qu'elle ne poursuivait pas seulement le règlement des questions mentionnées dans sa Note du 23 juillet, mais qu'elle voulait écraser un petit Etat. Alors ce serait une question européenne, et il s'ensuivrait une guerre

heure, était nettement posée entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Il était donc urgent d'intervenir.

C'est dans cette pensée que Sir Edward Grey, sans plus attendre, demande aux ambassadeurs de Grande-Bretagne à Paris, à Berlin et à Rome, si les Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités seraient disposés à donner des instructions à leurs représentants à Londres les autorisant à chercher avec lui-même « une solution qui empêche les complications ». Pendant que se tiendrait cette conférence, les opérations militaires actives seraient suspendues (1).

à laquelle d'autres Puissances seraient amenées à prendre part. » Dépêche de M. Fleuriau. *Livre Jaune*, n° 66.

(1) *Correspondance britannique*, n° 36.

Dans une dépêche du 26 juillet, M. Bienvenu-Martin résumait avec beaucoup d'exactitude l'opinion du *Foreign Office* « Sir Edward Grey estime, écrivait-il, que les quatre Puissances non intéressées devraient insister auprès de la Russie et de l'Autriche pour que leurs armées ne franchissent pas la frontière et donnent le temps à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne et à l'Italie d'exercer leur médiation. Si l'Allemagne accepte, le Gouvernement anglais a des raisons de penser que l'Italie serait heureuse de s'associer également à l'action jointe de l'Angleterre et de la France. L'adhésion de l'Allemagne est essentielle, car pas plus l'Autriche que la Russie ne tolèrerait d'autre intervention que d'amis impartiaux ou d'alliés. » *Livre Jaune*, n° 50.

Quelques heures plus tard, M. Bienvenu-Martin recevait de M. Barrère une dépêche qui lui donnait les meilleures raisons de compter sur la bonne volonté de Rome. M. Salandra venait de faire, à ce propos, les déclarations les plus nettes à notre ambassadeur. *Livre Jaune*, n° 51.

CHAPITRE III

L'ATTITUDE DE L'ALLEMAGNE

C'est là une proposition ferme et précise. Aussi l'accueil qui lui est réservé par les diverses chancelleries vaut-il d'être retenu. Tout de suite, la France accepte, et Sir Francis Bertie informe le *Foreign Office* que M. Paul Cambon a reçu des instructions dans ce sens [1]. De même, l'Italie [2].

Mais l'Allemagne, elle, élève des objections. M. de Jagow estime que la Conférence « équivaudrait en pratique à une cour d'arbitrage, et, à son avis, ne saurait être convoquée qu'à la requête de l'Autriche et de la Russie. »

Il a déclaré, écrit Sir E. Goschen à Sir Edward Grey, le 27 juillet, « ne pas pouvoir se rallier à votre proposition, malgré son désir de coopérer au maintien de la paix. J'ai répondu que votre idée n'avait rien à faire avec un arbitrage, mais voulait que les représentants des quatre nations

(1) *Correspondance britannique*, n° 42.

(2) *Correspondance britannique*, n° 49.

non directement intéressées discutent et proposent des moyens d'éviter une situation dangerereuse. Il a maintenu, toutefois, qu'une Conférence telle que celle proposée par vous n'était point réalisable ».

Du reste, a ajouté le ministre allemand, à quoi bon une conférence, puisque des conversations directes sont engagées entre Vienne et Petersbourg ? C'est un procédé bien plus efficace. « Le mieux serait d'attendre ce qui sortira de l'échange de vues entre les Gouvernements autrichien et russe (1). »

M. de Jagow, qui est cependant prévenu par l'Autriche-Hongrie ne veut rien concéder, feint encore d'avoir confiance dans les conversations directes. Mais, non sans habilité, en même temps qu'il s'efforce de rassurer l'Angleterre, il prépare le prétexte qui rendra le conflit armé inévitable : le prétexte de la mobilisation. L'Autriche, certes ne procé-

(1) *Correspondance britannique*, n° 43.

A cette même date du 27 juillet où M. de Jagow, dans ses conversations avec l'ambassadeur d'Angleterre et l'ambassadeur de France, exprimait sa confiance dans le bon succès des conversations directes, le sous-secrétaire d'Etat Zimmermann laissait entrevoir au baron Beyens, ministre de Belgique — pour l'éprouver peut-être ou l'intimider — les plus redoutables éventualités. « Si la Russie mobilise son armée, disait-il, nous mobiliserons immédiatement la nôtre, et alors *ce sera la guerre générale*, une guerre qui embrassera toute l'Europe Centrale, et même la péninsule balkanique, car les Roumains, les Bulgares, les Grecs et les Turcs ne pourront pas résister à la tentation d'y prendre part les uns et les autres. » Second *Livre Gris belge*, n° 10.

dait, déclare-t-il, qu'à une mobilisation partielle. Mais si la Russie mobilisait contre l'Allemagne, c'est-à-dire sur le front oriental, l'Allemagne devrait mobiliser à son tour.

Cette réserve, à la vérité, n'était pas en soi fort inquiétante, car le *Foreign Office* savait que la Russie n'avait aucune intention de mobiliser contre l'Allemagne. Le danger commençait avec cette observation de M. de Jagow « que le système de mobilisation de la Russie était chose si compliquée qu'il pourrait être difficile de se rendre compte d'une manière exacte de la localisation de la mobilisation, que, par suite, l'Allemagne aurait à faire la plus grande attention pour ne pas se laisser surprendre (1).

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 43.

Dans un entretien qu'il eut, le 27 juillet, avec M. de Jagow, M. Jules Cambon lui demanda, à son tour, si l'Allemagne se croirait obligée de mobiliser dans le cas où la Russie ne mobiliserait que sur la frontière autrichienne ?

« Il m'a répondu que non, écrit notre ambassadeur, et m'a autorisé formellement à vous faire connaître cette restriction ». Dépêche à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 67.

On sait que trois jours plus tard, le même M. de Jagow déclarait à M. Jules Cambon que la mobilisation russe « sur la frontière autrichienne » pourrait entraîner par contre-coup la mobilisation allemande. Et sur l'objection qu'il avait dit lui-même que l'Allemagne ne se considérerait comme obligée de mobiliser que si la Russie mobilisait sur le front oriental, ce dont il n'était pas question, M. de Jagow répondit « que c'était vrai, mais que les chefs de l'armée insistaient, car tout retard était une perte de force pour l'armée allemande, et que les paroles que je rappelais ne constituaient pas un engagement ferme ». *Livre Jaune*, n° 109.

Rien n'était donc moins satisfaisant que l'accueil de la Wilhelmstrasse à la proposition du *Foreign Office*. C'est sur cet échec que se termine la journée du 27 juillet.

A la vérité, le prince Lichnowsky avait prononcé, lui, des paroles qui laissaient subsister quelque espoir. Il avait déclaré à Sir Edward Grey que Berlin acceptait « en principe » la médiation des quatre Puissances [1]. Mais, une fois de plus, soit par ignorance des intentions réelles de son Gouvernement, soit par duplicité, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres donnait une indication absolument inexacte. C'était la version de Sir E. Goschen qui était la vraie, version confirmée, d'ailleurs, par M. Jules Cambon [2], par l'ambassadeur d'Italie à Berlin [3], et par l'ambassadeur austro-hongrois lui-même [4].

---

[1] *Correspondance britannique*, n° 46.

[2] « M. de Jagow m'a répondu, comme il l'avait fait à l'ambassadeur d'Angleterre, qu'il ne pouvait accepter la proposition de charger les ambassadeurs d'Italie, de France et d'Allemagne de chercher avec Sir Ed. Grey les moyens de résoudre les difficultés actuelles, parce que ce serait instituer une véritable Conférence pour traiter des affaires de l'Autriche avec la Russie ». Dépêche de M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin. *Livre Jaune*, n° 74.

[3] *Correspondance britannique*, n° 60.

[4] Le comte Szögyény télégraphiait, le 28 juillet, de Berlin au comte Berchtold : « La proposition de médiation faite par l'Angleterre, d'après laquelle l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et la France se réuniraient dans une Conférence à Londres, *a été rejetée* par l'Allemagne, qui allègue qu'il lui est impossible de citer son alliée devant un tribunal européen, dans son différend avec la Serbie ». *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 35.

Toutefois, si M. de Jagow rejetait l'idée d'une Conférence, il manifestait cependant le plus vif désir de coopérer au maintien de la paix. Pour peu qu'il fût sincère, toute chance n'était donc pas perdue. Etant d'accord sur le fond, on arriverait sans aucun doute à se mettre d'accord sur la forme. Ce serait même d'autant plus facile que la Triple Entente était toute disposée à accepter celle qu'on lui suggérerait [1]. L'horizon était sombre. Mais une petite lumière brillait du côté de l'Allemagne.

---

[1] « Aujourd'hui encore, l'Europe attend vainement la réponse de Jagow. Grey insista. Deux ou trois fois il fit demander à Jagow de lui indiquer la forme qu'il préférait, et que, par avance, toutes les Puissances acceptaient. Tout fut vain. Aucune réponse ne parvint de la Wilhelmstrasse. Le *Livre Blanc* confirme que l'on acceptait l'idée de la proposition de Grey. Mais il ne dit pas que cette idée eût pu être exprimée dans la forme même suggérée par l'Allemagne, si celle-ci avait fait une proposition quelconque. *Cette proposition, elle ne l'a pas faite.* N'est-ce pas une preuve accablante » ? *J'accuse* par un Allemand. Traduction Française. p. 119.



CHAPITRE IV

L'ATTITUDE DE L'AUTRICHE

Restait l'Autriche.

Son attitude est tout de suite très nette. Elle se refuse à toute intervention. Le comte Mensdorff, dans un entretien qu'il a, le 27 juillet, avec Sir Edward Grey, lui dit d'un ton très haut que l'Autriche-Hongrie veut « des satisfactions sans équivoque pour le passé et des garanties pour l'avenir ».

Le ministre anglais ne cache pas sa déception que l'on traite la réponse serbe « comme si elle était absolument négative ». Il avait pensé, dit-il, qu'elle pourrait « fournir une base sur laquelle les quatre autres Gouvernements élaboreraient un arrangement satisfaisant », à la condition que, dans l'intervalle, la Russie et l'Autriche s'abstînssent de toute opération militaire. La situation était assez grave pour que l'on n'agît pas avec légèreté. Le fait que la flotte anglaise reste concentrée est un symptôme de l'inquiétude générale. « Le but de son projet de Conférence, termine-t-il, serait de conjurer, si possible, une collision

entre les Grandes Puissances. Mais si la Russie mobilise et que l'Allemagne entre en scène, la Conférence tombe d'elle-même [1].

Ce résumé est du comte Mensdorff. On a quelque peine à le croire parfaitement exact. Ce n'était pas du tout l'opinion du ministre anglais que le projet de Conférence dût tomber au cas où la Russie mobiliserait. C'était bien plutôt, au contraire, en vue de cette éventualité que le projet avait été conçu. La mobilisation était le signe auquel la Grande-Bretagne reconnaîtrait, — bien tardivement, d'ailleurs, — que la paix du monde se trouvait en sérieux péril. Dans la longue dépêche à Sir M. de Bunsen ou Sir Edward Grey rapporte à son tour sa conversation avec le comte Mensdorff, il ne dit rien de semblable [2]. Sur ce point, tout au moins, l'ambassadeur austro-hongrois a dû se méprendre.

Beaucoup plus topique est la réponse du comte Berchtold à l'ambassadeur anglais à Vienne. — J'ai dit, écrit Sir M. de Bunsen, que « vous aviez des espérances que des conversations à Londres entre les quatre Puissances moins directement intéressées seraient susceptibles de mener encore à un arrangement que le Gouvernement austro-hongrois pût accepter comme satisfaisant et de nature à obvier à la nécessité d'hostilités effectives. J'ai ajouté que vous avez jugé que la réponse serbe allait fort loin dans le sens d'accéder à ce qu'il y a de juste dans les demandes de l'Autriche-Hongrie; que vous pensez qu'elle constitue une base con-

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 38.

(2) *Correspondance britannique*, n° 48.

venable pour une discussion pendant laquelle les opérations belliqueuses pourraient rester en suspens ».

A la question ainsi posée, que va répondre le comte Berchtold? — « *Le ministre des Affaires Etrangères a déclaré avec calme, mais avec fermeté, ne pouvoir accepter aucune discussion sur la base de la Note serbe*, que la guerre serait déclarée aujourd'hui, et que l'on pouvait tenir pour garants que cette guerre est à la fois juste et inévitable, et le caractère de l'Empereur, notoirement pacifique, et, il se permettait d'ajouter, son propre caractère aussi conciliant (1) .»

Le refus est catégorique. Et l'on ne saurait prétendre que, peut-être, Sir M. de Bunsen en a, dans une mesure quelconque, exagéré la raideur. On possède sur ce point un témoignage irrécusable : celui du comte Berchtold en personne. Il rapporte, lui aussi, dans une dépêche au comte Mensdorff, sa conversation avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, et non seulement le sens de ses déclarations est le même que dans le récit de Sir M. de Bunsen, mais encore les précisions qu'il fournit nous révèlent que le diplomate anglais est allé dans la voie des concessions plus loin qu'il ne le dit à son ministre, qu'il a admis, par exemple, que, s'il était impossible d'empêcher les hostiles d'éclater, on s'efforçât tout au moins de prévenir une collision sanglante, « en permettant aux Serbes de se retirer sans accepter la lutte ».

De même, il ne se serait pas borné à proposer que la

(1) Dépêche de Sir M de Bunsen, *Correspondance britannique*, n° 62.

Note du Gouvernement de Belgrade servît de base à la discussion, il aurait encore promis que le Royaume-Uni userait de son influence pour assurer le succès des réclamations autrichiennes.

Sir M. de Bunsen, qui avait pour l'Autriche-Hongrie, comme beaucoup de ses compatriotes, infiniment plus de sympathie que pour la Serbie, et pour la Russie, était donc allé à l'extrême limite de ce que l'interprétation la plus large de ses instructions lui permettait. Il n'en avait pas obtenu meilleur succès. Le comte Berchtold s'était refusé à toute concession dans les termes les plus coupants. « *Quant à l'idée d'une transaction sur la Note serbe, je suis obligé de la rejeter* (1). »

Pour des raisons différentes, la proposition anglaise, acceptée par la Russie, appuyée par la France et l'Italie, était donc rejetée : à Berlin, parce qu'on ne la jugeait pas compatible avec les égards dus à une grande Puissance comme l'Autriche-Hongrie, car on s'y préoccupait de la dignité de la Monarchie danubienne plus que le Ballplatz lui-même ; à Vienne, parce que l'on n'estimait pas l'humiliation de la Serbie assez profonde.

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 41.



CHAPITRE V

LA RUSSIE MENACÉE

Mais, malgré tout, cette proposition était si conciliante; elle tenait un si grand compte des griefs autrichiens; elle leur garantissait une si large réparation ; elle avait — son principe admis — de telles chances de succès, car la Conférence de Londres, pendant la récente crise balkanique, s'était trouvée en face de bien autres difficultés ; elle était si modérée, si raisonnable, si honnête, si juste ; elle apportait à la cause de la paix une telle force de persuasion que l'Autriche-Hongrie, résolue à la guerre, prît peur et se hâta de mettre d'autres fers au feu. C'est tout de suite après la visite de Sir M. de Bunsen au comte Berchtold que ce dernier envoie à Berlin la dépêche où il demande à la Wilhelmstrasse de faire une communication menaçante à Petersbourg au sujet de ses « vastes préparatifs militaires » et de parler net (1).

Après quoi, incomplètement rassuré encore, le ministre

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 42.

autrichien entreprend, à l'adresse du Gouvernement allemand, la rédaction d'un Mémoire, qui est tout à coup sûr, une des pièces les plus remarquables du *Livre Rouge*.

On sait que Berlin avait transmis à Vienne, sans du reste l'appuyer, la proposition de Conférence. C'est à cette démarche que répond le Mémoire.

« Le Gouvernement impérial et royal, dit-il, remercie vivement M. l'ambassadeur de l'Empire allemand pour la communication qu'il a bien voulu lui faire, à la date du 28 courant, et dont le Gouvernement austro-hongrois a pris connaissance.

« Le Cabinet anglais priait le Gouvernement impérial allemand de vouloir bien user de son influence sur le Cabinet de Vienne, afin que celui-ci considérât la réponse de Belgrade soit comme suffisante, soit, au moins, comme une base de discussion. — En ce qui concerne l'opinion exprimée par M. le Secrétaire d'Etat anglais au prince Lichnowsky, le Gouvernement impérial et royal désire faire observer tout d'abord que la Note serbe ne contient pas, comme semble le croire Sir E. Grey, une adhésion à toutes nos demandes, sauf une seule exception, mais que bien plutôt il a été formulé dans les principaux paragraphes des réserves qui diminuent singulièrement la valeur des concessions faites. En outre, le refus de la Serbie porte précisément sur les points qui devaient nous garantir la réalisation effective du but auquel nous aspirons.

« Le Gouvernement impérial et royal ne saurait dissimuler sa surprise de constater que son action contre la Serbie est considérée comme visant la Russie et l'influence

russe dans les Balkans car, s'il en était ainsi, *on pourrait supposer que la propagande dirigée contre la Monarchie est d'origine non seulement serbe, mais aussi russe* ([1]). Au contraire, nous sommes partis, *jusqu'à présent*, de l'idée que la Russie officielle restait étrangère à ces manifestations hostiles à la Monarchie. Aussi notre action présente est-elle dirigée exclusivement contre la Serbie, tandis que nos sentiments pour la Russie, comme nous pouvons l'affirmer à Sir Grey, sont absolument amicaux. Au surplus, le Gouvernement austro-hongrois se voit dans la nécessité de faire remarquer qu'à son vif regret il n'est plus à même de prendre position à l'égard de la Note serbe dans le sens de la suggestion anglaise, vu que, au moment où se faisait ici la démarche allemande, l'état de guerre entre la Monarchie et la Serbie était déjà déclaré et que la Note serbe se trouvait ainsi devancée par les événements.

« A cette occasion, le Gouvernement impérial et royal se permet de faire observer qu'avant de donner sa réponse, le Gouvernement royal de Serbie avait procédé à la mobilisation de ses forces militaires et que, dans la suite, il laissa encore s'écouler trois jours sans manifester l'intention d'abandonner le point de vue adopté dans sa Note. C'est alors qu'eut lieu, de notre part, la déclaration de guerre.

([1]) Cette accusation est formellement reprise quelques jours plus tard par M. Zimmermann déclarant au docteur Jovanovitch, chargé d'affaires serbe en Allemagne, qu'il tenait la Russie « *qui a sans cesse excité la Serbie*, pour seule responsable des événements » *Livre Bleu serbe*, n° 50.

« Du reste, si le Cabinet anglais est disposé à user de son influence *sur le Gouvernement russe* en vue du maintien de la paix entre les Grandes Puissances et de la localisation d'une guerre qui nous a été imposée par des menées serbes datant de plusieurs années, le Gouvernement impérial et royal ne pourra que saluer avec reconnaissance une intervention de cette nature (¹). »

Dans ce Mémoire, on trouverait difficilement une ligne dont la mauvaise foi ne méritât une flétrissure. Le comte Berchtold assure que Sir Edward Grey se méprend sur le sens de la Note serbe. Cependant le ministre anglais n'en parle pas par ouï-dire. Il l'a lue, étudiée. Il la juge en parfaite connaissance de cause ; et lorsqu'il dit qu'elle va « plus loin pour satisfaire aux demandes autrichiennes que l'on ne pouvait s'y attendre », c'est une opinion très raisonnée qu'il exprime (²). Lui répondre qu'il n'a pas compris des textes si parfaitement clairs n'est qu'une impertinence. Ajouter que, d'ailleurs, le refus de la Serbie porte sur les points principaux, constitue un mensonge évident. La Serbie n'a même, en réalité, opposé de refus à aucune des conditions posées. Elle a soulevé quelques humbles objections, demandé quelques timides éclaircissements, et, en fin de compte, proposé de soumettre les ar-

(¹) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 44.

(²) Le prince Lichnowsky avait demandé à Sir Edward Grey d'user de son influence à Petersbourg pour localiser la guerre. Le ministre anglais résume comme suit la déclaration qu'il fit à l'ambassadeur allemand. « J'ai répondu que la réponse serbe allait plus loin pour satisfaire aux demandes autrichiennes que l'on ne pou-

ticles contestés « soit à la décision du Tribunal International de la Haye, soit aux grandes Puissances (1) ».

L'argument tiré du fait que la suggestion anglaise vient trop tard parce que la Note serbe se trouve « devancée par les événements », est encore plus dérisoire, pour ne pas dire absurde. La déclaration de guerre, lancée la veille, ne modifiait en rien le fond des choses. La Conférence avait pour but d'en prévenir les conséquences qui, seules, étaient graves. Au surplus, le projet de Sir Edward Grey prévoyait les hostilités et demandait précisément qu'elles fussent

---

vait s'y attendre. Le Secrétaire d'Etat allemand a dit lui-même qu'il y avait dans la Note autrichienne des choses que l'on ne pouvait guère s'attendre à voir la Serbie accepter. J'ai dit que je présumais que *la réponse serbe n'aurait pas pu aller aussi loin qu'elle a été si la Russie n'avait exercé une influence conciliatrice à Belgrade*, et que c'était en réalité à Vienne qu'une influence modératrice était nécessaire. Que si l'Autriche écartait la réponse serbe comme sans valeur et pénétrait en Serbie, c'est qu'elle était résolue à écraser la Serbie à tout prix, sans s'inquiéter des conséquences que cela pourrait entraîner. La réponse serbe devait tout au moins être traitée comme une base de discussion et de réflexion. J'ai dit que le Gouvernement allemand devrait insister à Vienne dans ce sens. » Le ministre anglais avait, ensuite appelé l'attention du prince Lichnowsky sur l'extrême gravité de la situation, d'où pourrait sortir la guerre « la plus gigantesque qu'on ait jamais connue ». Dépêche de Sir Edward Grey à Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 46.

C'est à toutes ces considérations précises et scrupuleuses que prétend répondre le Mémoire.

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 25.

suspendues, ce qui dépendait bien de l'Autriche-Hongrie, puisque c'était elle qui attaquait et envahissait. Enfin, on ne saisit pas comment, par quel miracle, la Note serbe, remise le 25 juillet, pouvait être devancée par des événements accomplis le 28. Une grande patience a été nécessaire aux Cabinets de la Triple Entente pour supporter une pareille argumentation.

Mais bien mieux encore que ces pitoyables prétextes, que ces faux-fuyants et que ces fourberies, l'attitude prise, dans ce Mémoire, par l'Autriche à l'égard de la Russie dénonce la volonté implacable de généraliser le conflit.

Le *Foreign Office* faisait au Ballplatz une proposition. Il la faisait en son nom, et avec l'agrément de la France et de l'Italie. Que cette proposition fût ou non acceptable, le Ballplatz n'avait à répondre qu'à l'Angleterre. Aussi rien n'est-il plus révélateur de ses réelles préoccupations que l'agression à laquelle il se livre, sans motif, contre le Gouvernement du Tsar. Parce que la Russie se croit intéressée à ne pas permettre l'écrasement de la Serbie, le comte Berchtold, qui l'avait prévu, — il le reconnaît dans sa dépêche au comte Szapary du 25 juillet (1), — accuse la Russie d'avoir participé à la propagande dirigée contre la Monarchie dualiste. Car insinuer que cela serait à croire si Petersbourg s'efforçait de protéger Belgrade équivaut à dire que cela est, puisque, de toute évidence, Petersbourg prétend, sinon s'opposer à l'expédition punitive autrichienne, du moins la limiter. En outre, dès ce moment, le Ballplatz

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 26.

établit entre la Russie officielle et l'autre une distinction dont le sens fort clair est que la Russie non officielle s'est livrée à des manifestations hostiles à son égard. Lesquelles ? Où ? Quand ? Il ne le dit pas. Il se soucie peu de justifier ses propos. Ce qu'il veut, c'est d'abord, en communiquant son mémoire aux ambassadeurs austro-hongrois à Petersbourg, Londres, Rome et Paris, préciser la politique qu'ils doivent suivre ; c'est ensuite se préparer pour l'avenir un alibi.

A cette heure, dans la matinée du 29 juillet, la situation se résume ainsi : l'Autriche-Hongrie s'est refusée aux conversations directes, que toutes les Puissances, même et surtout l'Allemagne, avaient conseillées ; le projet de Conférence est repoussé par l'Allemagne comme outrageant pour l'Autriche, et par l'Autriche comme tardif. Tous les pays font plus ou moins secrètement des préparatifs militaires. De Vienne et de Petersbourg sont partis des ordres de mobilisation partielle. Les Empires du Centre émettent pourtant la prétention que la Russie désarme. Si tout n'est pas perdu encore, tout peut l'être d'un moment à l'autre. Seul un puissant effort éviterait la catastrophe.

Le Mémoire du comte Berchtold dit assez haut que ce n'est pas lui qui fera cet effort, et indique même qu'il ne s'y associera pas. Vienne veut établir son hégémonie dans les Balkans par l'écrasement de la Serbie et la défaite de la Russie, qui mettra cette Puissance hors de cause pour un long temps. Elle est résolue ; elle ne cèdera à aucune considération d'ordre moral (1). Mais on peut se passer de

(1) Dans cette journée du 29 juillet, au cours d'un entretien avec

l'Autriche. Elle ne vaut que par son alliée. On peut lui imposer la paix. Tout dépend de l'Allemagne à cette heure décisive. Que va-t-elle faire ?

Sir Edward Grey, le comte Mensdorff répondait aux instances du ministre anglais lui exposant que « la paix de l'Europe était en jeu », et que, d'ailleurs, toutes les Puissances se trouvaient d'accord pour aider l'Autriche à obtenir satisfaction : « qu'*il fallait que la guerre avec la Serbie continuât* », et « qu'avant la guerre des Balkans, on avait toujours regardé la Serbie comme faisant partie de la sphère d'influence autrichienne », ce qui était une audacieuse contre-vérité, *Correspondance britannique*, n° 91.



CHAPITRE VI

LA SUSCEPTIBILITÉ AUSTRO-HONGROISE

Son attitude à l'égard du Mémoire autrichien tout de suite nous renseigne sur la politique qu'elle entend suivre et, du même coup, nous apporte une preuve nouvelle du double jeu que jouent les Empires du Centre.

C'est, en effet, après avoir reçu le Mémoire du comte Berchtold que M. de Jagow met une exceptionnelle complaisance à montrer à l'ambassadeur de Grande-Bretagne combien il est « déprimé », et, lui ouvrant son cœur avec une admirable franchise, reconnaît qu'il a peut-être quelque responsabilité dans la fatale décision de l'Autriche-Hongrie. Il l'a trop conseillée, trop sollicitée, trop poussée. Après avoir été « très circonspect » dans ses communications au Ballplatz, parce que « la moindre idée de pression eût été de nature à lui faire précipiter les choses », de façon à mettre l'Europe « en présence d'un fait accompli », il a, dans son amour désordonné de la paix, transmis la proposition anglaise à Vienne ; et Vienne a répondu, comme il le redoutait, par le fait accompli. « Il ne se sent

pas bien sûr, écrit Sir E. Goschen rapportant avec une ironique impassibilité cette mémorable conversation, que sa communication de votre suggestion que la réponse serbe offrait une base de discussion n'a pas hâté la déclaration de guerre (¹) ».

Quant aux conséquences de cette susceptibilité austro-hongroise, elles étaient faciles à déduire : il ne fallait pas agir sur Vienne. Aussi bien le Secrétaire d'Etat allemand ne cache-t-il pas à son interlocuteur qu'en fait le vrai péril n'est plus là. Il n'est plus ni dans le conflit austro-serbe, ni même dans l'opposition des Cabinets de Vienne et de Petersbourg. Si sérieuses que soient les divergences de vue des deux chancelleries, il y a un danger bien plus sérieux : les bruits de mobilisation en Russie, les préparatifs militaires de la France (²).

Après ces déclarations de M. de Jagow, l'ambassadeur d'Angleterre ne pouvait plus se faire d'illusions sur la politique allemande. Mais si, cependant, par un optimisme insensé, il avait gardé quelque espérance, celle-ci lui fut enlevée dans la soirée même. Et, cette fois, ce n'est plus le ministre, c'est le chancelier qui parle. C'est le chancelier, en effet, qui, prévoyant une conflagration européenne,

(¹) M. de Jagow aurait rassuré sa conscience s'il avait lu plus attentivement le mémoire du comte Berchtold. Il y est expressément dit, en effet, que « *au moment où se faisait ici* (à Vienne) *la démarche allemande, l'état de guerre entre la Monarchie et la Serbie était déjà déclaré*, et que la note serbe se trouvait ainsi avancée par les événements. » *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 44.

(²) *Correspondance britannique*, n° 76.

lui offre « une orte enchère pour s'assurer la neutralité britannique [1] ».

---

[1] *Correspondance britannique*, n° 85.

« Cette tentative, faite pour s'assurer la neutralité de l'Angleterre, le 29 juillet au soir, est grandement surprenante et significative, écrit l'auteur de *J'accuse*.

« Que s'était-il donc passé jusqu'à ce moment pour que M. de Bethmann-Hollweg pût craindre une guerre européenne? L'Autriche avait ouvert les hostilités contre la Serbie et mobilisé partiellement contre la Russie qui, de son côté, avait répondu en mobilisant dans quatre gouvernements. Il n'était encore nullement question d'une mobilisation contre l'Allemagne. (Le *Livre Blanc* lui-même reconnaît qu'elle n'eût lieu que le 31.) Toute la diplomatie européenne — excepté sans doute celles de l'Allemagne et de l'Autriche — travaillait à aplanir le différend austro-russe. Le projet de la Conférence à quatre n'était pas écarté définitivement. Grey venait de soumettre sa formule transactionnelle à Lichnowsky. La Russie était toujours disposée à causer avec l'Autriche et elle attendait le bon vouloir de celle-ci. La France appuyait vivement les efforts de Grey et de Sazonof. Tous, en un mot, s'efforçaient de maintenir la paix. Il ne manquait plus que l'action énergique de l'Allemagne pour décider l'Autriche à se montrer conciliante, et la paix était assurée. Et, *dans un moment où tout dépendait de la volonté pacifique de l'Allemagne, le chancelier ne pense qu'à prendre une assurance pour le cas de guerre!* Le chancelier croyait donc que la paix était menacée? Il devait le croire, car il savait ce que les autres gouvernements ne savaient pas encore : il savait que la guerre était chose décidée à Berlin. Elle devait éclater, *car l'Allemagne la voulait* », *J'accuse*, par un Allemand. Traduction française, p. 123.



CHAPITRE VII

LA PATIENCE RUSSE

En regard de la politique austro-allemande, il convient d'exposer avec quelque détail, la politique de la Triple Entente. En Russie, M. Sazonof ne se départ pas un instant de son attitude conciliante. Il suffit pour le constater de se reporter au *Livre Orange*, qui n'est contredit sur aucun point par le *Livre Rouge* ou le *Livre Blanc*, et qui est confirmé sur tous les points par le *Livre Jaune* et la *Correspondance britannique*.

Dès le 25 juillet, M. Sazonof adresse un appel à l'Italie, alliée de l'Allemagne et de l'Autriche et lui demande d'user de son influence en faveur de la paix (1). Le 26, il formule sa proposition de conversations directes (2). Le 27, il apporte son adhésion au projet de Conférence de Sir Edward Grey, « si des explications directes avec Vienne se trouvaient irréalisables », et ajoute que, d'ailleurs, il accepte tout projet « de nature à résoudre favorablement le

(1) *Livre Orange russe*, n° 23.

(2) *Livre Orange russe*, n° 25.

conflit (¹). Le 28, il presse le *Foreign Office* d'exercer « une action médiatrice (²) ». Le 29, il propose à Berlin de combiner, dans une action parallèle, les pourparlers de la Conférence à quatre et le contact direct entre l'Autriche-Hongrie et la Russie (³).

Quelques heures plus tard, informé que le Cabinet de Vienne se refuse à causer avec le Cabinet de Petersbourg, il écrit aux ambassadeurs russes à Londres et à Paris : « Il ne nous reste plus qu'à nous en remettre entièrement au Gouvernement britannique pour l'initiative des démarches qu'il jugera utile de provoquer (⁴) ». Cette dépêche de M. Sazonof porte la même date que la *Mémoire* du Comte Berchtold. Ces deux pièces suffisent à juger les deux politiques.

Encore le *Livre Orange* ne dit-il pas tous les efforts et toutes les concessions de la Russie. Dans une dépêche de Sir G. Buchanan, en date également du 29 juillet, on voit, en effet, que M. Sazonof, qui a pris pleine conscience de l'imminence du péril, va plus loin que Sir Edward Grey lui-même. Si, dans la Conférence, on jugeait à propos

---

(¹) *Livre Orange russe*, n° 32.

(²) *Livre Orange russe*, n° 48.

A cette date, l'ambassadeur de Russie à Vienne ayant appris que le Ballplatz refusait de régler le conflit au moyen d'une conversation avec Petersbourg, disait de son côté à Sir M. de Bunsen qu'une Conférence à Londres offrait « la seule perspective de préserver la paix de l'Europe ». *Correspondance britannique*, n° 74.

(³) *Livre Orange russe*, n° 49.

(⁴) *Livre Orange russe*, n° 58.

d'admettre l'ambassadeur d'Autriche, — et non celui de Russie, — il s'inclinerait encore. « *Tout arrangement*, dit-il, *accepté par la France et par l'Angleterre, lui serait acceptable* (1) ».

En Angleterre, la volonté de trouver une solution pacifique n'est pas moins manifeste. On a vu que M. de Jagow avait repoussé le projet de Conférence sous le prétexte que les droits de l'Autriche ne pouvaient être soumis à un arbitrage. — Qu'à cela ne tienne, répond Sir Edward Grey, le 28 juillet, il n'y aura point arbitrage. On procèdera seulement à un examen privé où « aucune suggestion ne serait avancée avant qu'on ne fût assuré qu'elle serait acceptable pour l'Autriche et la Russie (2) ».

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 78.

A la même date, M. Paléologue écrivait : « Dès maintenant, je suis en mesure d'assurer à Votre Excellence que le Gouvernement russe acquiesce à toutes les procédures que la France et l'Angleterre lui proposeront pour sauvegarder la paix ». *Livre Jaune*, n° 86.

De son côté, Sir M. de Bunsen écrivait, le 29 juillet, de Vienne : « L'ambassadeur allemand fait semblant d'être surpris que la Russie attache tant d'importance aux affaires serbes. Mes collègues, aussi bien le russe que le français, lui ont parlé aujourd'hui. L'ambassadeur russe a exprimé l'espoir qu'il serait encore possible d'arranger les choses et a expliqué qu'il était impossible à la Russie de faire autrement que de s'intéresser à la dispute actuelle. La Russie, a-t il dit, avait déjà fait ce qu'elle avait pu à Belgrade pour amener le Gouvernement serbe à accepter les principales demandes de l'Autriche dans un esprit favorable ; si on s'adressait à la Serbie d'une manière convenable, il pensait qu'elle irait encore plus loin dans ce sens. » *Correspondance britannique*, n° 94.

(2) *Correspondance britannique*, n° 67.

Enfin, si cela même n'est pas agréé, le ministre anglais se déclare « prêt à proposer que le Secrétaire d'Etat allemand veuille bien suggérer les lignes directrices », d'après lesquelles, à son sens, le principe d'une médiation devrait être appliqué (1). Le lendemain, 29, Sir Edward Grey écrit encore : « Le Gouvernement allemand semblait tenir pour trop solennelle une Conférence, consultation ou discussion, ou même une conversation à quatre, à Londres. J'ai prié le Gouvernement allemand de proposer n'importe quel moyen permettant aux quatre Puissances de combiner leur influence pour empêcher la guerre entre l'Autriche et la Russie. La France s'y rallie ainsi que l'Italie. La médiation ne demandait qu'à s'employer par tout moyen que proposerait l'Allemagne, si l'on ne pouvait pas accepter celui que j'avais proposé. La médiation, en somme, était prête dans la forme qui conviendrait à l'Allemagne, à qui il ne restait qu'à en déclancher le mécanisme (2) ».

Visiblement, le Secrétaire d'Etat anglais est découragé. Les russes de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz ne le trompent plus. Il se rend compte que les Empires du Centre veulent la guerre et la rendront inévitable, que la guerre est le but de l'Autriche (3). Il se préoccupe déjà de mettre la Grande-Bretagne à l'abri de toute critique. Il prévient M. Paul Cambon de l'attitude qu'il aura. Il prévient égale-

---

(1) *Correspondance britannique*, n° 68.

(2) *Correspondance britannique*, n° 84.

(3) « Je commençais à douter, écrit-il à Sir E. Goschen, le

ment le prince Lichnowsky ([1]). Mais, ces précautions prises, il n'abandonne pas sa tâche.

Dans la soirée du 29, alors que la Russie mobilisait partiellement pour répondre à la mobilisation austro-hongroise ; alors que le comte Benckendorff déclarait que l'état de guerre proclamé le 28 rendait vaine toute espérance fondée sur les conversations directes ; alors que la prise de Belgrade était imminente, Sir Edward Grey s'efforçait encore d'écarter la catastrophe. Avant peu de temps, écrivait-il à Sir E. Goschen, une partie du territoire serbe sera occupée. « Mais, même dans ce cas-là, il serait encore possible de faire naître une médiation quelconque si l'Autriche, tout en déclarant qu'elle était obligée de tenir le territoire occupé jusqu'à ce qu'elle ait reçu complète satisfaction de la Serbie, déclarait qu'elle n'avancerait pas plus loin, en attendant un effort des Puissances pour s'entremettre entre elles et la Russie ([2]).

---

29 juillet, si même une acceptation complète des demandes autrichiennes par la Serbie pourrait maintenant satisfaire l'Autriche. » *Correspondance britannique*, n° 90.

Le même jour, à l'ambassadeur austro-hongrois il disait avec une légitime amertume : « On ne permettait pas aux Puissances d'aider à obtenir satisfaction pour l'Autriche, satisfaction qu'elles pourraient obtenir si on leur en donnait l'occasion, et la paix de l'Europe était en jeu ! » Dépêche à Sir M. de Bunsen. *Correspondance britannique*, n° 91.

([1]) *Correspondance britannique*, n° 87.

([2]) *Correspondance britannique*, n° 88.

Dans une seconde dépêche de la même soirée adressée à Sir E Goschen, Sir Edward Grey insistait sur ce que, d'après le marquis

di San Giuliano, il paraissait y avoir un moyen par lequel, « si l'on permettait aux Puissances de s'occuper de l'affaire, elles pourraient peut-être donner une satisfaction complète à l'Autriche, si seulement cette dernière leur en laissait l'occasion. » *Correspondance britannique*, n° 90.

On sait que le moyen proposé par le marquis si San Giuliano, et qui lui avait été suggéré par le ministre de Serbie à Rome, consistait dans l'acceptation totale par le Gouvernement de Belgrade de la Note autrichienne, à la seule condition que l'Autriche expliquât sous quelle forme ses agents interviendraient en Serbie, en vertu de l'article 5. Prévoyant que le Ballplatz n'accepterait pas de donner ces explications directement à la Serbie, il estimait qu'elle pourrait les donner aux Puissances.



CHAPITRE VIII

L'ANGLETERRE A-T-ELLE ÉTÉ LOYALE?

Mais une question se pose ici à laquelle il faut répondre. L'Angleterre a-t-elle été loyale? C'est-à-dire a-t-elle sincèrement cherché et voulu la paix? N'a-t-elle pas joué un double jeu? Alors qu'elle paraissait s'appliquer de toutes ses forces à trouver une solution pacifique, n'excitait-elle pas en dessous telle ou telle nation? Alors qu'elle feignait de se réserver, ne donnait-elle pas secrètement la promesse de son concours?

On l'a prétendu. M. de Bethmann-Hollweg l'a dit au Reichstag dans son discours du 24 décembre 1914. « La responsabilité extérieure incombe à ceux qui, en Russie, ont provoqué et effectué la mobilisation générale, *mais la responsabilité intérieure incombe au Gouvernement britannique.* »

Elle lui incombe, d'après le Chancelier, pour deux raisons. La première est que le Cabinet de Londres aurait

rendu la guerre impossible s'il avait déclaré catégoriquement à Petersbourg qu'il n'était pas disposé à laisser prendre au conflit austro-serbe les proportions d'une guerre entre les Puissances continentales. Ce langage, ajoute-t-il, aurait également obligé la France à retenir énergiquement la Russie dans la voie des mesures militaires.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de discuter ici, de nouveau, cette première raison. Il n'est pas impossible qu'en effet si l'Angleterre s'était prononcée en faveur des Empires germaniques et avait menacé la Russie et la France de se joindre à eux, il n'est pas impossible qu'elle eût déterminé la capitulation de la Russie. Toute la question est de savoir si l'esprit de justice, la morale, l'honneur, et même, et surtout si l'intérêt anglais permettaient au *Foreign Office* de prendre cette attitude et, perdant en une minute tout le bénéfice de sa politique séculaire, de consacrer dans l'Europe continentale l'hégémonie allemande. Sir Edward Grey ne l'a pas pensé. Ses adversaires eux-mêmes, — il en avait de nombreux et d'influents en juillet 1914,— ne l'ont pas pensé davantage. Pas un Anglais ne l'a pensé.

Voici maintenant la seconde raison : « L'Angleterre connaissait les agissements belliqueux auprès du Tsar d'un groupe puissant, dont les membres étaient en partie irresponsables. Elle a vu les événements se préparer et *elle n'a rien fait pour les arrêter.*

« Malgré toutes ses assurances pacifiques, Londres a donné à comprendre à Petersbourg que l'Angleterre se

plaçait aux côtés de la France et, par conséquent aussi, aux côtés de la Russie.

« Les publications des différents Cabinets, et même le *Livre Bleu*, le prouvent d'une manière irréfutable. La Russie ne put plus être arrêtée [1]. »

Une affirmation aussi étonnante avait besoin d'être soutenue. M. de Bethmann-Hollweg l'a senti et s'est empressé d'apporter ses preuves.

« Nous possédons là-dessus, continue-t-il, un témoignage sincère : le rapport du chargé d'affaires belge à Petersbourg. Il relate que « à Petersbourg, on est fermement convaincu, on a même l'assurance *(man hat sogar die Zusicherung)* que l'Angleterre soutiendra la France. Cet appui a un poids extraordinaire et n'a pas peu contribué à assurer le triomphe du parti de la guerre ».

C'est donc, en définitive, un rapport diplomatique belge qui accuse, qui convainc l'Angleterre de duplicité. On doit naturellement supposer qu'il s'agit là d'un document irréfutable, d'une importance capitale, d'une autorité sans contestation possible puisque la seule lecture de cette révélation suffit à modifier du tout au tout l'opinion de M. de Bethmann-Hollweg lui-même. Jusqu'alors, en effet, il avait cru à la bonne foi de la Grande-Bretagne. Il lui avait rendu hommage dans son discours du 4 août au Reichstag [2] ; il lui avait rendu hommage dans son mé-

---

[1] Pour le texte et la discussion de ce discours voir Appendice n° 2.

[2] « Entre temps, l'Angleterre essaie d'intervenir entre Vienne et Saint-Petersbourg, et nous lui prêtons notre appui. »

moire du *Livre Blanc* [1]. Un changement si brusque et si complet ne peut avoir que des motifs bien clairs et bien certains.

Quel est donc ce rapport et que dit-il ? Et comment est-il tombé dans les mains de M. de Bethmann-Hollweg ?

Voici les explications que donne, à cet égard, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, dans son numéro du 12 septembre 1914.

Le 31 juillet, une lettre fut jetée à la poste, à Berlin. Elle était adressée à Mme Clostermans, 107, rue Froissoid, à Bruxelles. L'Empire ayant été, ce jour-là, déclaré en état de danger de guerre et l'expédition des lettres à l'étranger étant interdite, celle-ci fut retournée à la direction des postes avec la mention : « Retenue à cause de l'état de guerre ». A l'expiration du délai prévu, elle fut officiellement ouverte pour connaître le nom de l'expéditeur. Sous l'enveloppe extérieure, on trouva une seconde enveloppe adressée à « Son Excellence, Monsieur Davignon ministre des Affaires Etrangères ». Comme le nom de l'expéditeur n'était pas non plus donné sur cette enveloppe, on l'ouvrit également, et on y trouva un rapport officiel du chargé d'affaires belge à Saint-Petersbourg, M. B. de l'Escaille, exposant la situation politique au 30 juillet. Ce rapport, à cause de son importance politique, fut envoyé par la Di-

---

[1] « Epaule contre épaule *avec l'Angleterre*, nous avons sans cesse travaillé à une action médiatrice et appuyé à Vienne toute proposition grâce à laquelle nous pouvions espérer la possibilité d'une solution amiable du conflit. »

rection des Postes au ministère des Affaires Etrangères.

Voilà l'origine du document. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle est suspecte. On pourrait même être tenté de le rejeter sans examen s'il n'était, dans quelque mesure, authentifié par le silence du Gouvernement belge et par l'interdiction de le publier de la censure française.

Quoi qu'il en soit, en voici le texte [1] :

« Saint-Pétersbourg, 30 septembre 1915.

« La situation politique.

« *A Son Excellence Monsieur Davignon, ministre des Affaires Etrangères.*

« Monsieur, — Les journées d'hier et d'avant-hier se sont passées dans l'attente des événements qui doivent suivre la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Les bruits les plus contradictoires ont circulé, *sans qu'il soit possible de discerner ce qui est vrai et ce qui est faux dans les intentions prêtées au Gouvernement impérial russe.* Ce qui est indiscutable, c'est que l'Allemagne a travaillé ici comme à Vienne pour trouver quelque moyen d'éviter un conflit général, mais qu'elle s'est heurtée, d'une part, à la ferme détermination du Cabinet de Vienne

(1) L'original de ce rapport n'ayant pas été publié, on n'en connait pas le texte français. La traduction que nous donnons ici est faite d'après la version anglaise.

de ne pas reculer d'un pas, et, d'autre part, à la méfiance de Saint-Petersbourg au sujet de la déclaration de l'Autriche-Hongrie qu'elle veut seulement punir les Serbes et non leur enlever des territoires.

« M. Sazonof a déclaré qu'il était impossible à la Russie de ne pas se tenir prête et ne pas mobiliser, mais que ces préparatifs n'étaient pas dirigés contre l'Allemagne. Ce matin, une communication officielle aux journaux annonce que « les réservistes, dans un certain nombre de gouvernements, ont été appelés sous les drapeaux ». Quiconque connaît la réserve habituelle des communications officielles russes peut, en toute tranquillité, affirmer que la mobilisation s'effectue partout.

« L'ambassadeur d'Allemagne a déclaré, ce matin, qu'il était au bout de ses efforts en faveur d'une entente, efforts continués sans interruption depuis samedi, et qu'il ne lui restait plus guère d'espoir. A ce qu'on m'a dit, l'ambassadeur anglais a aussi exprimé la même opinion. L'Angleterre, à la dernière heure, a proposé l'arbitrage. M. Sazonof a répondu : « Nous l'avons nous-mêmes offert à l'Autriche-Hongrie, mais elle n'en a pas voulu ». A la proposition d'une Conférence, l'Allemagne a répondu en proposant une entente entre les Cabinets. On peut, en vérité, se demander si tout le monde ne désire pas la guerre et ne cherche pas à retarder un peu la déclaration de guerre pour gagner du temps.

« Tout d'abord l'Angleterre a donné à entendre qu'elle ne désirait pas être entrainée dans le conflit Sir George

Buchanan s'en est expliqué ouvertement. Aujourd'hui, à Saint-Petersbourg, on est fermement convaincu, on a même l'assurance *(man hat sogar die Zusicherung)* que l'Angleterre soutiendra la France. Cet appui a un poids extraordinaire et n'a pas peu contribué à assurer le triomphe du parti de la guerre.

« Dans ces derniers jours, le Gouvernement russe a laissé libre cours aux manifestations en faveur des Serbes et contre les Autrichiens, et n'a fait aucune tentative pour les empêcher. Au Conseil des ministres qui s'est tenu hier matin se sont encore produites des divergences d'opinion. La publication de la mobilisation a été ajournée ; mais un changement a eu lieu depuis lors, le parti de la guerre a pris la haute main et la mobilisation a été publiée à quatre heures, ce matin.

« L'armée, qui se sent forte, est pleine d'enthousiasme et fonde de grandes espérances sur les extraordinaires progrès qui ont été réalisés depuis la guerre russo-japonaise. La flotte est encore si loin de l'achèvement des plans qui devaient la renouveler et la réorganiser qu'en réalité elle peut difficilement entrer en ligne de compte. C'est précisément la raison pour laquelle l'assurance de l'appui anglais a pris une si grande importance.

« Comme j'ai eu l'honneur de vous le télégraphier, tout espoir d'une solution pacifique semble perdu. C'est l'opinion des cercles diplomatiques.

« J'ai employé pour mon télégramme la voie de Stockholm et le cable du Nord, parce que c'est une voie plus sûre que

l'autre. Je confie ce rapport à un messager privé qui le jettera à la poste en Allemagne.

« B. DE L'ESCAILLE ».

A parler franc, cette pièce, dans son ensemble, et sous la réserve de quelques interpolations possibles, est vraisemblablement authentique. Mais il faut un singulier génie pour lui trouver un caractère redoutable dans quelque sens que ce soit, et une singulière imprudence pour déclarer qu'elle est probante. « Sincère », soit. Probante, comment le serait-elle? M. de l'Escaille, à qui l'on ne fait pas injure en lui supposant un brin de germanophilie, commence par avertir son ministre qu'il est impossible de distinguer le vrai du faux dans les bruits qui courent. Dès ce moment, nous savons comment nous devrons interprèter son rapport. Nous savons que nous y trouverons les impressions de M. de l'Escaille, ses opinions, ses prévisions, et rien d'autre, car il n'est pas lui-même mêlé aux événements.

L'opinion de M. de l'Escaille est donc que l'Allemagne s'est efforcée, à Petersbourg comme à Vienne, de maintenir la paix. C'est une opinion erronée. Ce n'est, à cette date, ni une opinion absurde, ni une opinion criminelle. Et il est très vrai que la détermination de l'Autriche de ne rien céder était un obstacle sérieux, que la méfiance — légitime — de la Russie à l'égard des promesses de l'Autriche, en était un autre. Quant à l'observation que le Gouvernement du Tsar est habituellement fort réservé dans ses communiqués officiels et à la déduction que l'appel de

quelques réservistes signifie peut-être l'appel de tous les réservistes, elle est dénuée de bienveillance, elle est injuste, mais ne manque pas de bon sens. Elle n'en manquerait pas encore si on la généralisait.

Les propos prêtés au comte de Pourtalès et à Sir George Buchanan peuvent être parfaitement authentiques. Ils sont, dans tous les cas, très probables, et nul n'en saurait tirer argument en faveur d'une thèse ou de l'autre. Si, en effet, l'on admet que l'ambassadeur d'Allemagne accuse, dans sa pensée, la mauvaise volonté russe, c'est évidemment la mauvaise volonté austro-allemande qui est accusée par l'ambassadeur d'Angleterre.

La suite est moins explicable et suffirait à démontrer avec quelle prudence les renseignements de M. de l'Escaille doivent être accueillis. Sir Edward Grey n'a jamais, en effet, proposé un « arbitrage ». Il a même protesté contre cette idée. Il a proposé une médiation, ce qui est fort différent, et non pas « à la dernière heure », mais à la première. Un diplomate qui ne fait pas cette distinction ou qui ne sait pas cela vaut-il la peine d'être écouté?

De même, M. Sazonof n'a pas répondu, n'a pas pu répondre que la Russie avait déjà offert de soumettre le conflit à un arbitrage et que l'Autriche s'y était refusée. D'abord parce qu'il n'a pas un seul instant été question d'arbitrage; ensuite, si arbitrage est mis pour médiation, parce que c'est l'Angleterre, et non la Russie, qui a fait les propositions de médiation.

L'observation que l'on peut se demander si tout le monde ne désire pas la guerre est d'un homme mal informé. Il y

en avait bien d'autres. A cette même date, en France, de grands journaux *d'information* affirmaient avec assurance que l'Allemagne voulait la paix.

Voici enfin le passage principal du rapport, celui que M. de Bethmann-Hollweg a souligné au Reichstag. L'Angleterre a évolué. Tout d'abord elle ne voulait pas être entraînée dans le conflit, maintenant on est sûr qu'elle soutiendra la France.

Il est possible, comme on l'a suggéré, que cette phrase soit une interpolation. Il est possible aussi que M. de l'Escaille l'ait écrite, et même en toute bonne foi. Après tout, le diplomate belge, — il nous en a avertis, — rapporte des bruits. Ce bruit court avec bien d'autres. Il le croit sérieux et le saisit au vol. De plus grandes imprudences ont été commises. Remarquons-le : il ne dit point que l'Angleterre a donné l'assurance qu'elle soutiendra la France. Il dit qu'on a cette assurance. On. Qui ? L'opinion publique. Ce n'est point invraisemblable. En fait, l'appui de l'Angleterre avait été demandé avec insistance par la France et par la Russie dès le 24 juillet. Si on le demandait, c'est qu'on espérait l'obtenir ; et, d'autre part, l'intérêt de l'Angleterre à nous aider dans notre juste querelle était si évident que l'opinion publique devait croire, à cause même de la gravité de la crise en ce moment, que cet appui était accordé. Seul le Cabinet savait qu'il ne l'était pas ; mais le Cabinet ne faisait pas de confidences à M. de l'Escaille. Pas une seule fois, dans son rapport, celui-ci ne cite un propos à lui tenu par quelqu'un des rares personnages en situation d'être informés. Il s'empare des on-dit et procède à un

triage, d'après son propre jugement. C'est peut-être une légèreté ; ce n'est pas une perfidie. Mais surtout ce n'est pas un témoignage probant. Ce n'est même pas un témoignage du tout. M. de l'Escaille n'a rien vu, ni rien entendu. Aucun des acteurs qui étaient sur la scène et jouaient un rôle dans ce prologue de l'immense tragédie ne lui a rien dit. Il en a été réduit à regarder dans la rue. Il a fait des suppositions ; il les communique. Ce n'est pas sa faute si M. de Bethmann Hollweg, à bout d'inventions et écrasé par ses responsabilités, s'efforce, six mois plus tard, de le transformer en accusateur.

Sur un seul point, l'infortuné diplomate belge est précis et donne une information où il engage réellement sa responsabilité. Il annonce que la mobilisation a été publiée à quatre heures, « ce matin ». Quelle mobilisation ? Quel matin ? Sa lettre est datée du 30 juillet. La mobilisation partielle de l'armée russe a été publiée le 29. La mobilisation générale a été publiée le 31. Soit par suite de négligence, soit par suite d'erreur, le seul renseignement ferme qu'il apporte est donc controuvé.

J'en aurai terminé quand j'aurai fait observer que l'opinion de M. de l'Escaille sur la flotte russe est un puissant argument en faveur du Cabinet de Saint-Petersbourg. Ne serait-il pas inexplicable, en effet, qu'avec une flotte dont on n'a même pas à tenir compte il ait cherché querelle à une grande Puissance maritime, comme l'Allemagne, et cela sans être aucunement assuré du concours anglais puisque, selon le rapport même, le *Foreign Office* avait commencé par déclarer qu'il ne voulait pas être entraîné dans la guerre ?

En définitive, on le voit, ce document, caché avec tant de mystère en France, exploité avec tant d'audace en Allemagne, ne peut, honnêtement lu, servir d'argument pour l'une ou l'autre des thèses en présence. Mais une analyse sévère le montrerait plutôt favorable aux accusations de la Triple Entente qu'à la pitoyable défense du chancelier allemand.



CHAPITRE IX

L'ATTITUDE DE LA FRANCE

En France on n'est pas moins pacifique qu'en Angleterre. Dès qu'elle lui est communiquée, le 26 juillet, M. Bienvenu-Martin approuve la proposition de médiation de Sir Edward Grey [1].

Quelques heures plus tard, informé par M. Paléologue que M. Sazonof conseille à la Serbie de solliciter la médiation du Gouvernement britannique, il exprime l'espoir que le Gouvernement britannique acceptera [2]. A M. de Schœn, il recommande la médiation à Vienne et à Petersbourg des quatre Puissances [3]. Le 27 juillet, dans une dépêche qui est un modèle de clarté et de clairvoyance, il précise la situation. L'Allemagne, le 24, s'est efforcée d'intimider la France. Maintenant elle affecte des intentions pacifiques qui ne se traduisent jamais par aucun acte. L'Autriche refuse d'accepter la soumission de la

(1) *Livre Jaune*, n° 50.
(2) *Livre Jaune*, n° 83.
(3) *Lire Jaune*, n° 56.

Serbie, mobilise et ne permet à personne « d'intervenir utilement ». Cependant le temps presse. La Russie, la France et l'Angleterre ont, par leurs pressants conseils, déterminé Belgrade à céder. « Maintenant, c'est à l'Allemagne, seule en situation d'être entendue rapidement à Vienne, à donner des conseils à l'Autriche, qui a obtenu satisfaction et ne peut, pour un détail facile à régler, déchaîner la guerre générale (1). »

De son côté, M. Jules Cambon, à Berlin, entretenant M. de Jagow de la proposition anglaise, lui fait remarquer qu'elle ouvre la voie « à une issue pacifique ». Et le Secrétaire d'Etat allemand est bien obligé de le reconnaître. Aussi se jette-t-il tout de suite sur une autre question, où il sera toujours aisé d'épiloguer : celle de la mobilisation (2).

J'ai signalé, à maintes reprises, que la politique des Empires du Centre, au cours de cette crise, avait été de brusquer les choses et de mettre l'Europe en présence de faits accomplis. Dans la conversation du 27 juillet entre M. Jules Cambon et M. de Jagow, ce dernier dit incidemment, — et peut-être involontairement, — que l'intervention proposée par l'Angleterre ne pourrait s'exercer « que si les événements ne se précipitaient pas ». C'était vrai.

---

(1) Dans une seconde dépêche du même jour, M. Bienvenu-Martin, qui vient de recevoir la proposition de Sir Edward Grey, donne aux agents français à l'étranger des instructions dans le sens demandé par le *Foreign Office*. (*Livre Jaune*, n° 70.)

(2) *Livre Jaune*, n° 67.

C'était trop vrai ; car nous voyons que, dès le lendemain, l'Autriche-Hongrie commence la guerre à la Serbie.

Si l'on se rappelle l'étroite entente, dont on a déjà vu tant de preuves, qui existait entre les deux Cabinets, on doit admettre que, à cette date, on était prévenu à Berlin que la guerre serait déclarée le lendemain (1). Cependant,

(1) Cela paraît d'autant plus vraisemblable que l'Autriche-Hongrie n'en faisait pas mystère. Dans la journée du 27 juillet, le comte Szécsen déclarait, en effet, à M. Bienvenu-Martin que le Gouvernement impérial était contraint d'employer à l'égard de la Serbie des moyens énergiques pour en obtenir satisfactions et garanties. « C'est demain, ajoutait-il, que le Gouvernement autrichien prendra des mesures à cet effet. » *Livre Jaune*, n° 75.

Il est au moins invraisemblable que le quai d'Orsay ait été mieux ou plus tôt informé que la Wilhelmstrasse des intentions du Ballplatz.

Le double jeu allemand est, du reste, à cette date, percé à jour par M. Dumaine, longtemps optimiste comme presque toute la diplomatie européenne. Le 28 juillet, au sujet de la déclaration de guerre à la Serbie, il écrit : « Parmi les soupçons qu'inspire la soudaine et violente résolution de l'Autriche, le plus inquiétant est que l'Allemagne l'aurait poussée à l'agression contre la Serbie afin de pouvoir elle-même entrer en lutte avec la Russie et la France, dans des circonstances qu'elle suppose devoir lui être le plus favorables, et dans des conditions délibérées (*Livre Jaune*, n° 83.)

A la suite d'une conversation avec le ministre des Affaires Etrangères de Belgique, M. Klobukowski écrivait également : « L'attitude de l'Allemagne est énigmatique et autorise toutes les appréhensions. Il paraît invraisemblable que le Gouvernement austro-hongrois ait pris une initiative le conduisant, *suivant un plan préconçu*, à une déclaration de guerre, sans un accord préalable avec l'empereur Guillaume. » *Livre Jaune*, n° 87.

ce même jour, dans un second entretien, l'ambassadeur de France en Allemagne insiste en faveur du projet de médiation des Puissances. Il est fâcheux, dit-il, que l'on rejette l'idée d'une Conférence. Mais enfin l'objet que Sir Edward Grey a en vue dépasse de beaucoup une question de forme. Ce qui importe, c'est que l'Angleterre et la France s'associent avec l'Allemagne et l'Italie pour assurer la paix. Les deux groupes d'alliances ont été souvent opposées l'un à l'autre. Le moment est venu de prouver qu'il y à un esprit européen. Et comme M. de Jagow se dérobe, M. Jules Cambon lui pose cette question formidable : — *Voulez-vous donc la guerre ?* Le ministre proteste. Il affirme même qu'il est prêt à s'unir à la France et à l'Angleterre, « dans un effort commun ». Mais, ajoute-t-il,

---

« Le ministre russe considère l'attitude de l'Allemagne comme très inquiétante. » Dépêche envoyée par M. Bienvenu-Martin, le 29 juillet à tous les ambassadeurs de France.

Le 28 juillet, M. Sazonof télégraphiait à l'ambassadeur de Russie à Londres : « Mes entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne confirment mon impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche.

« Le Cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît n'exercer aucune action sur son alliée.

« L'ambassadeur trouve insuffisante la réponse de la Serbie.

« Cette attitude allemande est tout particulièrement alarmante.

« Il me semble que mieux que tout autre Puissance, l'Angleterre serait en mesure de tenter encore d'agir à Berlin pour engager le le Gouvernement allemand à l'action nécessaire. C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation. » *Livre Orange russe*, n° 43.

« il faut trouver à cette intervention une forme qu'il puisse accepter et les Cabinets devaient s'entendre à ce sujet (1) ». Ce à quoi consent aussitôt M. J. Cambon, qui ne veut laisser à l'Allemagne aucun prétexte pour ne pas agir. « A mon sentiment, écrit-il le 28 juillet, il y aurait lieu de demander à Sir E. Grey, qui a dû être avisé par Sir E. Goschen du refus opposé à sa proposition dans la forme qui lui était donnée, de la renouveler sous une autre forme, de telle façon que l'Allemagne n'ait pas de prétexte pour refuser de s'y associer et prenne ses responsabilités aux yeux de l'Angleterre (2). » Et le lendemain, dans une nouvelle dépêche, il va plus loin encore et fait, fort habilement, une concession bien plus grande : « En raison, dit-il, de la répugnance manifestée par M. de Jagow contre toute démarche à Vienne, Sir E. Grey pourrait le mettre au pied du

---

(1) M. de Jagow oubliait-t-il donc sitôt son opinion de tout à l'heure que l'intervention ne pourrait s'excuser que « si les événements ne se précipitaient pas ? » Ou bien ne se rendait-il pas compte que pendant les négociations relatives à la forme de l'intervention il y avait de grandes chances pour qu'un fait nouveau rendît toute peine inutile ?

Dans tous les cas, ce fut ce qui advint. Dans l'après-midi du 29 juillet, M. de Bethmann-Hollweg envoyait chercher l'ambassadeur d'Angleterre pour l'informer, avec mille regrets, que le Gouvernement austro-hongrois avait répondu « que les événements avaient marché trop vite et qu'en conséquence il était trop tard, » pour agir selon la suggestion de Sir Edward Grey, d'après laquelle la note serbe pourrait servir de base de discussion. » *Correspondance britannique*, n° 75.

(2) *Livre Jaune*, n° 74.

mur en lui demandant de formuler lui-même comment pourrait se produire l'action diplomatique des Puissances pour éviter la guerre. Nous devons nous associer à tous les efforts en faveur de la paix compatibles avec nos engagements vis-à-vis de notre alliée ; mais, pour laisser les responsabilités où elles sont, il importe d'avoir soin de demander à l'Allemagne de préciser ce qu'elle veut (1) ».

Sir Edward Grey, comme on l'a vu, avait tout de suite accepté cette suggestion et en avait entretenu le prince Lichnowsky. Ainsi l'Allemagne était autorisée, invitée même, à donner la forme qui lui paraîtrait convenable à la médiation dont elle approuvait, assurait-elle, le principe. Il était vraiment malaisé à la Triple Entente de pousser plus loin la condescendance. Il était également malaisé d'imaginer une situation mieux faite pour flatter l'orgueil et même servir les intérêts des Empires germaniques

Or, et c'est là un fait qui juge tout, *Berlin n'a jamais donné aucune réponse à cette proposition* (2). Il ne pouvait

---

(1) Dans le même esprit, M. Bienvenu-Martin disait, le 28 juillet, au baron de Schœn : « Si le mot seul (de conférence) arrête le Gouvernement autrichien, le but peut être atteint par d'autres moyens. » *Livre Jaune*, n° 78.

(2) Les dispositions de la Wilhelmstrasse et les instructions données à ses représentants apparaissent très clairement dans une dépêche adressée de Petersbourg, le 29 juillet, à M. de Bethmann-Holweg, par le comte de Pourtalès. Rapportant un entretien qu'il vient d'avoir avec M. Sazonof, l'ambassadeur allemand écrit :

« Le ministre s'est efforcé de me persuader que je devais insister auprès de mon Gouvernement pour qu'il prît part à une conversation

pas la repousser, à cause de l'impression que n'eut pas manqué de produire dans le monde entier un si brutal parti pris. Il ne voulait pas l'accepter, parce que l'acceptation c'était la paix. Il s'est tu. Et, de nouveau, a recouru à la tactique constamment employée depuis les premiers jours, tantôt sur le Danube, tantôt sur la Sprée, de brusquer les événements [1].

à quatre, afin de trouver le moyen d'amener par la voie amicale l'Autriche-Hongrie à renoncer à ses prétentions *portant atteinte à la souveraineté de la Serbie*. Tout en promettant seulement la reprise des pourparlers, je me suis placé à ce point de vue qu'il me semblait que, la Russie s'étant décidée à la redoutable mesure de la mobilisasion, tout échange de vues à ce sujet était fort difficile, sinon impossible. Ce que la Russie réclame maintenant de nous, vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, est ce qui a été reproché à l'Autriche-Hongrie vis-à-vis de la Serbie, c'est-à-dire une emprise sur les droits de souveraineté, l'Autriche-Hongrie ayant promis, tout en manifestant son désintéressement territorial, de tenir compte des intérêts russes, ce qui constitue un aveu de haute importance de la part d'une Puissance belligérante. On devait donc laisser la double monarchie régler seule ses affaires avec la Serbie. *Il serait toujours assez tôt*, au moment de la signature de la paix, de revenir à des ménagements à l'égard de la souveraineté serbe. » *Livre Blanc allemand* : Mémoire.

[1] M. J. W. Headlam précise avec une extrême finesse le jeu allemand. Le jeu de l'Allemagne, dit-il, est de se dégager de toute responsabilité dans l'action de l'Autriche, de ne pas hésiter à donner l'assurance qu'il n'y avait rien à craindre du côté de la Russie, d'atténuer autant que possible la gravité des questions soulevées. Mais, en même temps, d'arrêter toutes les propositions de médiation, « car toute sa tactique était de placer la Russie dans l'alternative de se soumettre ou de résister. La médiation empêchait cela, un compromis amical eût été une faillite. Les choses auraient con-

A la vérité, lorsqu'on mettait ainsi l'Allemagne « au pied du mur », personne ne se faisait plus guère d'illusion à Paris. Le ton du ministre et des ambassadeurs le dit assez. Mais tout le monde continuait néanmoins à faire des efforts désespérés pour sauver la paix.

Dans la journée du 29, le Gouvernement français multiplie ses démarches. M. Bienvenu-Martin, après avoir défini très exactement la politique de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne et précisé avec une remarquable clairvoyance le but que poursuivent ces deux Etats, loin de s'irriter, ou de s'abandonner, ou encore de se raidir dans une attitude d'attente fière, — ce que nul n'eût été en droit de lui reprocher, — demande à notre représentant à Petersbourg de faire pression sur le Cabinet russe pour qu'il « adhère immédiatement » à la proposition anglaise. (1).

Quelques heures plus tard, M. René Viviani, qui reprend la direction des Affaires Etrangères, télégraphie à M. Paul Cambon : « Je vous serais obligé de prier Sir E. Grey de bien vouloir reprendre le plus tôt possible à Berlin, sous la forme qu'il jugera la plus opportune et la plus efficace, sa proposition de médiation des quatre Puissances, qui avait obtenu l'adhésion de principe du Gouvernement allemand (2) ».

---

tinué comme avant. L'influence russe n'aurait pas été mise en échec. Il fallait donc s'opposer à la médiation, mais de telle façon qu'il ne parut pas que c'était l'Allemagne qui avait apporté à l'Europe le danger de guerre. » *The History of Twelve Days*, p. 54.

(1) *Livre Jaune*, n° 85.

(2) *Livre Jaune*, n° 97.

D'autre part, M. Jules Cambon prend l'initiative d'une proposition nouvelle, prompte et pratique, qui peut tout sauver. L'Autriche-Hongrie, alléguait M. de Jagow, voulait contrôler l'exécution des promesses que la Serbie lui faisait dans sa réponse. La Serbie refusait, à bon droit, d'admettre l'ingérence sur son territoire de fonctionnaires autrichiens. Mais elle ne repousserait pas l'intervention d'une Commission Internationale, comme les Etats balkaniques en comptent plusieurs. « On pourrait, par exemple, dit-il, imaginer, entre autres combinaisons, une Commission Internationale provisoire chargée de contrôler l'enquête de police demandée par l'Autriche (1). » Le ministre de Guillaume II refuse d'entendre ce langage. Il s'en tient aux conversations directes (2).

Ainsi finit la journée du 29 juillet. La Triple Entente a vainement prodigué ses efforts pour obtenir de l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie qu'elles acceptent un règlement pacifique. L'Autriche a dit : — Nous ne voulons pas ; et l'Allemagne : — Nous ne pouvons pas. Mais, pendant ces négociations, les événements ont marché. La Russie qui, à bon droit, ne veut pas être prise au dépourvu, a mobilisé sur la frontière autrichienne (3). L'Allemagne, qui redoute de plus en plus que la sagesse, la modération, la patience, la

(1) *Livre Jaune*, n° 92.

(2) Le même jour, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris déclarait assez piteusement au quai d'Orsay que « le Gouvernement allemand ignorait les intentions de l'Autriche ». *Livre Jaune*, n° 94.

(3) *Livre Orange russe*, n° 49.

résignation de la Triple Entente et la soumission de la Serbie, — à peu près abandonnée par ses protecteurs naturels, — ne lui imposent la paix, a informé le Cabinet de Petersbourg qu'elle allait mobiliser, « si la Russie ne cessait ses armements [1], c'est-à-dire ne livrait au pangermanisme envahissant ses clients slaves et ne se trahissait elle-même. Chaque heure qui s'écoulait enlevait une chance de succès à tout projet de méditation [2].

---

(1) *Livre Orange russe*, n° 58.

En informant de cette communication, le 29 juillet, M. Iswolsky, M. Sazonof écrivait : « Puisque nous ne pouvons pas accéder au désir de l'Allemagne, il ne nous reste qu'à accélérer nos propres armements et à compter avec l'inévitabilité prochaine de la guerre. »

Sur cette importante question de la mobilisation russe, Sir G. Buchanan écrivait de Petersbourg, le 29 : « Si la Russie n'avait pas indiqué clairement par sa mobilisation qu'elle était résolue, l'Autriche aurait exploité les désirs pacifiques de la Russie et se serait crue justifiée à pousser les choses aussi loin que bon lui semblerait. (*Correspondance britannique*, n° 78.)

Sir M. de Bunsen, de son côté, écrivait de Vienne, le 30 juillet. « L'ambassadeur russe estime que la mobilisation russe sera considérée par l'Autriche comme ce qu'elle est en réalité, un net avertissement que la Russie doit être consultée au sujet de la Serbie. » *Correspondance britannique*, n° 95.

En fait, la mobilisation russe — qui s'imposait — répondait aux plus intimes désirs austro-allemands.

(2) Dans la soirée du 29 juillet, l'ambassadeur russe à Vienne avait commencé ses préparatifs de départ, sur le bruit que l'Autriche déclarerait la guerre en réponse à la mobilisation. » *Correspondance britannique*, n° 96.

CHAPITRE X

FORMULES NOUVELLES

On n'y renonce pourtant pas encore [1]. M. Sazonof cherche et trouve une formule qui va fournir un nouvel aliment aux discussions des chancelleries.

Dans la nuit du 29 au 30, à deux heures du matin, le comte Pourtalès s'est rendu auprès de lui. L'ambassadeur allemand est, d'après Sir G. Buchanan « complètement terrassé par l'émotion en se rendant compte que la guerre était inévitable [2] ». Il « supplie » M. Sazonof de faire

(1) « M. Sazonof a dû se convaincre que l'Allemagne ne veut pas prononcer à Vienne la parole décisive qui sauvegarderait la paix. L'empereur Nicolas garde la même impression d'un échange de télégrammes qu'il vient d'avoir personnellement avec l'empereur Guillaume. » Cependant le ministre russe déclare à notre ambassadeur : « Jusqu'au dernier moment, je négocierai. » Dépêche de M. Paléologue, *Livre Jaune*, n° 102.

(2) Les dépêches de l'ambassadeur d'Angleterre et de l'ambassadeur de France à Petersbourg ne sont pas d'accord sur l'attitude du comte de Pourtalès, ni même sur l'origine de la proposition. D'après Sir G. Buchanan, c'est le comte de Pourtalès qui, en plein désarroi,

quelque proposition qu'il puisse télégraphier à son Gouvernement, « comme un dernier espoir ». Le ministre russe ne s'y refuse pas. Il rédige un texte ainsi conçu : « Si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a pris le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui violent le principe de la souveraineté de la Serbie, la Russie s'engage à arrêter tous ses préparatifs militaires. »

Le Ballplatz, on s'en souvient, a déclaré à vingt reprises, qu'il n'avait aucune intention de porter atteinte à la sou-

---

l'a sollicitée. D'après M. Paléologue, c'est M. Sazonof qui l'a offerte : Voici sa dépêche :

« Saint-Petersbourg, 30 juillet.

« L'ambassadeur d'Allemagne est venu, cette nuit, insister de nouveau, mais dans des termes moins catégoriques, auprès de M. Sazonof pour que la Russie cesse ses préparatifs militaires, en affirmant que l'Autriche ne porterait pas atteinte à l'intégrité territoriale de la Serbie.

« Ce n'est pas seulement l'intégrité territoriale de la Serbie que nous devons sauvegarder, a répondu M. Sazonof, c'est encore son indépendance et sa souveraineté. « Nous ne pouvons pas admettre que la Serbie devienne vassale de l'Autriche. »

M. Sazonof a ajouté : « L'heure est trop grave pour que je ne vous déclare pas toute ma pensée. En intervenant à Petersbourg, tandis qu'elle refuse d'intervenir à Vienne, l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps, afin de permettre à l'Autriche d'écraser le petit royaume serbe avant que la Russie ait pu le secourir. Mais l'empereur Nicolas a un tel désir de conjurer la guerre que je vais vous faire en son nom une nouvelle proposition. » Suit le texte de la proposition. *Livre Jaune*, n° 103.

veraineté de la Serbie. Dès lors, il est permis de croire que l'on va s'entendre, car c'est là précisément tout ce que demande la Note de M. Sazonof. L'Autriche, semble-t-il, ne peut souhaiter un succès plus complet que celui qu'elle obtient ainsi. Bien que fort peu convaincues de la responsabilité de la Serbie dans l'attentat de Serajevo, bien que manifestement froissées et irritées des procédés de Vienne, et aussi effrayées de ses visées ambitieuses, la Russie, la France et l'Angleterre passent condamnation pour tout ce qui a été fait [1]. Si l'on traite, à cette heure et dans ces conditions, il sera bien difficile à la Triple Entente de « sauver la face », de cacher au monde qu'elle a été humiliée et abaissée, de repousser le blâme peut-être d'avoir voulu la paix « à tout prix », au prix de la légitime fierté nécessaire aux nations comme aux individus, au prix de la justice.

Eh bien, cette proposition si flatteuse est repoussée. Non, à vrai dire, par l'Autriche-Hongrie. Elle n'en a point la peine, car on ne la consulte même pas. La proposition est repoussée par l'Allemagne, qui prend, une fois de plus, la charge des intérêts et de la dignité de son alliée et déclare

---

[1] Le 30 juillet, dans une lettre au prince Henri de Prusse, le roi Georges exprime l'espérance que Guillaume emploiera sa grande influence pour décider l'Autriche à accepter la proposition faite la veille par Sir Edward Grey : « Il prouvera ainsi que l'Allemagne et l'Angleterre travaillent ensemble à empêcher une catastrophe internationale. Je t'en prie, termine-t-il, assure à Guillaume que je fais et que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir la paix européenne. »

à l'ambassadeur de Russie que cette formule est « inacceptable (1) ».

Qu'à cela ne tienne. On ira plus loin. On est pris dans l'engrenage. On ne voit que le but. Plus il s'éloigne, plus on redouble d'efforts pour l'atteindre. Sur les instances du *Foreign Office*, M. Sazonof modifie son texte. Tel qu'il l'a donné au comte Pourtalès, ce texte ne reconnaît pas, du moins explicitement, *le droit* pour l'Autriche d'envahir la Serbie. On admet cela aussi. Une version anglaise est substituée à la version russe : « *Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe*, et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au Gouvernement d'Autriche-Hongrie, sans laisser porter atteinte à ses droits d'Etat souverain et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante (2) ».

Cette fois, la prise de Belgrade, l'occupation de la Serbie,

(1) Dépêche de M. J. Cambon, *Livre Jaune*, n° 107.

Dans le même moment, la volonté pacifique de la France se manifestait dans les instructions envoyées par M. René Viviani à M. Paléologue. « J'estime qu'il serait opportun, écrivait le ministre des Affaires Etrangères, président du Conseil, que, dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder, elle ne prît immédiatement aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces. » *Livre Jaune*, n° 101.

(2) *Livre Orange russe*, n° 67.

tout est accordé. On ne demande aux armées autrichiennes que de vouloir bien s'arrêter. Si Vienne n'est pas déterminée à provoquer la guerre coûte que coûte, elle va accepter joyeusement [1]. Nantie comme elle l'est, elle est désormais assurée que toutes ses exigences seront satisfaites, celles qu'elle a formulées dans sa Note du 23 juillet, et d'autres encore dont l'idée a pu lui venir après, comme, par exemple, de demander à être indemnisée de ses frais de mobilisation et d'invasion. Les Puissances qui lui permettent d'entrer à Belgrade ne prendront évidemment pas les armes pour quelques divergences de vues sur des questions de détails. Il n'est même pas certain qu'elles les prendraient pour imposer l'évacuation, si la Monarchie dualiste y apportait des retards. La Russie le voudrait peut-être; mais la France et l'Angleterre sont si résolument pacifiques qu'elles s'appliqueraient à l'en détourner. Au surplus, il est clair qu'à Petersbourg même, c'est beaucoup moins aux intérêts serbes que l'on songe à cette heure

[1] On était d'autant plus en droit de s'y attendre que ces conditions, d'après le prince Lichnowsky, coïncidaient avec les conseils donnés par l'Allemagne à son alliée. « L'ambassadeur allemand, écrit Sir Edward Grey le 30 juillet, m'informe que le Gouvernement allemand essaierait d'influencer l'Autriche, après avoir pris Belgrade et le territoire serbe dans la région de la frontière, à promettre de ne pas avancer plus loin, pendant que les Puissances cherchent un arrangement pour que la Serbie donne une satisfaction qui suffise à calmer l'Autriche. Le territoire occupé serait évacué, bien entendu, lorsque l'Autriche serait satisfaite. » Dépêche de Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan. *Correspondance britannique*, n° 103.

qu'aux intérêts russes, dans ce qu'ils ont de plus immédiat. On y redoute surtout un mouvement national provoqué par une humiliation excessive. La guerre avec le Japon a laissé de rudes souvenirs à l'intérieur. Une trop éclatante défaite diplomatique pourrait avoir les mêmes résultats. Il faut, dans la mesure du possible, sauver les apparences. On estime que la moindre concession de l'Autriche-Hongrie y suffira, et on lui soumet ce texte, qui permet tout, approuve tout, couvre tout, mais répond, espère-t-on, à l'urgente nécessité de ménager l'opinion publique en marquant une limite à la marche du vainqueur.

La France, cela va de soi, n'a pas tardé à donner son adhésion. M. René Viviani, dès qu'il a connu le texte anglais, a télégraphié à M. Paléologue d'insister auprès de M. Sazonof pour que cette suggestion soit acceptée [1].

Quant à Sir Edward Grey, il ne s'en tient pas à cette démarche. Après tout, peut-être y a-t-il des objections possibles à sa proposition. Renouvelant l'offre hardie et généreuse qu'il avait faite à Berlin pour son projet de Conférence, il déclare au prince Lichnowsky qu'il est prêt à accepter qu'une proposition allemande soit substituée à la sienne. Et il le déclare dans les termes les plus nets. L'Entente cordiale, la Triple Entente, rien ne tiendrait contre sa volonté de sauver la paix. « Si l'Allemagne, dit-il, pouvait

---

[1] « Je vous prie de vous inspirer des considérations qui précèdent pour engager très instamment M. Sazonof à donner sans retard son adhésion à la proposition de Sir E. Grey. » *Livre Jaune*, nº 112.

mettre en avant une proposition raisonnable, qui montrerait clairement que l'Allemagne et l'Autriche s'efforcent de préserver la paix européenne, et que la Russie et la France soient assez déraisonnables pour la repousser, je la soutiendrai à Saint-Petersbourg et à Paris : et je vais jusqu'à dire que si la Russie et la France ne l'acceptaient pas, le Gouvernement de Sa Majesté se désintéresserait des conséquences [1]. »

---

[1] Dépêche de Sir Edward Grey à Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 111.

Déjà la veille, le 30 juillet, en même temps qu'il repoussait la proposition allemande relative à la mentalité de l'Angleterre, Sir Edward Grey avait fait la déclaration suivante : « Si on peut conserver la paix de l'Europe et passer sans accident à travers la crise actuelle, mon effort personnel sera de prendre l'initiation d'un arrangement auquel l'Allemagne puisse souscrire et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique agressive ou hostile ne sera poursuivie contre elle ou ses alliés par la France, la Russie et nous-mêmes, soit ensemble, soit séparément... Cette idée a été jusqu'à aujourd'hui trop utopique pour faire l'objet de propositions définitives ; mais si la crise actuelle, beaucoup plus aiguë que toutes celles par lesquelles l'Europe a passé depuis plusieurs générations, est traversée sans accident, j'ai l'espoir que le soulagement et la réaction qui suivront rendront possible un rapprochement plus défini entre les Puissances qu'il n'a été possible jusqu'à maintenant. » Dépêche de Sir Edward Grey à Sir E. Goschen (30 juillet,) *Correspondance britannique*, n° 101.

M. de Bethmann-Hollweg accueillit cette communication sans aucune remarque et demanda à en garder le texte à titre de mémorandum « car il désirait réfléchir avant de donner une réponse ».

Autant dire qu'il imposerait la proposition allemande, à la seule condition qu'elle fût « raisonnable » ; car ni la France, ni la Russie n'étaient en état de faire la guerre aux Empires du Centre, avec une Angleterre non seulement indifférente, mais mécontente, froissée, irritée et prête à les accabler du poids de leurs responsabilités.

A une ouverture si loyale et si flatteuse, que répond l'Allemagne ? Que répond l'Autriche-Hongrie ? Rien, à en croire leurs livres diplomatiques. On n'y trouve aucune suite à cette tentative du *Foreign Office*. C'est dans la *Correspondance britannique* que l'on apprend que M. de Jagow a dit, le 31 juillet, que « le Gouvernement impérial ne pouvait prendre en considération aucune proposition avant d'avoir reçu de la Russie une réponse à sa communication d'aujourd'hui (1) », c'est-à-dire à l'ultimatum qui la sommait de démobiliser. *Quant à l'Autriche-Hongrie, elle n'a répondu jamais ni directement ni indirectement.*

Dépêche de Sir E. Goschen à Sir Edward Grey (31 juillet.) *Correspondance britannique*, n° 109.

Aucune réponse n'a jamais été faite par l'Allemagne à cette ouverture du Secrétaire d'Etat anglais.

(1) Dépêche de Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 121.

Dans la journée avait déjà été déclaré le *Kriegsgefahrzustand*, qui permet à l'autorité de proclamer l'état de siège, de suspendre les services publics, de fermer la frontière, et de mobiliser, sans le dire.



CHAPITRE XI

LES CONDITIONS DU BALLPLATZ

A la vérité, il y a bien, à la date du 31, dans le *Livre Rouge*, une dépêche relative à l'acceptation d'un projet de médiation de l'Angleterre. Les défenseurs de la monarchie des Habsbourg en ont même fait grand état. Ils l'ont à maintes reprises citée comme une preuve certaine que, sur le tard, par crainte ou remords, le Ballplatz a reculé. Mais cette opinion repose sur une erreur plus ou moins involontaire. Cette dépêche, en effet, ne se rapporte pas, ne peut pas se rapporter au texte de Sir Edward Grey accepté par la Russie. Elle lui est antérieure. Elle répond à une conversation qui a eu lieu, le 29, entre le Secrétaire d'Etat anglais et le prince Lichnowsky, et où Sir Edward Grey insistait pour que l'Allemagne proposât un moyen par lequel les quatre Puissances pourraient travailler ensemble à conserver la paix de l'Europe [1].

Toutefois, il n'est pas suffisant de dire que cette dépêche

---

[1] *Correspondance britannique*, n° 88.

n'est pas une acceptation : elle est la négation même des conditions posées dans le texte du *Foreign Office*. « Je prie Votre Excellence, écrivait, en effet, le comte Berchtold à l'ambassadeur austro-hongrois à Londres, de vouloir bien assurer M. le Secrétaire d'Etat de toute notre gratitude pour les communications qui nous ont été transmises par M. de Tchirsky, et de lui déclarer qu'en dépit du changement qui est intervenu depuis lors dans la situation par le fait de la mobilisation russe, nous sommes tout disposés à faire bon accueil à la proposition de Sir E. Grey entre la Serbie et nous. Cependant, *les conditions premières de notre acceptation seraient que notre action militaire se poursuivrait, en attendant, et que le Cabinet anglais déterminerait le Gouvernement russe à suspendre la mobilisation que la Russie dirige contre nous* (1) ». On fera difficilement admettre que ce soit là une preuve que l'esprit de conciliation prenait enfin le dessus à Vienne.

La première condition impliquait, de la part de la Russie, un renoncement auquel elle s'était toujours refusée, dont on la savait incapable, que son Gouvernement était peut-être impuissant à imposer. On lui demandait la seule chose qu'il ne pût pas permettre : la continuation des hostilités, l'écrasement de la Serbie sous le flot des troupes autrichiennes. Il avait dit, à maintes reprises, que ses concessions n'iraient pas aussi loin. La France et l'Angleterre reconnaissaient elles-mêmes que ses concessions ne devaient pas aller jusques-là, parce que c'eût été une abdi-

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 51.

cation, — et l'on pourrait employer un mot plus sévère.

La seconde condition marquait le retour insolent du Ballplatz aux prétentions de l'Allemagne réclamant de Paris et de Londres, les 24 et 25 juillet, que, dans un conflit provoqué par Vienne, on fît pression sur Petersbourg. En définitive, le véritable caractère de cette dépêche était de provocation. Elle constituait un outrageant défi aux Puissances qui, depuis huit jours, s'efforçaient de trouver une solution à peu près équitable et à peu près digne, — non sans abandonner beaucoup de ce que l'équité aurait voulu qu'elles maintînssent. Et l'on échappe difficilement à une impression pénible en constatant que cette réponse dérisoire n'a pas été tout de suite rejetée [1]. Mais c'est un fait. Sir Edward Grey, enfiévré dans son désir de paix, veut croire qu'il y a là une chance suprême, comme un joueur malheureux ramasse et jette au tapis un dernier écu, sans

---

[1] « Etait-ce une acceptation ou un refus ? dit l'auteur de *J'accuse*. C'était un refus sous forme d'acceptation. Pouvait-on exiger du Gouvernement russe la démobilisation, alors que l'Autriche ne consentait qu'à rapporter ses mesures militaires en Galicie, et à la condition que la Russie prenne les devants ? Pouvait-on exiger du Cabinet de Petersbourg de laisser, pendant la Conférence de Londres, dont la date et la durée n'étaient pas fixées, avancer les troupes autrichiennes en Serbie et écraser ce petit Etat ? En outre, l'Autriche n'avait accepté qu'en principe la proposition de Grey. Il pouvait donc se produire ce qui était arrivé quelques jours auparavant à Berlin : que le Cabinet viennois élevât des objections contre la forme, et négligeât, comme Berlin, de présenter une forme qui lui fût agréable. » *J'accuse*, traduction française, p. 220.

songer à rien d'autre qu'à voir le noir ou le rouge servir son espérance.

« J'apprends de source très sûre, écrit-il le 1er août à Sir G. Buchanan, que le Gouvernement autrichien a informé le Gouvernement allemand que, bien que la situation ait été modifiée par la mobilisation russe, il serait disposé, pour montrer son appréciation des efforts de l'Angleterre pour la paix, à accueillir favorablement ma proposition d'une médiation entre l'Autriche et la Serbie. Cette acceptation serait naturellement subordonnée à la continuation de l'action militaire de l'Autriche contre la Serbie, et à ce fait que le Gouvernement britannique devrait presser le Gouvernement russe d'arrêter la mobilisation contre l'Autriche, auquel cas l'Autriche annulerait naturellement ses contre préparatifs militaires en Galicie rendues nécessaires par la mobilisation russe.

« Veuillez mettre au courant le ministre des Affaires Étrangères et dites qu'en vue de l'acceptation d'une médiation par l'Autriche, si la Russie pouvait suspendre sa mobilisation, il paraît encore possible de maintenir la paix. La question sera probablement à discuter avec le Gouvernement allemand et aussi avec le Gouvernement russe (1). »

Dans cette dépêche, où Sir Edward Grey résume l'opinion de l'Allemagne, ou, du moins, l'opinion qu'il lui prête, on ne discerne pas aisément ce qu'il en admet et ce

(1) Dépêche de Sir Edward Grey, à Sir G. Buchanan. *Correspondance britannique*, n° 135.

qu'il en repousse. Ce qui est le plus clair, c'est que le Secrétaire d'Etat anglais ne veut pas désespérer. « Il est encore possible de maintenir la paix. » Tout pour lui se résume là. Quelles démarches ne ferait-il pas encore dans ce but suprême ?

En même temps qu'il adresse cette dépêche à Petersbourg, — et s'il n'ose aller jusqu'à demander au Cabinet russe d'accepter la proposition autrichienne, d'ailleurs périmée, son désir est évident, — il télégraphie à Berlin dans le même esprit.

« Je crois encore qu'il serait possible d'assurer la paix, si seulement on peut gagner un peu de temps avant qu'une grande Puissance ne commence la guerre.

« Le Gouvernement russe m'a fait part des bonnes dispositions de l'Autriche à discuter avec la Russie. L'Autriche est disposée à accepter un terrain de discussion n'ayant pas les inconvénients de la formule suggérée primitivement par la Russie (1).

« La situation ne saurait être désespérée aussi longtemps que l'Autriche et la Russie sont disposées à converser ; et j'espère que le Gouvernement allemand pourra faire usage des communiqués russes cités plus haut (2), dans le but d'éviter un état de tension. Le Gouvernement de Sa Majesté s'abstient avec soin de tout acte pouvant précipiter les événements (3). »

(1) On a vu plus haut ce qu'il en faut penser.

(2) La formule russe et la formule anglaise acceptée par la Russie.

(3) Dépêche à Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 138. La réponse de la chancellerie allemande fut caractéristique. « J'ai

Il serait encore possible d'assurer la paix. Sir Edward Grey ne demande qu'un peu de temps [1]. Mais, précisément,

---

communiqué la substance de votre télégramme au secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, écrit Sir E. Goschen à Sir Edward Grey, et je lui ai démontré longuement que le différend principal existait entre l'Autriche et la Russie et que l'Allemagne n'intervenait que comme alliée de l'Autriche. Si donc l'Autriche et la Russie étaient disposées, comme c'était le cas, à converser, et si l'Allemagne ne désirait pas la guerre pour son propre compte, il me semblait logique que l'Allemagne s'abstînt d'intervenir et qu'elle contribuât à travailler en vue d'une solution pacifique. Le Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères a déclaré que le consentement de l'Autriche à discuter était dû à l'influence allemande à Vienne et que si la Russie n'avait pas mobilisé contre l'Allemagne tout aurait pu s'arranger. *La Russie, en ne répondant pas à la demande de démobilisation présentée par l'Allemagne avait déterminé la mobilisation allemande.* La Russie a déclaré que sa mobilisation n'impliquait pas nécessairement la guerre et qu'elle pouvait parfaitement rester mobilisée pendant des mois sans faire la guerre, *il n'en est pas de même en Allemagne.* Elle a pour elle la rapidité, la Russie a pour elle le nombre. La sécurité de l'Empire allemand empêche l'Allemagne de donner à la Russie le temps d'amener des troupes de tous les points de son vaste territoire. Actuellement la Russie n'a toujours pas fait parvenir sa réponse, alors que le Gouvernement Impérial lui a accordé quelques heures au delà du délai fixé. L'Allemagne a donc ordonné la mobilisation, et le représentant de l'Allemagne à Saint-Petersbourg a reçu des instructions pour qu'à l'expiration d'un délai fixé il informe le Gouvernement russe que *le Gouvernement Impérial considère que le refus de répondre entraîne l'état de guerre.* » *Correspondance britannique*, n° 138.

(1) Voir Appendice n° 3.

et il devrait le prévoir s'il n'était obsédé par sa généreuse préoccupation, c'est le temps qui lui sera une fois de plus refusé. Si les Empires du Centre avaient voulu donner du temps, l'Autriche-Hongrie n'aurait pas fixé un terme de quarante-huit heures dans sa Note du 23 juillet à la Serbie ; elle n'aurait pas sèchement refusé de prolonger ce délai ; elle n'aurait pas rompu les rapports diplomatiques le 25 ; elle n'aurait pas commencé à grand fracas ses préparatifs militaires le 26 ; elle n'aurait pas déclaré la guerre le 28. Si les Empires du Centre avaient voulu donner du temps, l'Allemagne n'aurait pas exigé la démobilisation russe dans les douze heures. Sans doute, avec un peu de temps tout pouvait être sauvé, mais c'était bien pourquoi on ne devait pas s'attendre à ce que du temps fût accordé. C'était aussi pourquoi, depuis déjà plusieurs jours, les chancelleries austro-allemandes s'appliquaient à substituer la question des préparatifs militaires à la question serbe ; car s'il était malaisé de prétendre que la question serbe exigeait une solution immédiate, il était facile de le dire pour la question de mobilisation.

En fait, dans cette matinée du 1er août, où Sir Edward Grey s'empresse à Berlin et à Vienne, dans l'illusion que sa bonne volonté peut encore écarter la catastrophe, l'ultimatum de l'Allemagne à la Russie expire. Il a été communiqué à minuit. A midi, c'est la guerre. Même pour implorer du temps, il est trop tard. La mèche est aux poudres. Cette première journée d'août où un homme d'Etat anglais rêve encore à la paix, multiplie les démarches, les insinuations, les conseils, les prières, se dépense et presque

s'humilie pour la sauver, est la première journée de l'immense conflit où vont se heurter des millions d'hommes, où participeront vingt nations, et qui dépassera en horreur tout ce que le monde, dans sa longue et triste histoire, a connu de ruines et de deuils.



CHAPITRE XII

LES RESPONSABILITÉS DE LA MONARCHIE DUALISTE

Or, si l'on veut mesurer les responsabilités de l'Autriche-Hongrie, il suffit encore, oubliant tout le passé, de se demander ce qu'elle fait, ce qu'elle cherche, ce qu'elle essaie. à cette heure suprême, pour éviter la guerre. Elle n'a point, comme on l'a dit, comme on l'a cru, elle n'a point, le 30 juillet, ni le 31, renoncé à ses inadmissibles exigences, à ses insolentes prétentions. Elle n'a pas atténué, dans quelque mesure que ce soit, une seule de ses demandes. Elle n'a pas fait un pas vers les Puissances qui, depuis tant de jours, allaient au-devant d'elle avec un rameau d'olivier. Mais enfin on peut alléguer qu'elle n'en jugeait pas le moment venu, qu'elle se méprenait encore sur la gravité de la situation, qu'elle ne voulait rien concéder avant que l'absolue nécessité lui en apparût, et qu'elle pensait avoir maintes occasions de négocier avant qu'on en vînt aux mains. On peut alléguer qu'elle était abusée par ses représentants à l'étranger ; qu'elle ne croyait pas la Russie

prête à recourir aux armes pour la défense de la Serbie et de ses propres intérêts balkaniques, et que, joueuse hardie qui avait longtemps bluffé, elle persistait dans son attitude intransigeante, avec la seule préoccupation de ne pas se laisser bluffer à son tour. On peut alléguer qu'elle était trompée, aveuglée, inconsciente.

Soit. Qu'on admette cela. Qu'on explique de cette façon, si l'on veut, toute sa politique tortueuse, hautaine, impudente, du 28 juin ou 31 juillet. Comment expliquera-t-on son attitude au 1er août? Désormais ses yeux sont ouverts. Un fait s'est produit qui ne laisse subsister aucun doute sur le caractère des événements en préparation, et si proches! Dans la nuit, l'Allemagne a envoyé à Petersbourg son ultimatum. C'est là un geste sur la signification et les conséquences duquel aucune fausse interprétation n'est possible (1). Tous les diplomates austro-hongrois et le

---

(1) « Il était impossible, écrit le baron Beyens le 1er août, que la Russie acceptât l'ultimatum allemand avec le délai trop court, presque injurieux, qu'il comportait, et l'obligation de démobiliser, c'est-à-dire de cesser tous préparatifs de guerre aussi bien sur la frontière autrichienne que sur la frontière allemande, alors que l'Autriche avait mobilisé la moitié de ses forces. » Second *Livre Gris belge*, n° 20.

« Le 31 juillet, écrit Sir M. de Bunsen, dans un rapport daté du 1er septembre, l'Allemagne intervint par ses ultimatums adressés à la fois à Saint-Petersbourg et à Paris. Ces ultimatums étaient d'un caractère à ne comporter qu'une seule réponse, et le 1er août l'Allemagne déclara la guerre à la Russie, le 3 août à la France. Selon toute probabilité, un retard de quelques jours aurait pu épargner à

comte Berchtold, leur chef, savent bien que la Russie ne donnera pas satisfaction à l'Allemagne, que le Gouvernement russe le voudrait-il, il ne le pourrait pas ; que la dynastie elle-même y serait impuissante ; qu'il n'y a pas eu, depuis quatre siècles, un Romanof qui fût en état d'imposer une pareille humiliation à ses peuples ; que l'absolutisme d'un Pierre Ier, d'un Paul Ier, d'un Nicolas Ier n'aurait pas osé cela, et que l'on ne doit point l'attendre de Nicolas II, appuyé sur la France (1). Tous savent bien qu'il n'y a pas une nation en Europe qui, dans les mêmes circonstances, déférât à une sommation de ce genre ; que c'est à peine si

l'Europe une des plus grandes catastrophes que l'histoire connaisse. » *Correspondance britannique*, n° 161.

« Cette exigence, d'autant plus blessante dans la forme que, quelques heures plus tôt, l'empereur Nicolas II, dans un geste de confiance spontanée, avait demandé à l'empereur d'Allemagne sa médiation, se produisait au moment où, à la demande de l'Angleterre et au su de l'Allemagne, le Gouvernement russe acceptait une formule de nature à préparer un règlement amiable du conflit austro-serbe et des difficultés austro-russes par l'arrêt simultané des opérations et préparatifs militaires. » *Discours de M René Viviani* à la Chambre des Députés, 4 août 1914.

(1) La note officielle du 25 juillet disant que la Russie ne pouvait pas rester indifférente avait eu, sans doute, pour but d'éviter tout malentendu au sujet des intentions de Petersbourg et d'avertir du péril les Empires germaniques. Mais elle avait été faite aussi pour calmer l'opinion publique en Russie. « Dans la journée de la veille l'excitation avait été croissante. Elle avait pris la forme de manifestations dans les rues et menaçait de provoquer des troubles sérieux. » J. W. Headlam, *The History of Twelve Days*, p. 76.

l'on peut parler sur un pareil ton, avec chance d'être entendu, à des Cafres ou à des Herreros. Tous savent bien, par suite, voient bien que la démarche de l'Empire allié va déterminer la guerre immédiate, s'ils n'agissent eux-mêmes, s'ils n'interviennent, si, par quelque proposition susceptible d'être accueillie à Petersbourg, ils ne fournissent au Cabinet russe un prétexte pour répondre à Berlin sans rompre, pour gagner du temps, — car c'est toujours là qu'il faut revenir. S'il est vrai que l'Allemagne, depuis un jour, ou deux, ou trois, depuis le conseil de guerre de Postdam, le 29 juillet, entraîne l'Autriche-Hongrie au delà du point où elle projetait de s'arrêter et qu'elle n'ait pas senti plus tôt la nécessité de se rejeter en arrière pour éviter d'irréparables désastres, pour échapper à la plus effroyable responsabilité qui ait jamais pesé sur des hommes, l'heure a sonné. Et elle l'entend. Que fait-elle donc ?

Ouvrons le *Livre Rouge*. Il a 175 pages. Il contient 69 dépêches. Combien à la date du 1er août ? Une seule. Du comte Berchtold ? Non pas. Le 1er août, le ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie n'a rien à dire ni à Petersbourg, ni à Paris, ni à Londres, ni à Berlin. La seule pièce qui porte cette date est du comte Szapary. L'ambassadeur rapporte au ministre sa dernière conversation avec M. Sazonof, auquel il a dit qu'il ignorait « la situation actuelle créée à Vienne par la mobilisation générale russe (1). » Depuis la veille, le comte Berchtold est avisé, — s'il ne l'a été plus tôt, — que l'Allemagne a fait remettre un ulti-

---

(1) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 56.

matum à la Russie et lui a donné douze heures pour répondre, qu'elle en a généreusement donné six de plus à la France pour lui dire si elle resterait neutre, « en cas de guerre germano-russe (1) », et il n'a rien à communiquer ni à la Russie et à la France provoquées ; ni à l'Allemagne provocatrice ; ni à l'Italie alliée, qui a offert ses bons services dans le but de sauver la paix (2) ; ni à la conciliante Angleterre, qui depuis huit longs jours a dépensé tant d'efforts pour trouver une formule d'entente, qui a multiplié à Vienne les assurances de sympathie et les propositions d'accord !

Et les démarches dont on ne trouve pas trace dans le *Livre Rouge*, où le Ballplatz avait un si grand intérêt à les mettre en valeur, s'il en avait tenté quelques-unes, on les cherchait en vain dans les autres livres diplomatiques. Il n'y a pas un mot venu d'Autriche-Hongrie, le 1er août, dans le *Livre Blanc* allemand. Pas un mot dans le *Livre Jaune*.

---

(1) Dépêche du comte Szécsen au comte Berchtold, *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 54.

(2) A la suite de l'envoi de l'ultimatum à Petersbourg, l'ambassadeur d'Allemagne auprès du Quirinal, M. de Flotow, demanda au Gouvernement italien quelles étaient ses intentions. « Le marquis di San Giuliano répondit que *la guerre entreprise par l'Autriche*, étant données surtout les conséquences qui pouvaient en sortir d'après les paroles de l'ambassadeur d'Allemagne, *ayant un caractère agressif* ne cadrant pas avec le caractère purement défensif à la Triple Alliance, l'Italie ne pourrait participer à la guerre. » Dépêche de M. Barrère, *Livre Jaune*, n° 124.

Dans le *Correspondance britannique*, à la vérité, on voit que le comte Mensdorff a fait, dans cette journée, deux visites au *Foreign Office*. Mais ni l'une ni l'autre ne se rapportent à la situation nouvelle créée par l'ultimatum. Elles ont trait à des faits antérieurs, à des conversations périmées. La guerre est là, imminente, et les représentants de la Monarchie dualiste, et leur chef, et l'empereur, silencieux, inertes, attendent.

Par quelles arguties misérables oserait-on soutenir, contre l'évidence, et n'y eût-il point d'autres preuves, que, cette guerre, ils ne l'ont pas voulue, ils ne la veulent pas? Leur attitude, à cet instant décisif, trahit leur pensée, et dénonce leur crime. Ils se taisent et ne bougent parce qu'ils sont enfin arrivés au but par eux implacablement poursuivi. Depuis le 28 juin, ils préparaient la guerre avec la Serbie. Mais elle n'était dans leurs projets qu'une étape. Dès qu'ils la jugèrent assurée, le 25 juillet, ils préparèrent la guerre avec la Russie (1).La complicité de l'Allemagne ne

(1) « Toutes les impressions venues de Berlin imposent la conviction que l'Allemagne a poursuivi l'humiliation de la Russie, la désagrégation de la Triple Entente et, si ces résultats ne pouvaient être obtenus, la guerre. » Dépêche de M. René Viviani, *Livre Jaune*, n° 114.

Rien de plus exact. Mais on peut aussi bien dire : de Berlin et de Vienne.

« La guerre devait éclater. La victoire diplomatique ne suffisait pas. Il fallait la victoire militaire pour assurer la suprématie de l'Autriche dans les Balkans... » *J'accuse*, traduction françaies, d. 110.

saurait être ni une excuse, ni une circonstance atténuante. Elle explique le forfait, elle n'ôte rien à son horreur et ne doit rien ôter à son châtiment. Les nations alliées contre les Empires du Centre se trahiraient elles-mêmes si, la victoire acquise, elles appliquaient un traitement différent à leurs ennemis de la Sprée et à leurs ennemis du Danube.

Paresseuse, inintelligente, hautaine, avide, oppressive, la Monarchie des Habsbourg n'est plus en Europe qu'une puissance de réaction et de tyrannie. Création de la force, maintenue par la force, le jour où la force lui fait défaut doit marquer sa fin et libérer les populations slaves et latines, si longtemps et si douloureusement asservies à son joug. S'il est vrai qu'elle ait rendu des services jadis, l'Europe les paie assez cher aujourd'hui.

Au surplus, elle s'est elle-même condamnée lorsqu'elle a conçu l'ambition de marcher vers l'Est et de substituer son hégémonie dans la péninsule à l'hégémonie turque. Il n'y a de solution à la question d'Orient, et, par voie de conséquence, il n'y a de paix pour le monde que dans une Fédération des Etats balkaniques, si cruellement divisés aujourd'hui, mais que des nécessités inéluctables rapprocheront un jour. Un traité qui maintiendrait l'intégrité de la Monarchie dualiste, qui respecterait sa domination sur les Serbes, les Roumains, les Croates; qui laisserait sur le flanc des petits royaumes slaves une grande Puissance dont l'ambition est de les assujettir, ne ferait que perpétuer l'insécurité de ces dernières années. La tranquillité obtenue à Berlin se verrait à chaque instant compromise à Vienne

menacée à Budapest. Par orgueil, par envie, par intérêt, par prosélytisme, l'Autriche-Hongrie, au lendemain de sa défaite, reprendrait sournoisement ses anciennes visées.

Ce n'est pas pour cette halte d'un moment, pour ce repos d'une heure que des millions d'hommes sont morts.

Et peut-être me sera-t-il permis d'ajouter qu'ils ne sont pas morts non plus, nos soldats de la Marne, de la Woëvre, de la Champagne et de l'Artois pour réparer une seule injustice, dont la France a souffert il y a près d'un demi-siècle, et laisser se perpétuer l'inique asservissement de toutes les populations — protestataires aussi — de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Trieste et du Trentin, de Transylvanie [1]. La France a pris et veut que l'on prenne au sérieux sa qualité de soldat du droit. Et c'est parce qu'elle entend substituer dans un avenir immédiat et à jamais la paix par le droit au régime incohérent et contradictoire de la paix imposée par la force, — paix précaire, sans garantie ni dignité, que compromet fatalement toute rupture d'équi-

---

[1] « On a dit que l'Empire d'Autriche était une nécessité pour l'Europe. Si c'est vrai, c'était une nécessité précisément à cause de la confusion des nationalités qui vivent sur ses frontières. Mais dans les temps modernes il ne pourrait continuer à exister que s'il consentait à devenir une libre confédération de pays autonomes. si le gouvernement autrichien ne veut être que l'instrument de la domination des Allemands et des Hongrois sur les peuples slaves, il signe lui-même son arrêt de mort. » J. W. Headlam, *The History of Twelve Days*, p, 15.

libre, réelle ou supposée, — c'est parce qu'elle entend s'affranchir, et affranchir les générations futures de la guerre, qu'elle met dans cette guerre tout son cœur avec tout son courage et qu'elle porte ses deuils avec une douleur si fière.



APPENDICE I

LES PRÉPARATIFS DE GUERRE EN ALLEMAGNE

On lisait dans le *Temps* du 1er août :

« La décision qui proclame l'état de danger de guerre (*Kriegsgefahrzustand*) en Allemagne est soulignée par d'importants préparatifs militaires allemands sur lesquels nous sommes à même de donner aujourd'hui, avec la précision la plus absolue, les renseignements suivants par ordre chronologique.

25 juillet, matin.

(Il est à remarquer que le 25 juillet au matin, le délai fixé à la Serbie pour la remise de sa réponse à l'ultimatum autrichien n'était pas échu.)

« Dès la matinée du 25 cependant, les garnisons à Strasbourg et Sarrebourg ont été consignées.

« Des manifestations bruyantes de l'élément militaire allemand en Alsace-Lorraine ont provoqué une émotion que nous avons signalée.

25 juillet, soir.

« Tous les ouvrages d'art à proximité de la frontière sont occupés par des effectifs de guerre.

« Toutes les mesures d'armement des places sont appliquées.

« Ces mesures sont notamment : le débroussaillement, la construction de réseaux de fils de fer, la mise en place des batteries avancées, la répartition des approvisionnements, les liaisons télégraphiques.

26 juillet, matin.

« L'ordre est donné aux compagnies de chemins de fer de répartir leur matériel en vue de la mobilisation et de déblayer les quais.

26 juillet, soir.

« Les permissionnaires sont rappelés. Les troupes en mouvement aux camps d'instruction ou aux champs de manœuvres regagnent leurs garnisons.

27 juillet.

« Commencement des opérations locales de mobilisation et de réquisition.

« Les grands établissements d'approvisionnement, notamment les moulins, sont occupés militairement.

« Les premiers éléments des troupes de couverture sont mis en place.

« Les routes de la frontière sont barrées.

« La censure télégraphique commence à fonctionner.

« La flotte est mise en état d'armement.

28, 29 et 30 juillet.

« Les effectifs des troupes de couverture se complètent par les appels individuels de réservistes.

« Les réquisitions individuelles de chevaux et d'automobiles sont effectuées.

« Les appels individuels de réservistes, dès maintenant réalisés, représentent au bas mot, 125.000 hommes.

« Enfin, dans la région de Metz en particulier, et d'une façon générale dans toute la région de la frontière française, les éléments stationnés en temps de paix à une distance éloignée sont portés à proximité de la frontiere.

31 juillet.

« Une édition spéciale du *Berliner Tageblatt* annonce que, ce matin, l'empereur, en vertu de l'article 68 de la Constitution de l'Empire, a décrété qu'étant donnés les armements menaçants de la Russie, l'Allemagne se trouvait en « état de danger de guerre ».

« Cette mesure n'équivaut pas tout à fait à la mobilisation, mais elle place l'Empire entier sous la main de l'autorité militaire.

« La mobilisation sera probablement annoncée ce soir.

« L'empereur rentrera cet après-midi à Berlin.

« Le kronprinz a été désigné comme chef de la première division de la garde. »

(*Temps*, 1er août.)

D'autre part, M. René Viviani écrivait, le 30 juillet, à M. Paul Cambon :

« L'armée allemande a ses avant-postes sur nos bornes frontières. Par deux fois, hier, des patrouilles allemandes ont pénétré sur notre territoire. Tout le XVIe corps de Metz, renforcé par une partie du VIIIe venu de Trèves et de Cologne, occupe la frontière de Metz au Luxembourg ; le XVIe corps d'armée de Strasbourg a serré sur la frontière. »

(*Livre Jaune*, n° 106.)

2

QUELQUES MENSONGES ALLEMANDS

Le 24 décembre 1914, M. de Bethmann-Hollweg adressa à tous les ambassadeurs et consuls d'Allemagne une circulaire relative aux origines de la guerre et aux responsabilités des Puissances. Ce document vaut d'être cité et discuté parce qu'il est tissé de mensonges certains, *dont la preuve se trouve dans les livres diplomatiques des empires germaniques eux-mêmes.* Une juste cause ne pourrait être défendue avec une si prodigieuse mauvaise foi. Si les faits réels justifiaient l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, Allemands et Austro-Hongrois n'en seraient pas réduits pour leur défense à s'abriter derrière cet invraisemblable amas d'erreurs, d'omissions, de perfidies, de falsifications, de mensonges.

« Le Président du Conseil Viviani, écrit le chancelier, dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre des Députés, a déclaré que, le 31 juillet, la France et la Russie avaient adhéré à la proposition anglaise de suspendre les préparatifs militaires et d'entrer en pourparlers à Londres, et que si l'Allemagne l'avait acceptée, la paix aurait été maintenue à la dernière heure.

« Comme je n'ai pu réfuter à la tribune du Reichstag ces fausses affirmations au moment où elles étaient prononcées au

Parlement français, je vous envoie l'exposé suivant, en vous priant d'en faire le plus large usage.

« *La proposition anglaise de la Conférence*, mentionnée dans le *Livre Bleu* au n° 36, *date du 26 juillet* (1). Elle tendait à ce que les représentants de l'Allemagne, de la France et de l'Italie se réunissent à Londres avec Sir E. Grey afin de chercher à résoudre les difficultés résultant de la question serbe. Dès le début l'Allemagne s'est placée à ce point de vue que le conflit austro-serbe était une question qui ne concernait que les deux Etats directement intéressés. *Ce point de vue a été plus tard accepté par sir E. Grey* (2).

« L'Allemagne dut repousser l'idée anglaise, car elle ne pouvait pas admettre que l'Autriche, dans une question d'intérêt vital qui la concernait seule, fût citée devant le tribunal des Puissances. D'après le *Livre Blanc* allemand, *l'Autriche déclarait également que la proposition était inacceptable* (3). Par sa déclaration de guerre à la Serbie, elle affirma sa ferme volonté de régler la question serbe seule, et sans l'intervention des Puissances. Mais, en même temps, pour faire droit aux légitimes exigences de la Russie, elle proclamait son complet désintéressement territorial vis-à-vis de la Serbie. La Russie ne se contentant pas de cette garantie, la question serbe donna naissance à une question européenne, qui s'ouvrit par une tension entre Vienne et Petersbourg. Afin d'empêcher que de cette tension résultât une conflagration européenne, on dut chercher un nouveau terrain sur lequel une médiation des Puissances pût commencer. *C'est à l'Allemagne que revient le mérite d'avoir, en premier lieu, trouvé ce terrain* (4).

« Dans un entretien qu'eut, le 27 juillet, avec l'ambassadeur anglais le Secrétaire d'Etat von Jagow, ce dernier dit que le désir de la Russie de négocier directement avec l'Autriche provoque-

rait une détente et que ces négociations avaient beaucoup de chances d'amener une entente. *L'Allemagne soutint immédiatement et de toute son énergie, auprès de l'Autriche, le désir de la Russie* (5), qui excluait momentanément, de l'avis même de la Russie, la proposition anglaise. L'Allemagne est l'Etat qui s'est efforcé le plus loyalement et le plus vigoureusement de maintenir la paix.

« *L'Angleterre, elle aussi, renonça à poursuivre son idée d'une Conférence* (6) et appuya, de son côté, l'idée de pourparlers directs entre Vienne et Petersbourg.

« Ceux-ci rencontrèrent cependant des difficultés. *Elles furent suscitées* non par l'Allemagne et l'Autriche, mais *par les Puissances de l'Entente* (7). Pour que les efforts de l'Allemagne aboutissent, il fallait que les Puissances non directement intéressées montrassent de la bonne volonté,et il fallait aussi que les intéressés principaux conservassent une attitude expectante, car *si l'un des Etats entre lesquels on s'interposait troublait* par des mesures militaires *l'action engagée, il était évident que celle-ci ne pourrait pas atteindre son but* (8).

« Qu'en était-il de la bonne volonté des Puissances ?

« L'attitude de la France est exposée avec précision dans le *Livre Jaune*. Elle ne se fia pas aux assurances allemandes. Toutes les démarches de notre ambassadeur à Paris, baron de Schœn, furent accueillies avec méfiance. *On ne tint aucun compte du désir qu'il avait exprimé de voir la France agir dans un sens modérateur sur Petersbourg* (9), car on crut pouvoir admettre que les démarches de M. de Schœn n'étaient destinées qu'à compromettre la France au regard de la Russie. Du *Livre Jaune*, il appert que *la France n'a fait aucune action positive dans l'intérêt de la paix* (10).

« Quelle fut l'attitude de l'Angleterre ? Dans les entretiens diplo-

matiques, elle fit semblant jusqu'à la dernière heure de participer au travail de médiation, mais, *en réalité, ses actions avaient en vue une humiliation des deux nations tripliciennes* (11). *L'Angleterre fut la première des Puissances qui prit des mesures militaires de grand style et qui, par là, créa, en particulier en France et en Russie, un état d'esprit hautement préjudiciable à toute action médiatrice* (12). D'après le rapport du 24 juillet du chargé d'affaires français à Londres (*Livre Jaune*, n° 66) *le premier lord de l'Amirauté avait déjà, le 24 juillet, pris discrètement des mesures pour la concentration de la flotte près de Portland* (13). La Grande-Bretagne avait donc précédé même la Serbie dans sa mobilisation. *Elle s'est, en outre, refusée, à l'instar de la France, à exercer une influence modératrice sur Petersbourg* (14). *Du rapport de l'ambassadeur anglais dans cette ville, il appert qu'un seul avertissement à la Russie concernant sa mobilisation, aurait pu sauver la situation* (15). Cependant Sir. E. Grey n'a rien fait ; il a laissé les choses suivre leur cours. *En même temps, il a jugé utile de donner à entendre à l'Autriche et à l'Allemagne*, sinon très clairement, du moins d'une manière compréhensible, *que l'Angleterre pourrait aussi participer à une guerre européenne*. Donc, tandis que l'Angleterre, par l'abandon de son idée de Conférence, semblait désirer que l'Autriche se montrât conciliante à l'intervention de l'Allemagne, Sir E. Grey avise l'ambassadeur autrichien à Londres de la mobilisation de la flotte ; il fait comprendre à l'ambassadeur allemand que l'Angleterre pourrait prendre part à une guerre *et informe immédiatement la France et la Russie de cet avertissement adressé à l'Allemagne, qui consacra la victoire du parti de la guerre à Petersbourg* (16). *C'était, de l'avis même de l'ambassadeur anglais, Buchanan, l'attitude la moins propre à amener une détente entre les puissances* (17).

« Eu égard à ces difficultés, *on est en droit de considérer comme un succès particulier le fait que l'Allemagne soit parvenue à faire accepter à l'Autriche le désir de la Russie d'entrer en pourparlers directs avec elle* (18). Si la Russie, sans prendre de son côté des mesures militaires, avait poursuivi ces négociations avec l'Autriche, *qui n'avait mobilisé que contre la Serbie* (19), on aurait eu toutes les raisons de croire que la paix serait maintenue. Au lieu de cela, la Russie mobilisa contre l'Autriche, *mesure qui, au su même de Sazonof* (*Livre bleu*, n° 78), *entraînait la cessation des pourparlers* (20). Le laborieux travail de médiation de l'Allemagne fut ainsi d'un coup réduit à néant.

« Que firent les Puissances de l'Entente pour maintenir la paix à la dernière heure? Grey reprit sa proposition de Conférence. De l'avis de Sazonof, le moment favorable était venu de recommander, sous la pression de la mobilisation russe contre l'Autriche, la vieille idée anglaise de la Conférence à quatre (*Livre Blanc*, n° 7). Le comte de Pourtalès représente au ministre que, d'après sa conception, *les Puissances de l'Entente voulaient exiger de l'Autriche ce qu'elles n'auraient jamais voulu exiger de la Serbie, c'est-à-dire de céder à une pression militaire* (21). Dans ces conditions, l'Autriche et l'Allemagne ne purent pas sympathiser avec l'idée de la Conférence. *Cependant l'Allemagne déclara à Londres qu'elle l'acceptait en principe et que seule la forme qu'on lui donnait ne lui plaisait pas* (22). En même temps, l'ambassadeur allemand à Petersbourg pressait Sazonof de faire de son côté des concessions pour rendre possible un compromis. *On sait que ces efforts restèrent stériles* (23). La Russie paraissait ne plus se soucier de l'action médiatrice que l'Allemagne avait exercée à Vienne jusqu'à la dernière heure. Dans la nuit du 30 au 31 juillet, elle ordonna la mobilisation générale de toutes ses forces, *qui devait provoquer la mobilisation allemande et ensuite la déclaration de guerre* (24).

« Etant donné le cours de ces événements, on ne peut pas comprendre qu'un homme d'Etat responsable puisse trouver le courage d'affirmer que l'Allemagne, qui se trouvait en présence de la mobilisation russe, des préparatifs militaires français et de la mobilisation de la flotte anglaise, aurait pu sauver la paix en acceptant encore, le 31 juillet, une Conférence, *qui se serait tenue sous la menace des armes prêtes des Puissances de l'Entente* (25). Ce n'est pas l'Allemagne — qui jusqu'au dernier moment, a intercédé auprès de Vienne — qui a rendu impossible l'idée d'une médiation des Puissances, ce sont les préparatifs militaires des Puissances de l'Entente, qui parlaient constamment de paix alors qu'elles étaient résolues à la guerre.

« Von Bethmann-Hollweg. »

1° Cette assertion est dans son sens général inexacte. La proposition anglaise d'intervention est bien antérieure. Les Puissances de la Triple-Entente n'ont jamais perdu de temps pour agir. Le 26 juillet, Sir Edward Grey demande à Paris, Berlin et Rome si l'on accepte que les ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie se réunissent à Londres, sous sa présidence, pour prévenir les complications. Mais, *dès le 24 juillet*, Sir Edward Grey avait annoncé que, dans l'après-midi même, il dirait à l'ambassadeur d'Allemagne « que la seule chance d'exercer une influence médiatrice ou modératrice » était pour l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Angleterre d'agir ensemble et simultanément à Paris et à Petersbourg, dans l'intérêt de la paix ([1]). Le même jour il avait envoyé des instructions dans ce sens à Sir H. Rumbold, chargé d'affaires de Grande-Bretagne à Berlin ([2]). Celui-ci voyait aussitôt M. de Jagow. Mais le ministre

([1]) Dépêche à Sir F. Bertie. *Correspondance britannique*, n° 10.

([1]) Dépêche à Sir H. Rumbold, *Correspondance britannique*, n° 11.

allemand ne lui faisait qu'une réponse évasive. Il était prêt, disait-il, à se rendre à la proposition anglaise de travailler en faveur de la paix à Vienne et à Saint-Pétersbourg, « *si* les relations entre l'Autriche et la Russie devenaient menaçantes (1). C'est donc, en réalité, à la Wilhelmstrasse que, — volontairement, d'ailleurs, et suivant un plan préconçu, — on perdait du temps.

Dans cette même journée du 25 juillet, développant son idée d'intervention, Sir Edward Grey suggérait que les quatre Puissances non directement intéressées devaient demander aux Gouvernements autrichien et russe, dont il prévoyait la mobilisation, de ne pas franchir les frontières pour leur donner le temps d'arranger les choses (2).

Donc, dès le 24, c'est-à-dire dès le matin du jour où la Note autrichienne a été connue des chancelleries, le *Foreign Office* a voulu et demandé que les Puissances désintéressées s'interposent. Il n'a pas attendu le 26. Le 26, il a donné une forme précise à sa proposition. Mais, depuis quarante-huit heures déjà, l'Allemagne aurait pu attester sa volonté pacifique en acceptant de se joindre à une action collective. Or, loin de le faire, elle a ajourné sa réponse, sous le prétexte que les relations entre la Russie et l'Autriche-Hongrie n'étaient pas encore menaçantes.

2° Cette assertion est inexacte. Sir Edward Grey n'est pas venu *plus tard* à l'opinion que le conflit autro-serbe n'intéressait que l'Autriche et la Serbie. Il l'a eue tout de suite, — et l'on est en droit de le regretter. — Dans la matinée du 24 juillet, alors que le comte Mensdorff lui communiquait la Note autrichienne, il disait déjà : « Le fond de la dispute entre l'Autriche et la Serbie ne

(1) Dépêche de Sir H. Rumbold, *Correspondance britannique*, n° 18

(2) Dépêche à Sir G. Buchanan et à Sir H. Rumbold, *Correspondance britannique*, n°s 24 et 25.

concerne pas le Gouvernement de Sa Majesté [1]. » Quelques heures plus tard, il déclarait à M. Paul Cambon : « Si la présentation de cet ultimatum à la Serbie n'amène pas de difficultés entre l'Autriche et la Russie, nous n'avons pas à nous en occuper [2] » ; et il écrivait à Sir H. Rumbold dans le même sens [3]. Le 25 juillet, dans un nouvel entretien avec le comte Mensdorff, il reconnaissait encore « n'avoir point qualité pour intervenir entre l'Autriche et la Serbie [4] ».

Même sur cette question de détail, M. de Bethmann-Hollweg ne dit pas la vérité.

3° Cette assertion est inexacte. Elle est nettement démentie par le *Livre Rouge* lui-même. On y trouve, à la date du 28 juillet, deux dépêches relatives au projet de Conférence de Sir Edward Grey. La première est de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin. Le comte Szögyény informe le Ballplatz que le projet anglais a été rejeté par l'Allemagne parce qu'il lui était impossible de citer son alliée devant un tribunal européen [5]. La seconde est du comte Berchtold. Il rejette à son tour le projet mais non point parce qu'il est inacceptable, seulement parce qu'un fait nouveau s'est produit : la déclaration de guerre à la Serbie [6]. Le projet n'est pas inacceptable. Il n'est que tardif. L'Allemagne manifeste un souci plus vif de la dignité de la Monarchie dualiste que la Monarchie elle-même. Et l'on doit faire la remarque que si elle avait communiqué quelques heures plus tôt le projet anglais, qui lui était connu depuis le 26, le prétexte de l'Autriche disparaissait.

---

(1) Dépêche à Sir M. de Bunsen, *Correspondance britannique*, n° 5.
(2) Dépêche à Sir F. Bertie, *Correspondance britannique*, n° 10.
(3) *Correspondance britannique*, n° 71.
(4) Dépêche à Sir H. Rumbold, *Correspondance britannique*, n° 25.
(5) Dépêche au comte Berchtold, *Livre Rouge, austro-hongrois*, n° 35.
(6) Dépêche au comte Szogyény, *Livre Rouge, austro-hongrois*, n° 38.

4° Cette assertion est inexacte. Il s'agit ici des conversations directes. Or, l'Allemagne n'en a pas eu l'initiative, n'y a pas pensé la première, et ne saurait revendiquer aucun mérite à ce propos, s'il y a eu mérite, ce dont il est permis de douter. Avant même de connaître l'ultimatum austro-hongrois, dans sa conversation du 23 juillet avec le comte Mensdorff, Sir Edward Grey exprimait déjà l'espérance que, s'il y avait des difficultés, « *l'Autriche et la Russie pourraient en premier lieu les discuter directement entre elles* (1) ». D'autre part, dans l'entretien du 27 juillet auquel M. de Bethmann-Hollweg fait allusion un peu plus loin, on constate que ce n'est pas l'Allemagne qui a suggéré le procédé des conversations directes. C'est la Russie. L'Allemagne l'a seulement adoptée avec enthousiasme, parce qu'il lui permettait de perdre du temps. « Avant de faire quoi que ce soit, disait M. de Jagow, le mieux serait d'attendre ce qui sortira de l'échange de vues entre les Gouvernements autrichien et russe (2). »

5° Cette assertion est peut-être exacte. Il n'est cependant pas vraisemblable que l'Allemagne ait eu jamais besoin de soutenir de toute son énergie une proposition qui servait les intérêts austro-hongrois aussi bien que les siens propres et n'était qu'un piège tendu à la bonne foi de la Triple Entente. Le certain est qu'il n'y a, ni dans le *Livre Blanc*, ni dans le *Livre Rouge*, aucune trace de cette forte pression (3). On sait, d'ailleurs, qu'à peu près rien n'y

(1) Dépêche à Sir M. de Bunsen, *Correspondance britannique*, n° 3.

(2) Dépêche de Sir E. Goschen, *Correspondance britannique*, n° 43.

(3) Par contre, on voit dans le *Livre Orange russe* que, même pour les conversations directes, la Wilhelmstrasse affectait de n'oser parler au Ballplatz sur un ton pressant. J'ai prié M. de Jagow, écrit M. Bronewsky, le 27 juillet, « de conseiller d'une façon plus insistante à Vienne de s'engager dans cette voie de conciliation. M. de Jagow a répondu qu'il ne pouvait pas conseiller à l'Autriche de céder. » *Livre Orange russe*, n° 38.

Le 29, à M. Bienvenu-Martin qui observait que le gouvernement alle-

figure de toute la correspondance échangée pendant cette période entre les deux empires.

6° Cette assertion est inexacte. L'Angleterre n'a jamais renoncé à son idée de Conférence. Elle l'a seulement ajournée, sur le désir de M. Sazonof, lorsque s'est produite la proposition des conversations directes. « Tant qu'il y a perspective d'un échange de vue direct entre l'Autriche et la Russie, écrivait Sir Edward Grey, le 28 juillet, *je suspendrai* toute autre suggestion (¹). »

7° Cette assertion est inexacte et contredite par le *Livre Blanc* et le *Livre Rouge* eux-mêmes qui ne signalent, à aucun moment, aucune difficulté suscitée par la Triple Entente, au sujet des conversations directes.

8° M. de Bethmann-Hollweg pose ici la question de la mobilisation. Malheureusement pour sa thèse, le refus par l'Autriche-Hongrie d'autoriser les conversations directes, ou plutôt de les continuer, est du 28 juillet (²). A cette date, la Russie n'avait pas mobilisé. Le comte Berchtold le reconnaît dans sa dépêche du même jour au comte Szögyény (³). Il n'y avait de mesures militaires sérieuses et menaçantes que celles de l'Autriche-Hongrie qui se préparait à envahir la Serbie.

9° Cette assertion est inexacte. Dès la première minute l'influence de la France s'est employée à l'œuvre de conciliation auprès de la Serbie d'abord (⁴), auprès de la Russie ensuite. La-

mand devrait user de son influence à Vienne pour retarder les opérations militaires, M. de Schœn répondait « que *Berlin ne pouvait pas exercer de pression*, mais qu'il espérait que les opérations ne seraient pas poussées très activement ». *Livre Jaune*, n° 94.

(¹) Dépêche à Sir E. Goschen, *Correspondance britannique*, n° 67.

(²) Dépêche au comte Szapary. *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 40.

(³) *Livre Rouge austro-hongrois*, n° 42.

(⁴) Dépêche de M. Bienvenu-Martin, *Livre Jaune*, n° 26.

réponse de M. Bienvenu-Martin à laquelle le Chancelier fait allusion n'a aucunement le sens qu'il lui donne. « L'ambassadeur d'Allemagne, écrivait M. Bienvenu-Martin le 26 juillet, est venu cet après-midi me faire une communication tendante à une intervention de la France auprès de la Russie dans un sens pacifique... J'ai répondu à cette suggestion que la Russie était modérée, qu'elle n'avait accompli aucun acte qui pût faire douter de sa modération, et que nous étions d'accord avec elle pour rechercher la solution pacifique de ce conflit. Il nous paraissait donc qu'*à titre de contre-partie*, l'Allemagne devait agir à Vienne. » Rien de plus sage et de plus juste que cette déclaration. En fait, malgré la modération constatée de la Russie, la France accepte d'agir sur elle. Mais elle demande en retour « *à titre de contre-partie* » que l'Allemagne agisse sur l'Autriche. Or, c'est précisément à quoi celle-ci se refuse. M. de Schœn fait remarquer « que cela était inconciliable avec la position prise par l'Allemagne [1] ».

Trois jours plus tard, le 29 juillet, la France donne une preuve nouvelle de ses dispositions pacifiques. M. Bienvenu-Martin télégraphie à M. Paléologue qu'il est « essentiel » que le Cabinet de Petersbourg « adhère immédiatement à la proposition anglaise [2] ».

A la même date, M. René Viviani, qui vient de reprendre la direction des Affaires Etrangères, demande la collaboration du Gouvernement italien, à cette époque allié de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, en faveur de la paix [3].

---

(1) Dépêche de M. Bienvenu-Martin, *Livre Jaune*, n° 56.

Dans une autre dépêche du 29 juillet, M. Bienvenu-Martin dénonce avec raison « ce sophisme qui dispenserait l'Allemagne d'intervenir à Vienne. » *Livre Jaune*, n° 85.

(2) *Livre Jaune*, n° 85.

(3) Dépêche à M. Paul Cambon, *Livre Jaune*, n° 97.

Le 30 juillet, M. René Viviani télégraphie à Londres et à Petersbourg que la France « ne négligera aucun effort en vue de la solution de conflit dans l'intérêt de la paix générale ». Et, comme ce ne sont point là de vains mots, il demande que la Russie, dans les mesures de précaution et de défense auxquelles elle croit devoir procéder, ne prenne immédiatement « aucune disposition qui offre à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces (1) ».

Le 31 juillet, M. René Viviani donne le témoignage le plus décisif de sa bonne volonté. Il écrit à M. Paléologue : « Je vous prie de faire connaître à M. Sazonof que la suggestion de Sir Edward Grey (relative à la suspension des préparatifs militaires en Russie et en Autriche) me paraît fournir une base utile de conversation entre les Puissances également désireuses de travailler à un règlement honorable du conflit austro-serbe et d'écarter ainsi les dangers qui menacent la paix générale (2) ».

Un peu plus tard dans la journée, et à une heure où cet effort est d'autant plus méritoire qu'il a déjà reçu la visite du baron de Schœn, venu au Quai d'Orsay lui demander quelle serait l'attitude de la France en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, M. René Viviani télégraphie encore à Petersbourg pour que le Gouvernement impérial, dans l'intérêt supérieur de la paix « évite tout ce qui pourrait rendre inévitable ou précipiter la crise (3) ».

Enfin, le 1er août, la Proclamation du Président de la République à la nation Française disait encore : *La mobilisation n'est pas la guerre.* »

C'est à la lumière de ces documents, et l'on en pourrait citer beaucoup d'autres, qu'il convient de juger l'affirmation de M. de

---

(1) Dépêche à MM. Paléologue et Paul Cambon, *Livre Jaune*, n° 101.

(2) *Livre Jaune*, n° 112.

(3) *Livre Jaune*, n° 117.

Bethmann-Hollweg que la France n'a pas agi dans un sens modérateur.

10° Une certaine démarche du baron de Schœn, tout au moins, ne pouvait, en effet, avoir d'autre but que de compromettre la France au regard de son alliée. Lorsque l'ambassadeur d'Allemagne proposait à M. Berthelot d'envoyer à la presse une note qui affirmait le « sentiment de solidarité pacifique « dans lequel les Cabinets de Paris et de Berlin examinaient les moyens de maintenir la paix générale (1) », il savait bien que si la France avait accepté une semblable rédaction, la Russie et l'Europe entière en eussent immédiatement déduit que Paris comme Berlin refusaient de reconnaître à Petersbourg le droit d'intervenir pour la défense de la Serbie et de ses intérêts dans les Balkans.

11° A l'accusation que l'Angleterre ait recherché l'humiliation des deux nations tripliciennes, trois textes — on en pourrait citer cent — répondent. Le 28 juillet, s'expliquant sur son projet de Conférence, Sir Edward Grey spécifiait qu' « aucune suggestion ne serait avancée *avant qu'on se fût assuré au préalable qu'elle serait acceptable pour l'Autriche et la Russie*, avec lesquelles les Puissances médiatrices pourraient facilement se tenir en contact par l'intermédiaire de leurs alliés respectifs (2) ». Le même jour, le Secrétaire d'Etat anglais se déclarait prêt à accepter que M. de Jagow suggère « les lignes directrices », d'après lesquelles le principe de la Conférence serait appliqué (3) ». Enfin, le 30 juillet, il prenait, dans une forme solennelle, un engagement précis : « Si, disait-il, on peut conserver la paix de l'Europe et passer sans accident à travers la crise actuelle, mon effort personnel sera de prendre l'initiative d'un arrangement auquel

---

(1) *Livre Jaune*, n° 57.

(2) Dépêche à Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 67.

(3) Dépêche à Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 68.

l'Allemagne puisse souscrire, *et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique agressive ou hostile ne sera poursuivie contre elle ou ses alliés par la France, la Russie et nous-mêmes, soit ensemble, soit séparément* (1) ». C'étaient là des paroles sérieuses, dignes, semble-t-il, de retenir l'attention, et qui voulaient une réponse. *Elles n'en reçurent jamais* (2).

(12) Cette assertion est inexacte. L'Angleterre n'a pas pris, la première, des mesures militaires « de grand style ». Elle a seulement ajourné la dispersion de sa flotte, à cause de « *l'effet d'anxiété* » produit sur l'Europe par les événements (3).

(13) Cette assertion est inexacte. M. de Fleuriau ne souffle mot de la concentration de la flotte près de Portland. Il dit simplement : « L'attitude de la Grande-Bretagne s'affirme par l'arrêt de la démobilisation de la flotte (4) ».

(14) Cette assertion est inexacte. L'Angleterre a constamment, au contraire, exercé une influence modératrice sur Petersbourg. Les textes abondent pour le démontrer. Le 24 juillet, Sir George Buchanan refuse absolument de faire à la France et à la Russie une déclaration de solidarité (5) ; et il en est aussitôt approuvé par le *Foreign Office* (6). Le 25 juillet, Sir. G. Buchanan, dans une conversation pathétique avec M. Sagonof exprime « l'ardent

(1) Dépêche à Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 101.

(2) Déjà, dans un entretien, le 29 juillet, avec le prince Lichnowsky, Sir Edward Grey lui avait fait observer qu' « il n'était pas question d'humilier l'Autriche », et qu' « *il s'agissait de savoir jusqu'à quel point l'Autriche avait l'intention de pousser l'humiliation d'autrui* ». Autrui, c'est la Serbie et la Russie. (Dépêche de Sir E. Goschen. *Correspondance britannique*, n° 109.)

(3) Dépêche de Sir M. de Bunsen, *Correspondance britannique*, n° 48.

(4) *Livre Jaune*, n° 66.

(5) Dépêche de Sir G. Buchanan, *Correspondance britannique*, n° 6.

(6) Dépêche de Sir Edward Grey, *Correspondance britannique*, n° 24.

espoir » que la Russie ne précipitera pas la crise en mobilisant ([1]). Le 31 juillet, c'est Sir Edward Grey qui déclare au prince Lichnowsky « que si l'Allemagne pouvait mettre en avant une proposition raisonnable qui montrerait clairement que l'Allemagne et l'Autriche s'efforçaient de préserver la paix européenne et que la Russie et la France soient assez déraisonnables pour la repousser, je la soutiendrai à Saint-Petersbourg et à Paris ([2]).» Enfin on doit se rappeler que, dans son discours du 4 août au Reichstag, M. de Bethmann-Hollweg reconnaissait lui-même la sincérité des efforts de l'Angleterre pour maintenir la paix.

(15) Cette assertion est inexacte. Le chancelier ne donne pas de précision. Mais il n'y a aucun rapport de Sir G. Buchanan qui dise rien de semblable.

(16) C'est là un tissu de faussetés. Il n'y a pas un seul texte dans les Livres diplomatiques de la Triple Entente, ou même de la Triple Alliance qui dise, indique, laisse comprendre que l'Angleterre était résolue à donner son appui à la France et à la Russie. Par contre, dans la *Correspondance britannique* et le *Livre Jaune*, il y a trente ou quarante pièces qui attestent que l'Angleterre a constamment et nettement refusé de promettre son nter vention.

(17) Le Chancelier prête à Sir G. Buchanan des opinions que l'on ne trouve pas dans ses rapports et qui ne sont pas les siennes. Il dit expressément, au contraire, que c'est l'attitude de l'Allemagne qui a provoqué la mobilisation russe. « Maintenant qu'elle sait que l'Allemagne s'arme, écrit-il le 30 juillet, elle ne peut guère retarder, pour des raisons stratégiques, la conversion de la mobilisation partielle en mobilisation générale ([3]). »

([1]) Dépêche de Sir G. Buchanan, *Correspondance britannique*, n° 17.
([2]) Dépêche de Sir Edward Grey, *Correspondance britannique*, n° 111.
([3]) Dépêche de Sir G. Buchanan, *Correspondance britannique*, n° 97.

(18) Il n'y a pas l'ombre d'une preuve, soit dans le *Livre Blanc*, soit dans le *Livre Rouge*, qu'une pression allemande se soit produite à Vienne en faveur des conversations directes.

(19) Cette assertion est inexacte. M. de Bethmann-Hollweg reconnaissait lui-même, dans son discours du 4 août au Reichstag, que l'Autriche-Hongrie avait mobilisé deux corps d'armée sur le front russe.

(20) C'est là un des mensonges les plus impudents qu'un homme d'Etat ait jamais osés. Le *Livre Bleu*, auquel le Chancelier renvoie pour confirmation de son assertion, dit exactement le contraire. Il faut observer tout d'abord que c'est de Vienne, non de Petersbourg, qu'est venu le refus de continuer les conversations directes. Mais lorsque ce refus fut notifié, M. Sazonof, loin de prévoir ou de vouloir la cessation des pourparlers, s'efforça de les activer et demanda le concours de l'Angleterre dans ce but. « Il ne nous reste plus, écrit-il le 29 juillet, qu'à nous en remettre entièrement au Gouvernement britannique pour l'initiative des démarches qu'il jugera utile de provoquer [1]. » En fait le ministre russe ne renonça à aucun moment à négocier. Le *Livre Bleu anglais* ne dit nulle part qu'au su de M. Sazonof la mobilisation russe devait mettre fin aux échanges de vues des chancelleries. C'était tout le contraire de son opinion. Ce qui est vrai, et ce que M. de Bethmann-Hollweg se garde bien d'avouer, c'est que l'ambassadeur d'Allemagne à Petersbourg poussait à la guerre. « Je crains que l'ambassadeur d'Allemagne ne contribue pas à adoucir les choses, écrit le 29 juillet Sir G. Buchanan, s'il se sert dans ses rapports avec son Gouvernement du même langage que celui qu'il a employé en causant aujourd'hui avec moi. Il a accusé le Gouvernement russe d'avoir par sa mobilisation

---

[1] Dépêche au comte Benckendorff, *Livre Orange russe*, n° 50.

mis en péril la paix de l'Europe, et quand j'ai fait allusion à tout ce qui avait été fait dernièrement par l'Autriche, il s'est borné à répondre qu'il ne pouvait entrer dans une discussion pareille [1] ». Ce qui est vrai encore, c'est que c'est l'annonce de la mobilisation allemande, si la Russie ne cessait pas ses préparatifs militaires, qui a déterminé le cabinet de Petersbourg à accélérer ses propres armements et l'a enfin déterminé à « compter avec l'inévitabilité probable de la guerre [2] ».

(21) Les Puissances de l'Etente n'exigeaient rien de semblable. Elles ne faisaient aucune opposition à la mobilisation austro-hongroise. Il y avait équilibre des forces en présence. Au cours des récentes guerres balkaniques de longues négociations avaient eu lieu dans des circonstances identiques.

(22) M. de Bethmann-Hollweg s'applique à embrouiller la question ou se moque de la crédulité du Reichstag. C'est le 27 juillet qu'il a donné son adhésion au principe d'une médiation et fait objection à la forme, — sans jamais condescendre à indiquer celle qui lui eût convenu.

(23) Cette assertion est inexacte. M. Sazonof multiplia les concessions à cette date. Le 30 juillet, il remit au comte de Pourtalès une formule dans laquelle il indiquait à quelles conditions la Russie cesserait ses préparatifs [3]. Le 31 juillet, il accepta la formule anglaise qui autorisait l'Autriche-Hongrie à envahir la Serbie et occuper Belgrade [4].

(24) La mobilisation allemande n'était pas un *casus belli* aux yeux de la Russie, le Tsar Nicolas II a pris soin de l'écrire à

(1) Dépêche à Sir Edward Grey, *Correspondance britannique*, n° 78.
(2) Dépêche de M. Sazonof, *Livre Orange russe*, n° 58.
(3) *Livre Orange russe*, n° 60.
(4) *Livre Orange russe*, n° 67.

Guillaume II. Pourquoi la mobilisation russe était-elle un *casus belli* aux yeux de l'Allemagne ? La France, comme la Russie, disait : « La mobilisation n'est pas la guerre ».

(25) La proposition de Sir Edward Grey comportait l'arrêt de toutes les mesures militaires, et le Chancelier fera difficilement admettre que l'Allemagne, où l'état de danger de guerre avait été proclamé déjà, fut moins prête au combat que les Puissances de l'Entente.

En définitive, et sans même tenir compte des omissions voulues qui suffiraient seules à priver ce discours de toute valeur, on y trouve à peine une affirmation qui ne soit manifestement fausse, en contradiction absolue avec les faits et avec les pièces publiées dans les Livres Diplomatiques, même dans le *Livre Blanc allemand* et le *Livre Rouge austro-hongrois*.



3

LA PRESSE ANGLAISE ET LA SITUATION EUROPÉENNE

Dès le 31 juillet, et avant que fût connu l'envoi de l'ultimatum allemand à Petersbourg, plusieurs grands journaux anglais, devant l'éventualité d'un conflit prenaient position aux côtés de la France et de la Russie.

« Il est possible, lisait-on dans le *Daily Express*, comme le dit la presse radicale, que nous ne soyons pas directement intéressés dans la querelle austro-serbe. *Mais tout danger menaçant la France menace aussi l'Angleterre*. L'intérêt autant que l'amitié nous obligent à nous tenir près de la France. C'est un fait. *Si cela était dit officiellement, la puissante menace de notre marine*, dont toutes les forces immenses sont maintenant réunies, prêtes à marcher suivant la volonté de la nation, *apaiserait la fièvre belliqueuse de l'Europe centrale*. Si nous restions indifférents au moment où l'on a besoin de nous aucun pays ne serait jamais plus à notre côté, et le nom des Anglais serait méprisé de l'Equateur au pôle. »

Le *Times* n'était pas moins ferme dans ses déclarations. « Nous n'avons, disait-il, rien à venger et rien à gagner dans les circonstances présentes. Nous ne pouvons être guidés que

par ces considérations : notre devoir envers nos amis et l'instinct de conservation. La seconde de ces considérations est la plus forte et, en cas de nécessité, il faut la tenir pour décisive. Nous ne saurions pas rester à l'écart, les bras croisés, en contemplant avec placidité nos amis en danger de destruction. Si nous restions passifs et si la fortune de la guerre se tournait contre ceux dont les intérêts sont liés aux nôtres, *nous savons très bien que ce serait ensuite notre tour*. Personne ne lèverait alors un doigt pour nous sauver.

« Notre intérêt le plus puissant, c'est la loi de conservation qui est commune à toute l'humanité. *Les armées qui se rassemblent maintenant contre nos amis menacent en réalité notre sécurité non moins que la leur*. Avec calme, mais résolument, nous jouerons notre rôle dans cette rencontre sans précédent, si la nécessité s'en fait sentir. Si nous avons à intervenir, le pays tout entier ne reculera devant aucun sacrifice pour sortir victorieux d'une lutte qui peut menacer notre existence nationale. »

Le *Daily Mail* ne tient pas un langage différent : « Si la modération et la retenue de nos amis de la Triple-Entente n'éveillent pas d'échos, alors il pourrait se faire que la Grande-Bretagne fût impliquée dans le conflit. Dans de pareilles circonstances, *elle ne pourra pas abandonner ses amis*, ni permettre qu'ils soient isolément attaqués et vaincus. *Elle leur demande de faire tous leurs efforts en vue de la paix*. Ce n'est que lorsqu'il sera évident que ces efforts ont été impuissants qu'elle pourra entrer en action ; et si elle doit le faire, cette action sera digne de son passé. Le peuple britannique n'a jamais reculé devant le danger. »

La *Saturday Review* développe avec un force particulière le mêmes arguments : Nos amis sont la France et la Russie, et notre influence et notre coopération doivent s'exercer en leur

faveur. Si nous nous dérobions, l'effet de cette dérobade serait désastreux.

« Quoi qu'il arrive alors, on nous haïrait et on nous mépriserait. Nous serions la « perfide Albion » et nous devrions revenir à notre ancienne position de « splendide isolement », avec cette différence que nous n'aurions plus un ami en Europe, mais en revanche une légion d'ennemis.

« Par conséquent, *nous devons faire comprendre nettement et sans retard que*, tout en travaillant sans répit à la paix, à la localisation de la guerre, *nous marcherons*, s'il y a lieu, *avec la France et la Russie*. C'est notre seule ligne de conduite droite et sûre. »

Le *Standard* fait des réserves : « Si nous combattons, ce sera parce que nous sentirons qu'une défaite de la France par l'Allemagne amènerait dans l'équilibre européen une modification à notre détriment. Il règne sur ce point une grande obscurité, et nous ne savons pas encore jusqu'à quel point l'échange actuel de communications diplomatiques l'a éclairée. Notre amitié pour la France ne doit pas nous pousser à jouer notre sort avec la République, à moins que nous n'ayons la conviction : soit que nos voisins sont victimes d'une agression injustifiée, soit qu'ils doivent être protégés contre un désastre — que nous approuvions leur politique ou non — dans notre propre intérêt. »

Le *Daily Chronicle* s'en remet au Gouvernement du soin de prendre parti ou de s'abstenir : « Quelle sera, se demande-t-il, notre attitude ? Disons franchement que, pour le moment, il serait mieux que ceux que ne gêne aucune responsabilité officielle s'abstinssent d'indiquer à Sir Edward Grey la voie à suivre.Il est des heures, et l'heure présente est une de celles-là, où l'équipage d'un navire doit obéir aux ordres de son capitaine, en lui faisant toute la confiance à laquelle son poste lui donne droit ».

Le *Daily Telegraph* met quel réserve dans l'expression de sa

confiance : « Nous regarderons notre destin en face, sans frayeur, comme faisaient nos pères. *Mais il faut que ni le Cabinet, ni nos chefs ne marquent d'indécision*. Ce que nous avons promis de faire, nous le ferons, nous tiendrons notre parole et nous serons loyaux envers nos amis. Que le Gouvernement, dont c'est le devoir de nous dire comment agir, nous indique clairement le chemin. L'Angleterre, nous en sommes sûrs, s'y engagera sans un murmure. »



TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

QUATRIÈME PARTIE



ERRATUM

—

Page 416, il est imprimé :
Saint-Pétersbourg, 30 septembre 1915.
Il faut lire :
Saint-Pétersbourg, 30 juillet 1914.

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière